

Numéro 566



Mars 1975

LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

**LA QUESTION CENTRALE :
LE FRONT UNIQUE OUVRIER**

**VERS L'EXPLOSION
REVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) :
45 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos** : 1 an : 35 F - **Pli clos** : demander à
l'administration.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT
Imprimerie ABEXPRESS - PARIS

La question centrale :

LE FRONT UNIQUE OUVRIER, VAINCRE LA DIVISION

par Roger DUCROS

« La querelle »

Pendant des semaines, des mois, les « mass media » ont fait retentir à tous les échos la « querelle entre le PCF et le PS ». De querelle il n'y en avait pas. Pour se quereller, il faut au moins être deux. Or, on le sait, la direction du Parti socialiste a refusé de répondre aux attaques des dirigeants du PCF.

Cette campagne a commencé très précisément le 8 octobre, deux jours après les élections législatives partielles au cours desquelles six anciens ministres du gouvernement Messmer tentaient de se faire réélire. Deux d'entre eux, Lecat et Fontanet, ont été battus. Tous ont subi, en nombre de voix et en pourcentage, même lorsqu'ils étaient élus au premier tour, Messmer et Guichard, un important recul. Ces élections législatives partielles avaient une portée

politique nationale : venant quelques mois après les élections présidentielles, elles confirmaient et amplifiaient la signification de ces dernières. Cette fois, non seulement l'UDR subissait une défaite, mais la prétendue majorité giscardienne s'effondrait.

De toute évidence, interprétant « l'Union de la gauche » ainsi que l'unité des deux grands partis ouvriers, le Parti socialiste et le Parti communiste français, les masses petites-bourgeoises, rejoignant la classe ouvrière, accéléraient leur mouvement d'abandon des partis bourgeois et de soutien des partis ouvriers. Ce mouvement de la petite bourgeoisie ne demandait qu'à être combiné à celui du prolétariat.

Depuis les élections présidentielles, la classe ouvrière, les masses exploitées avaient acquis la conviction qu'il était non seulement nécessaire mais

possible d'en finir avec les gouvernements de la V^e République, le gouvernement en fonction Giscard-Chirac et de porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis, le Parti socialiste et le Parti communiste français. Pour cela, il fallait l'unité de ces partis, le transfert de la lutte du terrain électoral et parlementaire au terrain de la lutte de classe menée selon les méthodes du prolétariat. La grève des PTT dont le contenu politique était d'en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac pour que soient satisfaites les revendications, confirmait rapidement ce vers quoi le prolétariat tendait et tend toujours.

Le point de départ de la campagne de la direction du PCF contre le PS est aussi curieux que significatif. Se basant sur les résultats de la circonscription où Fontanet avait été battu au deuxième tour par le candidat du PS et sur les résultats de Périgueux où Yves Peron, candidat du PCF avait été battu au deuxième tour par Yves Guéna et ne recueillait pas la totalité des voix, qui, au premier tour, s'étaient portées sur un candidat « radical de gauche », la direction du PCF s'attaquait durement à celle du PS :

« Le slogan « rééquilibrer la gauche » signifie qu'on veut gagner non pas sur la droite mais sur le Parti communiste ; qu'on veut se renforcer, non pas aux dépens de la droite, mais au détriment du Parti communiste » (Marchais, L'Humanité du 10 octobre 1974).

Ce reproche se fondait sur le fait que dans la circonscription où Fontanet avait été battu, le candidat socialiste avait devancé celui du

PCF ; contrairement aux élections précédentes, le candidat du PCF perdait en suffrages et en pourcentage, tandis que celui du PS gagnait.

Marchais ajoutait : *« Pouvons-nous accepter par exemple qu'on dise aux électeurs : « Seul le candidat socialiste ou seul le candidat radical peut battre le candidat de la droite, seuls ils peuvent regrouper les voix de la gauche et en gagner d'autres » ?*

« Un tel langage n'aboutit qu'à affaiblir les chances de succès de la gauche. On l'a vu en Dordogne. »

Enfin, Marchais ajoutait : *« On nous cherche chicane — et pour peu, on nous taxerait « d'opportunisme — parce que nous disons « Union du peuple de France ». Pourtant ce mot d'ordre a précisément pour objet de susciter le rassemblement le plus large autour du Programme commun de la gauche...*

« Mais, dans le même temps, les radicaux de gauche votent pour l'élection de Poher à la présidence du Sénat, tout comme les maires socialistes votent pour l'élection de Poher à la présidence de l'Union des maires de France ».

Ce point de départ est curieux. Premièrement, la vocation de chaque parti ouvrier est évidemment de se renforcer le plus possible au sein de la classe ouvrière et aussi parmi les couches de la petite bourgeoisie. Ce qui, en ce qui concerne les partis parlementaires, signifie qu'ils gagnent des suffrages « à gauche et à droite ». L'unité ne peut signifier que chaque parti perde son originalité et qu'il renonce à influencer des couches déjà influencées et même

organisées par d'autres organisations ou partis ouvriers. Deuxièmement, le PCF affirme se situer sur le terrain du parlementarisme, être partisan des voies parlementaires pour aboutir au socialisme. Il est donc bien normal que tout comme lui, ses partenaires, pour gagner des voix, mettent en avant l'argument de l'efficacité électorale.

Interdire aux partis avec lesquels on réalise l'unité, d'étendre leur influence, c'est poser une condition incompatible avec l'unité et pratiquer une politique de chasse gardée sans principe.

Troisièmement, l'indignation de Marchais, quant au vote des socialistes et des radicaux pour Poher, rapportée au projet de résolution du XX^e congrès du PCF, présenté juste un mois auparavant au Comité central par le même Georges Marchais et publié le lendemain dans *L'Humanité*, est du plus haut comique. On lit par exemple :

« A qui proposons-nous l'union ? A tous les travailleurs, à toutes les victimes du grand capital, à tout le peuple de France à la seule exception de la poignée de féodaux des grandes affaires et de leurs commis politiques au pouvoir. »

La « poignée de féodaux » est une formule commode qui met hors de cause le mode de production capitaliste. « L'Union du peuple de France » est ainsi définie :

« Les chrétiens (qui) trouvent dans la réalité sociale et dans leur foi elle-même, leurs raisons d'agir pour une société plus juste, plus humaine, une société fraternelle où le profit ne soit plus la règle unique

de toutes les activités humaines... Les Français qui se considèrent d'une autre famille politique que les partis de gauche... Nombre de ces Français se réclament du général de Gaulle... Les communistes ont combattu bien des aspects de la politique soutenue par les gaullistes. Mais les uns et les autres se sont retrouvés côte à côte dans les combats essentiels pour l'indépendance et la dignité de la France... Le Parti communiste considère le rapprochement avec les démocrates et patriotes gaullistes comme une des questions déterminantes de la réalisation de l'union du peuple de France ».

Si « l'Union du peuple de France » intègre, en les baptisant « démocrates » les responsables du massacre de Charonne, les tenants de « l'association capital-travail », les zéloteurs du corporatisme, ainsi que les « chrétiens-sociaux » qui ne leur cèdent en rien, pourquoi les socialistes.. et les radicaux... ne voteraient-ils pas au Sénat et à l'assemblée des maires de France pour Poher ?

Le PCF n'hésite pas à tendre la main à Charbonnel, voir à Debré, les JC à s'entendre avec l'UJP, pourquoi ne pas voter Poher ? D'ailleurs, combien de fois les dirigeants du PCF n'ont-ils pas eux-mêmes appelé à voter pour les pires réactionnaires au nom de l'unité nationale ou en utilisant tout autre prétexte ? Le vote pour Poher est dans la logique de l'« Union de la gauche » et du « Programme commun ». Dans cette alliance, les « radicaux de gauche » n'ont qu'une fonction, mais combien importante, servir de pont entre les partis ouvriers et les partis et organisations bourgeoises. On peut se référer à un expert en la matière, le

sénateur radical Cavaillet qui, analysant froidement le Programme commun concluait :

« Le contrat reste acceptable dans ses lignes de force. J'en résume l'essentiel. Dans un pacte public, trois partis de gauche ont pris l'engagement pour cinq ans de gouverner ensemble, afin de réaliser un certain nombre d'objectifs acceptés par tous. Mais au-delà chacun reste libre de faire ses propres choix de société et de récuser ceux des autres. Le Programme commun n'implique en effet aucun changement de société, il ne met pas en cause les structures fondamentales de celle-ci » (la société capitaliste).

Et, plus loin : *« Pour nous, le Programme commun n'ouvre pas un front de classe comme le prétendent les communistes et beaucoup de socialistes. Il est au contraire un programme de collaboration de classes. Sinon, nous n'y aurions pas adhéré »* (Valeurs actuelles).

Enfin, avant de signer, en signant, et après avoir signé le programme commun, les dirigeants du PCF n'ont absolument pas mis en cause les pratiques politiques du PS. Elles leur semblaient « normales » à l'époque. Alors, à quoi répond cette subite rigueur politique à sens unique ?

Masses et militants : non à la division !

La presse de « droite et de gauche » s'est évertuée à fournir des explications aussi fausses qu'elles sont intéressantes. « Le tournant politique » du PCF serait le résultat de la réaction des militants qui crai-

gnent que le PS devienne plus puissant que le PCF. A la vérité, les militants du PCF ne sont pas inquiets des succès électoraux du PS. C'est bien plutôt la politique de division de la direction du PCF qui se heurte à leur hostilité, ainsi qu'en témoigne l'aveu de cette direction quant à la difficulté de faire prendre aux militants le « tournant politique » que souligne la citation extraite de *L'Humanité* dans l'article de Charles Berg publié dans ce numéro de *La Vérité* !

La polémique que les dirigeants du PCF ont ouverte contre ceux du PS est absolument sans principe. Ainsi, restant totalement sourds aux déclarations réitérées de Mitterrand affirmant sa « fidélité au Programme commun », ils exigent que celui-ci « reste fidèle au Programme commun ». Mais l'argument est un peu faible. Aussi faut-il l'étoffer. C'est pourquoi ils ajoutent : *« Il faut agir »*.

« Sans doute, dans le même temps, le Parti socialiste se déclare « fidèle au Programme commun ». Mais qu'est-ce donc qu'être fidèle au Programme commun, sinon mener partout une action résolue pour démontrer la validité des solutions du Programme commun et refuser les sacrifices soi-disant inévitables ? C'est ce que nous faisons. Le Parti socialiste ne le fait pas. Nous avons même noté que, dans ses conférences de presse, François Mitterrand a préconisé — dans l'hypothèse de la venue au pouvoir de la gauche — non pas la mise en application immédiate des réformes économiques et sociales du Programme commun mais une succession de plans s'étalant sur six ans. »

Marchais fait ici allusion au programme que Mitterrand exposa six mois plus tôt, au moment où il était candidat à la présidence de la République, et sur lequel, jusqu'alors, il n'avait soufflé mot. Suivent des « propositions d'action ». Elles consistent en une série de meetings dans les grandes villes, que les dirigeants du PS et du PCF tiendraient en commun pour « faire connaître les solutions du Programme commun ». Dans le même temps, le PCF « propose des mesures immédiates » qui, toutes, se situent dans le cadre du régime et qu'il déclare immédiatement applicables par le gouvernement actuel. Toute cette « action » et toutes « ces mesures immédiates » débouchent sur quoi ? Le groupe parlementaire du PCF propose que l'Assemblée nationale discute des mesures à prendre contre le chômage.

En d'autres termes, l'Assemblée nationale à majorité UDR et « Républicains indépendants » que le suffrage universel a désavouée, qui ne se survit qu'en servant de paravent au gouvernement Giscard-Chirac, qui a voté les lois liquidant l'ORTF, mettant en cause la Sécurité sociale, la ratification du budget, etc., est appelée à prendre des « mesures immédiates » contre le chômage. Quelle dérision ! Que valent alors ces critiques adressées aux dirigeants du PS :

« Une étrange campagne est menée par certains dirigeants du PS comme Gaston Defferre autour de l'idée que M. Giscard d'Estaing pourrait appeler la gauche au gouvernement après et même avant des élections législatives. »

Marchais s'indigne : « Les élec-

tions restent pour le moment fixées en 1978. Et surtout, laisser croire que M. Giscard d'Estaing pourrait appeler la gauche au gouvernement pour coopérer à l'application du Programme commun, c'est se tromper ou tromper les travailleurs. »

La conclusion devrait être évidente : si le Programme commun n'est pas applicable avec l'Assemblée nationale actuelle et ne l'est pas plus avec Giscard d'Estaing Président de la République, alors il n'existe qu'une alternative : le PS et le PCF disant se situer sur le terrain de la démocratie parlementaire, qu'ils s'unissent et mobilisent les masses pour imposer la dissolution de l'Assemblée nationale et, éventuellement, le départ de Giscard d'Estaing ; sinon, l'application de ce fameux programme commun est renvoyée aux calendes... 1978... 1981.

Les dirigeants du PCF ont choisi la deuxième solution. En toute occasion, ils font appel à cette Assemblée nationale et ainsi ils la confortent.

Cette « querelle » est donc bien sans principe. C'est pourquoi elle est insupportable aux masses et aux militants. Son point de départ, ses considérants, l'argumentation développée sont significatifs : les masses et les militants considèrent que, unis, le PS et le PCF peuvent balayer le gouvernement Giscard-Chirac et, en s'appuyant sur les masses, imposer un gouvernement des partis ouvriers. « L'Union de la gauche » étendue en « Union du peuple de France » ne suffit plus à faire barrage aux aspirations des masses, au front unique des partis ouvriers. Dès lors, « l'Union de la gauche », « l'Union du peuple de France » sont conjuguées aux tentatives d'imposer la division des rangs ouvriers, de décou-

rager le prolétariat et les militants en accréditant l'idée que l'unité du PS et du PCF est impossible.

Le PCF conforte l'Assemblée nationale UDR-giscardienne qui sert de paravent au gouvernement Giscard-Chirac ; il protège ce gouvernement de l'action des masses en les divisant. C'est normal. Cette politique correspond parfaitement au contenu du programme commun que Cavaillet a défini sans équivoque.

La politique du PS n'a pas varié

La propagande des dirigeants du PCF a été reprise, utilisée, amplifiée par toutes les « mass media » de la bourgeoisie. Rien n'a été épargné pour la rendre « crédible ». Toute la presse, les radios, la télévision ont affirmé : la politique des dirigeants du PS s'est infléchie à droite. La défaite du CERES et son élimination du secrétariat du PS ont été présentés ainsi que l'un des résultats et l'une des expressions de ce cours à droite. Le CERES est un courant politique d'origine cléricale, dont l'inspiration est à l'opposé du marxisme, d'un courant lutte de classe. Elle rappelle beaucoup celle des néo-socialistes, de Henri de Man, des planistes des années 30. Il s'est d'ailleurs, en la personne de Georges Sarre, prêté à l'attaque des dirigeants du PCF contre ceux du PS. Le CERES n'est assurément pas une agence du PCF au sein du PS, mais les buts qu'il poursuit s'accordent pleinement à la diversion des dirigeants du PCF.

Le congrès du PS a marqué, au contraire, une étape de la reconstruction d'un parti socialiste classique. Mitterrand a voulu, il y a quelques années, réaliser « une OPA » sur la

vieille SFIO. Cependant, placé à la tête du PS, il doit le prendre en charge. Les buts politiques qu'il poursuit désormais — devenir le dirigeant de la « gauche », être en mesure de former éventuellement un gouvernement de rechange, présenter une solution gouvernementale de secours pour la bourgeoisie — exige qu'il s'appuie sur un parti socialiste traditionnel.

Seul un tel parti peut avoir une place, une assise et des racines dans les masses. Le CERES doit être écarté. Quant à l'orientation de Mitterrand et du PS, elle ne s'est pas plus infléchie à droite qu'elle ne s'est infléchie à gauche. Il suffit de se souvenir de ses discours et écrits au cours de la campagne électorale présidentielle et de les comparer à ceux d'aujourd'hui pour s'en rendre compte. Le Parti socialiste, aujourd'hui comme hier, est un parti attaché à la collaboration de classe, à la défense de la société bourgeoise, un parti ouvrier-bourgeois. Sans doute n'entend-il pas mobiliser et agir pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, mais les attaques du PCF ont laissé très calme et très froid Mitterrand qui en connaît parfaitement les raisons. Il se donne même le luxe d'apparaître « unitaire pour deux » en ne répondant pas aux attaques du PCF, ce qui, sur le plan électoral, ne peut être que payant.

L'attaque du PCF atteignait son maximum d'ampleur au lendemain du congrès du PS. La conférence de presse de Marchais du 10 février 1975 marquait son point le plus élevé. Mitterrand ayant une fois encore affirmé sa fidélité au Programme commun, Marchais rétorquait ;

« Il apparaît maintenant avec netteté que la direction du Parti socia-

liste utilise la stratégie d'union et la référence au Programme commun à des fins essentiellement partisans. Elle le fait pour se renforcer et nous affaiblir, en prenant au besoin appui sur les campagnes que l'adversaire développe contre nous. »

Ainsi donc Marchais convient que Mitterrand et le PS développent la stratégie du Programme commun, mais... de façon partisane.

D'ailleurs, Marchais est scandalisé :

« Je retire du congrès de Pau l'impression désagréable d'une direction et d'un premier secrétaire de plus en plus sûr de lui et dominateur. »

Visiblement, trop visiblement, Marchais dit n'importe quoi : l'important est de faire passer la division, de donner l'impression aux masses et aux militants que l'unité entre le PS et le PCF est impossible. Il s'agit de porter secours au gouvernement Giscard-Chirac de plus en plus en difficulté.

Pourtant, un miracle semble s'être produit le 13 février, trois jours après la conférence de presse de Marchais. Mitterrand tient à son tour une conférence de presse au cours de laquelle il reprend purement et simplement ses thèmes traditionnels. Le lendemain, un éditorial de *L'Humanité*, signé René Andrieu, découvre soudain, tout aussi soudainement que la campagne avait commencé le 8 octobre 1974, que :

« Le propos encore un peu vague paraît cependant en retrait sur celui que François Mitterrand avait tenu tout récemment encore à la télévision... Est-ce l'indice d'une certaine évolution ? En tout cas, François Mitterrand semble admettre la néces-

sité que les partis de gauche informent ensemble l'opinion. Et il n'a pas repris son appréciation désinvolte sur les meetings communs qualifiés, par lui, encore récemment, de "parade". »

En effet, Mitterrand a utilisé, cette fois, le mot « simulacre ».

En réalité, la campagne de division des dirigeants du PCF ne « passe pas », malgré les plus grands efforts. Contre elle se dressent de nombreux militants du PCF et même certainement des membres de l'appareil. Finalement elle aboutit à distendre et à distordre les liens entre les masses, les militants, l'appareil, et risque d'ouvrir des brèches dangereuses par lesquelles le mouvement des masses pourrait s'engouffrer.

La direction du PCF doit rectifier le tir. On apprend que le « Comité de coordination des partis de gauche » s'est réuni le 27 février. Il a pris la décision de développer une « vaste campagne nationale contre la politique d'austérité et pour les solutions du Programme commun » et de tenir en province cent meetings et non quelques grands meetings nationaux, c'est-à-dire très exactement de reprendre les propositions de Mitterrand faites en opposition à celles du PCF. Andrieu ne se prive pas moins de crier victoire.

La même politique de division... sur un autre plan

Une question se pose : la direction du PCF a-t-elle modifié en conséquence sa politique ? Nullement. Ainsi qu'il est déjà écrit plus haut, il y a continuité entre l'Union de la gauche, l'Union du peuple de France

et la politique de division des partis ouvriers. Cavaillet dit pourquoi les méandres de cette ligne procèdent tous du Programme commun de gouvernement : « *C'est un programme de collaboration de classe.* » C'est-à-dire, concrètement, à l'étape actuelle où la crise politique de la bourgeoisie s'approfondit, est en passe de donner naissance à une crise révolutionnaire, un programme qui sert d'oripeau à une politique de sauvetage, non seulement de la société bourgeoise, mais du système politique actuel de domination de classe de la bourgeoisie, la V^e République, le gouvernement Giscard-Chirac. Attribuée dans l'immédiat, la campagne de division des dirigeants du PCF peut très bien être reprise rapidement (1). Mais surtout, la direction

du PCF la transfère sur un autre plan, celui des confédérations et fédérations syndicales, des syndicats.

Séguy lui-même donne le ton. *L'Humanité* du 18 février 1975 publie une interview du secrétaire général de la CGT sur « la campagne nationale de la CGT ». Elle vise, explique Séguy, « à transformer partout le mécontentement en actions ». Noble projet ! Son axe « stratégique » est développé à la dernière question de l'interview dont la formulation est déjà une réponse :

« *Question* : Et la FEN ? Et FO ? La signature d'accords séparés par ces centraux ne rend-elle pas pour longtemps illusoire l'idée d'éventuelles actions communes ?

« *Georges Séguy* : De toute évi-

(1) L'encre de cet article était à peine sèche que Gaston Defferre, maire de Marseille, recevait en sa mairie Giscard d'Estaing. Incontestablement, cette visite a été négociée entre le maire de Marseille et le troisième président de la V^e République, Mitterrand étant au courant et d'accord avec la tenue de cette « cérémonie ». C'est un acte politique dont le contenu est évident : le Parti socialiste se situe sur le terrain de la V^e République et ne met pas en cause le troisième président de celle-ci. C'est un soutien politique aux institutions de la V^e République et à son président actuel. Au-delà, la crise politique de domination de classe de la bourgeoisie oblige les défenseurs de l'ordre bourgeois à envisager un relais politique qui exige « l'ouverture à gauche » en cas d'explosion de cette crise et de faillite ouverte du gouvernement Giscard-Chirac. On reconnaît la démarche que feu Pompidou a tentée à plusieurs reprises : « ouverture » vers le PS, quitte à se séparer d'une partie de l'UDR.

Les dirigeants du PCF n'ont pas manqué de faire rebondir « la querelle ». « *Je suis très inquiet de la situation créée par la rencontre entre Defferre et Giscard d'Estaing* », a dit Georges Marchais. Pourquoi et en quoi Georges Marchais est-il inquiet ? Lui-même déclare : « *Il est tout à fait normal, lorsque le président de la République demande à être reçu par le maire d'une ville que ce maire le reçoive.* »

Autrement dit, il est parfaitement légitime d'accepter le cadre, de respecter les institutions de la V^e République, et en conséquence, de recevoir celui qui l'incarne, le président de cette V^e République. Cela correspond en effet entièrement au cadre du Programme commun qui ne met pas en cause la V^e République et ses institutions.

Mais, disait de Gaulle, le président de la V^e République n'a pas comme fonction les inaugurations et le dépôt de chrysanthèmes aux monuments aux morts. Il est le chef de l'Etat, le véritable chef du gouvernement, en l'occurrence du gouvernement Giscard-Chirac. Le secrétaire général du PCF, le défenseur sans peur et sans reproche du Programme commun n'a rien à reprocher à Defferre et Mitterrand : en recevant Giscard, ils sont totalement fidèles au Programme commun. En quoi les circonstances de cette rencontre inquiètent-elles Marchais ? Il craint, dit-il, que le PS ne relaie la « majorité » défaillante. Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il existe une solution et une seule : appliquer le premier point de l'appel du 15 décembre aux dirigeants du PS et du PCF, combattre pour l'unité afin que « le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse ». Mais Marchais

ence, l'accord séparé dans la fonction publique apporte à la politique d'austérité du pouvoir un soutien qu'il n'imaginait sans doute pas obtenir aussi facilement pendant la grève des postiers. L'alignement de la FEN et de FO sur les positions gouvernementales est d'autant plus grave qu'il est intervenu au moment précis où les négociations salariales étaient en cours dans le secteur nationalisé et le secteur privé.

« Nos représentants ont pu vérifier dans ces négociations à quel point le gouvernement et le patronat ont pu tirer avantage de ce qui venait de se passer dans la fonction publique pour continuer à imposer l'indice officiel des prix et résister aux légitimes revendications de garantie et de pro-

gression du pouvoir d'achat.

« Par cette attitude, les dirigeants de la FEN se sont incontestablement écartés de l'unité d'action avec la CGT et la CFDT. Pareil comportement contraste avec les sentiments unitaires du personnel enseignant et la combativité dont il a fait preuve au cours des dernières luttes.

« C'est cela qui nous autorise à conserver notre confiance en l'avenir. La participation à l'unité d'action, de la FEN et de FO, dépend en dernière analyse de la volonté unitaire des travailleurs. »

La politique contractuelle que pratiquent les dirigeants de FO et de la FEN est un cadre qui tend à subordonner l'augmentation nominale

renvoie à 1978 ou même à 1981 la lutte pour en finir avec le gouvernement que Giscard a constitué et qu'il dirige. Dès lors, il ouvre la porte à toutes les manœuvres de Giscard d'Estaing et de Defferre. Plus, il y participe activement.

Mais cette histoire ressemble à un vaudeville à rebondissements. Giscard d'Estaing vient de révéler que les députés de la région parisienne du PCF lui avaient demandé audience et qu'il a répondu positivement à cette demande ajoutant qu'il espérait que Marchais participerait à cette entrevue. Marchais, interrogé, a répondu qu'il n'était pas au courant de cette démarche et qu'il la désapprouvait. La Fédération de Paris du PCF a tout aussitôt fait son autocritique. Defferre, non sans ironie, a déclaré : « Les communistes ont ainsi adopté une attitude qui constitue une infraction grave aux engagements du Programme commun. » Et d'ajouter : « Quant à moi, je n'avais demandé de rendez-vous à personne. C'est M. Giscard d'Estaing qui est venu à Marseille. »

Quelques conclusions s'imposent :

1) Marchais sait très bien qu'en recevant Giscard d'Estaing, Defferre était en accord avec le contenu du Programme commun. Defferre sait parfaitement qu'en demandant audience à Giscard d'Estaing, les élus de Paris du PCF appliquent également la politique du Programme commun.

2) Pour soutenir le gouvernement Giscard-Chirac, les dirigeants du PCF sont contraints, toujours au nom du Programme commun, à une gymnastique périlleuse.

a) Reconnaître et affirmer la validité des institutions de la V^e République et donc de son dernier gouvernement exige qu'ils entreprennent des démarches du genre : en appeler, à propos de tout et de rien, à l'Assemblée nationale à majorité fratelée UDR-giscardienne, et directement au président de la République, chef du gouvernement Giscard-Chirac.

b) Le simple fait que le PS et le PCF pratiquent en commun une politique commune, même si cette politique est celle de « l'Union de la gauche » fait surgir parmi les masses l'idée démoniaque qu'ils peuvent s'entendre et qu'en conséquence ils doivent s'entendre pour une politique unitaire mais conforme aux intérêts du prolétariat. Il faut « casser » cette aspiration, cette volonté qui monte des masses. Une seule méthode de division, la division à tout prix, la division sous n'importe quel prétexte.

3) Moins encore que par le passé, les masses et les militants n'accepteront la « querelle » qui, de plus en plus, apparaît sans principe.

des salaires à la notion de masse salariale, aux possibilités de l'économie capitaliste, à la productivité, voir à la déqualification. Son objectif est de subordonner l'action syndicale « aux respects des engagements » contractés entre « partenaires sociaux ». Elle lie donc dans le temps l'action syndicale et constitue un élément de la politique d'ensemble du gouvernement. C'est très exactement le contraire de la politique conventionnelle.

La politique des conventions collectives qui ne font référence à aucun critère économique de productivité, de rentabilité laisse entièrement les mains libres aux syndicats de remettre en cause quand et comment ils l'entendent les accords conclus ; en bref, elle exprime les rapports de force entre les classes à un moment donné et laisse libre jeu à la lutte de classe du prolétariat.

La politique contractuelle doit donc être combattue en son principe même. Or les dirigeants de la CGT estiment seulement que telle ou telle clause des contrats salariaux est inacceptable, notamment l'indice de référence de la hausse des prix. Ils sont pour le principe de ces contrats. Est-ce cela qui creuse un abîme entre eux et les dirigeants de la FEN et de FO ? Evidemment non. D'autant que l'expérience a prouvé que la lutte des classes ne se laissait pas cadenciser par les contrats salariaux bien qu'ils aient ce but. Que restait-il des contrats signés l'année précédente, à la fin de 1974 ? D'autant encore, que la FEN, en ce qui la concerne déclare ne pas avoir signé de contrat mais, dit son secrétaire général : « *La signature du relevé de conclusion des négociations salariales ne liait en rien la Fédération de l'Education nationale.* »

La direction de la CGT utilise la signature des contrats salariaux par les dirigeants de FO et du « relevé de conclusion » par ceux de la FEN, pour affirmer que l'unité entre les centrales, les fédérations syndicales, les syndicats, est impossible. C'est bien ce que signifie la conclusion de Séguy : « *La participation à l'unité d'action de FO et de la FEN dépend en dernière analyse de la volonté unitaire des travailleurs.* » C'est la fameuse théorie ultra-gauche de l'unité à la base. La direction de la CGT se refuse à adresser quelque proposition unitaire que ce soit aux dirigeants de FO et de la FEN. Cette politique va très loin : il serait impossible que la CGT réalise l'unité, par exemple avec la FEN, contre le projet Haby de réforme de l'enseignement, sous prétexte que celle-ci a signé le « relevé de conclusion », bien que toutes les organisations ouvrières, tous les partis ouvriers se déclarent contre.

Autre exemple. A la RATP, la rationalisation du réseau ferré en cours aboutit à la suppression de 276 postes d'agents de stations. Une adresse aux organisations syndicales, couverte de plus de 500 signatures demande aux dirigeants de « *s'unir, de se réunir pour définir ensemble l'action pour faire reculer la direction ; qu'ensemble, ils convoquent une Assemblée générale au cours de laquelle ils proposeront l'action à entreprendre, et où l'ensemble des agents des stations discuteront de leurs propositions et dans l'unité décideront avec eux.* »

Cette adresse dit encore : « *Pas un poste en moins, pas un agent en moins* » et « *Unité du sommet à la base, de la base au sommet.* »

Le 25 février, les dirigeants de la CGT et de la CFDT ont convoqué une « assemblée d'information ». L'adresse a été lue à la tribune. La proposition que les dirigeants CGT et CFDT s'engagent à tout faire pour réaliser l'unité des différents syndicats, à lutter ensemble et à exiger : « Pas un poste en moins, pas un agent en moins », qu'une délégation soit nommée, qu'elle aille auprès des dirigeants FO et des autres syndicats leur demander le même engagement, a été accueillie par un tonnerre d'applaudissements. Une des dirigeantes CGT a répondu : « C'est impossible ; ils ont signé l'accord salarial. » La séance a été levée sans que les autres dirigeants CGT et CFDT mettent la proposition aux voix.

Dernier exemple. Chez Renault, alors que le mouvement de grèves parti des caristes bouillonne dans l'ensemble de l'usine, la direction de la CGT tire un tract qui déclare l'unité impossible avec FO parce que ses dirigeants ont signé l'accord salarial. Astruc, responsable FO est obligé de rappeler, au cours d'une assemblée générale du département 77 : « FO n'a pas signé l'accord sur les salaires, mais seulement la partie sociale. » Les dirigeants CGT n'en continuent pas moins à appliquer leur orientation.

Le sens de cette orientation est d'autant plus clair que Séguéy affirme qu'il s'agit de « transformer partout le mécontentement en actions », autrement dit de relancer les grèves tournantes, impuissantes, démoralisatrices, et en creusant conjointement la division entre syndicats. La signification de cette politique est tout aussi claire : « L'action des travailleurs peut exercer sur la coalition patronale et gouvernementale une

substantielles peuvent lui être arrachées. »

Il n'est pas question de mettre en cause l'existence du gouvernement Giscard-Chirac. Séguéy le proclame :

« Notre expérience syndicale nous apprend que le mécontentement, aussi vif qu'il puisse être, n'est pas synonyme de conscience de classe. »

Dernière jonglerie qui confirme que la CGT ne veut pas mettre en question le gouvernement, tout en rejetant la responsabilité sur la classe ouvrière qu'il s'acharne à diviser et à impuissanter.

La politique de division a glissé d'un plan à un autre. Elle n'est pas moins intense et ses raisons ont un même contenu politique. Elle s'adapte aux circonstances et se renforce d'autant plus sur le terrain des entreprises, des corporations, que la lutte pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac peut s'y cristalliser. Telle est la signification de ce qu'il faut bien appeler le mouvement Renault, faute d'une meilleure appellation.

Depuis plus de quinze jours, à la date où cet article est écrit, des luttes qui ne sont pas la grève générale Renault, mais qui ne sont pas non plus des grèves tournantes, qui ont une unité entre elles, se déroulent chez Renault. Le fait remarquable, dont il faut partir, est la rapidité avec laquelle la direction de la Régie nationale, et, derrière elle, le gouvernement, ont accordé la satisfaction d'importantes revendications que le personnel exigeait depuis des années. Après diverses manœuvres, après avoir prononcé le lock-out des travailleurs de l'île Seguin, le jeudi soir 13 février, la direction de chez

Renault, de recul en recul, accorde, au bout de quatre jours de grève, l'échelon maximum de leur catégorie aux caristes, conducteurs, transpaletteurs, magasiniers, etc., et à tous une prime horaire de 0,13 F, pas d'abattement sur les primes, le paiement à 50 % des heures de grève, et elle lève le lock-out à partir du lundi 17 février.

Le mouvement Renault : le gouvernement Giscard-Chirac menacé, l'art de la division

Les caristes reprennent le travail, mais l'agitation et les mouvements se poursuivent dans toute l'usine. La direction étend le bénéfice de la prime de 0,13 F à toute l'usine, le bénéfice d'une prime de 0,31 F de l'heure que les ouvriers des presses du Mans ont obtenue est étendue à tous les ouvriers sur presse de toute l'entreprise. Les autres catégories réclament également la prime de 0,31 F, en particulier le département 77 qui, après une assemblée générale, se met en grève. La direction multiplie les concessions et s'engage à ouvrir des négociations, le 18 mars, sur la grille des classifications.

Pour quelles raisons le gouvernement Giscard-Chirac a-t-il opéré ces reculs et fait ces concessions ? Par peur que les travailleurs de la Régie n'imposent l'unité des organisations syndicales et la grève générale de chez Renault. Le mouvement des travailleurs de la Régie nationale tendait vers cela. Actuellement, une grève générale des travailleurs de chez Renault, ce serait la lutte ouverte pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse.

Du point de vue de la lutte des classes, toutes les entreprises, toutes les corporations n'ont pas la même importance. Des corporations comme la RATP, l'EDF, la SNCF, les PTT, d'autres encore, pèsent d'un poids considérable dans la lutte des classes. Renault reste le cœur et la tête du prolétariat français. L'unité et la grève générale des usines Renault survenant après la grève des PTT résoudrait les problèmes que la grève des PTT a posés sans avoir les ressources de les résoudre : ceux de l'unité, du sommet à la base, de la base au sommet pour affronter et balayer le gouvernement Giscard-Chirac et que soient satisfaites les revendications fondamentales de la classe ouvrière, de la jeunesse et des masses exploitées.

Le dernier numéro de *La Vérité* soulignait :

« L'aboutissant de la grève des postiers, ce sera la lutte politique pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac et porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, le PS et le PCF sans ministres représentants des organisations et partis bourgeois. La force qui poussera irrésistiblement en ce sens, ce sera la volonté de millions de travailleurs qui submergeront les appareils des syndicats et les partis ouvriers, et dont la grève des postiers a été la première manifestation. »

L'acquis politique de la grève des postiers, c'était principalement d'avoir engagé ce processus politique. Pour que les postiers obtiennent satisfaction à leurs revendications, il fallait qu'ils parviennent à imposer l'unité à leurs organisations syndicales, que celles-ci donnent l'ordre de grève générale des postiers, que diri-

geants syndicaux et délégués des postiers forment un Comité central national de grève des PTT, que la bataille soit engagée pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac. C'est ce que contenait la formule : « Pour obtenir satisfaction aux revendications, il faut que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse ». La division que les dirigeants syndicaux sont parvenus à maintenir ne l'a pas permis.

Le mouvement de chez Renault a été nourri de l'acquis politique de la grève des postiers. La grève générale chez Renault aurait accompli ce que la grève des postiers avait engagé. Le gouvernement l'a compris et, pour éviter de disparaître, il a manœuvré en retraite. Cette retraite, il l'a accomplie sous la protection de la politique de division des dirigeants syndicaux et particulièrement de la direction de la CGT. Le communiqué du syndicat Renault du 20 février 1975 est tout à fait significatif :

« Chacun comprend que l'objectif d'une nouvelle négociation globale où doivent être examinées sérieusement les revendications exprimées à la base se heurtent à l'opposition farouche de l'équipe Giscard-Chirac et celle de Dreyfus. »

Ainsi l'objectif n'est pas d'obtenir satisfaction aux revendications, notamment à l'application de la « grille unique », que les travailleurs de chez Renault revendiquent depuis des années, mais « d'examiner sérieusement ». Pourtant, la résistance du gouvernement est caractérisée de « farouche ». Alors, que faut-il faire ?

« Les luttes des travailleurs du groupe Renault doivent associer à

chaque niveau la majorité des travailleurs concernés. Elles doivent présenter un caractère permanent et suffisamment souple pour se modifier en cours de route en fonction de la tactique de l'adversaire. Elles doivent réunir les conditions d'un soutien actif des autres catégories dès que la situation l'exige. Elles doivent coûter le moins cher possible aux travailleurs et leur rapporter le maximum. Il va de soi que le pouvoir et la direction qui ont été contraints à un premier recul n'hésiteraient pas, s'ils en trouvaient l'occasion, à utiliser la moindre faille, la moindre erreur, pour briser le développement des luttes. »

Pour qui est habitué à la langue de bois des bureaucrates staliniens, aucun doute n'est permis : les luttes ayant un « caractère permanent et souple, par catégories, qui ne coûtent pas cher », ce sont les grèves tournantes qui divisent et disloquent. Voyons la suite :

« L'exemple des travailleurs caristes, des peintres, des OS presses, de certains travailleurs de l'entretien est caractéristique de la maturité et de la lucidité des ouvriers en grève. En modifiant leur tactique de lutte, ils ont retiré à la direction le prétexte au lock-out destiné à isoler et à culpabiliser les travailleurs en grève. Nous pensons que c'est ainsi que nous irons au succès. »

Ces quelques lignes méritent de figurer dans une anthologie de la rhétorique des appareils bureaucratiques. Les caristes ont « modifié leur tactique de lutte » et adopté une autre tactique qui « retire à la direction le prétexte au lock-out ». En effet, non sans peine, non sans que les travailleurs protestent, les diri-

geants de la CGT leur ont fait reprendre le travail dès le lundi 17 février !

Duplicité complète que souligne une déclaration de Sylvain, membre du bureau CGT, à l'assemblée générale du département 77 : « *En lock-outant, la direction a fait une fausse manœuvre.* » Enfin la conclusion du texte de la CGT parachève le reste : « *Nous déjouerons les pièges de l'adversaire et de ses alliés traditionnels : les groupes gauchistes et aventuriers qui n'ont d'autre but que de stopper le mouvement en tentant de le dévoyer.* »

Les soi-disant « groupes gauchis-

tes » ne sont que prétexte. Les travailleurs de chez Renault veulent aller à la grève générale de l'entreprise. C'est contre eux que le communiqué se déchaîne. C'est la grève générale Renault que l'appareil appelle « l'aventure » et « dévoyer le mouvement ».

Une fois encore, l'enjeu de la bataille est évident : ou engager le combat contre le gouvernement Giscard-Chirac, et pour cela, aller à la grève générale Renault ; ou bien, pour protéger ce gouvernement, diviser les rangs des travailleurs, disloquer leur mouvement en imposant les grèves tournantes (2).

(2) Le mouvement des travailleurs de chez Renault est entré dans une nouvelle phase à la fin de la dernière semaine de février : celle de sa liquidation. Rarement la coopération gouvernement-patronat-appareils syndicaux (principalement celui de la CGT) n'aura été aussi saisissable. L'appareil de la CGT a réussi à bloquer la voie à la grève générale des travailleurs Renault en imposant les grèves tournantes — 150, titre cyniquement *L'Humanité* du 3 mars. La direction de la Régie, c'est-à-dire le gouvernement Giscard-Chirac, a alors engagé sa contre-offensive. Elle avait renoncé au lock-out tant qu'elle a craint la grève générale. Elle impose des limitations d'horaires, des journées de « chômage technique » à telle ou telle usine du groupe dès que les dirigeants de la CGT sont parvenus à imposer leur « tactique ».

Cette politique convient d'un double point de vue à la direction Renault et au gouvernement : la surproduction générale d'automobiles et surtout l'affirmation que le gouvernement menacé a réussi à surmonter cette épreuve. La direction et le gouvernement ne limitent pas là leur contre-offensive. Dix-sept travailleurs sont menacés d'être licenciés ; ils ont été convoqués et entendus le lundi 3 au siège de la Régie, conformément au « règlement ». Devant cette situation, la « réplique » des dirigeants CGT est d'une effarante limpidité dans la trahison.

Après la réunion de tous les délégués CGT au Mans, le samedi 1^{er} mars, la conférence de presse des dirigeants CGT du dimanche 2 a donné le ton : « *Ne pas tomber dans le piège* », « *ne pas paralyser la production.* » Chaque jour, le même refrain est répété. Ainsi, le mardi 4, *L'Humanité* écrit :

« *L'action développée de façon responsable, sans paralyser la production, comme l'ont encore souligné les syndicats CGT réunis au Mans, avait et a encore pour seul objectif d'obtenir des négociations sur les salaires et la grille des classifications.* »

Le lendemain, 5 mars, *L'Humanité* en rajoute : « *Prenons l'usine du Mans. L'action en cours n'est pas une grève explosion. Les ouvriers se sont entendus — à l'échelle d'une usine ! — pour ralentir les cadences afin d'obtenir l'ouverture de négociations. Dès jeudi dernier la direction répliquait en annonçant que les salaires ne seraient payés qu'à 50 %.* »

Alors, que se passe-t-il ? Imperturbablement, *L'Humanité* poursuit : « *Les travailleurs du Mans continuent. Hier, la direction réunit le Comité d'entreprise. Décisions annoncées : deux heures de réduction d'horaire au bâtiment « GG » où les ouvriers montent en deux équipes les trains avant et arrière. Les radios parlent d'occupation... Pas du tout. Les délégués CGT réunissaient les travailleurs. Ils leur conseillent d'effectuer le service normal à leurs postes de travail et d'exiger d'être payés intégralement (sic). L'accord se fait sur ce mot d'ordre.* »

Une fois encore : surmonter la politique de division

Bien qu'il n'ait pas débouché sur la grève générale, l'importance du mouvement de chez Renault est considérable. Le gouvernement Giscard-Chirac a réussi, grâce aux appareils syndicaux, à manœuvrer en retraite. Mais sa disparition est une affaire de temps et de circonstances. La grève des PTT a démontré que le gouvernement Giscard-Chirac doit disparaître. Le mouvement Renault a démontré que réunir les conditions du combat pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse est

la seule façon d'obtenir satisfaction à nombre de revendications. Non seulement les travailleurs de chez Renault mais l'ensemble des travailleurs ont mesuré que c'était possible, que c'était à portée de la main que de balayer ce gouvernement. Une condition suffit, une seule : réaliser le front uni des organisations ouvrières, syndicats et partis ouvriers, réaliser l'unité de la classe ouvrière.

Une fois encore, les travailleurs ont cherché les moyens de submerger les obstacles que dressent contre l'unité les appareils syndicaux. C'est sur cette ligne que le mouvement s'est développé. Le compte rendu

Pourtant, il semble que les limites du cynisme soient poussées plus loin encore à propos des sanctions et des menaces de licenciements. *L'Humanité* du 3 mars rappelle avec insistance qu'en 1973 vingt-sept licenciements avaient été prononcés mais qu'ils ont été jugés illégaux et par suite rapportés : « alors, faisons confiance à la justice », est-il sous-entendu. *L'Humanité* du 5 met les points sur les « i » : « A Billancourt, les menaces de licenciements visent manifestement à énerver les esprits, à « durcir » la lutte. L'action contre les sanctions n'est pas engagée comme une lutte au finish... Elle s'inscrit dans le mouvement. Dans chaque arrêt, chaque pétition. »

Ce que craignait par-dessus tout le gouvernement, c'était que le mouvement Renault n'aboutisse à la grève générale Renault, non pour des raisons « économiques » mais parce que la grève générale Renault aurait eu le contenu politique de lutte pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, qu'elle aurait été le catalyseur de ce combat politique que toute la classe ouvrière sait nécessaire et auquel elle aspire. Les dirigeants de la CGT, l'appareil du PCF montent bonne garde... Passent les licenciements plutôt qu'à aller à la grève générale Renault.

Il n'y a pas que chez Renault que l'appareil monte la garde. A la décision de licenciements collectifs que la direction du *Parisien libéré* a prise en fonction de la suppression de l'édition « grand format » et des éditions de province, le « Comité intersyndical du Livre CGT » « réplique », dans un communiqué, le 5 mars :

« Le Comité intersyndical estime que, avant de parler de licenciements, la direction doit, dans le cadre de l'utilisation de la convention collective et des annexes techniques catégorielles, rechercher les possibilités d'économie qu'elle souhaite. Dans ce sens, l'organisation syndicale a fait des propositions concrètes à la direction, qui les a toutes repoussées.

« C'est donc la direction qui porte seule la responsabilité de la situation actuelle, la gestion prétendument déficitaire du « Parisien libéré » incombe entièrement à la direction et les travailleurs ne sauraient être aucunement responsables. Dans ces conditions, le Comité intersyndical estime que les équipes du journal, à tous les niveaux, doivent être constituées et présentes comme à l'accoutumée dans les ateliers ; elles exigeront le paiement de leurs salaires considérant qu'elles ne sont ni en grève, ni en chômage. »

C'est exactement le langage cynique tenu chez Renault. Il n'a qu'un but : paralyser la classe ouvrière.

Par contre, le mouvement de grève que les rotativistes de l'imprimerie Lang ont engagé s'apparente au mouvement que les travailleurs de chez Renault ont tenté d'engager. Les corporations du labeur et de la presse sont parmi les plus menacées, la

qu'*Informations Ouvrières* n° 693 a donné de l'assemblée générale du 77 est significatif du contenu de tout le mouvement. Les travailleurs ont convoqué les responsables des trois syndicats de l'usine, CGT, CFDT, FO. Les travailleurs voulaient l'unité. Ils ont demandé aux dirigeants de s'expliquer devant l'AG. Ils voulaient la grève, une vraie grève, la grève de toute l'usine. Mais comment y parvenir face à l'obstination des dirigeants à diviser, à imposer les grèves tournantes qui disloquent le mouvement ? C'est ici que nous retrouvons un processus classique déjà observé.

Pendant la grève des banques de mars-avril 1974, au début de la grève

des PTT, les travailleurs ont utilisé une circonstance plus ou moins fortuite, des revendications immédiates en apparence limitées, qui leur permettait, dans un secteur limité, un département, une usine, une catégorie, d'imposer l'unité et d'agir. Cette dimension était à la mesure de leurs possibilités immédiates de contrôle, d'imposer leur volonté. Mais le contenu du mouvement n'était pas qu'à la mesure des revendications immédiates mises en avant, ni de l'étendue du front de lutte ouvert. Ce contenu, c'était le combat pour les revendications fondamentales, contre le patronat, pour en finir avec les gouvernements du capital (aujourd'hui le gouvernement Giscard-Chirac) et impo-

rationalisation se conjugant au commencement de crise économique. Depuis des mois et des mois, contre la liquidation de Larousse et d'autres entreprises, par la grève des entreprises du groupe Néo-Gravure, les travailleurs du Livre (labeur et presse) tentent de s'ouvrir la voie de la grève générale de leurs corporations. Cet effort est inséparable de la maturation politique du prolétariat, des mouvements des PTT, de chez Renault, de multiples entreprises, qui participent de la fermentation politique de la classe ouvrière.

La situation du Livre (presse et labeur) souligne encore plus la nature de ces mouvements : la crise qui se développe dans ces corporations exige des solutions qui ne peuvent être que des solutions politiques, celle de la question du gouvernement. C'est la voie d'un tel combat uni que les travailleurs de la presse et du labeur s'efforcent d'ouvrir. Eux aussi se heurtent au barrage politique que dresse l'appareil de la Fédération du Livre, une des branches de l'appareil du PCF et de la CGT. Venant après la trahison du mouvement des travailleurs de chez Larousse et de tant d'autres entreprises, la trahison de la grève de la Néo-Gravure, au mois de novembre 1974, a illustré cette politique : la reprise du travail a été imposée en cachant aux travailleurs que les dirigeants syndicaux s'étaient mis d'accord avec les patrons de l'entreprise pour accepter la réorganisation et les licenciements qui en découlent.

Le nouveau mouvement chez Lang tend à imposer la grève générale de l'entreprise Lang, elle-même relais vers la grève générale du Livre (presse et labeur). L'affrontement de chez Renault se retrouve : les dirigeants tentent d'isoler les rotativistes de chez Lang. Ceux-ci ont imposé la grève là où ils pouvaient immédiatement le faire, par leurs propres forces. Cette grève, ils la conçoivent ainsi qu'une base, une plate-forme de départ, à partir de laquelle ils tentent de submerger les appareils, d'imposer l'unité des travailleurs de chez Lang, ensuite du labeur et de la presse, que concrétiseraient la grève Lang, la grève générale de ces corporations, en utilisant les médiations de l'Assemblée générale de chez Lang, ultérieurement de l'AG des travailleurs du labeur et de la presse.

Les rotativistes parviendront-ils à leurs fins, les appareils les contiendront-ils ainsi qu'ils sont parvenus à contenir les travailleurs de chez Renault ? Si importante que soit cette question, elle n'est pas déterminante, en ce sens que ces mouvements, ainsi que ceux qui se déroulent dans les Universités et les lycées, démontrent que la classe ouvrière cherche à déboucher. Elle essaie de s'ouvrir des brèches. Il s'agit du prologue d'une nouvelle phase. Les travailleurs des PTT ont posé la question : « Que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse ! » La classe ouvrière engage la bataille pour imposer l'unité et résoudre la question.

ser un autre gouvernement, celui de leurs organisations. Nous retrouvons chez Renault le même processus, mais à un stade beaucoup plus avancé. En fait, il s'agit d'ouvrir une brèche par laquelle les gros bataillons de la classe ouvrière pourront s'engouffrer, ce qui leur permettra d'imposer le front unique à l'ensemble des organisations, de réaliser l'unité et d'engager le combat contre le gouvernement du capital et en finir avec lui.

Les militants révolutionnaires doivent savoir joindre les différents aspects de ce combat.

1°) Mener une activité politique générale et centralisée que définissent les trois mots d'ordre : pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, pour le gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois, pour atteindre ces objectifs : front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats. A cela a correspondu la campagne de signatures de l'appel du 15 décembre. A cela correspond la bataille désormais engagée en vue de constituer des Comités unitaires de base et les propositions faites par ces Comités unitaires aux sections et cellules du PS et du PCF de certaines entreprises, de former aux côtés des militants de l'OCI les premiers Comités de front unique ou d'Unité d'Action, même si l'objet immédiat de ces derniers est de mener le combat sur le seul mot d'ordre : il faut que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, chaque organisation gardant sa réponse particulière quant au type de gouvernement qu'il faut mettre au pouvoir.

2°) Traduire concrètement en fonction de l'expérience de la classe ouvrière le mouvement par lequel elle s'efforce de submerger les obsta-

cles dressés contre l'unité, contre la lutte pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, lui ouvrir la voie.

Revenons au mouvement Renault. La campagne de signatures menée massivement à la porte et à l'intérieur de l'usine de Billancourt était indispensable. Elle donnait le contenu du mouvement qui se préparait. Le mouvement engagé, il fallait concrétiser, c'est-à-dire épouser les formes du mouvement dont le contenu ne pouvait être pleinement développé qu'au terme d'un cheminement permettant aux travailleurs d'imposer, à l'échelle de l'entreprise, l'unité et la grève générale.

Très justement, au département 77 l'AG a été réunie. Elle a décidé la grève sur les revendications mises en avant. Proposer à cet instant une revendication telle que 300 F par mois et pour tous aurait écrasé le départ du mouvement au département 77. Non moins justement, les responsables des syndicats Renault ont été appelés à venir s'expliquer devant une nouvelle AG. A la suite de cette AG, le tract de l'OCI qui en rendait compte à toute l'usine et que *Informations ouvrières* a édité, répondait parfaitement au moment de la situation lorsqu'il déclarait :

« C'est leur devoir (des dirigeants des syndicats CGT, CFDT, FO), de demander ensemble et dans l'unité, au cours d'une AG de toute l'usine, le sentiment de tous les travailleurs. »

Assurément il ne parlait pas de la grève générale Renault, objectif qu'à ce moment les travailleurs de chez Renault ne pouvaient réaliser par leurs propres moyens ; il ouvrait la voie qui y conduisait : l'assemblée générale des travailleurs de chez Re-

nault. Cette AG, les travailleurs pouvaient l'imposer et la tenue de cette AG, c'était la fusion du mouvement, l'unité imposée, la grève générale Renault. Ayant ainsi répondu précisément aux exigences concrètes du développement du mouvement, le tract pouvait et devait donner toute la dimension politique, définir tout le contenu de ce mouvement :

« La lutte pour la satisfaction des revendications des ouvriers de chez Renault, qui sert effectivement de catalyseur pour toute la classe ouvrière, constitue une impulsion puissante aux luttes ouvrières ; que l'unité est la condition du succès, tant l'unité des syndicats dans l'usine pour les revendications, que l'unité du PS et du PCF pour que le gouvernement anti-ouvrier Giscard-Chirac désavoué par le pays disparaisse.

80 000 travailleurs, militants et jeunes dans le pays, 600 travailleurs de chez Renault, ont signé l'adresse aux dirigeants du PCF et du PS :

- pour que cesse la polémique ;
- pour l'unité ;
- pour que le gouvernement du PS et du PCF, sans ministres bourgeois, soit substitué au gouvernement Giscard-Chirac ;
- pour les revendications.

Les comités unitaires de base qui se constituent dans les entreprises, mandatés par les 80 000 signataires de l'adresse, se donnent pour tâche d'œuvrer à la réalisation du front unique ouvrier.

C'est là la voie pour arracher les revendications.

C'est là la voie pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac. »

Le 24 février 1975.

Comités unitaires... comités de front unique

Développer l'action politique jusqu'au bout exigera l'organisation de comités unitaires Renault.

Le mouvement Renault n'aura pas été vain. Néanmoins, les appareils syndicaux, et d'abord celui de la CGT, c'est-à-dire les dirigeants du PCF, l'ont empêché d'aller à son terme et sauvé une fois encore le gouvernement Giscard-Chirac. Cependant ce gouvernement est de plus en plus déchiré, sa situation politique s'aggrave, la situation économique ne cesse de se détériorer. Quand et comment se produira l'échéance fatale ? Une fois encore, il est impossible de répondre.

Le gouvernement Giscard-Chirac peut tomber à la suite d'un puissant mouvement du prolétariat ou même d'un secteur important de la classe ouvrière. Ses contradictions internes, qui expriment la crise politique de la bourgeoisie peuvent le disloquer. Les appareils du PS et du PCF, ceux des centrales syndicales, mais principalement ceux du PCF et de la CGT, en raison de la place qu'ils occupent à l'intérieur du mouvement ouvrier, endossent toute la charge écrasante de la société bourgeoise, de la V^e République, du gouvernement Giscard-Chirac qu'ils étayent. Cette charge est écrasante. Elle distord les appareils, ou, pour parler un autre langage : les appareils intègrent les contradictions d'une société, d'un système social qu'ils prennent à charge.

La classe ouvrière, avant ou après la chute de Giscard-Chirac s'ouvrira de nouvelles brèches, cherchera à résoudre le problème de l'exploitation jusqu'au bout des brèches ouvertes. Ce problème est celui de la formation

d'organismes qui englobent les organisations traditionnelles mais que les travailleurs contrôlent directement, qui se fédèrent entre eux. C'était celui du comité central national de grève des PTT. La convocation des dirigeants syndicaux Renault devant l'AG du 77 contient embryonnairement le front unique des organisations placées directement sous le contrôle des masses.

Cette tendance est indissociable de la marche à la crise révolutionnaire. Elle a donné naissance aux commissions de délégués élus au Portugal. Cette forme d'organisation surgit tant de la nécessité de submerger et finalement de briser la résistance des appareils syndicaux et des partis traditionnels au front unique, à l'unité ouvrière, que de celle d'affronter et de vaincre le gouvernement et l'appareil d'Etat bourgeois. La lutte pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, pour le gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois, pour le front unique ouvrier, la concrétisation de ce combat sous des formes dont la classe ouvrière peut se saisir et qu'elle utilise afin de submerger les obstacles dressés contre cette politique, exige que cette tendance soit également dégagée : sa forme primaire, c'est l'AG ; à un niveau plus développé, ce sont les comités de grève. Mais ce ne sont pas seules formes possibles.

Le comité de front unique des organisations ouvrières en est une autre. Il est constitué en vue, d'un côté, d'organiser les masses d'un secteur donné et d'imposer l'unité au sommet de l'autre côté, sur la ligne

du combat pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, sinon pour porter au pouvoir un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois. Imposer l'unité aux partis ouvriers qui se réclament de la démocratie parlementaire afin qu'ensemble ils appellent les masses à lutter pour la dissolution de cette Assemblée nationale, ombre du passé, est un objectif réaliste que peuvent se fixer les comités de front unique ouvrier.

L'agitation, l'action politique en direction de la formation d'organismes pré-soviétiques, doit être constante de l'activité militante au moment où se précise la transformation de la crise de la bourgeoisie en crise révolutionnaire. Car qui peut en douter : la grève générale Renault entraînant la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, c'était l'ouverture de la crise révolutionnaire en France.

Au cours de cet article, la crise de la bourgeoisie a été seulement rapelée. Ses derniers développements n'ont pas été analysés. Ce n'est pas qu'il faille les minimiser. Pourtant, en dernière analyse, tout dépend de l'action politique du prolétariat, sous toutes ses formes, qui exige l'unité du prolétariat, le front unique ouvrier. C'est pourquoi cet article a été consacré aux questions de l'unité, du front unique aux obstacles dressés contre sa réalisation et au mouvement qui amènera à les submerger.

Le 28 février 1975.

Roger DUCROS.

REPONSE A QUELQUES OBJECTIONS SUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER ET LE GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRES BOURGEOIS

par Charles BERG

L'action politique entreprise par l'OCI pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, pour le gouvernement PC-PS sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois, a rencontré — et rencontre encore — un écho qu'il n'est pas exagéré de qualifier de très important dans les rangs de la classe ouvrière et de la jeunesse. A ce jour, 75 000 travailleurs, jeunes et militants, ont signé la lettre adressée au Comité central du PCF et au Comité Directeur du PS. C'est au nom de millions de travailleurs que les signataires ont fait entendre leur voix, leurs aspirations. Aux dirigeants du PCF et du PS, ils ont affirmé :

— unissez-vous, unissez-vous pour chasser le gouvernement Giscard-Chirac,

— unissez-vous pour gouverner sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois.

Travail en profondeur mené dans des centaines d'entreprises, de bureaux, de chantiers, d'écoles, d'amphithéâtres, prises de paroles devant la plupart des grandes entreprises, sur les marchés,

porte à porte dans les HLM, multiples réunions sur le tas, à midi, à l'heure de la pause, dans les usines... L'OCI s'est engagée pour la première fois — sur une telle échelle — dans un travail politique de masse, exprimant ce que ressentent des millions de travailleurs. Il faut constater que notre politique a souvent été accueillie avec enthousiasme par de nombreux travailleurs. Combien de militants du PCF, de travailleurs proches du PC, n'ont-ils pas déclaré en signant l'adresse : je signe, mais ce devrait être le parti qui fasse ce travail à la place de cette polémique malsaine.

Malsaine. La classe ouvrière tend à assimiler — malgré les illusions créées par les bourgeois et les appareils contre-révolutionnaires —, les données de la situation. L'OCI, en exprimant consciemment les aspirations des masses, a contribué à leur clarification, à leur concrétisation. En effet, la politique des appareils contre-révolutionnaires et en particulier celle de l'appareil stalinien, heurte de front les aspirations de la classe ouvrière et va à contre-courant

de ce que souhaitent un grand nombre de militants du PCF :

Comme l'écrit *L'Humanité* du 23 janvier :

« Tout le monde nous comprend-il ? Pour l'essentiel, les membres du parti ont compris, mais pas tous au point de traduire leur conviction en activité (...). Chez les travailleurs... si l'inquiétude demeure, elle commence à devenir autre chose que le simple recul devant le débat. »

Ainsi, pour qui sait lire l'organe central du PCF, « l'incompréhension » de la polémique se manifeste jusqu'au sein du PCF.

Cette bataille politique met les cellules de l'OCI au contact des plus larges masses. Les discussions, les débats, les controverses, s'engagent, se multiplient. Questions, réponses, interrogations sur la politique des trotskystes se développent. C'est évidemment parfaitement naturel. Il nous a semblé nécessaire et intéressant de revenir dans cet article sur certains objectifs formulés à l'égard de la politique du front unique ouvrier, telle que la IV^e Internationale la définit dans le **Programme de transition**, telle que l'OCI l'applique, la traduit aujourd'hui.

Engels écrit quelque part : **« Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats. »**

Nous ne sommes pas en mesure de fixer le moment où la classe ouvrière de notre pays prendra le relais de la révolution européenne commencée au Portugal ; une chose est certaine : ce moment approche. Utilisons ce laps de temps pour nous « améliorer » politiquement, théoriquement, donc organisationnellement.

Qu'est-ce que le front unique ouvrier ?

La stratégie du front unique ouvrier vise à rassembler la classe ouvrière, comme classe, pour aborder dans les

meilleures conditions politiques le choc avec la bourgeoisie, la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois.

Seule classe en mesure de faire passer la civilisation de la « préhistoire à l'histoire » de l'humanité, le prolétariat doit détruire l'Etat bourgeois, constituer son pouvoir, fonder l'Etat ouvrier comme expression et moyen de la dictature du prolétariat : telles sont les tâches que la classe ouvrière doit résoudre pour aller au socialisme. Pour avancer dans cette direction, la classe ouvrière, divisée en catégories — qualification, place dans le processus de production, métiers, régions —, soumise aux agressions politiques quotidiennes de la classe dominante, de son idéologie, doit unifier son mouvement, son action, et entraîner la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes et au moins la neutraliser. C'est un aspect du front unique ouvrier. L'autre est celui de ses organisations, ses partis, et c'est celui qui est aujourd'hui le plus important. En effet, pour parvenir à constituer son unité, pour s'affirmer en tant que classe, le prolétariat s'est organisé en syndicats, fédérations, confédérations syndicales, en partis. Il s'agit là d'un aspect de la question. Mais ces organisations, ces syndicats, ces partis, ont une histoire, ont établi des relations diverses et multiples au sein de la société bourgeoise, et enfin, en de nombreux pays, il existe plusieurs syndicats et partis ouvriers.

La question de l'unité du prolétariat, du front unique ouvrier, est donc vitale pour la victoire de la révolution socialiste.

Définie aux III^e et IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, cette politique de front unique ouvrier vise à créer les conditions politiques de la victoire du prolétariat contre le capital par la destruction de l'Etat. Si cette politique est seule en mesure de mener à la victoire, c'est qu'elle est la seule qui puisse en conséquence permettre aux révolutionnaires de bâtir le parti. On ne s'étonnera donc pas que dans les conditions qui étaient celles des III^e et IV^e Congrès de l'IC cette orientation a été présentée

aux sections sous le mot d'ordre et l'objectif de « **gagner les masses** ».

Dégager la voie aux masses pour leur action centralisée et unie, c'est réunir les conditions qui permettent de les gagner à la construction du parti qui impulse cette politique. Il ne s'agit pas, on le verra dans la suite de l'article, d'une lapalissade. L'OCI n'est pas « **extérieure** » à la lutte des classes : elle en est historiquement, théoriquement, organisationnellement, l'expression la plus élaborée.

Élément conscient — constitutif — de la lutte du prolétariat, l'OCI doit donc formuler, en tenant compte des développements concrets de la situation, une orientation de mobilisation politique des masses pour la conquête du pouvoir. Evidemment, la formulation d'une telle politique implique une analyse de l'ensemble du champ de bataille : rapports entre les classes, situation politique au sein de chaque classe, influence de chaque organisation, crise du régime, etc., autant d'éléments qui constituent la conscience de la classe ouvrière.

Une telle politique s'impose d'autant plus que la classe ouvrière est, à l'époque que nous connaissons, pour l'essentiel sous le contrôle des appareils stalinien et social-démocrate. Attachés au maintien de l'ordre bourgeois, les appareils combattent précisément avec une science achevée — en particulier l'appareil stalinien — la constitution de l'unité du prolétariat.

Révolution socialiste et gouvernement ouvrier et paysan

« **Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts, et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.** »

C'est dans ces termes que dans la résolution « **sur la tactique** », le IV^e Congrès de l'Internationale communiste définissait le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement constitué à travers la lutte des masses dans une situation révolutionnaire ouverte, s'appuyant sur des organes autonomes de la classe ouvrière. Mais, pour éviter tout doctrinarisme, indiquons immédiatement que, dans cette résolution, l'IC indique : « **Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire** ».

Ainsi, sans privilégier aucune des formes de l'action de classe du prolétariat, et sans pouvoir par avance définir les conditions qui permettront à la classe ouvrière de constituer concrètement le gouvernement ouvrier et paysan, la III^e Internationale centrait lors des III^e et IV^e Congrès sa réflexion sur l'objectif politique que les communistes doivent assigner à la lutte du prolétariat pour s'engager dans la voie de la **DESTRUCTION DE L'ETAT BOURGEOIS**.

Le gouvernement ouvrier et paysan est le gouvernement qui s'oppose à toutes les formes de gouvernements bourgeois, qu'ils soient formés uniquement de partis bourgeois et de partis ouvriers, ou même seulement par des partis ouvriers mais qui n'auraient pas rompu tout lien avec le capital, et qui gèreraient la société bourgeoise. Le gouvernement ouvrier et paysan est un gouvernement qui représente les seuls intérêts du prolétariat et des masses exploitées, s'appuyant sur la classe ouvrière organisée et centralisée en tant que classe. C'est le gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat.

L'agitation politique sur ce mot d'ordre permet, à travers les luttes des classes, de concrétiser le sentiment qui se dégage de l'expérience vivante réalisée par les travailleurs à travers leurs luttes : avec des bourgeois, avec des capitalistes, avec des banquiers, des spéculateurs, des militaires au gouvernement, tout ce qui a été arraché sera remis en cause, toutes nos revendications seront

rejetées au profit des intérêts de la bourgeoisie. Pour garantir ce qui est acquis, pour mettre un terme au chômage, à l'inflation, à la guerre, c'est un gouvernement représentant nos intérêts — ceux de la classe ouvrière — qu'il faut porter au pouvoir. Voilà le langage qu'en fonction des circonstances, des situations, de l'état d'esprit des masses, les communistes doivent tenir. La lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan est l'objectif politique qui, seul, peut permettre à la classe ouvrière de marcher concrètement vers la dictature du prolétariat, en particulier dans les métropoles impérialistes. C'est en tirant le bilan de la révolution allemande, qu'en particulier Lénine et l'IC élaboreront ce qu'il convient, en bon français — quelle que soit par ailleurs la traduction qui en fut faite — de définir comme une stratégie : le front unique ouvrier. Le front unique ouvrier est une politique d'ensemble qui, partant en toutes circonstances des intérêts, des aspirations du prolétariat, permet de l'unifier, de l'affirmer comme classe indépendante, pour centraliser par son action son activité politique au niveau du gouvernement et de l'Etat. La stratégie du front unique ouvrier, c'est donc la politique qui répond à la période des « guerres et des révolutions », la période que nous connaissons.

La crise de l'impérialisme — réaction sur toute la ligne — place les grandes masses exploitées et opprimées dans des conditions d'existence matérielles et psychologiques plus insupportables que de coutume.

« L'offensive capitaliste a suscité dans les masses ouvrières une tendance spontanée à l'unité, que rien ne saurait contenir et qui va de pair avec l'accroissement de la confiance dont les communistes bénéficient auprès du prolétariat » (Lénine).

La révolution prolétarienne n'est pas une « idée », elle est directement le produit des conditions objectives, sociales, politiques, de l'action du prolétariat. La

construction du parti révolutionnaire ne découle pas automatiquement de cette activité. Elle dépend de l'action spécifique pour y parvenir. Mais elle est impossible sans le combat pour dégager « la tendance spontanée des masses à l'unité », la nourrir, processus au cours duquel l'organisation qui mène ce combat se lie aux masses. Qui plus est, la progression politique des masses établit les conditions de clarification politique nées de l'action, du mouvement des masses, qui fournit la matière même nécessaire à la construction du parti révolutionnaire. L'unité organique entre le mouvement des masses et la construction du parti révolutionnaire n'est pas une formule vaine.

Répétons-le : l'OCI aujourd'hui, le parti révolutionnaire qu'elle construit, sont historiquement, théoriquement, pratiquement l'expression la plus élaborée de la lutte des classes du prolétariat : ils en sont les éléments constitutifs. C'est dans ce processus que se construiront la IV^e Internationale et ses sections. Si un parti communiste — c'est-à-dire trotskyste — se définit théoriquement comme luttant pour la dictature du prolétariat, cet objectif ne peut être atteint qu'à travers la lutte pour le gouvernement de la classe ouvrière, de ses soviets, de ses partis. Indiquons une fois encore qu'il n'y a aucune recette : de multiples situations peuvent se constituer au feu de la lutte des classes. C'est la raison pour laquelle l'IC n'excluait pas que se forme un gouvernement ouvrier comme expression de la force parlementaire des partis ouvriers. Ainsi, le gouvernement ouvrier et paysan, dans la mesure où il représente le prolétariat, les masses exploitées, s'appuie sur eux, contre la bourgeoisie et l'Etat bourgeois, exprimant déjà la domination de classe du prolétariat : le gouvernement ouvrier et paysan est le gouvernement qui amène à la dictature pleine et entière du prolétariat.

Evidemment, ce combat ne se mène pas dans l'abstrait ou sur un échiquier. Des forces vives, classes antagoniques, s'affrontent, avec leur passé, leur his-

toire, leurs formations politiques. Si nous venons brièvement de définir le contenu du gouvernement ouvrier et paysan, reste à déterminer COMMENT s'applique cette stratégie aujourd'hui. Et nous allons maintenant discuter des arguments de nos « contradicteurs ».

Gouvernement ouvrier et paysan et gouvernement PC-PS

Nous ne discuterons pas ici des « arguments » de ceux qui combattent le gouvernement ouvrier et paysan. Ceux-là combattent contre le prolétariat et sa dictature, ceux-là combattent le socialisme. C'est souvent le lot des groupes gauchistes de « contester la société », phraséologie révolutionnaire à l'appui, sans jamais poser le problème du gouvernement, de l'Etat, du pouvoir.

Notre premier « contradicteur » se prononce donc pour le gouvernement ouvrier et paysan, de la manière la plus résolue. Il a fait ses « humanités marxistes » et sait donc distinguer la social-démocratie de l'appareil stalinien, frères jumeaux de la contre-révolution. Et pourtant, il s'offusque, s'indigne que l'OCI traduise la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour le front unique ouvrier, dans le mot d'ordre « gouvernement PC-PS sans ministres capitalistes ».

En effet, nous objecte-t-il, un gouvernement composé de Mitterrand et de Marchais, même sans les radicaux, mais par exemple avec tel ou tel représentant du CERES, n'est pas un gouvernement ouvrier et paysan. L'OCI, proclame donc notre docteur ès marxisme, n'est pas révolutionnaire et mène campagne sur une orientation radicalement fautive.

Reprenons rapidement les grands éléments de notre politique.

1) L'OCI se prononce et combat inconditionnellement pour la chute du gouvernement Giscard-Chirac représentant la V^e République, ses institutions, sa politique anti-ouvrière.

2) L'OCI se prononce et combat in-

conditionnellement pour le gouvernement PC-PS sans ministres bourgeois.

3) L'OCI se prononce et combat tout aussi inconditionnellement pour la satisfaction de toutes les revendications de la classe ouvrière.

4) Cette politique représente très exactement les intérêts du prolétariat. Exprimant ces intérêts, regroupant le plus grand nombre de travailleurs et de jeunes, l'OCI assure dans cette bataille sa construction — plan de développement — et applique de la manière la plus vivante, la plus dialectique — relation revendication-gouvernement — la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Justifions maintenant ces affirmations :

« Le gouvernement ouvrier est une formule algébrique, c'est-à-dire une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs numériques fixes. D'où ses avantages et aussi ses inconvénients » (Trotsky).

La lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, tient donc compte en RELATION DIRECTE AVEC LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE DES CLASSES, des « valeurs numériques fixes » que sont les appareils, l'avant-garde et leurs rapports avec les masses.

Les « valeurs numériques fixes » varient, en rapport direct avec le développement de la lutte des classes à l'échelle de la planète et des développements de la construction du parti révolutionnaire. Par exemple, n'en doutons pas, la liquidation par les pablistes de la IV^e Internationale, la nécessité de sa reconstruction, n'ont pas joué un rôle mineur dans les liens entre les trotskystes et les masses. A l'inverse, le développement de l'OCI constitue un élément important, et, en dernier ressort, fondamental dans la lutte pour la victoire de la révolution socialiste.

Mais revenons à la situation présente. La classe ouvrière reste dominée par les appareils contre-révolutionnaires et en particulier l'appareil stalinien. Hier, le

Programme commun et l'Union de la gauche, sans rivage à droite, aujourd'hui la polémique contre le PS au nom du Programme commun, demain à nouveau le Programme commun... deux faces d'une même politique dirigée contre les masses, le mouvement qu'elles amorcent, le front unique ouvrier nécessaire à leur victoire.

Si la perspective politique est dominée par le passage de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire, il convient de comprendre que la classe ouvrière aborde et abordera cette période — l'ouverture de la révolution — dans les cadres de ses organisations, syndicats et partis, dominés par les appareils contre-révolutionnaires. L'agitation politique pour le gouvernement ouvrier et paysan ne peut être appréhendée aujourd'hui par la classe ouvrière qu'à partir des instruments (partis et syndicats) dont elle dispose, et en particulier le PC et le PS. Partis ouvriers bourgeois, « **lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise** » (Lénine), ces appareils s'opposent au mouvement de la classe, pour reculer quand l'action du prolétariat se fait trop forte, c'est-à-dire pour préserver l'essentiel : l'Etat, expression des rapports sociaux bourgeois de production.

L'appareil stalinien mobilise toutes ses forces pour éviter, retarder, l'ouverture de la crise révolutionnaire. C'est ainsi que se comprend la polémique PC-PS. Les communistes que nous sommes tiennent compte de ces rapports pour formuler la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Partant des intérêts, des aspirations des masses, nous tenons compte DE CE QUI EST, des rapports du PC et du PS avec la classe ouvrière, pour dégager de la lutte de classe du prolétariat l'objectif du gouvernement.

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan » (Programme de transition).

La question du programme

Mais justement ces organisations, ces partis, ne veulent pas rompre avec la bourgeoisie, pour réaliser l'unité, pour former ensemble un gouvernement, parce qu'ils savent que la venue au pouvoir d'un gouvernement PS-PCF sans ministres des organisations et partis bourgeois est déjà l'expression d'une formidable mobilisation des masses, et que la conséquence en serait une plus puissante, une plus formidable mobilisation des masses. En clair, en France, ce serait le commencement de la révolution prolétarienne.

Sans se livrer à des exercices d'école, il suffit de considérer ce qui se passe au Portugal pour se rendre compte de la peur qu'ont les dirigeants du PS et du PCP d'avoir à former ensemble un gouvernement sans ministres du MFA ou des autres organisations et partis bourgeois. La signification en serait claire pour les masses : nous avons porté au pouvoir nos partis, qu'ils exercent, exerçons le pouvoir en satisfaisant nos revendications, en balayant tous les obstacles politiques qui se dressent devant nous (l'Etat bourgeois et ses organismes) en expropriant le capital. En bref, les masses voudraient que soient accomplies les tâches d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan. Les appareils dirigeants du PCF et du PS font obstacle à la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan. Les appareils dirigeants du PCF et du PS font obstacle à la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan, d'abord en refusant de s'unir, de lutter conjointement pour former ensemble un gouvernement, en refusant de rompre tout lien avec la bourgeoisie (de là l'importance d'avoir inclus les radicaux de gauche au sein de l'Union de la gauche), en soutenant en fait le gouvernement Giscard-Chirac.

C'est la mobilisation des masses sur la ligne : en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac qui exige la réponse à la question : « Quel gouvernement porter au pouvoir ? » qui seule peut sub-

merger l'obstacle des appareils. Les conditions historiques concrètes, les rapports politiques au sein du prolétariat, sont ainsi fait qu'à l'étape actuelle le prolétariat, les masses exploitées, ne peuvent donner qu'une réponse : un gouvernement de nos partis. Ainsi, la mobilisation politique des masses ne peut s'opérer qu'en exigeant de « leurs partis » qu'ils rompent avec la bourgeoisie, qu'ils s'unissent pour lutter pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, et pour former ensemble un gouvernement.

Les masses — contre la politique des appareils — se mobiliseront, se mobilisent déjà sur cette ligne. C'est une étape de leur lutte pour porter au pouvoir un véritable gouvernement ouvrier et paysan. Combattre pour le gouvernement ouvrier et paysan, c'est, en appelant les partis ouvriers à s'unir, à combattre pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, à lutter pour former ensemble un gouvernement, c'est combattre pour dégager cette voie que les masses emprunteront obligatoirement, pour qu'elles s'organisent et se mobilisent à cette fin.

Nous ne posons AUCUNE CONDITION PROGRAMMATIQUE à ce que le PC et le PS forment leur gouvernement, car le moment de la situation est déterminé par la lutte pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac. Notre démarche est claire : prenez le pouvoir, car la formation d'un gouvernement du PC et du PS est en soi un pas en avant considérable des masses, une transition — c'est un mot d'ordre transitoire, sur la voie de la révolution prolétarienne. Il modifie radicalement les rapports politiques entre les classes et au sein des classes. Exiger actuellement de ces partis qu'ils s'engagent sur un programme de destruction de l'Etat bourgeois, d'expropriation du capital, c'est exiger QU'ILS ADOPTENT LE PROGRAMME DU PARTI REVOLUTIONNAIRE, c'est en fait dresser dans l'immédiat un nouvel obstacle à la lutte pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres capitalistes. Marx disait :

le véritable mouvement des masses vaut mieux que cent programmes. C'est le cas pour ce qui concerne le combat pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse et le gouvernement du PCF et du PS. Marx ne renonçait pas au programme pour autant ; tout au contraire, il estimait que c'était ainsi que le programme révolutionnaire prenait vie et forme.

La lutte pour la victoire de la révolution implique, comme pas en avant des masses, la chute du gouvernement Giscard-Chirac et la constitution par l'action de la classe ouvrière d'un gouvernement de ces partis. Partis qui, répétons-le, sont des partis ouvriers bourgeois.

Mais, déclare notre second contradicteur, ce qui détermine un gouvernement ouvrier et paysan, c'est son programme ; le PS et le PCF n'ont aucune intention de porter atteinte à l'Etat bourgeois et à la société capitaliste. S'ils sont contraints de former un gouvernement ensemble, sans ministres bourgeois, ce sera encore et toujours pour défendre la société et l'Etat bourgeois. Vous en convenez d'ailleurs, lorsque vous dites que ce sont des partis ouvriers bourgeois et ne posez pas a priori de question de programme. Exiger un gouvernement PCF-PS, c'est donc exiger un gouvernement bourgeois !

Notre contradicteur fait fausse route. Certes, le PS et le PCF entendent défendre l'Etat et la société bourgeoise. Ils peuvent néanmoins être contraints, pour maintenir leur contrôle sur les masses, d'aller plus loin qu'ils ne le voudraient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Jamais cependant jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'instauration de la dictature du prolétariat.

Mais, premièrement, sans en faire la condition de la lutte, de notre combat inconditionnel pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, pour le gouvernement PCF-PS, nous formulons et défendons le programme du gouvernement ouvrier et paysan qui est le programme pour lequel, implicitement, les masses veulent un gouverne-

ment qui les représente. Nous disons pourquoi elles veulent un gouvernement à elles, que les masses identifient au gouvernement PS-PCF. C'est-à-dire que nous nous préparons à exiger, une fois ce gouvernement au pouvoir, avec les masses, ce qu'elles en espèrent. Ce gouvernement ne sera pas un gouvernement bourgeois classique : il sera à l'image des partis qui le constitueront : un gouvernement ouvrier-bourgeois. C'est-à-dire une contradiction insoluble au pouvoir. Nous n'identifions donc pas le gouvernement PC-PS au gouvernement ouvrier et paysan, mais nous combattons pour le gouvernement PC-PS comme transition pour le gouvernement ouvrier et paysan.

L'OCI n'est pas un groupe de pression sur les grandes organisations, elle agit pour, partant du mouvement des masses, dégager les transitions qui conduiront jusqu'à la victoire de la révolution socialiste. Pour briser les appareils, des millions de travailleurs, dont un certain nombre s'éveillent juste à l'activité politique, doivent, par l'expérience, assimiler, vérifier la justesse de l'analyse théorique que nous faisons des appareils contre-révolutionnaires.

Ainsi, les appareils ont signé le Programme commun dans une situation où la classe ouvrière manifestait par toutes ses luttes sa volonté d'en finir avec Pompidou et la V^e République. Les masses ont vu dans la signature du Programme commun ce qui n'y était pas : c'est-à-dire la réalisation de l'unité des partis ouvriers, négligeant la présence des radicaux de gauche et le contenu du Programme commun. Elles y voient la possibilité d'aller vers leur gouvernement, donnant satisfaction à leurs revendications. Les masses identifient union de la gauche et unité des partis ouvriers. Nous, trotskystes, qui nous prononçons contre l'Union de la gauche, devons mettre en avant l'aspiration des masses à l'unité des partis ouvriers. Nous combattons le Programme commun, en montrant son contenu, même si les masses ne l'ont jamais lu, mais nous ne le combattons pas de façon doctrinaire.

Nous opposons la politique du front unique ouvrier, concrètement exprimée, à la politique du Programme commun telle qu'elle s'exprime concrètement.

In fine, parmi les ultimes objections qui nous sont faites, retenons celle-ci : « **La lutte pour un véritable gouvernement ouvrier et paysan passe par la lutte contre le Programme commun** ». Exact. C'est pourquoi l'OCI est la seule organisation à avoir caractérisé, dès sa signature, le Programme commun pour ce qu'il est : un programme de défense de l'Etat bourgeois, l'Union de la gauche pour ce qu'elle est : une politique de front populaire.

S'imaginer que la dénonciation quotidienne, sur l'air des lampions, de la politique des appareils contre-révolutionnaires modifiera cette situation est à l'évidence une manifestation de doctrinarisme.

Nous nous prononçons contre le front populaire et l'Union de la gauche car cette politique conduit à la défaite. Il faut donc impulser une autre politique, celle du front unique ouvrier, ce que nous faisons en combattant pour le gouvernement PC-PS. Un « véritable » gouvernement ouvrier et paysan exige une « véritable » mobilisation politique des masses contre toute coalition avec la bourgeoisie, ses partis, pour un gouvernement des partis dans lesquels se reconnaît la classe ouvrière. Seule cette politique permettra, demain dans les soviets, comme l'a montré Lénine, de gagner la majorité au parti révolutionnaire que nous construisons.

Disons-le tout net : ces « objections » manifestent des réactions gauchistes, conscientes ou non, et pour le moins des craintes quant au développement d'une ferme politique révolutionnaire. Si l'on considère, comme l'OCI, que la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan passe aujourd'hui par la lutte pour le gouvernement PC-PS sans ministres capitalistes, il convient de militer fermement sur cette orientation, en évitant deux écueils :

le premier consiste à identifier ce moment de la lutte pour le gouvernement

ouvrier et paysan au gouvernement ouvrier et paysan lui-même ;

le second consiste à faire la fine bouche, à chercher des « garanties » — toutes verbales — en affirmant que ce gouvernement ne sera pas un « véritable » gouvernement ouvrier et paysan, ou encore que ce gouvernement ne pourra exister que contre le Programme commun. Comme l'indique Trotsky, le gouvernement ouvrier et paysan est une formule algébrique. « **D'où ses avantages et aussi ses inconvénients.** »

Les « inconvénients » de cette politique, c'est qu'elle n'émancipe pas les trotskystes de bâtir le parti révolutionnaire, la IV^e Internationale. Au contraire, la lutte pour le front unique ouvrier n'est possible qu'en partant de l'OCI et doit se traduire à chaque moment de ce combat par le renforcement de l'OCI.

Les « avantages » de la politique du front unique ouvrier, c'est qu'elle rassemble la classe ouvrière, les militants, contre la politique des appareils contre-révolutionnaires, ce qui ne manque pas de susciter contre l'OCI... des réactions de l'appareil stalinien.

Le « soutien critique » à l'Union de la gauche : capitulation devant le front populaire

Nous avons réfuté jusqu'à présent quelques objections qui sont surtout, on le remarquera, le produit d'incompréhensions politiques liées à une inassimilation du marxisme. Abordons maintenant, pour conclure cet article, quelques-unes des critiques formulées par les organisations « d'extrême gauche », Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire, qui n'ont à nos yeux qu'un défaut, c'est de se réclamer frauduleusement de la IV^e Internationale et de son programme. Il est difficile de polémiquer avec ce qui n'existe pas sur le plan théorique, c'est-à-dire Lutte ouvrière. Examinons ici quelques « arguments » de la Ligue communiste révolu-

tionnaire contre la politique de l'OCI vis-à-vis de l'Union de la gauche et du problème du gouvernement ouvrier et paysan.

La lutte que mène la direction de la LCR contre le front unique ouvrier découle naturellement de l'appréciation qu'elle porte sur l'Union de la gauche et le Programme commun. En effet, pour les rédacteurs de « Rouge », le Programme commun est un « programme réformiste », et l'Union de la gauche est une « alternative globale réformiste ». C'est ainsi que, lors des élections législatives précédant la mort de Pompidou, la Ligue communiste allait appeler à voter pour les candidats du Programme commun dans le cadre d'un « soutien critique » à cette politique. Toujours sur la même orientation, malgré une discrète autocritique sur l'appel à voter pour les candidats du parti radical, les pablistes allaient présenter Alain Krivine aux présidentielles, contre le premier secrétaire du PS François Mitterrand, mais toujours sur la même orientation, le soutien critique à l'Union de la gauche. Et ce, au nom du mouvement réel des masses. Cette politique n'est pas seulement une gymnastique où se mêlent action aventuriste et minoritaire (21 juin) et capitulation devant les appareils, et, en particulier, devant l'appareil stalinien : nous l'avons déjà démontré dans le passé, il s'agit là des deux faces d'une même médaille.

La LCR affirme que la présence des radicaux de gauche au sein de l'Union de la gauche ne change rien, car le problème est celui du Programme commun, programme « réformiste ». Examinons donc brièvement cette question. Si l'on cherche à porter une appréciation sur le Programme commun, du point de vue de l'énoncé des revendications qu'il s'engage à satisfaire, des mesures proposées, ce n'est pas au réformisme qu'on aboutit, mais à un catalogue hétéroclite, très souvent contradictoire d'un paragraphe à l'autre, dans les propositions faites. Mais un programme, pour les marxistes, se juge-t-il à l'ampleur des nationalisations, à l'augmentation des sa-

lares, au sort du troisième âge ? Ce sont, bien sûr, des éléments qu'il convient de discuter, mais d'abord et avant tout, le Programme commun se caractérise par le fait qu'il garantit les **institutions de la V^e République**, c'est-à-dire la défense de l'Etat bourgeois. De ce point de vue, le Programme commun n'est pas un programme « réformiste », mais un programme de défense de l'Etat bourgeois. Ce que M. Cavaillet, sénateur radical de gauche et dirigeant des radicaux de gauche, vient d'ailleurs de rappeler avec une naïveté calculée : « **Le Programme commun est un programme de collaboration de classes.** » Et au cas où nos camarades de la LCR ne le sauraient pas, un programme de collaboration de classe, nous rappelle M. Cavaillet, est d'abord et avant tout déterminé par la défense des institutions de l'Etat bourgeois.

C'est clair : la position de « soutien critique » des dirigeants de la LCR, dont le but est de donner à la politique de cette organisation un vernis « révolutionnaire » en se « démarquant » des appareils, les amène une fois de plus, sous couvert de langage ultra-gauche, à capituler devant la politique de Front populaire, à développer une orientation qui entretient la confusion dans l'esprit des travailleurs et des jeunes et barre la voie à la lutte concrète pour la chute du gouvernement bourgeois. Dire d'un côté, « le mot d'ordre de gouvernement PC-PS entretient des illusions sur les appareils » et de l'autre, « l'Union de la gauche n'est pas un « vrai » front populaire, il faut apporter un soutien « critique » au Programme commun », c'est conclure : il n'y a pas d'autre issue pour la classe ouvrière que d'être trahie par ses dirigeants.

Sur de telles prémices, la LCR peut avancer, dans le cadre de la préparation de son dernier Congrès, le mot d'ordre de « gouvernement des travailleurs ». C'est toujours la même méthode : un langage radical qui ne dégage aucune perspective concrète d'organisation pour la chute du gouvernement bourgeois. Dire « gouvernement des travailleurs »,

sans donner à ce mot d'ordre aucun contenu qui tienne compte de la situation réelle de la classe ouvrière française, de ses organisations, de ses rapports avec la bourgeoisie, avec les appareils qui dirigent ses organisations, c'est tourner le dos à la stratégie du front unique ouvrier, c'est laisser tout le terrain aux appareils contre-révolutionnaires, pour leur politique.

La lutte pour le front unique ouvrier, contre les fronts populaires marque, écrit Trotsky, la ligne de démarcation entre menchevisme et bolchevisme. La discussion qui se mène au sein de la LCR démontre d'ailleurs que nombre de militants sont préoccupés — à juste titre — par la capitulation de leur direction devant les appareils, donc devant le front populaire. Nous l'avons démontré dans cet article, la lutte pour le gouvernement PC-PS exprime concrètement le combat mené pour le gouvernement ouvrier et paysan contre l'Etat bourgeois et tous les programmes, et toutes les coalitions qui entendent assurer sa défense.

**

En vérité, la discussion sur les problèmes que nous évoquons dans cet article ne peut être réglée que si on les aborde à partir de la perspective qui ca're toute l'activité des masses, donc toute notre activité : le développement de la révolution européenne commencée au Portugal. Demain, lorsque la crise révolutionnaire prendra son plein développement, la lutte politique s'exacerbera entre les appareils liés à la bourgeoisie et le parti révolutionnaire en construction, et les masses se détacheront, à partir de leur expérience, des vieilles directions, constitueront une nouvelle direction, une direction révolutionnaire : c'est-à-dire que se constituera, que se forgera, ainsi, la condition à la prise du pouvoir par le gouvernement ouvrier et paysan. C'est là toute la signification du combat mené par l'OCI : préparer la révolution, se préparer à la révolution.

Charles BERG.

LE COMBAT POLITIQUE, LE PLAN DE DEVELOPPEMENT DE L'O.C.I.

par Marc LACAZE

Si l'Assemblée nationale de délégués

- pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse,
- pour le front unique, partis et syndicats,
- pour un gouvernement du PS et du PCF,

qui rassemblait à Paris, à l'initiative de l'O.C.I., le 15 décembre 1974, 878 délégués représentant 18 948 travailleurs et jeunes, fut la confirmation éclatante de la justesse de cette initiative, elle ne fut qu'un point de départ.

Il fallait poursuivre, donner une expression au nouvel élan que la grève des postiers donnait à l'aspiration des masses : en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, réaliser le front unique ouvrier.

L'Assemblée du 15 décembre se donnait comme objectif de tenir un rassemblement de masse le 20 avril, à Paris, elle adoptait une adresse aux dirigeants du PS et du PCF, cer-

taine de rencontrer un écho immense auprès des masses, elle décidait de mener campagne dans les entreprises, les bureaux, les localités, les établissements d'enseignement, pour des milliers et des milliers de signatures.

75 000 signatures en deux mois !

C'est devenu une certitude aujourd'hui. Pour des millions de travailleurs de ce pays, le gouvernement Giscard-Chirac, attaché selon sa nature à préserver les profits capitalistes, tente de faire supporter aux masses les conséquences de la marche à la crise de tout le système, il mène droit à la catastrophe, droit à une catastrophe dont les effets seront écrasants pour l'immense majorité d'entre eux. Le gouvernement Giscard-Chirac, gouvernement du capital, l'héritier du régime moribond de la V^e République, doit dis-

paraître. Il est impossible d'attendre 1978 ou 1981. Les polémiques entre les deux grands partis de la classe ouvrières désorientent les travailleurs, elles doivent cesser. Il faut réaliser le front unique ouvrier.

Quelle conclusion tirer en effet ?

Lorsque déjà le chiffre de 1,2 million de chômeurs est officieusement reconnu dans ce pays, lorsque la question de l'emploi frappe de plein fouet toute la jeunesse à la sortie de l'école, du CET, du lycée, de l'université.

Lorsque, par exemple, la restructuration d'une industrie comme le Livre s'est déjà soldée par 2 000 licenciements et prévoit aux alentours de 1 000 nouvelles suppressions d'emplois pour le labeur et 700 pour la presse dans les prochains mois.

Lorsque les difficultés du marché automobile — qui ne semblent pas prêtes à s'atténuer, si l'on considère en effet qu'aux USA, la baisse de 25 % de la production a eu pour conséquence la mise au chômage partiel de 250 000 ouvriers en décembre — ont déjà entraîné le licenciement, en deux ans, de 10 700 travailleurs chez Citroën et prévoient chez Renault le développement du chômage partiel, cette véritable calamité.

Lorsque cette « crise de l'automobile » a déjà entraîné la faillite de dizaines d'entreprises moyennes spécialisées dans la scus-traitance.

Lorsqu'une entreprise de la taille d'Usinor prévoit de renvoyer 10 000 travailleurs chez eux pendant 5 jours au mois de février.

Lorsque dans le bâtiment...

Bref, les exemples ne manquent pas, ils n'ont pas un caractère épisodique, c'est l'expression la plus pernicieuse du déclin capitaliste. Les travailleurs dans leur grande masse en ont conscience.

Comment se mettre à l'abri du chômage ?

Comment se mettre à l'abri des conséquences de l'inflation galopante qui, inexorablement, dans des proportions s'aggravant chaque jour, remet en cause les moyens d'existence des masses ? Voilà la question telle qu'elle se pose aujourd'hui.

Comment espérer seulement contraindre, sans attendre, les capitalistes à des concessions sérieuses, dans une telle situation, sans tirer la conclusion qu'il faille briser leur volonté ? Pour vaincre, chacun des combats engagé doit s'inscrire dans le développement d'une offensive qui a pour but de dresser résolument une classe contre une autre. Dans une offensive qui se fixe pour objectif le pouvoir.

Les capitalistes ne céderont quelque chose que menacés « du danger de perdre tout ». Chaque recul des capitalistes dans ce mouvement, sera une victoire de la classe ouvrière, et constituera un facteur de développement et d'encouragement de l'action de classe. Est-il possible de mener sérieusement un tel combat, sans s'attaquer, pour le faire chuter, à un gouvernement représentant les intérêts de ceux-là mêmes qu'il faut briser ?

Un gouvernement qui, à peine investi, au lendemain des élections de mai 1974, faisait voter par la majorité UDR de l'Assemblée nationale cette loi — lourde de signification — qui non seulement organisait : la destruction du statut du personnel et le licenciement de milliers de travailleurs, mais, en disloquant l'ORTF, permettait de privatiser de nombreuses activités de Radiodiffusion et de Télévision, et d'assurer ainsi à ses mandataires Thomson-Brandt, en ces temps difficiles, de très avantageux contrats...

Un gouvernement qui, à une autre occasion et c'est démonstratif, pour sauver le « potentiel national », « l'outil » que représente Citroën, fit cadeau de 100 milliards d'AF à

Michelin, qui en contrepartie, s'engage à restructurer sa fabrication, et donc procédait immédiatement au licenciement de 2 900 travailleurs.

Assurément non !

Il faut substituer à ce gouvernement, un gouvernement sans ministres bourgeois, libre de toute attache avec les capitalistes. La classe ouvrière se tourne vers ses partis dont elle attend qu'ils combattent pour constituer un tel gouvernement : le gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois.

La question du pouvoir est posée, elle devient le contenu véritable, l'objectif de tout développement de la lutte des classes sous toutes ses formes, de toute grève, de toute action de masse...

C'est ce qu'expriment de la manière la plus claire les 75 000 signatures. Ne craignons pas de nous répéter en reprenant à nouveau, pour illustrer la situation politique, la formule utilisée par Léon Trotsky en mars 1935 :

« La plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir. »

Voilà le véritable enjeu de toute la bataille politique qui se déroule entre le prolétariat et la bourgeoisie. Voilà ce qui chaque jour, s'éclaire pour de nouveaux travailleurs, voilà la conclusion qui se précise dans chaque mouvement depuis la grève générale de mai-juin 1968, voilà ce que la grève des postiers de novembre 1974, après les élections présidentielles, et les élections législatives partielles, a fait éclater au grand jour pour des millions de travailleurs.

Les aspirations des masses

Mais cette aspiration des masses à vaincre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement, qui grandit aujourd'hui, se heurte à la politique des directions du mouvement ouvrier.

Lors des élections présidentielles, après la grève des banques, les travailleurs se rassemblaient et faisaient bloc autour de la candidature de François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, donnant à leur vote la signification d'un vote classe contre classe. Ils devaient le faire malgré une campagne développée par les dirigeants du PCF et du PS, toute entière consacrée à donner des garanties à la bourgeoisie, à son Etat, aux institutions de la V^e République. Quel autre rôle pouvait-on en effet trouver à la place donnée lors de ces élections à l'allié radical de gauche, sinon celui d'affirmer le maintien du cadre bourgeois, de l'Etat bourgeois, de sa forme actuelle, la V^e République ? Quel autre rôle remplissaient les appels retentissants lancés dès le soir du premier tour par Marchais aux gaullistes, aux centristes, aux chrétiens, à tous « les bons Français » sinon celui de « désillusionner » pour démobiliser les travailleurs et interdire que s'opère le regroupement sur un front de classe ?

Le regroupement s'opérait pourtant. Mais il s'opérait sur le terrain électoral qui, les élections passées, disparaissait. La classe ouvrière devait dès lors transférer l'acquis politique sur son propre terrain, se regrouper dans le cadre de ses propres méthodes et moyens de combat. Et cela, contre les dirigeants de ses organisations syndicales et partis qui détiennent les moyens de la centralisation du prolétariat sur son propre plan de classe.

Mais en juillet, devant ce qui n'était à l'époque qu'une tentative du

gouvernement Giscard-Chirac, les travailleurs de l'ORTF, en manifestant devant l'Assemblée nationale, désignaient l'objectif de leur combat. Ils intégraient dans cette démonstration les leçons de la grève des banques et des élections présidentielles. Les dirigeants syndicaux refusaient de donner l'ordre de grève générale de l'Office. Ils s'appuyaient sur les dirigeants des partis ouvriers pour en appeler au vote de la majorité UDR, remettant entre les mains de celle-ci le sort des travailleurs de l'Office. Ils repoussèrent au jour de son application le combat contre la loi et disloquèrent le mouvement en grèves tournantes. L'Office était démantelé, les licenciements avaient lieu.

Les marins du « France » savaient que pour sauver leur bateau du désarmement, ils devraient faire céder ce gouvernement. Ils occupaient dans l'unité, durant une traversée, le bâtiment, et s'engageaient ainsi dans l'épreuve de force, en mettant sur pied l'outil nécessaire à leur combat, le comité de grève. Ils savaient que la grève générale de la marine marchande lancée par les fédérations de marins correspondait à l'objectif fixé et pouvait avoir raison de la décision de ce gouvernement. Leur sort dépendait de la décision des directions. Avec les autres marins, ils attendirent en vain l'ordre de grève générale.

Après ces tentatives qui ne réussirent pas à forcer le barrage opposé par les directions, en novembre, c'est à nouveau la bataille, cette fois à l'échelle de toute une corporation. Contre l'avis et la politique des directions, les postiers se mettaient en grève, réussissaient à se dresser en un bloc contre le gouvernement. De ce seul fait, ce mouvement prenait alors une signification que plus rien ne pouvait lui faire perdre : « Les postiers en grève disent au nom de toute la classe ouvrière : le gouvernement Giscard-Chirac doit disparaître. »

La victoire politique de la grève des PTT

C'est en cela que réside la victoire politique de la grève des postiers. Ils ont pu, après les élections, contre la volonté des directions, donner à voir la claire signification de tout le développement du mouvement de la classe ouvrière. Les postiers n'ont pu réaliser leur volonté jusqu'au bout : le front unique des organisations ouvrières, pour arracher l'ordre de grève générale de tous les syndicats de postiers, qui permette, sur cette ligne d'affrontement, de vaincre le gouvernement. Ils n'ont pas pu imposer la constitution de l'outil de ce combat, le comité central de grève rassemblant les organisations syndicales et les délégués de tous les centres et bureaux.

Mais, pour toute la classe ouvrière, en se mettant en grève, ils ont posé la question centrale : il faut que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse. Les appareils n'ont pu éviter que la classe ouvrière fasse sienne cette conviction et qu'une large avant-garde l'exprime ouvertement.

Cette bataille qui dresse le prolétariat contre la bourgeoisie et son Etat — d'une manière d'autant plus pressante que s'approfondit la crise politique de celle-ci incapable de maîtriser quoi que ce soit, et que s'avance la crise économique elle-même — voit les masses, malgré et à travers les obstacles que constitue la politique des directions du mouvement ouvrier, chercher en permanence à s'ouvrir une voie répondant à leurs aspirations les plus immédiates : réaliser l'unité, condition au combat sur une ligne se donnant pour objectif de chasser le gouvernement Giscard-Chirac, de le remplacer par un gouvernement du PCF et du PS sans ministres capitalistes.

Ce combat donne son aspect au cheminement de la lutte des classes sous toutes ses formes depuis la

grève générale de mai-juin 1968. C'est, rappelons-le, celui des travailleurs des banques qui réalisaient l'unité à l'échelle d'un service, là où ils pouvaient maîtriser leur action, débrayer, arracher leurs revendications, puis étendre à tout le Crédit lyonnais la grève, pour enfin culminer dans la grève générale des banques, et là, donner toute sa signification au mouvement : « *Il faut aller chez Giscard, ministre des Finances, exiger nos revendications.* »

L'action dans ce service du Crédit lyonnais, quels qu'en soient les détails, était, dès le départ, chargée de ce contenu ; encore fallait-il que puisse être brisé le barrage des appareils pour qu'il prenne forme : il ne put l'être qu'à cette échelle.

Le mouvement de la révolution prolétarienne

Depuis, ce mouvement n'a pas cessé de faire son chemin, enrichi par la formidable mobilisation des élections, par la conscience qu'après ces élections le gouvernement du capital peut être renversé, mais il reste fondamentalement le même : la recherche de la brèche par laquelle passera le mouvement qui servira de catalyseur aux aspirations de toute la classe ouvrière et qui permettra de centraliser sa force sur l'axe du combat dans l'unité pour faire disparaître le gouvernement du capital, pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois.

Cette bataille, c'est le mouvement même de la révolution prolétarienne. En arrière-plan, se dessine le mouvement vers les soviets, c'est le mouvement des travailleurs de la RATP qui disaient : « *Les syndicats à nous, les permanents à notre service* », des travailleurs des PTT en lutte pour l'ordre de grève générale, pour un comité central de grève.

C'est dans ce mouvement que les révolutionnaires interviennent. Par leurs mots d'ordre, leurs campagnes politiques, la bataille pour organiser les aspirations, ils concourent à ouvrir la voie à l'action des masses qui tend constamment à se centrer sur la question du pouvoir, ils se lient à la classe ouvrière. C'est dans ce mouvement que se construit le parti révolutionnaire.

On comprend alors que l'OCI, qui se fixe pour tâche la construction du parti révolutionnaire dans ce pays, la reconstruction de la IV^e Internationale, ait mis au centre de son plan de développement l'animation de la campagne pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, pour un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois, pour la réalisation de l'unité des organisations ouvrières, syndicats et partis, sur ces objectifs.

75 000 signatures, un phénomène politique de masse

C'est là incontestablement l'expression d'un phénomène politique de masse. C'est la preuve que la volonté de millions de travailleurs, qui s'exprime dans cette campagne, s'élève déjà au-dessus des exigences particulières des différentes corporations, des différentes régions et a gagné la majorité du prolétariat dans ce pays.

Et plus qu'un simple écho de l'aspiration la plus profonde aujourd'hui des masses les plus larges, les 75 000 signatures recueillies sur l'adresse aux dirigeants du PS et du PCF, la campagne qui se mène autour de cette initiative deviennent un axe politique de centralisation de cette volonté, un élément de développement de la situation politique elle-même.

Mais, pour agir sur la situation, fallait-il commencer par exprimer,

pour leur donner forme, les développements qui, dans le cours de la lutte des classes, se font jour ?

Or la classe ouvrière, pour se dresser contre le gouvernement, part de ce qu'elle a, de ce qui la rassemble. la constitue en classe, les organisations qu'elle s'est construites. Pour se dresser, la classe ouvrière doit se rassembler, doit s'unir dans et avec ses organisations. Les masses pensent :

— il faut que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse :

— il n'existe qu'un moyen de le faire disparaître : l'UNITE sur cet objectif ;

— il faut que cesse la division ;

— pour elles, la réponse à la question « quel autre gouvernement ? » est toute trouvée : le gouvernement des partis qui doivent s'unir, le gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF.

Elles se tournent vers les directions de leurs organisations, elles s'adressent à elles pour qu'elles réalisent leurs aspirations. C'est selon ce mouvement, confirmé par toute l'histoire du mouvement ouvrier, que les aspirations fondamentales des masses travailleuses entrent en conflit avec la politique des directions qui, aux antipodes de la volonté de la classe ouvrière, soutient de manière à peine déguisée ce gouvernement et, pour ce faire, poursuit, sous les formes les plus diverses, une campagne d'approfondissement de la division. C'est en se tournant vers les directions des organisations pour qu'elles réalisent leurs volontés que la différenciation, puis l'émancipation des masses vis-à-vis de ces directions s'opérera en même temps que se développera la lutte politique pour le pouvoir.

C'est précisément pour exprimer, en l'épousant au plus près, le mouvement que nous venons de décrire que, le 15 décembre, il fut décidé de donner à la campagne contre la division, pour l'unité, pour que le gouvernement Giscard-Chirac dispa-

raisse, pour le gouvernement des partis ouvriers PS-PCF sans ministres bourgeois, la forme d'une adresse aux dirigeants du PS et du PCF.

Mais cette adresse soumise à la signature des masses, à leurs remarques, cette adresse qui exprime la volonté de millions de travailleurs suscite parmi eux une réflexion, une prise de position, une activité politique et permet la conquête de milliers de travailleurs à la bataille pour le front unique ouvrier, à l'organisation sur cet objectif. La méthode correspond à l'objectif du combat : AUX MASSES !

Première phase : il faut engager une véritable bataille politique pour obtenir des dizaines de milliers de signatures. Et, pour réaliser la mobilisation des forces, et d'abord des militants de l'OCI, les campagnes politiques précédentes nous l'ont appris, les arguments ne suffisent pas, il faut faire la preuve, il faut commencer et convaincre à partir de là.

Les débuts sont parfois difficiles : dans les ateliers, les services, il arrive que nous rencontrions des obstacles. On ne signe pas ! Mais, très rapidement, il faut dégager le premier enseignement : là où l'on n'avance pas, nous nous adressons aux militants, aux responsables, aux dirigeants locaux. en particulier aux militants du PCF. Il faut utiliser une autre méthode. Chez Michelin, à Idéal-Standard, chez Renault, chez Hispano... nous nous adressons aux masses : banderoles, panneaux, diffusion de tracts, porte-voix, et des camarades en nombre suffisant sont présents aux portes. En quelques heures chez Michelin, 600 travailleurs signent ; en une heure, à midi, chez Renault, c'est 480 travailleurs qui les suivent ; en une heure à Idéal-Standard, 129 signatures. La preuve est faite. Le processus est engagé, il se développera...

Mais revenons aux difficultés et à leurs racines. Les masses se tournent

vers les directions de leurs organisations pour qu'elles réalisent leurs aspirations. Pour qu'elles le fassent de façon centralisée — de manière à ce que la différenciation dont nous parlions plus haut puisse prendre forme et qu'ainsi nous concourrions à ouvrir la voie à l'action des masses en nous liant à elles —, il faut que nous nous adressions aux masses elles-mêmes. Cette question est décisive. Nous disons qu'elles sont en mouvement, dans la pratique en doutions-nous ?

En nous adressant, d'abord et essentiellement, aux responsables syndicaux, aux militants du PCF, à « l'avant-garde », nous aurions transformé la signification de l'adresse ; elle serait devenue une affaire de militants : le militant révolutionnaire s'adresse aux militants du PCF pour leur dire qu'il serait bon que leurs directions changent de politique. Il ne se serait plus agi d'épouser le mouvement révolutionnaire des masses dans son développement réel, mais tout simplement de donner des illusions sur la politique des appareils. Il ne s'agit pas pour nous dans cette campagne de faire revenir à de meilleurs sentiments les directions traîtres du mouvement ouvrier. Les appareils ne changeront pas, mais nous devons concourir à diriger la terrible force du mouvement des masses vers eux, contre leur politique, pour ouvrir une brèche.

C'est à l'inverse qu'il faut procéder. Nous engageons la campagne par rapport à la classe ouvrière. Nous donnons les formes et les moyens permettant d'exprimer la volonté des masses, c'est précisément dans ce mouvement que nous touchons les militants du PCF. Prendre le problème autrement détourne des masses inévitablement. Les militants du PCF ne sont pas seulement des cadres organisateurs, ils sont aussi les relais politiques de l'appareil dans la classe ouvrière. L'attitude des militants du PCF ne donne

pas une image déformée de ce qui se développe dans la classe ouvrière. Les militants du PCF ont pour cadre d'activité la politique de l'appareil tout entière tournée contre l'aspiration à l'unité de la classe ouvrière, tout entière consacrée au piétinement des espoirs de cette classe.

Pour un militant du PCF, signer c'est entrer en contradiction sur une question décisive avec la politique de l'appareil ; une telle contradiction ne peut être produite que par la volonté qu'il a de sortir de l'isolement par rapport aux travailleurs, auquel le condamne la politique de l'appareil, lorsque la campagne de ceux qui n'acceptent pas la division s'organise, se structure, se développe. C'est la seule signification que nous pouvons donner à une telle signature. A l'inverse, le fait que les militants du PCF se tiennent, avec plus ou moins de fermeté, sur la ligne de l'appareil et combattent avec acharnement notre initiative donne tout autant la preuve que celle-ci répond exactement aux besoins des masses. Pour se convaincre du bien-fondé de cette bataille, c'est dans son développement qu'il faut aller chercher une réponse, dans le nombre de signatures, dans le nombre de travailleurs réunis, en un mot auprès des masses.

« Ils ne savent pas ce qu'ils signent ! », nous ont dit des responsables du PCF à la porte des entreprises. « Ils signent sans lire ! Ils voient que c'est contre le gouvernement, et cela leur suffit ! Ils croient que c'est une pétition du PCF ! »

Et pourtant, non ! Nous comprenons combien cela peut être difficile à admettre pour un responsable du PCF qui a multiplié ses efforts pour étouffer cette campagne, mais il n'y a pas d'ambiguïté. Et ce sont les militants du PCF eux-mêmes qui auraient concouru à les lever, s'il y en avait eu...

En effet, ils étaient là, eux-mêmes aux portes des entreprises, en nombre, avec porte-voix, militants, panneaux, vendant *L'Humanité-Dimanche* consacrée aux scandales du pétrole ; et après avoir essayé d'entraîner les militants qui faisaient signer dans des discussions les empêchant de poursuivre leur travail, voyant qu'ils n'y réussissaient pas, très souvent ils changèrent d'attitude et devinrent provocants : « *Ne signez pas la pétition de Giscard !* », etc. Rien n'y fit. Posément, en connaissance de cause, parce qu'ils n'acceptaient pas la division, les travailleurs, malgré les injonctions des militants du PCF, devant eux, donnaient leur signature au bas de l'adresse. Ceci n'est pas une mince indication du degré atteint par cette volonté d'en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, d'agir pour l'unité.

Au regard de la volonté de millions de travailleurs qu'elles expriment, la limite des 75 000 signatures sur cette adresse est la limite des forces des trotskystes, de l'avant-garde qui, dans la préparation du 15 décembre et depuis, a combattu et combat sur cette orientation. Cette force aurait été beaucoup plus grande, ses liens beaucoup plus étroits avec la classe ouvrière, il n'aurait, bien sûr, pas été question de faire une campagne de millions de signatures. Dans une telle situation la mise en mouvement directement de dizaines de milliers de travailleurs, alors possible, aurait donné d'autres formes à la bataille pour le front unique ouvrier.

Organiser la volonté politique des masses

Car, à aucun moment, il n'a été question dans cette bataille de croire ou faire croire au bienfait des pétitions. A quoi serviront les 75 000 signatures obtenues ?

Les 75 000 signatures ne modifieront pas en elles-mêmes la situation

l'unité ne va pas se réaliser de ce fait, elles sont l'expression d'une volonté. Mais l'essentiel est qu'en prenant forme, cette volonté met en rapport ceux qui font signer et ceux qui signent. Cette campagne, permet que se rassemble une force politique prête à agir ensemble pour l'unité, pour que disparaisse le gouvernement Giscard-Chirac.

Une force prête à agir sur le plan national, à préparer un rassemblement de masse le 27 avril, décidée à se doter d'un véritable comité national unitaire qui puisse centraliser toute cette bataille, porter les signatures aux dirigeants du PS et du PCF, rendre compte par voie de tract aux signataires de l'adresse, rassembler en un véritable réseau tous les comités unitaires qui se constituent dans les entreprises et les localités.

Un exemple de contre-attaque de l'appareil

La poursuite de la polémique tambour battant telle qu'elle se mène depuis les élections législatives partielles ne pouvait pas ne pas poser de problème à la direction du PCF. En effet, une telle attitude destinée à décourager les travailleurs et les militants se heurte de face aux aspirations les plus fondamentales de ceux-ci. Elle met partout, dans les entreprises, les localités, les militants du PCF dans une position extrêmement délicate, d'autant plus délicate d'ailleurs dans les endroits où la campagne politique autour de l'adresse, organisant et centralisant cette aspiration, prend de l'ampleur.

La fédération de Paris du PCF décidait de lancer dans la région parisienne une grande campagne de pétitions pour dire :

« *Non à la politique du pouvoir giscardien !*

— *Non aux sacrifices et à l'austérité !*

— *Oui au Programme commun de gouvernement pour sortir de la crise et satisfaire les besoins des travailleurs et de la population !* »

Ces pétitions devaient être portées aux préfectures, aux mairies, à l'Elysée, bref dans les édifices publics et exprimer la « *prise de conscience des travailleurs* » qui, paraît-il, laisse encore à désirer, selon ces mêmes dirigeants.

Le texte précédant les trois mots d'ordre précités était presque entièrement consacré aux attaques contre le PS. On pouvait notamment y lire :

« Tirant prétexte des questions que nous posions devant l'opinion quant à son attitude par rapport au Programme commun, et à son contenu, le Parti socialiste refusait cette proposition d'actions communes, refusait toute rencontre avec le Parti communiste. »

« De même, en janvier, les Fédérations parisiennes du Parti socialiste et des Radicaux de gauche n'acceptaient pas la proposition de la Fédération de Paris du Parti communiste, d'une campagne contre l'austérité et pour le Programme commun débutant par un meeting à la Mutualité. »

« Le refus de l'action commune est regrettable. Il désarme les travailleurs face à la politique du pouvoir et aux manœuvres du grand capital. Cette passivité du Parti socialiste nous a préoccupés ; de même que le glissement à droite constaté à son récent congrès de Pau. »

Il s'agissait pour les dirigeants du PCF de poursuivre sur leur orientation, mais en donnant à leurs militants une pétition à faire signer, il fallait tenter de faire écran au développement de la campagne autour de l'adresse aux dirigeants.

Il n'est pas besoin d'être dans les secrets de la fédération de Paris du PCF pour savoir que cette campagne a tourné court. Bien sûr, quelques délégations de responsables se rendirent aux préfectures, mais les militants eux-mêmes ne jugèrent pas bon

de dépenser une grande énergie pour faire comprendre aux travailleurs la justesse de cette initiative de division.

Ce qui arriva dans une entreprise de la région parisienne est révélateur d'une situation. Des militants du PCF, qui venaient de décider de faire signer cette pétition dans leur entreprise où l'adresse avait reçu un large écho, choisirent d'abord un service où l'adresse n'avait pas circulé. Après un examen du faible résultat obtenu dans ce service, ils décidèrent purement et simplement d'interrompre la campagne. Ils donnèrent comme raison à leur décision :

« Nous ne voulons pas, en passant après l'adresse aux dirigeants du PCF et du PS donner l'impression aux travailleurs de diviser. (...) Cela nous desservirait. (...) »

Les dirigeants du PCF et du PS doivent tenir compte de cette situation.

Aux dires des dirigeants du PCF, la conférence de presse de Georges Marchais, le lundi 10 février 1975, ne fut pas, comme cela a été compris un peu partout, centrée sur les attaques contre les dirigeants du PS et le PS lui-même.

Au cours de la dernière déclaration publique de Mitterrand, les dirigeants du PCF auraient trouvé un début de réponse à leurs questions. La polémique qui s'amplifie depuis septembre, et dont seul le gouvernement profite, devrait donc, sous cette forme, marquer le pas... N'en doutons pas, les dirigeants du PCF doivent tenir compte de la désapprobation de leurs militants et des travailleurs à l'égard de tout ce qui divise.

De la même façon que les dirigeants du PS ne peuvent éternellement prendre le prétexte, formellement juste, d'être l'agressé dans cette polémique pour s'abstenir de répondre clairement aux aspirations des travailleurs qui aspirent à l'action unie pour que Giscard-Chirac disparaissent.

La politique des appareils, en particulier de l'appareil stalinien, est aujourd'hui en complet porte-à-faux dans la classe ouvrière. Mais, précisons-le, ils ne cessent pas d'être à la tête du mouvement ouvrier. Et les masses, ne l'oublions pas, s'adressent à ces directions, pour qu'elles réalisent leurs aspirations ; c'est dans ce mouvement, bien sûr, qu'elles se heurtent à leur politique.

C'est dans ce heurt permanent que se fera, en relation avec l'intervention des révolutionnaires, l'expérience positive, pour les masses, de ce que vaut la politique des appareils. La classe ne sortira renforcée de cette « expérience » que si, dans cette succession de batailles, le parti révolutionnaire se construit. Les révolutionnaires que nous sommes, malgré la faiblesse relative de nos forces, peuvent, dans cette situation et sur cette ligne, être en prise directe sur le mouvement des masses les plus larges et faire reculer les directions contre-révolutionnaires.

C'est la caractéristique de cette période qui transite d'une situation de crise politique de la bourgeoisie vers l'ouverture de la crise révolutionnaire. Nous entrons de plain-pied dans la politique révolutionnaire. Cette politique exige, et ce n'est pas là le moindre enseignement de cette campagne pour l'OCI, que les révolutionnaires se débarrassent rapidement d'une forme de « scepticisme » qui fut apparente dans les premières difficultés rencontrées, lorsque l'adresse n'était pas destinée aux masses, mais aux militants, et qui se cherche parfois des raisons dans la disproportion qui existe entre la puissance des appareils et celle des trotskystes.

Ce « scepticisme », ou plutôt cette « inertie » devant les immenses possibilités couvertes par une situation qui se transforme et qui va aboutir à l'ouverture de la crise révolutionnaire méconnaît la réalité des développements en cours. Il est le pro-

duit de la substitution d'une image figée des rapports dans la classe ouvrière et de la classe ouvrière avec la bourgeoisie, à la réalité du mouvement contradictoire qui s'y développe sur une ligne qui va submerger la politique des appareils pour se heurter à la bourgeoisie et son Etat. C'est un poids qui, dans cette campagne, s'exerce dans le sens du maintien de « rapports établis » et, en ce sens, une force de conservatisme qui s'oppose aux tâches de l'heure et qui sera surmonté dans leur réalisation.

Les tâches de l'heure

Les 75 000 signatures sur l'adresse aux dirigeants du PS et du PCF sont l'expression d'un mouvement et partie de ce mouvement lui-même. Elles ne font pas que révéler une situation, elles révèlent, mais elles deviennent, parce qu'elles centralisent cette volonté, un élément du développement de la situation politique, elles sont action politique. C'est le sens que leur ont donné les travailleurs. Cette campagne est déjà devenue quelque chose avec laquelle il faut compter, l'exemple donné précédemment dans cet article, de militants du PCF renonçant à faire signer leur pétition de division en est, à une toute petite échelle, significatif. De même que les difficultés rencontrées par la direction du PCF avec ses militants sur cette ligne nous montrent que nous ne faisons qu'affûter et diriger un mouvement qui a déjà largement fait son chemin. Il faut poursuivre et organiser les milliers de travailleurs qui, déjà, aspirent à aller plus loin, qui ne se contenteront pas d'une campagne de signatures dont ils ne nient pas l'importance, mais qui se sentent poussés par la force qu'embrasse le mouvement en cours.

Il faut organiser cette aspiration à réaliser l'unité du mouvement ouvrier pour que le gouvernement

Giscard-Chirac disparaisse, pour un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF ; cela implique que se développe la campagne nationale engagée et qui seule correspond au contenu de ce combat. Il faut en même temps, dans ce mouvement, épouser la ligne de force, qui constamment, dans la classe ouvrière, tend à rechercher la rupture des barages politiques qu'opposent les appareils à la mobilisation unitaire des travailleurs sur une orientation classe contre classe.

Cela signifie qu'il faut préparer le rassemblement de masse du 27 avril à Paris, la constitution d'un véritable comité national unitaire qui puisse être mandaté pour se rendre auprès des directions, se faire les porte-parole des 75 000 signataires, et rendre compte ensuite du résultat de la démarche.

Cette activité, cette préparation doivent s'appuyer sur la constitution, dans de nombreuses entreprises, établissements scolaires, facultés, de comités unitaires de base. Ces comités devront, dans leur action, répondre au besoin qui existe de préparer à la base les conditions politiques d'une réponse à la recherche qui se manifeste dans le combat de la classe ouvrière depuis 1968 : ouvrir une brèche pour, dans cette brèche en se mobilisant dans l'unité, pouvoir développer tout le contenu du combat de classe, du combat pour le pouvoir.

Trotsky écrivait en novembre 1935 :

« On ne peut sauver la situation que si l'on aide les masses en lutte, dans le processus de la lutte même, à créer un nouvel appareil, qui réponde aux nécessités du moment. C'est en cela que réside précisément la fonction des comités d'action. »

« Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat, si on les avait appelés à le faire. (...) »

« De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas. Plus souvent à l'échelle locale, moins souvent à l'échelle nationale. La tâche consiste en ce qu'il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour cela : comprendre clairement soi-même la signification des comités d'action, comme le seul moyen de briser la résistance antirévolutionnaire des appareils des partis et des syndicats. »

« Cela signifie-t-il que les comités d'action remplacent les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, groupements, traditions et organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Pendant les élections aux comités d'action, chaque parti tentera naturellement de faire passer ses partisans. Les comités d'action prendront des décisions à la majorité des voix avec l'entière liberté des partis et des fractions de se grouper. Par rapport aux partis, les comités d'action peuvent être appelés des parlements révolutionnaires : les partis ne sont pas exclus, au contraire, ils sont supposés nécessaires ; en même temps, ils sont contrôlés dans l'action, et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris. »

Les conditions sont certes différentes de celles décrites par Léon Trotsky, mais nous pouvons affirmer que, dans la grève des PTT, il a fallu tout l'acharnement politique des appareils pour interdire aux postiers de se donner l'outil indispensable à leur combat, le comité central de grève des postiers rassemblant organisations et délégués élus des centres. Les postiers ne purent l'imposer, la préparation n'était pas suffisante, le mouvement « spontané » n'était pas suffisamment « organisé », cette question est décisive pour des révolutionnaires.

La perspective des comités de front unique ouvrier, regroupant tra-

vailleurs, militants et organisations qui engageront le combat politique : — pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, — pour le gouvernement PCF-PS sans ministres représentants les organisations et partis bourgeois, — pour les revendications, — constitue un objectif du combat pour les comités unitaires. En certains secteurs, il doit être d'ores et déjà possible de l'atteindre.

La polémique, dit-on, s'atténue, mais il suffit d'observer qu'au fur et à mesure qu'elle perd publiquement son intensité, selon les commentateurs autorisés, la campagne de division organisée sur le terrain de l'entreprise entre la CGT, FO et la FEN se développe. C'est la signature du contrat salarial par FO et la FEN qui constitue le prétexte à ce déchaînement. Car il s'agit d'un prétexte. La CGT-FO et la FEN, en signant le contrat, ont marqué leur volonté de se maintenir dans le cadre de la politique que nous leur connaissons, celle qui se refuse à rompre avec ce gouvernement. La CGT aurait-elle pour sa part évoluée sur ce point de façon radicale, depuis que Séguy, en pleine grève des postiers, s'adressant au gouvernement, disait : « *Il ne s'agit pas de céder mais de négocier* » ? Assurément non, la CGT n'est pas contre les contrats, elle affirme être pour de bons contrats.

La signature de contrats aujourd'hui, bons ou mauvais, revêt sur le plan politique la même signification : « Les revendications de la classe ouvrière pourraient être satisfaites dans le cadre d'une politique contractuelle, donc sous ce gouvernement. » C'est ce que dément toute la situation et toute l'expérience des travailleurs.

En résumé, la divergence d'appréciation sur la « qualité » du contrat signé devrait donc constituer le prétexte officiel à tout refus de l'unité d'action sur le plan de l'entreprise.

La division, rendue difficile à poursuivre sous la forme qu'elle connaissait depuis quelques mois déjà, s'est glissée sur un autre terrain. Il n'y a dans ce glissement rien de fortuit. En effet, la grève des caristes de chez Renault, la situation dans toute l'usine et en particulier à Billancourt, compte tenu de la place de Renault dans la classe ouvrière de ce pays, constitue une indication certaine du degré atteint par ce qui a cheminé dans toute la classe ouvrière depuis la grève des postes. Les appareils disposent leurs forces pour établir sur le terrain des entreprises leur barrage contre la classe ouvrière. Le combat contre toutes les manœuvres sur ce terrain entre de plain-pied dans le champ d'activité des comités unitaires de base.

La construction de l'OCI

Dans les thèses adoptées au XVII^e congrès de l'OCI, il était écrit :

« Les résultats de notre propre activité de construction du parti dans l'intervention dans la lutte de classe participent à la construction des conditions objectives qui mettent en mouvement la classe ouvrière. Soit dit en passant, c'est là la méthode même du Programme de transition qui est en particulier à la base de la stratégie du gouvernement ouvrier et paysan.

« C'est ainsi qu'en dernière analyse la conquête du pouvoir est le résultat d'un mouvement objectif de la lutte de classes se constituant comme produit de toute la situation historique, et l'activité du parti révolutionnaire agissant dans cette situation historique. Autrement dit, si la fusion entre le mouvement objectif et le parti (facteur subjectif) permet au prolétariat de prendre le pouvoir, c'est parce qu'à chacun des moments limités de ce mouvement objectif de la classe, l'activité du parti révolutionnaire fusionne avec ce moment en segments limités.

« Nous avons donc affaire à un processus global intégrant l'ensemble des processus objectifs et du processus de construction du parti révolutionnaire, réagissant constamment l'un sur l'autre, sur la base des « lois de l'Histoire » qui en sont le fondement.

« Cela implique que, tout en se mesurant par une progression de l'organisation, les résultats de notre activité devenant partie constituante des conditions objectives, permettent au mouvement de la classe de se développer, en même temps que ce mouvement échappe à notre contrôle. Au moins jusqu'au moment où le prolétariat dirigé par un parti révolutionnaire qui ne saurait être que le parti de la IV^e Internationale est à même de prendre le pouvoir. La progression de la marche en avant vers la révolution prolétarienne se mesure également à notre propre progression qui, en définitive, se résume à un contrôle de plus en plus développé du mouvement objectif de la classe.

« Du point de vue stratégique, ces considérations ont l'importance la plus décisive pour la construction du parti par l'intervention dans la lutte de classes. C'est ainsi que, par une action judicieusement conduite et des mots d'ordre corrects, qui impliquent, comme condition majeure, une préparation centralisée et méthodique (organisée), nous sommes à même de nourrir le mouvement de la classe, en même temps que nous ne devons jamais oublier que celui-ci ne peut pas ne pas nous échapper, à une étape ou à une autre, répétons-le, tant que nous ne sommes pas le parti dirigeant. L'expérience l'atteste. »

L'initiative prise par l'OCI de préparer l'Assemblée nationale de délégués le 15 décembre, puis de poursuivre cette campagne politique jusqu'à rassembler en deux mois 75 000 signatures sur l'adresse aux dirigeants du PS et du PCF, dans le combat pour le front unique ouvrier, pour

un gouvernement du PCF et du PS, s'intègre parfaitement dans le cadre politique de construction du parti révolutionnaire tel qu'il est exprimé dans ces thèses.

Le parti se construit dans le mouvement de la révolution prolétarienne en nourrissant le développement de celle-ci, en concourant à lui dégager la voie par son intervention.

Mais il faut insister; ici, cette intervention ne peut exister que si le parti se construit que si les trotskystes le construisent, que si les trotskystes reconstruisent la IV^e Internationale, renforcent leur organisation, l'OCI, dans ce mouvement même.

Et cela implique des objectifs politiques qui correspondent à cette nécessité, un plan d'intervention qui permette, au fur et à mesure de l'établissement et du resserrement de nouveaux liens avec la classe ouvrière, la pénétration du journal *Informations ouvrières*, l'édition de nouveaux suppléments au journal correspondant au regroupement autour de l'OCI de nouveaux militants.

Comment en effet, penser sérieusement concourir à préparer cette avant-garde qui se dégage dans la bataille pour le front unique ouvrier, sans chercher à l'armer politiquement pour le combat contre les appareils, pour les vaincre ?

Comment ne pas donner, jour après jour, à partir du développement de la révolution portugaise, la dimension consciente du mouvement qui porte toute la classe ouvrière d'Europe vers les soviets, vers le pouvoir ? Comment combattre sans donner à voir l'unité de la politique internationale de la bureaucratie stalinienne, qui s'acharne à enrayer, au Portugal comme en Espagne, les développements de la révolution prolétarienne ?

Comment le faire sans continuer les dizaines et dizaines de réunions de l'OCI dans les entreprises sur la révolution portugaise, la bataille pour les États-Unis socialistes d'Europe, la IV^e Internationale, dont nous donnions

le compte rendu dans le numéro précédent de *La Vérité* ?

Les premiers résultats de la campagne pour le front unique ouvrier, pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse, le succès du meeting tenu le 17 janvier à Paris consacré à la défense de la IV^e Internationale, à la défense de l'OCI, les résultats partiels de la seconde campagne financière de l'année : 242 517 F sur un objectif de 350 000 F à trois semaines de sa clôture, sont encourageants.

Ces premiers éléments nous permettent d'affirmer que l'Organisation communiste internationaliste qui prépare la révolution et se prépare à la révolution est en mesure de gagner

une bataille politique d'importance. *L'OCI est en passe d'apprécier dans toutes ses cellules la place que peuvent et doivent occuper les trotskystes dans la lutte des classes, dans cette période qui transite vers l'ouverture de la crise révolutionnaire.* Cette question est d'une importance décisive. L'OCI va donc devoir, et ce sera au centre de la préoccupation de toutes ses structures, consacrer l'essentiel de son effort, jusqu'à son congrès, à mener à bien le plan de recrutement qui concentre évidemment tous les problèmes de la construction du parti révolutionnaire.

Le 26 février 1975.
Marc LACAZE.

Un militant ouvrier ne peut se passer chaque semaine de lire

"INFORMATIONS OUVRIERES"

Le numéro : 2 F.

6 mois (24 n^{os}) 35 F

pli clos 40 F

1 an (48 n^{os}) 70 F

pli clos 80 F

Etranger (un an : 48 n^{os}) 80 F

INFORMATIONS OUVRIERES

Correspondance - Rédaction - Administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP PARIS 21.831.73.

DEFENSE DE LA IV^e INTERNATIONALE

par François FORGUE

A la fin du mois de décembre 1974, le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, constitué à l'issue de la Conférence internationale de juillet 1972, tenait sa cinquième session.

Quelques jours avant cette réunion, deux militants de Política Obrera, l'organisation trotskyste d'Argentine affiliée au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, étaient abattus par les tueurs de l'Alliance anticommuniste argentine, par les bandes d'assassins d'extrême-droite coopérant avec la police argentine.

Jorge Fischer, membre du comité central de Política Obrera, délégué principal de l'usine Miluz, Miguel Angel Bufano, militant de Política Obrera, militant syndical de l'usine Miluz, étaient tombés pour la IV^e Internationale, pour la révolution socialiste.

Ces assassinats marquaient le point culminant d'une offensive intense menée contre Política Obrera, combinant les arrestations et les perquisitions arbitraires, perpétrées sous le couvert de la légalité, avec les agressions des bandes de tueurs semi-légaux.

Comme le déclarait le Comité exécutif national de Política Obrera dans une déclaration en date du 16 décembre :

« Ces assassinats, qui s'ajoutent à la déjà très longue liste des victimes des commandos terroristes d'extrême-droite, révèlent l'effort d'une fraction du grand capital pour imposer un véritable Etat policier dans notre pays, pour noyer dans le sang la radicalisation, la lutte et les conquêtes des travailleurs et de la jeunesse combattante. Les enlèvements, attentats et crimes qui se succèdent chaque jour sont le fer de lance de cette tentative pour instaurer une dictature capitaliste sanglante.

« Pendant que le gouvernement proclame sa fidélité à la constitution et à la démocratie, les bandes meurtrières constituent un véritable pouvoir armé

qui accomplit ses sauvages forfaits dans la plus totale impunité, sans subir aucun type de répression. Il est parfaitement clair que les assassinats sans discrimination qu'accomplit l'extrême-gauche, qui prétend justifier ses provocations en s'arrogeant la représentation des intérêts des travailleurs, sont seulement un prétexte pour l'escalade criminelle dirigée contre la classe ouvrière et la jeunesse et contre ses organisations.

« Política Obrera déclare que ces assassinats infâmes constituent une évidence de plus de l'existence d'une campagne particulière pour déclarer illégale l'organisation Política Obrera, et tenter de la détruire. [...] Pour écraser les organisations indépendantes de la classe ouvrière, la répression meurtrière a besoin d'écraser toute expression démocratique. Pour cela, en commençant par les ouvriers et les militants communistes, par les trotskystes, les socialistes et la gauche péroniste, le développement de l'activité terroriste de l'extrême-droite se dirige également contre les partis parlementaires eux-mêmes, et les secteurs qui défendent le gouvernement, et qui ne font pas face à la répression avec la seule méthode possible : la mobilisation des masses.

« Política Obrera lance un appel à toutes les organisations démocratiques et anti-impérialistes, pour prendre la tête d'une mobilisation nationale et de masse, qui en finisse avec l'impunité meurtrière de la droite et des commandos terroristes.

« La mobilisation et l'unité dans le combat sont le seul chemin pour liquider définitivement le terrorisme fasciste et la répression anti-ouvrière. »

Effrayé par la radicalisation des masses laborieuses d'Argentine, le gouvernement bourgeois inféodé à l'impérialisme cherche, par l'intermédiaire de ces bandes armées semi-officielles, à décimer les cadres du mouvement ouvrier et démocratique. Il s'acharne tout particulièrement sur l'organisation qui, à chaque étape, a fermement défendu l'indépendance de classe du prolétariat : il cherche, par le meurtre et la terreur, à faire taire les trotskystes.

Política Obrera a répliqué en intensifiant la lutte pour que le front unique se réalise contre la terreur réactionnaire, en développant son activité comme organisation trotskyste, en maintenant malgré tout la publication de son journal ! La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale continue en Argentine.

La IV^e Internationale, voilà l'ennemi pour le gouvernement soumis aux injonctions de l'impérialisme.

Au lendemain du lâche assassinat de nos camarades Fischer et Bufano, « informée » par la police et agissant sur ordre, la grande presse argentine se faisait l'écho d'un amalgame policier classique. Elle assimilait les militants trotskystes aux partisans du « guérillisme » et de l'attentat individuel, elle feignait de confondre Política Obrera avec le groupe terroriste petit-bourgeois de l'ERP et elle désignait la « IV^e Internationale comme le centre dirigeant de ces activités ». La réunion du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale — dont Política Obrera est l'une des organisations fondatrices — était ainsi présentée comme la réunion d'un centre terroriste.

Presque simultanément, la police politique israélienne montait une grossière provocation contre les militants de la Ligue ouvrière d'Israël, organisation affiliée au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Elle n'hésitait pas à prétendre que cette organisation, qui mène son combat politique au grand jour, constituait une « société secrète » impliquée dans le meurtre de « jeunes soldats » ! Devant l'énergique riposte de la Ligue ouvrière, la police dut reculer, la provocation fut mise en échec.

Là aussi, il avait été question d'un centre international de ces activités, situé à Paris et animé par l'OCI, « organisation violente »...

Il n'est pas sans intérêt de noter qu'en octobre 1974 est paru en Hongrie un nouvel ouvrage consacré à la dénonciation du trotskysme et intitulé *Le trotskysme d'aujourd'hui*. L'OCI y est caractérisée comme étant une organisation d'un « anti-communisme effréné » car, « selon les principes du « trotskysme originel », les lambertistes luttent contre toute politique de front populaire ».

Le fonctionnaire guépéoutiste ajoute :

« Ce sont les trotskystes qui éditent dans les pays occidentaux la « littérature illégale », soi-disant soviétique. Dans ce domaine, l'organisation lambertiste, l'OCI, est particulièrement active. Ce sont eux qui ont édité en 1969 *La Voix de l'Opposition communiste*, comme littérature écrite en URSS. Depuis, ils ont publié de nombreux textes accompagnés de l'appréciation suivante : « C'est la preuve même du mûrissement de la révolution politique soviétique. »

L'impérialisme et la bureaucratie s'épaulent dans leurs attaques contre la IV^e Internationale, contre les organisations et les militants qui agissent pour la reconstruire sur la base du Programme de transition, du programme de la révolution socialiste.

Tous les moyens sont utilisés contre ceux qui combattent pour le programme de la IV^e Internationale : à ceux de la terreur et de la répression s'ajoutent la calomnie, les fabrications policières, les provocations.

A ceux qui cherchent à falsifier l'action des trotskystes, à leur attribuer des méthodes et des positions qui ne sont pas les leurs, les militants organisés dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale peuvent reprendre les phrases qui concluent le Manifeste du Parti communiste :

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Puissent les classes dirigeantes trembler à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! »

Si les trotskystes — les communistes — condamnent le terrorisme, c'est qu'ils le définissent comme contraire aux exigences de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » : on ne peut substituer à l'action consciente et organisée des masses — et à l'expression la plus élevée de cette action, la construction du parti révolutionnaire — une activité prétendument « exemplaire » séparée du mouvement historique du prolétariat. Le terrorisme individuel, comme le « guérillisme », sont des méthodes petites-bourgeoises opposées aux exigences du combat pour la révolution prolétarienne.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » : la devise de la I^{re} Internationale reste celle qui guide la lutte des révolutionnaires, celle qu'exprime le programme de fondation de la IV^e Internationale, le Programme de transition, qui est, comme le dit sa conclusion, « fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés du monde ».

Ce qu'enseigne cette expérience, c'est qu'il ne pourra être mis fin au règne de l'exploitation capitaliste sans que la classe ouvrière, à l'échelle internationale, ne forge, à travers ses luttes, l'instrument de la victoire : l'Internationale et ses partis. « Tout dépend du prolétariat », souligne encore le Programme de transition, « c'est-à-dire, au premier chef, de son avant-garde révolutionnaire.

La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.»

Mais la construction du parti révolutionnaire n'est pas séparable du mouvement d'ensemble, du mouvement historique du prolétariat, mouvement qui prend ses racines dans la résistance à l'exploitation et, par là même, dans l'organisation des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, dans leur organisation indépendante de classe.

La construction du parti révolutionnaire ne saurait être un processus extérieur aux luttes que mène le prolétariat, même lorsque le mouvement ouvrier reste contrôlé par des directions subordonnées à la bourgeoisie.

Aujourd'hui, alors que s'accroît le pourrissement du système capitaliste, toute lutte de masse, quel qu'en soit le point de départ, pose la question du pouvoir. La lutte pour le pouvoir exige la mobilisation de la classe ouvrière comme classe : elle exige, sous des formes concrètes correspondant à l'organisation du prolétariat dans chaque pays, la lutte pour le front unique ouvrier, pour le gouvernement ouvrier opposé au gouvernement de la bourgeoisie.

C'est cette perspective que traçait le Programme de transition :

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous demandons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation incessante autour des revendications de transition qui devraient, à notre avis, constituer le programme du gouvernement ouvrier et paysan. »

C'est cette politique, celle du front unique ouvrier, de la rupture avec la bourgeoisie, opposée à celle du front populaire, de la soumission à la préservation de l'ordre bourgeois qui fait que l'agent du Guépéou hongrois qualifie l'OCI d'organisation « anticommuniste ».

C'est cette même politique — définie comme « anticommuniste » par les continuateurs de Staline —, celle de l'indépendance de classe du prolétariat, qui fait des militants de Política Obrera les cibles des tueurs de l'AAA.

**

Les motifs des attaques conjuguées de toute la réaction contre la IV^e Internationale sont clairs. Il n'est pas nécessaire d'y revenir longuement car ils sont inscrits dans les différents articles et études publiés dans les récents numéros de La Vérité et dans celui-ci. Nous sommes maintenant engagés dans une période de la lutte des classes qui se caractérise par la venue à maturité de toutes les tendances de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Du fait même des développements mondiaux de la lutte des classes à cette étape, l'Europe en concentre les problèmes sous une forme aiguë. La marche à la révolution prolétarienne en Europe, dont le commencement de la révolution prolétarienne au Portugal marque, à cette date, la pointe la plus avancée, plonge dans l'effroi l'impérialisme mondial et toutes les forces qui sont attachées à sa survie. La conclusion des Notes pour des thèses sur la révolution européenne, parues dans le dernier numéro de La Vérité, éclaire cette réalité :

« [...] La révolution européenne est partie composante et décisive de la révolution prolétarienne mondiale. Un an à peine après l'écrasement du prolétariat chilien — que le front populaire a embourbé et livré à la réaction fasciste —, la révolution s'est levée en Europe, au Portugal. Sa tâche appro-

chera de son terme au jour où seront constitués les Etats-Unis socialistes d'Europe. Les frontières des Etats-Unis socialistes d'Europe ne peuvent être précisément définies. Ils s'étendront jusqu'à l'Oural et peut-être au-delà. La révolution prolétarienne apportera de nombreux bouleversements dans le regroupement des peuples. Mais, en vérité, les frontières des Etats-Unis socialistes d'Europe ne peuvent être fixées parce que la révolution victorieuse en Europe, la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe sont l'immédiat prologue à la victoire de la révolution prolétarienne mondiale, à la constitution de la République ouvrière universelle. »

Dix mois après le renversement de Salazar, c'est en Bolivie, à l'appel des dirigeants du Parti ouvrier révolutionnaire, l'organisation trotskyste bolivienne, les mineurs qui se dressent dans la grève et font reculer Banzer. C'est l'Afrique secouée par de puissantes explosions révolutionnaires, c'est, au Vietnam, l'impérialisme incapable d'imposer sa « paix » pourtant cautionnée par les bureaucraties de Moscou et du Kremlin. Et c'est, comme le dit l'agent du Guépéou hongrois, citant les publications de l'OCI, « la révolution politique soviétique qui mûrit ».

Mais comme le dit encore la conclusion des Notes pour des thèses :

« La victoire dépend de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays, de la reconstruction de la IV^e Internationale en Europe et dans le monde. »

En concentrant leurs coups contre la IV^e Internationale, les représentants de l'impérialisme et de la bureaucratie ne font que manifester une claire conscience contre-révolutionnaire.

La IV^e Internationale est née dans les années les plus sombres du mouvement ouvrier, quand se succédaient les pires défaites. Contre elle, la terreur conjointe de l'impérialisme et du stalinisme s'est déchaînée. Nombre de ses cadres les plus expérimentés — et parmi eux Léon Trotsky lui-même — ont péri sous les coups de la contre-révolution. Mais la IV^e Internationale a résisté.

La IV^e Internationale et ses organisations ne sont pas qu'une composante de la lutte des classes : elles en sont un enjeu et par là même l'un des champs de bataille. Les pressions de la classe ennemie, l'expression dans ses rangs de la domination exercée sur le mouvement ouvrier par des bureaucraties contre-révolutionnaires, transmise par une tendance liquidatrice, bafouant les principes du trotskysme au nom du trotskysme, ont porté à la IV^e Internationale des coups plus terribles encore que ceux de la répression et de la terreur. Le courant liquidateur (le courant « pabliste » du nom de celui qui fut l'un de ses principaux inspirateurs et idéologues, Michel Pablo) disloqua la IV^e Internationale. L'organisation fondée par Léon Trotsky fut détruite comme organisation mondiale centralisée sur la base du programme de transition.

Mais la IV^e Internationale a résisté. Sa continuité a été préservée, son programme a été défendu dans la lutte des classes par l'activité des organisations trotskystes regroupées d'abord dans le Comité international, puis dans le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Aujourd'hui, au moment où le programme de la IV^e Internationale constitue la seule réponse aux aspirations des masses qui se rassemblent pour en finir avec l'impérialisme décadent, il est naturel que la réaction, par tous les moyens, cherche à détruire les organisations trotskystes et concentre ses coups sur les organisations affiliées au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale ; parce qu'elles sont fidèles à ce que le plumitif du Guépéou appelle le « trotskysme origine! », c'est-à-dire le bolchevisme.

Une fois encore, les forces de la réaction échoueront.

Le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale s'est donc réuni. Il a discuté des problèmes actuels

de la reconstruction de la IV^e Internationale et, sous l'angle de la critique, des théories du « guérillisme » et du « foquisme » petit-bourgeois présentés comme des substituts à l'action de classe du prolétariat, du développement de la lutte des classes en Amérique latine.

Le Bureau international a décidé d'organiser, à l'échelle internationale, une campagne de défense et de solidarité avec les organisations trotskystes en Amérique latine, particulièrement avec Política Obrera d'Argentine sur laquelle s'acharment les groupes fascistes liés au gouvernement et la répression policière directe, et le Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie qui continue, dans les dures conditions de la dictature, son combat pour la IV^e Internationale.

Le Bureau international avait également convoqué une conférence des organisations européennes, sur la base des Notes pour les thèses dont des extraits ont été publiés dans le dernier numéro de La Vérité.

Pour assurer la poursuite de la discussion et pour coordonner, à l'échelle de l'Europe, l'activité des organisations et groupes engagés dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la conférence a désigné un secrétariat européen.

Nous publions dans ce numéro de La Vérité la réponse du camarade Just, faite à l'issue de la discussion générale.

La défense des organisations et des militants trotskystes est inséparable du développement de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Léon Trotsky écrivait en 1935 :

« La crise de la direction prolétarienne ne peut évidemment pas être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une durée extrêmement longue. Mais non pas d'un processus purement « historique », c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles en vue de scouter les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tache, de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot de redonner au prolétariat, dans une situation nouvelle, extrêmement difficile et chargée de responsabilités, la direction historique. »

Aujourd'hui, alors que mûrissent les conditions de formidables affrontements de classe, cette méthode reste l'axe de notre activité.

En mettant au premier plan de son activité la nécessité d'impulser la plus large discussion sur le bilan de la crise de la IV^e Internationale et sur les problèmes qui surgissent de l'étape actuelle de la lutte des classes, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale se saisit, dans la chaîne ininterrompue des mesures indispensables à la construction de la direction révolutionnaire, du maillon qui correspond aux nécessités présentes.

ABONNEZ-VOUS SANS TARDER A

LA VÉRITÉ

CCP Michel RENAUDIE, n° 30 040 74 - 45 La Source

(Voir tarifs page 2 de la couverture)

REPONSE A LA CONFERENCE EUROPEENNE

par Stéphane JUST

Nous publions ci-dessous la réponse du camarade Stéphane Just à la discussion qui s'est ouverte à la Conférence européenne convoquée début janvier 1975 par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Les organisations trotskystes européennes du Comité d'organisation avaient mis à l'ordre du jour la discussion des « Notes pour des thèses sur la révolution prolétarienne européenne » rédigées par Stéphane Just et dont le dernier numéro de La Vérité a publié les chapitres VI (« Les échéances historiques viennent à terme ») et VII (« La révolution européenne »).

Le Secrétariat européen

La discussion que nous venons d'avoir n'est évidemment pas un simple produit de données objectives, mais une discussion marquée par les problèmes, par la crise de la IV^e Internationale, et je comprends dans la crise de la IV^e Internationale la crise même du Comité international. Nous ne pouvions penser que la discussion permettrait de réaliser toutes les liaisons qu'il s'agit d'effectuer : compréhension que chaque

moment de la lutte des classes en Europe, comme dans le monde d'ailleurs, compréhension que chaque développement particulier, dans chaque pays, est un anneau de la chaîne de la lutte des classes européenne et mondiale. Il ne suffit pas d'utiliser des formules, il faut les concrétiser.

En même temps que nous constatons la difficulté d'intégrer telle particularité dans le développement d'ensemble, nous constatons également nos difficultés à appréhender d'une manière précise chaque moment particulier, chaque forme particulière.

S'il est impossible d'appréhender chaque situation particulière sans la relier à l'ensemble de la chaîne des événements, l'inverse est également vrai, c'est-à-dire que la chaîne d'ensemble de la lutte des classes ne peut être comprise qu'en saisissant ses développements particuliers. Ainsi que le disait le camarade Bloch, il s'agit du tout et de la partie : la partie se retrouve dans la totalité et dans chaque partie se retrouve la totalité.

Je pense néanmoins que la discussion, telle qu'elle vient de se dérouler, nous permettra d'avancer. Elle a au moins l'avantage de soulever les problèmes réels, sinon d'y donner une réponse satisfaisante. Cette discussion répond à la nécessité de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale en relation avec le développement de la lutte des classes. Il faut maintenant l'organiser en fonction de notre développement actuel.

Le Secrétariat européen est l'organisme nécessaire pour ordonner et impulser tant notre activité que notre discussion. Il me semble que d'ores et déjà nous devons fixer au Secrétariat européen deux tâches à réaliser. Je les énumère l'une après l'autre bien qu'elles soient liées : la première sera d'élaborer, cette fois ensemble, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de responsabilités particulières, un texte sur la situation européenne, sur la révolution européenne ; et en même temps un texte sur les problèmes de la construction des partis trotskystes en Europe et la reconstruction de la IV^e Internationale. Cela étant dit, je voudrais maintenant revenir directement à la discussion.

La réaction sur toute la ligne

Quelle est la signification, la portée, quels sont les problèmes de la révolution prolétarienne en Europe

qui conjugue la révolution sociale et la révolution politique ? Camarades, en reprenant la caractérisation que Lénine faisait de l'impérialisme comme étant la réaction sur toute la ligne, nous ne nous répétons pas ainsi que des écoliers. Au contraire, il faut tenir compte de cette caractérisation en analysant tous les développements, toutes les relations entre les classes, tous les développements politiques. Si nous ne le faisons pas, nous ne pourrions comprendre le caractère combiné des tâches de la révolution prolétarienne, y compris en Europe. Nous ne pourrions comprendre que le centre de tout, c'est naturellement l'expropriation du capital, mais que la réappropriation par le prolétariat de l'URSS, ou l'appropriation par les prolétariats de l'Est de l'Europe, des conquêtes dues aux luttes de classe du prolétariat européen et mondial, des transformations des rapports de production, sont parmi les tâches les plus élevées et décisives de la révolution prolétarienne.

Au fond, il s'agit de l'unification en un tout harmonieux de l'économie européenne comme composante de l'économie mondiale. Cela exige partout la prise du pouvoir par le prolétariat, la réalisation de la dictature du prolétariat et la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe. Mais en même temps se posent des tâches qui semblent, je dis qui semblent, être des tâches politiques relevant de la période où le développement capitaliste jouait un rôle progressiste, où la bourgeoisie était une classe sociale révolutionnaire.

A l'étape actuelle, dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus évolués, où la révolution démocratique bourgeoise a été le plus loin, par exemple la France, les acquis que le prolétariat a arrachés dans ce cadre et à partir de sa lutte de classe sont remis en cause. Quand je parle de ces acquis, il ne s'agit pas seulement de ce qu'il est convenu

d'appeler le standard de vie ; il s'agit aussi, et peut-être surtout, des moyens pour le prolétariat de s'organiser, donc de se constituer comme classe, de devenir d'une classe en soi une classe pour soi, moyens qui ont été conquis, forgés par le prolétariat dans le cadre même du capitalisme ascendant. Les exigences de la décadence capitaliste et particulièrement en Europe font que là où ce qu'il est convenu d'appeler les libertés démocratiques bourgeoises ont été poussées le plus loin, la bourgeoisie, pour maintenir sa domination de classe, est obligée de les remettre en cause ; ou, si vous voulez, à des rythmes divers (je reviendrai là-dessus car c'est une question très importante), mais d'une manière générale, d'autant plus que la crise de l'impérialisme s'approfondit, qu'elle s'accroît dans le très proche avenir, ainsi que le disait Marx à propos du 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte, « **pour garder sa puissance sociale, la bourgeoisie est obligée d'alléner sa puissance politique** ».

C'est vrai en France. L'institution de la V^e République n'avait pas d'autres raisons. Mais l'échec de Heath signifie que le même problème existe en Grande-Bretagne : la démocratie parlementaire ne permet plus à la bourgeoisie anglaise de discipliner le prolétariat aux exigences de sa crise. Et je pourrais énumérer tous les pays d'Europe occidentale : la dégénérescence de la société bourgeoise y pose, en termes qui sont fonction de l'histoire de chaque pays, les mêmes problèmes fondamentaux. La venue au pouvoir de De Gaulle, l'institution de la V^e République avaient une portée qui dépassait la France. Il s'agissait de la tentative de détruire les conquêtes du prolétariat, son organisation en classe indépendante, et particulièrement d'intégrer ses syndicats à l'Etat bourgeois. A la même époque, en Allemagne occidentale, le vote de lois

dites sur « l'état d'urgence » avait la même signification. En Grande-Bretagne, alors que Wilson prenait le pouvoir en 1964, la loi avortée sur la « réforme des relations industrielles » visait à domestiquer les syndicats.

Ce n'est qu'une tendance, mais c'est une tendance fondamentale : il faut considérer sa signification profonde. Je ne sais si vous vous en souvenez, mais Trotsky explique, lorsqu'il polémiquait à propos de l'Allemagne dans **Et maintenant**, que le prolétariat allemand, en luttant contre Hitler, et même contre le bonapartisme de Brüning, défendait des formes évidemment limitées, mais finalement fondamentales de la démocratie prolétarienne, ses syndicats, ses organisations, que la classe ouvrière avait constitués dans le cadre même de la démocratie bourgeoise, si imparfaite qu'elle ait été en Allemagne.

La remise en cause des libertés démocratiques est une démonstration du fait que l'impérialisme est bien la réaction sur toute la ligne. Y compris dans les pays capitalistes avancés, la défense des libertés démocratiques, conjointement à la lutte pour l'expropriation du capital et la marche à la dictature du prolétariat, est partie intégrante nécessaire, indispensable, du combat du prolétariat et, bien entendu, du programme de transition de la révolution prolétarienne.

De la même manière, des problèmes en apparence déjà résolus dans certains pays comme l'unité et l'indépendance nationales resurgissent ; et, à plus forte raison, ils deviennent plus aigus là où ils ne furent jamais résolus. L'impérialisme est la réaction sur toute la ligne, non seulement du point de vue économique, mais dans toutes les manifestations et formes de la vie sociale et politique.

La question nationale : l'unité et l'indépendance de l'Allemagne

Dans sa marche ascendante, le capitalisme a joué un rôle progressiste irremplaçable. C'est lui qui a constitué, au sens moderne du terme, les nations et leur unité organique, la division nationale et internationale du travail, des rapports sociaux, politiques, culturels mondiaux. Mais, dès son origine, il était marqué de traits réactionnaires. Les libertés démocratiques ne sont pas un don de la bourgeoisie aux classes exploitées, mais une conquête de celles-ci et principalement du prolétariat. L'oppression nationale, le dépeçage des nations vont de pair avec le développement des nationalités, la formation et la constitution de nations. Quelle que soit son action historique progressive, le capitalisme, ainsi que tout mode de production fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, foule nécessairement au pied les libertés démocratiques, développe l'oppression nationale. Mais, au stade de l'impérialisme, réaction sur toute la ligne, les traits réactionnaires deviennent les caractères dominants, et le capital est contraint de remettre en cause ce qu'il a apporté à l'humanité.

Les questions nationales, de l'unité et de l'indépendance nationales, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ont une importance majeure alors que l'impérialisme développe l'oppression nationale, le pillage et le dépeçage des nations. A ce propos, il faut revenir aux sources. Marx explique, dans **Le Manifeste du Parti communiste** :

« Nationale dans sa forme, la lutte de classe du prolétariat est internationale dans son contenu. »

Il dit encore :

« Si les ouvriers n'ont pas de patrie, on ne peut leur ravir ce

qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale-ment dirigeante, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement dans le sens bourgeois du mot. »

L'internationalisme prolétarien n'est pas abstrait. Les Etats-Unis socialistes d'Europe ne seront pas une sorte de bâtisse construite avec des briques d'égale longueur, d'égale poids, d'égale hauteur, réunies les unes aux autres par du ciment, mais un corps, un composé organique. Le prolétariat, pour mener sa lutte de classe jusqu'au bout, est lié à la forme nationale. Cela ne veut pas dire qu'il faut d'abord résoudre la question nationale avant que soient résolus les questions et les problèmes que pose le prolétariat sur son propre terrain. Mais, se battant sur son propre terrain pour développer ses propres revendications, sa propre lutte, la classe ouvrière a besoin d'un cadre qui est naturellement le cadre national. Nous ne sommes pas les seuls à l'avoir compris. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, en partageant l'Allemagne, l'ont encore mieux compris que nous. Ils l'ont compris concrètement, en pratique. L'impérialisme britannique, en partageant l'Irlande, l'a parfaitement compris. Nous devons non seulement expliquer, mais traduire ces nécessités, ces exigences, en termes d'action, de programme, d'activité politique. Il faut avoir une compréhension concrète de la révolution prolétarienne, de ce que signifie le mouvement du prolétariat, son unité, naturellement dans l'espace, l'ensemble du monde, mais également en tant que continuité de l'humanité.

Le prolétariat, pour s'émanciper, doit réaliser les tâches d'émancipation de l'ensemble de l'humanité. Il doit réaliser ce que la classe la plus progressiste jusqu'à lui, la bourgeoisie, a entamé, et qui est nécessaire à l'émancipation de l'humanité, mais

parce que classe exploiteuse, parce que classe oppressive, parce que classe de la propriété privée des moyens de production, elle ne pouvait réaliser jusqu'au bout et que, bien plus, à un certain stade de son développement, elle était elle-même obligée de remettre en cause. C'est en leur donnant toute leur ampleur qu'il nous faut aborder les problèmes de la révolution.

Camarades, la question de l'indépendance et de l'unité nationales et des libertés démocratiques n'a nulle part ailleurs de contenu plus explosif que là où précisément le capital a été exproprié. Ce n'est pas une contradiction. Nous avons déjà parlé de l'Allemagne, de son unité et de son indépendance. Mais examinons ce qui s'est passé au cours des premiers développements de la révolution politique dans les pays de l'Est : en 1953, en Allemagne, en 1956 en Pologne et en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie, aujourd'hui en URSS sous une forme particulière, le problème des libertés les plus élémentaires en apparence, de l'indépendance et de l'unité nationales a été posé. Trotsky, dans le **Programme de transition**, explique :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique, avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans tout, dans le salaire de toutes les formes de travail ! La lutte pour les libertés syndicales et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique. »

Que s'est-il passé dans tous les pays où se sont développés des processus de révolution politique ? Les problèmes de l'égalité sociale et des libertés démocratiques les plus

fondamentales ont toujours été au point de départ de la lutte des masses. Bien plus, dans la plupart des cas, la marche à la révolution politique s'est annoncée par les revendications des intellectuels aux « simples libertés » en art, en littérature, dans les sciences. Ce qui s'explique très bien, parfaitement bien. La nature des rapports sociaux, la nature de la bureaucratie parasitaire qui n'a aucune justification, aucune nécessité du point de vue des rapports sociaux, le fait qu'elle n'est pas une classe mais purement et simplement une excroissance parasitaire, la contraint à exercer le monopole absolu du pouvoir politique pour contrôler la vie sociale. Sur la base des rapports sociaux de production tels qu'ils sont établis, c'est obligatoirement à partir de la lutte pour l'égalité et les libertés que le problème du pouvoir est posé. Le pouvoir de quelle classe ? De la classe à laquelle correspondent, même s'ils sont déformés, les rapports sociaux de production : du prolétariat.

Des camarades affirment qu'ils sont pour l'unité de l'Allemagne. Mais, ajoutent-ils : nous combattons à l'Est de l'Allemagne pour la démocratie ouvrière. Je ne suis pas d'accord. Dire, dans ce cas, « démocratie ouvrière », est faire une restriction importante. « Démocratie ouvrière » signifie qu'à l'Est de l'Europe, il y a quelque chose de dangereux à l'exercice des libertés démocratiques, et qu'il faut surveiller la qualité des libertés — elle serait soit la bonne soit la mauvaise. Derrière cela, inconsciemment, il y a l'idée que le mouvement qui mène à la révolution politique contient bien des impuretés et qu'il faut trier le bon grain de l'ivraie. Pour l'Allemagne, c'est pire encore : il ne s'agit plus de l'unité inconditionnelle de l'Allemagne. Ces mots ne trompent pas. Nous sommes pour les libertés démocratiques pures et simples en Europe de l'Est, en Allemagne en par-

ticulier. L'expérience prouve qu'elles prennent le contenu que le **Programme de transition** leur donne. En Allemagne, nous sommes inconditionnellement pour la destruction du mur de Berlin, la libre circulation de tous les Allemands à l'Ouest et à l'Est, le droit du peuple allemand à constituer les partis qu'il reconnaîtra comme siens, le renversement de tous les obstacles qui s'opposent au libre exercice des libertés démocratiques, à commencer par les troupes étrangères à l'Est et à l'Ouest. Nous sommes inconditionnellement pour l'unité et l'indépendance nationales de l'Allemagne, ce qui signifie que nous sommes pour le droit du peuple allemand à se doter du gouvernement de son choix. Quant à nous, nous combattons pour un gouvernement ouvrier de toute l'Allemagne.

La question de l'unité et de l'indépendance de l'Allemagne est une des clés de la révolution prolétarienne en Allemagne. En divisant l'Allemagne, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont fait, sur ce plan, tourner de cent ans en arrière la roue de l'histoire. L'unité et l'indépendance de l'Allemagne s'identifient à l'unité et à l'indépendance du prolétariat le plus puissant d'Europe. L'impérialisme et la bureaucratie conjuraient ainsi le spectre de la révolution européenne. L'impérialisme illustre une fois encore qu'il est la réaction sur toute la ligne, et la bureaucratie du Kremlin qui défend l'ordre bourgeois, l'ordre impérialiste, en Europe et dans le monde, qu'elle ne l'est pas moins. Souvenons-nous de ce que Marx écrit :

« Le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale dirigeante, devenir lui-même la nation. »

Voilà pourquoi ils sont contre l'unité et l'indépendance de l'Allemagne. Voilà pourquoi nous sommes inconditionnellement pour. L'unité et

l'indépendance de l'Allemagne est indispensable au prolétariat allemand pour s'ériger en classe nationale dirigeante, devenir lui-même la nation. L'unité et l'indépendance nationale de l'Allemagne précéderont-elles ou résulteront-elles de la révolution prolétarienne en Allemagne ? Dans tous les cas, c'est une nécessité historique.

Mettre des conditions n'a qu'un sens : estimer que tout cela est bien gentil, mais très dangereux. Et s'il y avait des réactionnaires, des tendances restaurationnistes qui profitent des libertés, de l'unité et de l'indépendance de l'Allemagne, ou d'autres pays de l'Europe de l'Est ! C'est inverser les données : les forces restaurationnistes véritables surgissent du sein de la bureaucratie parasitaire et non des masses, y compris en Allemagne de l'Est, des rapports de la bureaucratie avec l'impérialisme, du combat qu'elle mène contre le prolétariat. Nous rejoignons le problème de la défense de l'URSS.

A propos de la défense de l'URSS et des forces pro-bourgeoises

La défense de l'URSS, la défense des conquêtes d'Octobre exigent l'unité et l'indépendance de l'Allemagne, pas seulement de l'Allemagne, mais principalement de l'Allemagne, sans conditions ! Il faudra sans aucun doute revenir sur ces problèmes, discuter encore. Quant aux frontières en Europe, camarades, ce n'est pas notre problème. Nous sommes pour les libertés démocratiques, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous ne traçons pas de frontières a priori. La révolution et le pouvoir ouvrier permettront de déterminer les frontières. Seuls les rapports politiques de la dictature du prolétariat et des Etats-Unis socialistes d'Europe peuvent les établir valablement. Faux problème, mais qui est soulevé en rapport à d'autres préoccupations.

Assurément, l'impérialisme, la bourgeoisie peuvent faire, à propos de l'Europe de l'Est, des effets de propagande sur les libertés démocratiques, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et même trouver des Soljenitsyne. Il nous faut pourtant poser la question centrale : d'où viennent les tendances pro-bourgeoises en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est ? De la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, et non de Soljenitsyne.

La menace restaurationniste procède de l'existence de la bureaucratie et pas d'autre chose. Là est la force de la bourgeoisie et des tendances pro-bourgeoises en URSS et dans les pays de l'Est de l'Europe. L'impérialisme le sait fort bien. Il ne confie à personne d'autre le soin d'ouvrir la porte au capital en Europe de l'Est et en URSS, le soin d'être la force contre-révolutionnaire centrale dans l'ensemble de l'Europe, en Europe de l'Est et en URSS en particulier.

Les hésitations de certains camarades résultent d'une incompréhension sur le rôle social et politique des bureaucraties parasitaires. La bureaucratie du Kremlin a trahi la révolution, elle ne l'a pas renversée, car la révolution a une force de résistance interne qui est liée à l'attachement du prolétariat aux rapports sociaux de production, lesquels conditionnent sa vie et son existence aujourd'hui. Mais dans l'exacerbation de la lutte des classes et précisément parce que le prolétariat soviétique, le prolétariat de l'Est de l'Europe pose le problème du renversement de la bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie est constamment obligée de tenter d'aller plus loin, de tenter de briser la résistance du prolétariat, c'est-à-dire d'achever le processus contre-révolutionnaire bourgeois qu'elle incarne.

Lorsque nous parlons du Thermidor soviétique, cette terminologie doit

être considérée relativement. Le Thermidor de la révolution française était en quelque sorte le complément de la révolution française, conforme à la nature bourgeoise de la révolution. Le complément à la révolution était d'assurer le pouvoir de la bourgeoisie, de former un Etat bourgeois, d'élaborer un droit bourgeois, etc. Le chaînon complémentaire à la révolution bourgeoise, c'était Thermidor. Il y avait donc continuité, du point de vue de la classe bourgeoise. Pour ce qui concerne la révolution russe, on a raison de parler de Thermidor si l'on dit par là qu'il s'agit de la réaction après la révolution. Mais il y a une différence de nature. La révolution russe est une révolution prolétarienne, une révolution qui, précisément, doit faire de la force productive essentielle, la classe ouvrière, la classe dirigeante ; et la bureaucratie du Kremlin est une excroissance petite-bourgeoise, expression de la réaction bourgeoise nationale et mondiale à l'intérieur de l'Etat ouvrier. La constante commune au Thermidor de la révolution française et à la révolution française elle-même était l'établissement du pouvoir de la bourgeoisie, le développement des rapports de production bourgeois dans les conditions politiques les meilleures, en balayant tous les obstacles. Le Thermidor soviétique est en contradiction immédiate avec le mouvement de la révolution prolétarienne. Il vise à détruire le pouvoir de la classe ouvrière, à détruire l'Etat ouvrier. Et au profit de quelle classe ? Au profit, fondamentalement, de la bourgeoisie. La restauration bourgeoise ou, plus exactement la tendance à la restauration bourgeoise procède de la bureaucratie, pas des masses, même si le mouvement du prolétariat et des masses n'est pas « pur ».

Si nous ne partons pas de ce point de vue, nous sommes incapables de combattre pour la révolution politique, c'est-à-dire de lutter pour la révolution sociale, c'est-à-dire pour les

Etats-Unis socialistes d'Europe. Face à la bureaucratie, notre position est minée à la base. C'est dans ce cadre d'ailleurs qu'il nous faut aborder l'aspect militaire de la défense de l'URSS.

D'abord, et avant toute autre chose, chacun a appris à la mamelle du marxisme que les questions militaires étaient subordonnées aux problèmes politiques. Il nous faut aborder cet aspect en partant d'une situation qui est celle de l'émergence de la révolution en Europe. Il est clair que nous ne mettons pas sur le même pied l'armement atomique de l'URSS, même dirigé par la bureaucratie du Kremlin, et l'armement nucléaire de l'impérialisme américain, ou même de l'impérialisme français, pas plus que l'armement classique. Mais nous ne faisons pas passer les questions militaires avant la lutte des classes. Le problème est celui des conditions politiques qui permettent aux prolétariats de l'Est de l'Europe comme de l'URSS de mener à bien le combat qui renversera l'usurpatrice, la bureaucratie. En fonction de toutes ces considérations, bien que je ne pense pas que cela puisse être réalisé du jour au lendemain, et certainement pas au cours d'une session prochaine du Secrétariat européen ou du Bureau international, je crois que nous devons élaborer un programme d'action, un programme politique d'ensemble de la révolution européenne.

Le mot d'ordre, l'objectif des Etats-Unis socialistes d'Europe est une composante du programme sur lequel nous devons lutter pour le gouvernement ouvrier et paysan. Il ne se pose pas ainsi qu'une sorte d'objectif vague se dessinant à l'horizon. Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe doit être amené par tout un système de revendications transitoires qui correspondent à la marche vers les Etats-Unis socialistes d'Europe. Pour s'y reconnaître, il nous faut passer maintenant aux autres aspects des questions abordées.

Une fois encore sur le Portugal

Une fois encore, la révolution prolétarienne européenne n'est pas une sorte de bloc de ciment : elle constitue une unité organique. Elle se développe dans chaque pays sous une forme nationale. Ses conditions et ses rythmes ne sont pas partout identiques. Ainsi, au commencement de cette réponse, j'insistais sur la généralité suivante : dans tous les pays capitalistes, y compris les plus avancés, les vieilles formes de domination politique bourgeoises sont devenues inadéquates au maintien du pouvoir de la bourgeoisie — d'autant plus qu'elles sont plus démocratiques. Si nous ne comprenons pas cela, nous ne comprenons pas le développement, le mouvement de la lutte de classe dans chaque pays, pas plus que son développement d'ensemble. Et si, satisfaits de nous-mêmes, nous en restons là, nous ne comprenons rien non plus. Dans la lutte des classes, l'inconvénient de résoudre un problème, c'est qu'immédiatement s'en posent cinquante autres. Certains en tirent la conclusion qu'il ne faut rien résoudre du tout. Mais, une fois encore, il n'y a pas identité entre la Grèce, l'Allemagne, l'Espagne, la France, les pays de l'Europe de l'Est, mais unité organique. Sur la perspective de la révolution prolétarienne européenne, il nous faut donc analyser les rythmes, les formes propres à chaque pays en les reliant à l'ensemble.

Aussi est-il capital de comprendre que si la plaque tournante, l'endroit décisif de la révolution européenne se situe en Allemagne, il reste que le plus probable est que le prochain chaînon de la révolution européenne, ce sera l'Espagne, encore que ce ne soit pas certain. Dans ce pays, le passé révolutionnaire, 1936, remontera à la surface dès l'effondrement du franquisme. Mais il faut apprendre à dis-

linguer, surtout lorsque l'on caractérise une situation comme allant vers une crise révolutionnaire, vers la révolution, il faut être capable d'apprécier chaque moment.

Par exemple, les camarades sont intervenus à propos de deux points chauds de notre continent : le Portugal, où la révolution a commencé, et l'Espagne, où, selon moi, elle ne va pas tarder à commencer. Partant de vérités générales, ils ont eu des imprécisions qui peuvent devenir dangereuses. Le camarade Lambert est déjà intervenu à propos du Portugal, cela me permettra de raccourcir sur ce point. Il a signalé la profonde erreur née d'un enthousiasme très sympathique qui, à la suite de la victoire des masses remportée le 28 septembre 1974 contre Spínola et la bourgeoisie, aboutit à gommer la bourgeoisie. Cette vue inconsidérée peut avoir son revers : un échec de la classe ouvrière (et des échecs sont inscrits dans la situation) peut faire pleurer sur la tristesse des temps et enterrer bien avant son temps la révolution portugaise. Il n'est pas exact de dire qu'à partir de la défaite subie par la bourgeoisie portugaise, donc de la victoire remportée par la classe ouvrière portugaise, il y ait une transformation qualitative dans la conscience de cette dernière. C'est une erreur. C'est sauter par-dessus le temps et l'espace et c'est dangereux. Certes, il existe des différences, mais une différence qualitative signifierait quoi ? Eh bien, qu'il faudrait lancer immédiatement le mot d'ordre : « A bas le gouvernement Gonçalves ! » et : « Vive le gouvernement PC-PS », ainsi que des tâches à réaliser tout de suite. Il n'est pas encore temps. Des différences quantitatives existent. Elles amèneront à des différences qualitatives.

Mais, fort curieusement, et bien que ce soit en vérité parfaitement normal, le camarade qui est intervenu sur le Portugal n'a absolument pas centré son intervention sur la bataille poli-

tique qu'il y a à mener aujourd'hui pour le gouvernement PC-PS au Portugal, comment cela se développait concrètement, à l'étape actuelle, dans ce pays. Il n'a pas dit, ce qui est pourtant fondamental, comment on pose le problème de la centralisation politique des comités ouvriers.

Camarades, c'est pourtant un problème clé. Il faut élaborer et dégager le lien entre le mot d'ordre du gouvernement PC-PS sans ministres capitalistes et la centralisation politique des comités, sans quoi ceux-ci ne sont encore que les embryons de comités. Les soviets n'ont été vraiment des soviets qu'au moment où s'est constitué le Comité panrusse des soviets qui leur donnait la dimension nationale et centralisait politiquement la classe ouvrière. Tel est le problème aujourd'hui au Portugal. C'est ainsi que le saut qualitatif sera réalisé. Mais ce saut reste à venir, il n'est pas accompli. Ne confondons pas hier avec aujourd'hui ou demain ; ce serait une erreur catastrophique.

Où en est l'Espagne ?

A propos de l'Espagne, nous avons une perspective correcte, à savoir celle de l'ouverture de la révolution espagnole, nourrie de toute l'histoire de la lutte des classes en Espagne, notamment de la révolution de 1936. Dès le départ la révolution espagnole accélèrera la révolution portugaise, et pas seulement elle. Elle aura des caractères de révolution prolétarienne infiniment plus affirmés que ce n'est le cas aujourd'hui au Portugal. En fonction de cela, comme en fonction de tout ce que représente l'Espagne — ainsi que différents camarades l'ont exposé —, le prolétariat espagnol, sa lutte de classe, aux yeux des prolétariats européens et latino-américains, si nous disons que la révolution européenne a commencé avec la révolution portugaise, nous pouvons dire qu'avec la révolution espagnole, tous les fils de la révolution euro-

péenne se noueront en un seul faisceau. Tout cela est juste, parfaitement correct.

Mais, camarades, ne commettons pas l'erreur de confondre tous les temps, le passé, le présent, le futur, ce serait lourd de conséquences. Tout serait flou et perdu dans le brouillard. Il faut savoir à quel moment précis en est la marche à la révolution en Espagne. Ne soyons pas prisonniers de formules qui sont justes mais restent obligatoirement relatives, limitées. En Espagne, il existe, au sens général, une situation révolutionnaire. Les formules de Lénine, les trois points (qui en sont quatre) permettent de caractériser une situation révolutionnaire, c'est-à-dire qui va vers la crise révolutionnaire ou même la révolution ouverte. Mais attention : n'introduisons pas de confusion. Il faut préciser. Trotsky l'a fait en développant ce que Lénine a expliqué en utilisant une expérience d'une richesse extraordinaire. Lénine formulait ses quatre propositions en 1915 et Trotsky écrivait en 1935 ce qui suit :

« La pensée marxiste est dialectique, elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non révolutionnaire est un exemple classique de pensée métaphysique. Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables, tout à fait non révolutionnaires, on rencontre des situations notoirement révolutionnaires ; il existe aussi des situations contre-révolutionnaires, il ne faut pas l'oublier. Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant, ce sont des situations intermédiaires, transitoires entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui sont d'une importance décisive du point de vue politique. »

Camarades, en Espagne, il y a non pas identité mais une certaine similitude avec ce qui se passe en France : la crise politique de la bourgeoisie arrive à son point extrême où le saut qualitatif va se faire, transformation en crise révolutionnaire, voire en révolution ouverte. Mais ce saut qualitatif n'est pas fait. Comprenons-nous bien, camarades : le passage d'une situation intermédiaire, transitoire, comme le dit Trotsky, à une situation de crise révolutionnaire ouverte n'est pas un processus continu, évolutionniste, c'est un processus dialectique ; c'est un saut qualitatif qui s'opère et ce saut n'est pas encore fait, ni en France, ni en Espagne, bien qu'il puisse avoir lieu rapidement.

Cette précision n'a rien à voir avec de la pédanterie. Il s'agit d'une claire connaissance des choses et de leur mouvement. Une situation politique donnée exige des mots d'ordre précis. Sans préciser le moment actuel avec le plus grand soin, bien qu'ils en aient les noms et la consonnance, les revendications, les mots d'ordre mis en avant ne sont plus des mots d'ordre ni des revendications transitoires : c'est un rassemblement hétéroclite de mots d'ordre qui ne nous permettent pas d'agir et nous rendent prisonniers de nos propres formules. Ainsi en Espagne, aujourd'hui, non pas seuls, et c'est de là que vient la confusion du camarade sur la question des mots d'ordre, les mots d'ordre clés sont : « A bas Franco ! Vive la République ! » Et, à partir de là : les « Cortès constituantes ». Mais le gouvernement des organisations ouvrières, celui de la République sont immédiatement complémentaires à celui de « A bas Franco ! » Si demain la révolution espagnole éclate, que Franco tombe, ce ne sera peut-être plus cela. Le camarade fait une erreur quand il dit qu'en utilisant leur nouvelle formule, les staliniens préparent la chute de Franco tout en maintenant Carlos : c'est une erreur de fond. Ils luttent pour le maintien de Franco,

c'est pour cela qu'ils sont contre la République. Si demain Franco tombe, le bloc d'aujourd'hui appartiendra au passé. A ce moment, ils passeront à autre chose et diront, peut-être, « Vive la République », si cela leur est nécessaire pour contrôler le mouvement de la classe ouvrière. Ils font de la politique contre-révolutionnaire en discernant chaque moment et chaque stade, avec le sens du mouvement, du développement de la lutte des classes qu'ils veulent bloquer.

La difficulté d'appréhender le mouvement réel concret du développement vers la révolution et la révolution elle-même conduit à une autre confusion, à dire : « Cortès constituantes convoquées par le gouvernement PS-PC et des organisations ouvrières. » Non. « A bas Franco ! » « Vive la République ! » « Cortès constituantes ! » « Pour un gouvernement PS-PC ! » Les Cortès constituantes peuvent avoir le contenu que leur donnait Trotsky dans ses écrits sur l'Espagne, c'est-à-dire un contenu à caractère soviétique. Bien entendu, les mots d'ordre forment une unité indissociable. Il s'agit de savoir sur lesquels on met actuellement l'accent dans l'agitation. De plus ce n'est pas immuable.

Savoir distinguer hier, aujourd'hui, demain

C'est en ce sens, à partir de ces deux exemples, mais je vais en prendre encore quelques autres, qu'il nous faut apprécier les formes, les rythmes et les moments, et pas seulement la perspective générale. La perspective générale est indispensable, mais chacun sait qu'à chaque jour succède un autre jour, à chaque événement succède un autre événement. Ainsi, par exemple en France : nous avons précisé notre tactique politique au cours de ces dernières années. Nous caractérisons la situation actuelle ainsi : la crise politique de la bourgeoisie amène à l'ouverture de la crise révolutionnaire.

Mais, camarades, si nous confondions les délais, les rythmes, les moments de cette perspective fondamentalement juste, nous commettrions les pires erreurs. Si nous ne saisissons pas que la conjonction des rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes aboutit à cette revendication qui concentre tout : « Il faut en finir avec Giscard-Chirac », si nous ne saisissons pas que le mouvement qui mène à cela implique d'une manière précise que, du point de vue qu'ils disent être le leur, du point de vue dont se réclament le PS et le PCF, celui de la démocratie parlementaire, ils ne devraient pas tolérer une seule seconde que l'Assemblée nationale actuelle se maintienne, si nous ne saisissons pas cela, le mot d'ordre « gouvernement PS-PCF » serait une pure abstraction car non relié au mouvement politique concret.

Ces exemples suffisent pour montrer ce que nous avons à faire, comment nous devons travailler, ce que nous devons élaborer, ce que signifie pour nous : « La révolution prolétarienne a commencé en Europe. » Mais il est clair qu'en Angleterre, en Belgique, en Hollande, la crise politique de la bourgeoisie se développe de façon spécifique que conditionne l'histoire de ces pays, la forme politique de la domination de classe de la bourgeoisie.

On a déjà parlé de l'Irlande, mais revenons sur la question de la République en Angleterre. C'est une question fondamentale. Pourquoi ? Eh bien précisément parce qu'il y a un développement spécifique de la Grande-Bretagne, du capitalisme en Grande-Bretagne, des relations politiques, qui fait que l'Etat bourgeois s'est moulé sous la forme de la monarchie.

Reprenons. Pourquoi, comment la chute du franquisme ouvre-t-elle une crise révolutionnaire ? Parce que l'Etat a des formes politiques concrètes : le fascisme. L'Etat bourgeois

n'est pas une abstraction. Ces organismes, ces rapports sont liés au fascisme. La chute de Franco sera l'éclatement de l'Etat en fonction de cette relation. Des rapports politiques du même genre existaient au Portugal. Le renversement du fascisme a disloqué l'Etat bourgeois et ouvert la voie à la révolution. En France, pourquoi disons-nous : « A bas les institutions de la V^e République ? » Pourquoi dénonçons-nous l'Assemblée nationale dominée par l'UDR ? Parce que, dans la faillite de la IV^e République, a émergé une forme politique de pouvoir bonapartiste d'un type particulier que de Gaulle incarnait, où l'Etat échappait à tout contrôle parlementaire classique et où tous les organismes de l'Etat ont été pénétrés par cette nouvelle Société du Dix Décembre qui se nomme UDR. La chute de la V^e République de Giscard-Chirac, la dissolution de cette Assemblée nationale, c'est la crise, la dislocation de l'Etat bourgeois, pas sa disparition, ce sont des failles béantes par lesquelles les masses se précipiteraient.

Le mot d'ordre de la République doit être compris là où la forme de l'Etat bourgeois est liée à la monarchie, ainsi qu'un mot d'ordre de lutte pour disloquer l'Etat bourgeois. Compte tenu de l'histoire, au moment où la crise politique de la bourgeoisie britannique s'avance, se développe, tout en tenant compte des rythmes, des temps, le mot d'ordre : « Vive la République ! » signifie : « A bas l'Etat bourgeois ! » tel qu'il existe aujourd'hui. Il contribue à disloquer l'Etat bourgeois dans sa forme actuelle et à détruire l'ensemble des rapports politiques qui y sont attachés.

Je pense vraiment que cette manière d'aborder les problèmes politiques est celle dont nous devons nous servir, doit être notre méthode. Le travail d'élaboration que nous avons à réaliser doit lier la totalité et les particularités.

Camarades, en Europe de l'Est, cette élaboration est plus difficile. Il faut nouer des rapports politiques déterminés, avoir une implantation, des liens avec la réalité du pays et non se livrer à une gymnastique intellectuelle pour constituer a priori je ne sais quelle organisation trotskyste. Il est nécessaire de nouer ces liens et de faire conjointement la même élaboration, en tout cas de l'entamer, que celle que nous avons à faire pour les pays capitalistes d'Europe.

Plusieurs camarades ont dit : « Le prolétariat allemand doit se réapproprier sa propre histoire », ou encore : « Le prolétariat hongrois doit renouer avec la tradition de la révolution hongroise des conseils de 1956. » Ouf, c'est vrai. Mais encore faudrait-il préciser ce que cela veut dire. Le prolétariat allemand, les prolétariats des pays de l'Est de l'Europe ne se réapproprient leur propre histoire qu'au travers de leurs luttes de classe d'aujourd'hui et non pas au moyen de leçons abstraites tirées de l'histoire. Le prolétariat allemand se réappropriera sa propre histoire dans la lutte pour l'unité et l'indépendance de l'Allemagne. C'est là qu'il mesurera ce que signifie et la social-démocratie et le stalinisme, etc. Je le répète, ce sont des questions fondamentales du point de vue de la méthode. Il n'y a pas d'autres « réappropriation » de son histoire pour un prolétariat.

Le prolétariat et son histoire

Camarades, pour finir cette partie, je dirai : ainsi que le précisait le camarade Lambert dans sa première intervention, les leçons fondamentales de la révolution russe sont impérissables, irremplaçables. Il n'y aura plus jamais de révolution russe dans aucun pays. Précisément parce que la révolution russe a déjà eu lieu. Les trotskystes ont été nourris de l'histoire de la révolution russe. Ils pensaient, nous pensions que la révolution dans chaque pays reproduirait

presque trait pour trait la révolution russe. C'était inévitable et finalement indispensable, disons pendant les années 1933-1945. Sans cette conviction, sans cette vision, sans cet attachement physique à la révolution russe, avec y compris la somme d'erreurs que cela impliquait, le trotskysme, les trotskystes n'auraient pas pu tenir dans les conditions où ils devaient tenir. En même temps, il faut aller de l'avant. Comprendre précisément qu'il n'y aura plus jamais de révolution russe, que le développement de la révolution aura des formes, des relations particulières qui reproduiront le contenu de la révolution russe, mais en des conditions nouvelles et sur une dimension nouvelle.

Et maintenant, camarades, je voudrais aborder la dernière partie de cette réponse. Lorsque l'on considère la marche à la révolution, l'ouverture du processus de la révolution européenne, la composante évidemment décisive, c'est la classe ouvrière. C'est en relation avec la classe ouvrière, la façon dont elle appréhende les problèmes, progresse politiquement dans les conditions que l'histoire lui a léguées, la façon dont elle aborde, par exemple, le problème du gouvernement et comment elle s'approprie le programme, qu'elle s'approprie sa propre histoire, qu'il faut élaborer et combattre politiquement. Longtemps le mouvement trotskyste a eu une vue fautive de ce point de vue et même une vue simpliste. Ce n'était pas celle de Trotsky. Cela s'est exprimé directement, immédiatement à la fin de la guerre dans le cadre de la IV^e Internationale reconstituée.

Ainsi, bien sûr, disions-nous à l'époque, pour prendre l'exemple de la France : « Gouvernement PS-PCF-CGT. » Mais nous ne comprenions pas sa portée réelle, en quoi cela correspondait à la démarche de la classe ouvrière. Nous étions trotskystes et comme nous étions attachés

au programme, nous disions par exemple : « Gouvernement du Labour Party » et tout ce que vous voulez de ce genre. Il n'est pas sûr que nous en comprenions le contenu fondamental. Et cela s'exprimait dans notre manière même de situer la IV^e Internationale, les relations entre le mouvement de la classe ouvrière et la formation d'une nouvelle direction révolutionnaire, la solution de la question clé, ce la crise de l'humanité, la crise de la direction révolutionnaire. Cela s'exprimait en des formules. Nous disions communément, et les pablistes disent encore d'ailleurs, que nous étions la direction de rechange. Les termes ont leur signification rigoureuse. Cela voulait dire qu'il y avait, d'un côté, le mouvement de la classe ouvrière, ses organisations traditionnelles, et de l'autre, la IV^e Internationale constituée, organisée, qui était la solution déjà donnée à la question de la crise de l'humanité, c'est-à-dire à la question de la crise révolutionnaire, alors que la tâche de la IV^e Internationale est précisément de résoudre cette question. Cela signifiait que, selon nous, les masses feraient un jour, le plus tôt possible bien entendu, l'expérience du réformisme — réformisme, l'expression est mauvaise —, disons plutôt de la social-démocratie, sous ses formes diverses, du stalinisme au travers des différents PC et que, reconnaissant enfin un jour le bien du mal, elles diraient : « Ceux-là ne valent rien ; les vrais, les purs, ce sont les militants de la IV^e Internationale » et qu'elles se tourneraient vers la IV^e Internationale.

La direction de rechange signifiait cela. C'était une conception fautive et mécaniste. L'expérience était apparemment nécessaire. Elle nous permet de comprendre ce qu'expliquait Trotsky. Une expérience maintenant très longue nous a démontré que le processus qui conduit à la dictature du prolétariat, le processus de la construction des partis révolution-

naires, le processus des masses ne sont pas ceux-là. La classe ouvrière, le prolétariat ne sont pas des classes ouvrières, des prolétariats vierges, ils sont chargés d'histoire. La classe ouvrière est une classe en soi en fonction de toutes ses luttes passées et des formes organisationnelles politiques et autres que cette histoire a forgées et élaborées. La classe ouvrière part de ce qui est pour avancer selon des relations politiques données.

Portée du mot d'ordre du gouvernement des partis ouvriers

Les partis social-démocrates et les partis staliniens sont des partis ouvriers-bourgeois. Partis ouvriers en ce qu'ils se réclament du socialisme, du communisme, que leur histoire est inséparable de celle de la classe ouvrière, que la classe ouvrière les charge de ses aspirations, de ses espoirs. Partis bourgeois en ce qu'ils sont liés par mille fils à la société bourgeoise, qu'ils défendent la société, l'Etat bourgeois. La classe ouvrière tente d'utiliser et utilise en effet, jusqu'à un certain point, ces partis au cours de ses luttes politiques, de sa marche au pouvoir. La signification du mot d'ordre d'un gouvernement des partis ouvriers sans ministres des organisations et partis bourgeois vient de ce qu'il exprime la démarche politique du prolétariat qui ne peut envisager abstraitement l'action politique pour le renversement des gouvernements bourgeois et une solution ouvrière à la question du gouvernement, mais au travers et au moyen des partis qu'il considère comme ses partis. C'est ainsi qu'il se prépare à aller plus loin sur la route du pouvoir... à condition que, conjointement à ce mouvement du prolétariat, se constitue le parti révolutionnaire indispensable à la constitution d'un gouvernement ouvrier ou ouvrier-paysan.

Jadis, nous disions : « Gouvernement PS-PCF qui doit s'engager à donner satisfaction aux revendications de la classe ouvrière, s'engager à réaliser tel ou tel programme. » Aujourd'hui, nous ne le disons plus. Nous disons : « Nous sommes inconditionnellement pour que les partis ouvriers forment un gouvernement sans ministres représentants de la bourgeoisie. » Pourquoi ? Parce que ce combat pour former un gouvernement PS-PCF sans ministres de la bourgeoisie est un combat qui épouse le mouvement et les aspirations de la classe ouvrière et au cours duquel elle s'élève à un très haut niveau politique. Si le PS et le PCF étaient portés au pouvoir par la classe ouvrière, même si c'était au nom du Programme commun, ce serait l'ouverture de la crise révolutionnaire. Les masses espèrent de ce gouvernement la satisfaction des revendications. Nous ne disons pas que ce gouvernement les satisfera, qu'il sera, au sens du **Programme de transition**, un gouvernement ouvrier ou un gouvernement ouvrier-paysan car le gouvernement ouvrier et paysan, c'est le gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat.

En dernière analyse, la question du pouvoir, de l'expropriation du capital est liée à la construction du parti révolutionnaire. Sans partager et développer les illusions de la classe ouvrière, nous participons au mouvement que celle-ci est obligée d'engager car elle vit de relations politiques matérielles qui résultent de sa propre histoire, de sa propre constitution comme classe, sous des formes données à un moment donné.

L'intervention d'un camarade en ce qui concerne le Labour Party est une bonne base pour développer la discussion sur ces problèmes. Une partie essentielle, me semble-t-il, de son intervention a montré comment les mineurs, en utilisant les méthodes de la lutte des classes sur le terrain politique avaient engagé la lutte

ouverte pour le renversement du gouvernement Heath et comment ils ne pouvaient faire autrement que de s'adresser au Labour Party pour réaliser, en utilisant d'ailleurs le terrain des élections, leurs aspirations politiques : « A bas le gouvernement Heath, pour un gouvernement du Labour Party ! » Les mineurs, au moins à ce moment, étaient à l'avant-garde de toute la classe ouvrière britannique. Ils renouaient, il ne faut pas l'oublier, bien qu'il n'y ait pas eu de grève générale, avec ce que signifiait la grève générale de 1926. Avant-garde politique de la classe ouvrière en action, ils montraient le chemin que suivrait le prolétariat britannique, ses relations avec le Labour Party. Ce dernier est le creuset où s'élaboreront les conditions de la construction, de la réalisation du nouveau parti révolutionnaire, bien que cela ne puisse pas se faire sans rupture et transformation qualitative. Il s'agit d'une longue bataille politique, d'un long cours politique que les développements de la lutte des classes en Angleterre, en Europe et dans le monde rythmeront. Au sein du Labour Party et des syndicats se formera, dans des conditions britanniques, le parti révolutionnaire.

Camarades, assurément, et ce serait une erreur d'ignorer les différences, le Labour Party constitue un cadre très particulier né en relation avec la manière dont s'est construit le mouvement ouvrier anglais et le mouvement ouvrier international. Ce n'est pas du tout le même type de parti que le SPD. Malgré ces différences, dont il faut tenir compte, le prolétariat allemand utilisera le SPD. Aujourd'hui, y compris pour le prolétariat de l'Est de l'Allemagne — la question du gouvernement est une autre affaire — le parti du prolétariat allemand, c'est le SPD. Brandt et encore bien moins Schmidt ne font pas le moindre effort — ce n'est pas à cause d'impossibilités maté-

rielles ou politiques — pour constituer le SPD en Allemagne de l'Est ou même donner une expression au prolétariat de l'Allemagne de l'Est sous une forme représentative quelconque à l'intérieur du SPD : ils savent que ce serait explosif, chargé d'une énorme puissance révolutionnaire.

Toute l'expérience démontre, toutes les relations politiques qui existent vont dans le sens d'un processus de différenciation à l'intérieur du SPD. La classe ouvrière allemande n'a pas subi de défaite parce que Schmidt est venu au pouvoir, parce que Brandt a été démissionné. L'attaque de Schmidt veut détruire le caractère ouvrier du SPD. Finalement, ce sera un facteur de maturation à une autre étape de l'action politique du prolétariat allemand, qui trouvera son expression au sein de la social-démocratie. Heath prenant le pouvoir en 1970, cela ne signifiait pas une défaite de la classe ouvrière britannique, mais une alternance, un moment, pas une défaite au sens réel de ce terme. C'était une oscillation qu'il fallait bien entendu prendre en considération, mais sur un mouvement de développement de la classe ouvrière britannique comme composante de la marche en avant du prolétariat européen. En Allemagne, l'attaque de Schmidt à l'intérieur du SPD est également une oscillation.

Camarades, il faut maintenant considérer ce genre de problèmes en relation avec ce qui a été soulevé à propos de l'Europe de l'Est, de l'URSS, des partis de la bureaucratie du Kremlin dans ces pays. Le fait même que la classe ouvrière française, que la classe ouvrière anglaise, que la classe ouvrière d'Allemagne, des pays capitalistes d'Europe en général, possèdent leurs propres organisations indépendantes ainsi que l'a dit avant moi le camarade François, nous donne la possibilité immédiate, dans les pays capitalistes d'Europe, d'avancer directement (ce qui est la clé de toute politique, en

y insistant plus ou moins sous une certaine forme selon le moment politique), une formule de gouvernement exprimant le mouvement de la classe ouvrière : le gouvernement PS-PCF, le gouvernement social-démocrate sans ministres des partis bourgeois, etc.

Cette situation n'existe pas et ne peut pas exister immédiatement dans les pays de l'Est de l'Europe, les données n'en existent pas. Nous sommes donc obligés d'avoir une perspective gouvernementale beaucoup plus générale et abstraite. Nous luttons pour un gouvernement ouvrier-paysan. Nous avons une formule algébrique et non arithmétique. Mais l'expérience, comme l'analyse théorique nous montrent qu'obligatoirement le mouvement des classes, le mouvement des couches sociales trouvent leur expression politique dans ce qui existe dans chaque pays considéré. Il ne peut pas en être autrement, c'est une loi générale.

En conséquence, à l'intérieur des organisations politiques de la bureaucratie — les PC —, au sein des organisations annexes — par exemple les unions d'écrivains et autres —, dans les syndicats bien entendu, s'expriment les contradictions de la bureaucratie et, sous une certaine forme, les besoins et aspirations du prolétariat. Cela a été démontré par l'expérience en Hongrie et en Pologne en 1956, en Tchécoslovaquie au printemps 1968. Cependant, très rapidement, le mouvement qui conduit à la révolution politique fait éclater les PC. Ils se volatilisent plus ou moins rapidement. Des formes d'organisation naissent, qui d'une part rappellent le passé et d'autre part sont nouvelles mais procèdent d'un développement antérieur. C'est ce qui s'est produit en Hongrie, en Tchécoslovaquie en 1968 où, à son 14^e congrès, le Parti communiste tchécoslovaque a éclaté et a été détruit en tant que parti de la bureaucratie. La bureaucratie du Kremlin, ainsi qu'elle l'avait fait en Hongrie en

1956, a dû en reconstruire un autre. De multiples courants jaillissent. En Pologne, en 1970, la démarche n'a pas été identique. Et pourtant, elle ne fait pas exception à la règle. Les travailleurs de la Baltique ont utilisé le cadre de leurs organisations syndicales pour dépasser ce cadre ; ils sont allés brûler le siège du PC et jeter quelque peu par la fenêtre quelques bureaucrates attardés. Cela indique le mouvement de la classe, la propension à faire éclater, de la belle manière, les appareils bureaucratiques. Mais nous ne pouvons pas oublier qu'ils ont engagé la discussion avec l'appareil, avec Gierek. Ce mouvement, il s'agit de l'étudier, il faut le comprendre pour y intervenir. De lui naît la réponse à la question du gouvernement et aussi à celle de la construction du parti révolutionnaire.

Le gouvernement allant vers l'établissement dans les pays de l'Europe de l'Est, le rétablissement en URSS, de la dictature du prolétariat, sera le gouvernement de front unique des partis, des organisations qui veulent en finir avec la bureaucratie parasitaire, défendre et régénérer la propriété collective des moyens de production, établir ou rétablir les libertés démocratiques qui auront immédiatement le contenu de la démocratie ouvrière. Quant au processus de construction du parti révolutionnaire, il intègre nécessairement l'activité politique avec et au sein de ces courants.

Pour conclure

Camarades, nous aurons à discuter de tous ces problèmes, à y répondre. Ce sera la tâche du Secrétariat européen de faire progresser vers leur solution. Trotsky a dit : la IV^e Internationale se hisse sur les épaules de ses devancières, les I^{re}, II^e et III^e Internationales. Trotsky disait ainsi qu'il y a continuité et en même temps rupture entre la IV^e Internatio-

nale et ses devancières, ainsi que dans la lutte du prolétariat mondial, ses formes d'organisation dans la lutte pour l'expression la plus élevée du prolétariat, à savoir le parti mondial de la révolution.

Il nous faut, pour résoudre la question des questions, celle de la direction révolutionnaire, de la reconstruction de la IV^e Internationale, analyser les rapport politiques qui sont ceux existant, au moment où il s'agit de reconstruire la IV^e Internationale, à l'intérieur du mouvement ouvrier. Si nous prenons comme point de comparaison le parti bolchevique et la III^e Internationale, nous constatons d'abord que le parti bolchevique n'est pas né de rien. Il est né et ne pouvait naître que du mouvement ouvrier mondial, que de la II^e Internationale. La III^e Internationale s'est appuyée d'abord sur cette continuité et sur l'acquis, la progression que représentait le parti bolchevique, ensuite sur la révolution russe. Pourtant l'élan de la révolution russe n'a pas suffi. Le problème des rapports internes au mouvement ouvrier n'a pas été résolu. Le problème de la construction du parti mondial de la révolution n'a pas été résolu. Dans les principaux pays, le problème de la construction d'un authentique parti communiste n'a pas été résolu. Il y a là des leçons extrêmement importantes que la III^e Internationale commençait à tirer après ses deux premiers congrès mondiaux et auxquelles elle commençait à répondre dans les textes des 3^e et 4^e congrès mondiaux.

Toute la politique de Trotsky après 1933, en ce qui concerne le mouvement ouvrier, les organisations social-démocrates, etc., a été nourrie de cette expérience de lutte pour la construction des partis révolutionnaires, de la III^e Internationale, des partis communistes. De plus, nous ne pouvons pas mettre un signe égal entre les conditions de formation de la IV^e Internationale, de son développement ultérieur et celles, par

exemple, de la naissance et de la formation de la III^e Internationale. Trotsky répondait à ceux qui ne voulaient pas constituer la IV^e Internationale :

« La IV^e Internationale est déjà surgie des grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la trahison de la vieille direction. La lutte de classe ne tolère pas d'interruption. La III^e Internationale, après la II^e, est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale ! »

Les terribles défaites du prolétariat, la dégénérescence de la révolution russe sont de fantastiques événements de la lutte des classes mondiale, qui justifient pleinement la proclamation de la IV^e Internationale. Mais cependant, là aussi il faut savoir distinguer : c'est une chose de fonder la III^e Internationale dans la foulée de la révolution russe victorieuse et c'en est une autre d'avoir à proclamer et à construire la IV^e Internationale en partant des plus terribles et profondes défaites, même si celles-ci sont de considérables événements mondiaux.

Le pablisme, la manière dont se déroule la lutte des classes aujourd'hui, les rapports politiques au sein du mouvement ouvrier, des vieilles organisations, etc., ce sont ces données, ces éléments qu'il faut prendre en compte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la construction des partis révolutionnaires sur le programme de la IV^e Internationale. Mais la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale doit être traduite en positions politiques, interventions politiques, en des formes organisationnelles. Le combat pour le gouvernement ouvrier, les Etats-Unis socialistes d'Europe, est indissociable de celui pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Stéphane JUST.

LA REVOLUTION PORTUGAISE DU 28 SEPTEMBRE 1974 A FEVRIER 1975

par Jacques MEYRAND

Le développement de la révolution prolétarienne au Portugal s'est considérablement renforcé en dépit de tous les efforts des classes dominantes — la grande bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers — et des dirigeants du PCP et du PSP pour restaurer l'Etat bourgeois démantelé. Nous l'avons vu (lire « La Vérité » n° 565), et la brochure **Problèmes de la révolution portugaise** met ce fait en pleine lumière (ce que toutes les tendances qui nient que la révolution prolétarienne ait commencé au Portugal se refusent à reconnaître) : toutes les fractions de la bourgeoisie portugaise se sont identifiées pendant un demi-siècle avec le régime fasciste de Salazar-Caetano. Le secret de la stabilité portugaise, avant le 25 avril 1974, c'est précisément ce fait que la bourgeoisie portugaise, s'étant montrée incapable, par peur du prolétariat et des masses laborieuses, d'achever les tâches démocratiques bourgeoises au début du XX^e siècle, a dû passer, pour se maintenir, un compromis avec la caste des gros propriétaires fonciers,

étouffer toute divergence, y compris en son sein, bref se donner un « Etat fort » en se soumettant à l'Etat fasciste.

Le coup d'Etat du 25 avril était conçu par l'armée et une fraction de la bourgeoisie comme ne devant changer que l'équipe gouvernementale faillie de Caetano dans le cadre du maintien en place de l'Etat corporatiste. Ce sont les masses ouvrières des grandes villes, en lutte ouverte contre le régime depuis des années et surtout depuis le début de l'année 1974, qui, en intervenant au grand jour, commençaient à démanteler l'Etat fasciste lui-même, c'est-à-dire l'Etat bourgeois, paralysaient la volonté de la bourgeoisie qui cherchait à régler sa crise interne aux moindres frais. La chasse aux agents de la PIDE, l'occupation des ministères, des municipalités partout dans le pays par les travailleurs, la constitution, dans les plus grandes entreprises, des premières commissions ouvrières élues, la fraternisation entre les masses en mouvement et les soldats du rang ouvraient une situation ressentie comme intolérable par la

bourgeoisie. Le démantèlement de l'Etat bourgeois est intolérable à la classe possédante dont le souci dominant depuis le 25 avril est de rétablir la stabilité politique bourgeoise du pays.

C'est précisément ce qu'elle n'est toujours pas parvenue à réaliser après maintes tentatives. Dès le lendemain du 25 avril, la bourgeoisie imposait un homme sûr, à elle, qu'elle croyait fort, le général Spinola. Mais si la bourgeoisie conservait le pouvoir, l'Etat fasciste était démantelé, les masses étaient conscientes d'avoir remporté une immense victoire. Bien qu'il n'existât pas de parti révolutionnaire, elles s'organisaient dans tout le pays, reconstruisaient leurs syndicats et leurs partis. Ce n'est que le 16 mai, après que la chasse aux PIDE eût été stoppée par la Junte mise en place par la hiérarchie de l'armée à la tête de l'Etat en péril, que le gouvernement provisoire est constitué. La bourgeoisie reconnaît qu'elle n'a pas la force de contenir par ses seules forces le mouvement des masses : elle fait ainsi appel aux dirigeants du PCP et du PS qui, en entrant dans le gouvernement de coalition avec le parti bourgeois du PPD, sous la direction de Spinola et de la Junte, réaffirment leur volonté de respecter l'ordre bourgeois et la propriété privée des moyens de production.

Du point de vue des objectifs recherchés par la bourgeoisie portugaise, le rôle du gouvernement de coalition consistait à utiliser les dirigeants des partis ouvriers pour empêcher les masses ouvrières d'intervenir dans le domaine interdit de la propriété privée des moyens de production, de leur faire réintégrer les anciennes conditions d'oppression et de soumission.

Immédiatement, les dirigeants du PCP portaient en guerre contre le formidable mouvement de grève de mai et juin. Si le prolétariat portugais mettait fin, le 17 juin, à la grève des postiers, c'était pour approfondir son mouvement en mettant partout à l'ordre du jour « l'assainissement » des directions des entreprises, tout en utilisant

d'ailleurs l'arme de la grève lorsque cela était nécessaire.

Spinola et le Premier ministre d'alors, l'ex-caetaniste Palma Carlos, cherchèrent à frapper la classe ouvrière, en refusant de satisfaire les revendications des travailleurs de la fonction publique. On se souvient que c'est la manifestation, le 8 juillet 1974, de 15 000 d'entre eux, à l'appel de leurs commissions de délégués élus, qui fit battre en retraite Spinola et Palma Carlos qui avaient préparé un « coup d'Etat à froid » (élection d'ici trois mois du président de la République, détenteur des pleins pouvoirs). La bourgeoisie ne renonçait cependant pas à imposer sa volonté : reconstituer à tout prix l'appareil de l'Etat en décomposition, d'autant plus qu'après le 8 juillet, dans toutes les entreprises du Portugal, se constituaient des commissions de travailleurs, que les paysans commençaient à poser la question du partage des latifundia.

Début septembre, le gouvernement de coalition adoptait la loi anti-grève, essayait, sans y parvenir, d'empêcher la manifestation des 8 000 ouvriers des chantiers navals de Lisnave devant le siège du gouvernement (12 septembre). Enfin, Spinola tentait un coup de force qu'il croyait décisif, le 28 septembre, pensant que la politique des dirigeants du PCP et du PS de défense de l'ordre bourgeois paralyserait toute riposte ouvrière. C'était oublier la puissance du mouvement autonome du prolétariat qui entraînait, dans la résistance au coup d'Etat fasciste tramé sous couvert d'une manifestation de la « majorité silencieuse », militants et cadres du PCP et du PS dans la constitution des barricades, et voyait une fois de plus les masses fraterniser avec les soldats, tuant dans l'œuf l'effort désespéré de Spinola de rétablir la toute puissance de l'Etat bourgeois.

Le 28 septembre a été un tournant : l'échec momentané de la bourgeoisie incapable, par ses propres forces, de reconstituer un pouvoir stable. Les commissions de travailleurs, base de la force intacte du prolétariat portugais.

ne peuvent pas être brisées par une attaque frontale. Ce sont donc les partis qui ont la confiance de la classe ouvrière, le PCP et le PS, partis qui affirment respecter la propriété privée des moyens de production et combattre pour l'instauration d'un régime démocratique bourgeois, que la classe dominante charge de contenir le mouvement des masses, afin d'épuiser la force propre du prolétariat en le subordonnant aux partis bourgeois et à l'Etat, démantelé mais non détruit.

Après l'adoption de la loi anti-grève, tel est le sens profond du décret-loi promulgué par l'armée avec le soutien total des dirigeants du PCP, en janvier, contre l'indépendance des syndicats.

A Porto, le 25 janvier, travailleurs et soldats fraternisent

Or, au moment même où la loi anti-syndicale était imposée, le gouvernement de coalition laissait se tenir à Porto un congrès du parti du Centre Démocrate Social (CDS), dont l'idéologie proclamée est corporatiste et qui tente de regrouper une partie des anciens salazaristes, les autres s'abritant à l'intérieur des organisations et partis bourgeois déjà constitués.

Au Portugal, l'organisation qui se réclame de Mao Tsé-toung, le Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (MRPP), est issue d'une scission importante du PCP. Elle a une influence de masse. C'est elle qui a appelé à la manifestation de Porto contre la tenue du congrès du CDS. Notons que le MRPP s'est élevé contre la loi instituant « l'unicité syndicale ». Des petites organisations se sont jointes à cet appel. La classe ouvrière a participé massivement à cette manifestation. Elle ne pouvait tolérer cette provocation : qu'un parti ouvertement salazariste s'organise au grand jour. C'était le rappel de 48 ans de fascisme, une négation de toutes les récentes conquêtes des masses. Toute la nuit les masses ont manifesté, les soldats ont fraternisé

une fois de plus avec les manifestants, la provocation a été mise en échec.

Citons ces extraits de la relation de la manifestation de Porto donnés par le journal « A Capital » du 27 janvier :

« Le défilé a commencé à 16 heures, des milliers de personnes brandissant des dizaines de pancartes criaient les mots d'ordre: « Dissolution immédiate du CDS » et « A bas le congrès fasciste ». [...] Les manifestants s'approchèrent de l'une des portes principales du Palais de Cristal. A l'intérieur se trouvaient plusieurs dizaines d'agents de la PSP [la police du gouvernement provisoire] munis de bâtons, d'armes et de casques ainsi que de chiens policiers. Des milliers de manifestants cherchent à forcer les portes. Le choc devient inévitable. Des pavés, volent de l'extérieur vers l'intérieur et vice-versa. A 17 h 30, on entend les premiers coups de feu. Une porte étant sur le point d'être forcée, la PSP sort, couverte par une fusillade, et charge les manifestants. Une vraie bataille s'engage à coups de pavés ; on assiste à des corps à corps. [...] Enfin, le quartier général envoie la police militaire. Le peuple court vers les soldats en criant : « Les soldats sont les fils du peuple » et les embrasse avec enthousiasme. La PSP bat en retraite alors que les soldats forment des cordons pour protéger le peuple. [...] »

La manifestation de Porto arrache une première victoire : la dispersion du congrès (1). Immédiatement, les diri-

(1) *Seul de toute la presse, Le Nouvel Observateur du 10-2-1975 rapporte que :* « Mardi 4 février, Freytas de Amaral, président du CDS, a obtenu du Premier ministre, le général Vasco Gonçalves, qui l'a reçu au palais Sao Bento, l'assurance que son parti pourrait, en toute sécurité, reprendre les travaux de son congrès interrompu, il y a deux semaines, à Porto, par une manifestation d'extrême-gauche. » *Ainsi le silence des dirigeants du PCP et du PS, qui ont tous condamné la manifestation anti-CDS du 25 janvier, permet-il à la réaction fasciste de comploter avec ces... démocrates que seraient les dirigeants du MFA.*

geants locaux du PCP de Porto, alors que de nombreux manifestants arboreraient l'insigne de ce parti, déclarent :

« Ces confrontations et chocs entre des éléments des forces armées et des civils font le plus grand tort au renforcement de l'alliance solide entre le mouvement populaire de masse et le MFA qui constitue la base indispensable au développement du processus révolutionnaire au Portugal. »

Les dirigeants du PS condamnent les Jeunesses socialistes de Porto qui ont participé à la manifestation et déplorent que « de tels actes puissent entraver gravement l'actuel processus d'instauration de la démocratie au Portugal ».

Les dirigeants du PCP et du PS, en tentant d'imposer le « droit » du CDS à s'organiser, à tenir des congrès, veulent imposer aux masses le « droit » de la bourgeoisie à constituer les organisations qu'elle entend, le « droit » de chacune de ses fractions à former des organisations, y compris si celles-ci rappellent le régime de Salazar-Caetano. Les masses n'acceptent pas. Elles réagissent avec un sûr instinct de classe. La question n'est pas de savoir ce que peuvent ou ne peuvent pas faire actuellement ce genre d'organisations. La défaite, le 28 septembre, de la tentative de Spinoza montre les limites de la réaction bourgeoise livrée à ses seuls moyens. Depuis, la puissance du prolétariat s'est encore affirmée. Il s'agit bien d'une bataille politique dont le sens est, de la part du gouvernement (MFA-PCP-PS-PPD), d'imposer aux masses le respect des « droits » politiques de la bourgeoisie.

Cette politique est conforme au sens et à la raison de la participation du PSP et du PCP à un gouvernement de coalition avec les partis bourgeois qui comptent eux aussi de nombreux ex-caetanistes. Le PCP ment lorsqu'il affirme que les masses se sont heurtées aux soldats. Militants ouvriers de toutes tendances unis dans la lutte ont entraîné à leurs côtés les soldats contre la

police. Les dirigeants du PCP, comme ceux du PS, condamnent la manifestation de Porto car elle signifie que la classe ouvrière nie à la bourgeoisie le droit de s'organiser ainsi qu'elle l'entend, qu'elle prend le droit de limiter les « droits » politiques de la bourgeoisie. C'est un fait politique d'une importance difficilement mesurable. C'est la voie ouverte pour que demain la classe ouvrière dicte le droit politique.

Toutes les forces de la bourgeoisie faisaient corps, hier, avec le fascisme. Toutes, elles n'ont qu'une volonté : restaurer l'ordre, reconstruire l'Etat bourgeois. Mais le mouvement des masses est trop puissant et disloque toute tentative putschiste de la bourgeoisie. En réaffirmant, après chaque crise, la nécessité de maintenir la coalition, les dirigeants du PCP et du PS donnent à nouveau à la bourgeoisie la possibilité de préparer, à plus ou moins longue échéance, un nouveau coup de force.

Mais la force du mouvement ouvrier réside dans l'existence des commissions de travailleurs constituées dans toutes les entreprises, dans les quartiers, et qui commencent à prendre contact les unes avec les autres. L'activité des commissions de délégués élus est un démenti constant, dans les faits, à la politique de coalition des partis ouvriers avec le PPD et le MFA. Là est l'unité ouvrière en action, le mouvement (encore à son début) du prolétariat vers le pouvoir, vers la constitution de l'Etat ouvrier. Là est l'ennemi de la bourgeoisie qui s'appuie sur la hiérarchie de l'armée, repart de l'Etat décomposé. Et c'est précisément pour tenter d'en finir avec les commissions ouvrières qu'a été promulgué, en janvier, le décret-loi sur les syndicats portugais. Le PCP va jusqu'au bout de la logique de la coalition gouvernementale.

Le contenu de la loi antisyndicale

La polémique qui a fait rage au Portugal et qu'a relatée la presse internationale au moment où le gouverne-

ment de coalition discutait de la loi laissait croire que les dirigeants du PCP et le MFA se prononçaient pour l'unité syndicale (ou plutôt « l'unicité »), alors que ceux du PS et du PPD étaient pour le « pluralisme ». A partir de là, le contenu de la loi décrétée par le gouvernement provisoire était passé sous silence, la presse laissant entendre que le PCP, en faisant légaliser son contrôle sur l'intersyndicale, s'appropriait à « prendre le pouvoir ».

Rétablissons les faits. D'abord en ce qui concerne la position du PS portugais dont le secrétariat a publié le communiqué suivant dans le journal « A Capital » du 13 janvier, sous le titre **Refus total du pluralisme** :

« Le pluralisme syndical défend les intérêts de la bourgeoisie. [...] L'unité des travailleurs est la condition nécessaire à leur lutte victorieuse contre le capital et l'unicité. [...] L'unité imposée par la loi soumet les travailleurs à l'Etat, leur arrache l'indépendance et la force nécessaire à leur lutte. L'unité, l'indépendance et le syndicalisme de base sont les trois principes indispensables à la victoire de la classe travailleuse.

— Non au pluralisme syndical d'inspiration bourgeoise !

— Non à l'unicité syndicale d'inspiration totalitaire !

— Oui à l'unité bâtie par les travailleurs ! »

La position de principe affirmée par le PS portugais sur l'unité et l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat correspond aux intérêts du mouvement ouvrier. Bien qu'ils prétent eux aussi l'intention au PCP de prendre le pouvoir à Lisbonne, l'accusant de vouloir constituer une « démocratie dite populaire », alors que celui-ci n'a aucunement l'intention de lutter pour l'expropriation du capital financier, les dirigeants du PS mettent l'accent sur l'essentiel : la loi syndicale « soumet les travailleurs à l'Etat ».

Par contre, les dirigeants du PCP, relayés par « L'Humanité » en France, n'ont cessé d'affirmer tout au long de

janvier que le PS, comme le PPD, était contre l'unité syndicale. L'argument permanent utilisé, on le trouve ainsi formulé dans « L'Humanité » du 15 janvier, le jour même où le PCP, par intersyndicale interposée, organisait à Lisbonne une manifestation de soutien à la loi anti-syndicale :

« La teneur et la tonalité anti-communistes de ce communiqué [du PS accusant le PCP de vouloir instaurer une « démocratie dite populaire »] apparaissent d'autant plus injustifiables que le PS participe au gouvernement et a approuvé le programme du MFA qui définit l'orientation générale et les objectifs de la politique officielle tout entière tendue vers la consolidation de la démocratie au Portugal. »

Le 16, le PS est accusé de reprendre

« la thèse de Spínola et de tous ceux qui font grief au MFA de se porter garant de l'édification d'une société démocratique et de prendre en compte les aspirations du monde ouvrier ».

Qu'en est-il exactement ? « L'Humanité » s'est bien gardée de publier les dispositions essentielles de cette loi qui s'oppose précisément à la classe ouvrière. L'article 9 stipule ainsi que :

« les associations syndicales obtiennent la personnalité juridique par l'enregistrement de leurs statuts au ministère du Travail. [...] Après la réception de la demande d'enregistrement d'un syndicat [dont les statuts doivent être reconnus devant notaire, § 2], le ministère du Travail peut faire procéder à la publication des statuts dans les deux premiers numéros du bulletin du même ministère ou dans le quotidien du gouvernement afin que la demande d'enregistrement soit fondée sur la légalité ».

Ainsi le gouvernement bourgeois est seul habilité à reconnaître la « légalité » d'un syndicat. Il a le droit (§ 6) de dissoudre toutes les associations syndi-

cales estimées par lui « illégales » et se prononce sur toute révision des statuts. Le paragraphe 6 précise que le « tribunal de révision », c'est-à-dire un autre rouage de l'Etat bourgeois, statue, sans appel, sur la « légalité » des syndicats qu'il peut déclarer « juridiquement dissous ». Le contrôle de l'activité des syndicats par l'Etat bourgeois est total puisque l'article 37 précise :

« Le contrôle de la légalité de l'activité des associations syndicales est de la compétence des tribunaux. »

L'indépendance du mouvement ouvrier est ainsi entièrement niée. L'Etat intervient en permanence dans ses affaires, au profit, bien entendu, du patronat qui se voit reconnaître un droit de regard exorbitant dans le fonctionnement des syndicats.

« Article 18, § 1 : il est de la compétence du patron de prélever les cotisations syndicales et de faire parvenir celles-ci au syndicat en décomptant ces cotisations des honoraires respectifs versés. § 2 : les conventions collectives pourront régler le prélèvement et l'envoi des cotisations syndicales, ainsi que l'importance de celles-ci. »

Telles sont les dispositions essentielles de cette « loi syndicale » (élaborée par des professeurs de droit à l'époque du gouvernement Palma Carlos, ont révélé certains journaux portugais) ; on comprend pourquoi le Conseil des vingt (l'organe dirigeant du MFA qui comprend, rappelle « L'Humanité », « **les sept généraux et amiraux qui composent la Junte de salut national** ») se soit prononcé en sa faveur. Mais tout militant ouvrier est en droit de se poser la question de savoir pourquoi les dirigeants du PCP (et du PCF) ont mené une campagne acharnée pour que soit promulguée une telle loi ouvertement anti-ouvrière. Notons d'ailleurs que le seul argument qui revient sans cesse dans les textes du PCP (comme dans les articles de « L'Humanité ») consiste

à dire que le MFA (lui-même soumis à la hiérarchie militaire, c'est-à-dire à la Junte) s'est prononcé pour la loi. Et d'ajouter : sans le MFA, il n'est pas possible d'instaurer la démocratie au Portugal » (2).

Les dirigeants du PCP affirment qu'il s'agit d'instaurer la « démocratie ». Ce n'est qu'une couverture verbale à la tentative de constituer un régime bourgeois stable permettant la reconstitution de l'Etat bourgeois démantelé. Or, ce qui met en péril l'Etat bourgeois au Portugal, c'est l'activité, dans les entreprises, les quartiers, les administrations, des commissions de délégués élus au moyen desquelles les travailleurs « assainissent » le pays. Remarquons cependant que si le terme « assainissement » exprime le mouvement profond de la classe ouvrière vers l'expropriation, il manque par lui-même de clarté politique.

La « démocratie » implique d'ailleurs que les patrons restent en place, que « l'assainissement » ne touche pas à l'appareil d'Etat ni au droit sacré de

(2) *Le communiqué du CC du PCP du 28 janvier explicite le fond de la politique des staliniens au Portugal :*

« La force motrice de la révolution démocratique portugaise a deux composantes : le mouvement populaire et démocratique et le MFA. [...] Le PCP continue, fidèle à sa politique d'unité et d'alliance, à défendre un gouvernement de coalition éventuellement élargie. Il est prêt à coopérer avec toutes les formations politiques démocratiques qui, pour leur part, sont aussi sincèrement disposées à coopérer avec le PCP dans le processus révolutionnaire. L'entente entre les communistes et les catholiques est aussi une des réalités positives du mouvement populaire et démocratique. Le PCP critique sévèrement toutes les activités qui, avec d'étroits objectifs partisans, visent à créer des frictions et des divisions au sein du MFA et qui tendent à sa dissolution. Tout doit être fait pour renforcer l'alliance peuple-forces armées et rien ne doit être fait qui porte préjudice à l'unité du MFA et à sa dynamique révolutionnaire. »

propriété. La loi anti-syndicale qui place le mouvement ouvrier organisé sous le contrôle de l'Etat bourgeois et du patronat a un objectif précis : en finir avec les incursions « illégales » des commissions de délégués contre la propriété privée des moyens de production. Les « syndicats » soumis à l'Etat et aux tribunaux que définit la loi de janvier 1975 ne peuvent être mis en place que contre les commissions de travailleurs. Leur fonctionnement implique la dissolution de toute forme indépendante d'organisation de la classe ouvrière. Telle est la signification profonde de la « loi syndicale ». Mais qu'elle puisse être appliquée est une autre chose (3).

Les dirigeants du PCP ont pesé de tout leur poids pour que la loi soit promulguée dans les plus brefs délais. Ils ont refusé de poser la question du contenu de la loi, déclenchant une polémique acharnée contre les dirigeants du PS en déformant la position de principe correcte défendue par ces derniers (4).

Il faut noter qu'ils ont reçu l'appui le plus total des pablistes portugais dont « Rouge » du 24 janvier rapporte l'orientation :

(3) *L'article 41 précise* : « Une loi spéciale réglera l'exercice de la liberté syndicale des serviteurs de l'Etat, des institutions publiques et de l'administration locale. » Ainsi, pour le gouvernement provisoire avant tout soucieux de reconstruire l'Etat bourgeois, les travailleurs de la fonction publique ne sont pas des travailleurs comme les autres. La bourgeoisie portugaise sait qu'il n'est pas de reconstruction possible de l'Etat tant que subsisteront les commissions de délégués des travailleurs de la fonction publique.

(4) Certes, les dirigeants du PS ne cessent d'affirmer, comme ceux du PCP, qu'ils sont pour le maintien de la coalition gouvernementale avec le parti bourgeois PPD. Il n'en demeure pas moins qu'en refusant la subordination des syndicats à l'Etat, ils ouvrent une voie à la résistance des commissions ouvrières et de toute la classe ouvrière contre la loi anti-syndicale.

« Nos camarades de la Ligue communiste internationaliste avaient lancé leur propre appel à rejoindre ces manifestations (du 14 janvier à l'appel des dirigeants de l'intersyndicale et du PCP de soutien à la loi et au MFA). En fait, à travers la bataille sur le syndicat unique, le Parti communiste a tiré parti d'une volonté massive d'unité qui anime les travailleurs. »

Et « Rouge » de dénoncer, se situant sur le même terrain que l'appareil stalinien, répétant les mêmes mensonges, la position du PS « défenseur du pluralisme syndical ».

Mais là n'est pas l'essentiel. Le fond de la question, nous l'avons vu, c'est que la « loi syndicale » est dirigée contre les commissions de délégués élus. Elle a pour objectif d'empêcher qu'elles se centralisent, qu'elles homogénéisent le prolétariat comme classe, que s'inscrive et se développe une situation de double pouvoir et qu'un authentique gouvernement ouvrier étant porté au pouvoir, elles deviennent l'embryon d'un Etat ouvrier.

Les pablistes en sont conscients, « Rouge » écrivant :

« Les points 21 et 22 [du projet de loi] soulignent : seules les commissions syndicales peuvent convoquer une réunion de travailleurs dans l'entreprise. Toute réunion doit être annoncée au moins un jour à l'avance. » Dispositions qui visent à faire entrer dans le rang toutes les formes d'auto-organisation ouvrière surgies dans l'entreprise pour combler l'absence de syndicat, comme ce fut le cas des commissions de travailleurs qui ont joué un rôle de pointe dans les mobilisations du 28 septembre. »

Puisque, pour « Rouge », « la plupart des groupes d'extrême-gauche (au Portugal) se sont prononcés pour le syndicat unique », puisque la loi syndicale répond à la « volonté d'unité » des travailleurs, alors il est nécessaire, normal, indispensable même que les commissions

de travailleurs « entrent dans le rang », c'est-à-dire disparaissent au profit des « syndicats » soumis au contrôle de l'Etat bourgeois. « Rouge » se garde bien, tout comme les dirigeants du PCP et « L'Humanité », de citer les articles de la loi qui définissent nettement les syndicats comme des rouages gouvernementaux. Comme les dirigeants du PCP et du PCF, les pablistes dirigent tous leurs coups contre ceux du PS dont les positions sur cette question précise et décisive sont déformées. Ils apportent ainsi, au nom de la révolution dont ils se réclament en paroles, un appui inestimable à l'appareil stalinien, en fait à la bourgeoisie elle-même.

Dans « Rouge » du 7 février, D. Bensaïd frappe une fois de plus sur le même clou :

« Il faut constater que la bourgeoisie portugaise n'a pas à craindre de débordement de masse à court terme. [...] La combativité ouvrière continue de couvrir et elle se manifeste à la première occasion : barricades du 28 septembre, manifestation du 14 janvier pour le syndicat unique. Mais la conscience des travailleurs s'élève plus lentement, pas assez tout au moins pour revendiquer directement le pouvoir politique et en forger les organes. De plus, le 25 avril apparaît au prolétariat portugais comme une victoire octroyée par les militaires du MFA plus que comme sa propre conquête. »

C'est d'une clarté absolue ! Il n'existe pas, au Portugal, expliquent les pablistes, de mouvement propre du prolétariat. Seule compte la prétendue volonté d'une aile de la bourgeoisie (représentée par le MFA) d'instaurer une démocratie « progressiste ». Les pablistes, comme les staliniens, et avec encore plus de cynisme, se rangent dans le camp de la « démocratie », c'est-à-dire de la bourgeoisie qui, au Portugal, ne cherche qu'une chose : reconstruire son Etat démantelé, et pour cela briser le mouvement autonome de la classe ouvrière. Comme la révolution se développe et

qu'il faut répondre à chaque moment, les pablistes épousent étroitement la politique contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien : que les commissions de délégués élus « entrent dans le rang », qu'elles cèdent la place aux syndicats inféodés à l'Etat. Il n'existe aucun mouvement du prolétariat posant la question du pouvoir, prétendent les pablistes : c'est du MFA qu'il faut attendre la victoire de la révolution démocratique, « le MFA, écrit « Rouge », dont la ligne s'est infléchie à gauche depuis le 28 septembre ».

Mais, objectera-t-on, le 25 janvier à Porto, n'est-ce pas le MRPP (qui a entraîné derrière lui le petit groupe de la LCI pabliste) et d'autres groupes qui ont appelé les masses à manifester contre la reconstitution du parti fasciste, contre le congrès du CDS ? Les masses laborieuses les ont suivis et le congrès a été dispersé. Ces organisations ne seraient-elles donc pas capables, contre les dirigeants du PCP et du PS qui s'y refusent, de mobiliser le prolétariat ?

Regardons ce qui s'est passé d'un peu plus près. Certes, face au congrès du CDS, les maoïstes, en appelant à manifester, ont permis d'ouvrir une voie à la mobilisation ouvrière qui a remporté une nouvelle victoire. Mais l'ensemble des groupes gauchistes, les maoïstes, les pablistes se sont situés sur les positions de « l'anti-fascisme ». Le prolétariat de Porto les a rapidement débordés, affirmant son rôle dirigeant et, au compte de toute la classe ouvrière portugaise, il a pris l'initiative d'une lutte qui signifie que les « droits » politiques de la bourgeoisie doivent être limités, qu'elle ne doit pas pouvoir s'organiser comme elle l'entend. Bien que le MRPP se soit prononcé contre la loi anti-syndicale, il reste contradictoirement sur le terrain qui lui est commun avec les dirigeants du PCP et du PS, et qui est celui du MFA : la révolution portugaise a des objectifs démocratiques, il faut soutenir le MFA qui serait le garant de la « démocratie ».

Indépendance de classe et activité des commissions ouvrières

Les maoïstes, pas plus que les pa-blistes, ne posent la question centrale : rupture de la coalition des partis ouvriers avec le parti bourgeois PPD et le MFA. L'expression politique concrète de cette rupture, c'est le gouvernement du PS et du PCP sans ministres des organisations et partis bourgeois. Un tel gouvernement s'appuyant sur les commissions de travailleurs qui, aujourd'hui, se fédèrent entre usines, se constituent par quartiers, par immeubles, donnerait un puissant élan à la révolution prolétarienne que personne n'est encore en mesure de stopper au Portugal.

La preuve la plus récente en est donnée par l'importante manifestation du 7 février organisée par les seules commissions de travailleurs à Lisbonne alors que le gouvernement et la Junte avaient interdit toute manifestation du 7 au 12, les troupes de l'OTAN ayant débarqué les permissionnaires.

Au lendemain de l'adoption de la loi anti-syndicale, les commissions de délégués élus des travailleurs savent que leur existence est en jeu. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que les délégués de 37 grosses entreprises de la région Sud de Lisbonne (la zone industrielle) se sont rencontrés et ont formé une commission inter-entreprises. Tout en donnant leur place aux syndicats qu'elles refusent de voir soumettre au gouvernement, les commissions de travailleurs ont décidé de prendre en charge la lutte pour la satisfaction des revendications pressantes. L'appel définit les objectifs de la manifestation :

« Contre les licenciements, contre le chômage et les heures supplémentaires, pour le relèvement des salaires de base, pour le droit au travail. »

En tête de la manifestation de 40 000 ouvriers de Lisbonne, une banderole affirmait l'objectif politique central du prolétariat :

« Le chômage est une conséquence inévitable du capitalisme. C'est pourquoi les travailleurs veulent le détruire et construire un monde nouveau. »

Les commissions de travailleurs entendent affirmer leur autonomie politique à l'égard du gouvernement de coalition. Elles manifestent une certaine méfiance à l'égard des dirigeants des partis ouvriers qui s'opposent à l'unité ouvrière, tendance et volonté qu'elles expriment. Mais en même temps, la classe ouvrière, donc également les commissions ouvrières, doivent avoir recours aux partis ouvriers et s'adressent à eux. Elles ne peuvent, en particulier, envisager une solution à la question gouvernementale en dehors des partis ouvriers constitués. Les commissions sont le cadre organisé de l'unité du prolétariat, mais celle-ci ne peut être pleinement réalisée qu'en imposant l'unité des partis ouvriers culminant dans le gouvernement PS-PCP sans représentants des organisations et partis bourgeois. Les partis ouvriers qui collaborent aujourd'hui avec la bourgeoisie doivent rompre avec elle et rallier le combat des commissions de travailleurs, y participer pour que l'unité soit pleinement réalisée.

Tel est le sens de l'appel à la manifestation du 7 février :

« Les organisations politiques qui veulent soutenir cette initiative peuvent le faire à travers des communiqués mais, à la manifestation, elles ne doivent être accompagnées ni de mots d'ordre, ni de banderoles distinctes. [...] Le plan d'organisation de la manifestation admet la participation de travailleurs isolés, d'étudiants, de soldats et de marins à condition qu'ils se soumettent à la discipline de l'organisation des commissions de travailleurs. »

La réserve des commissions de travailleurs à l'égard des dirigeants des partis ouvriers montre que le prolétariat n'est pas prêt à accepter que son organisation en tant que classe soit soumise

au contrôle de l'Etat bourgeois. Au contraire, les commissions, en décidant de manifester contre l'interdiction du gouvernement et du MFA sur les mots d'ordre « A bas l'OTAN », « A bas l'impérialisme », viennent de faire un pas en avant décisif. Elles commencent à centraliser leur activité sur des objectifs politiques indépendants, c'est-à-dire que le prolétariat est en train de constituer, contre tous ceux qui le lui ont interdit jusqu'ici, un conseil ouvrier, un soviét.

Néanmoins, la centralisation des commissions ouvrières n'est pas une question technique. Elle ne peut s'opérer qu'en relation avec un mot d'ordre gouvernemental qui, une fois encore, fait appel aux partis ouvriers, à leur rupture avec la bourgeoisie, à leur unité : le mot d'ordre du gouvernement PS-PCP sans représentants des organisations et partis bourgeois, appuyé sur la fédération des commissions ouvrières élus.

Une fois encore, la manifestation a atteint ses objectifs, elle a fait céder les commandos de l'armée qui bloquaient l'artère centrale de Lisbonne grâce à la fraternisation des ouvriers et des soldats.

Ce que ne rapporte pas la presse, c'est que la manifestation du 7 février des commissions de travailleurs a exigé du gouvernement Costa Gomez-Gonçalves l'abrogation de la loi anti-syndicale.

Au moment où cet article est rédigé, il n'est pas encore possible de savoir si les objectifs des commissions de travailleurs seront atteints. Mais une conclusion s'impose : au Portugal, la bourgeoisie est dans l'incapacité totale de faire accepter sa volonté à la classe ouvrière. La décomposition de l'Etat est à ce point avancée que l'ordre social ne peut être maintenu que par l'alliance chaque jour réaffirmée des dirigeants des partis ouvriers et de l'armée. C'est ce qui explique pourquoi les dirigeants du PS et du PCP ne cessent d'affirmer que le MFA contrôle la situation, qu'il est le garant de la « démocratie », qu'il est indispensable de

respecter son programme, lequel garantit le régime de la propriété privée.

Mais le MFA lui-même est l'expression du corps des officiers d'une armée en pleine décomposition, incapable aujourd'hui de jouer un rôle contre-révolutionnaire. Dans les casernes, les soldats, comme les ouvriers, élisent leurs délégués. Contre l'opposition du MFA les sergents ont décidé de se réunir le 15 janvier, ont élu leurs comités et demandé leur représentation au sein du MFA. Les officiers de l'armée ne peuvent utiliser la troupe contre les manifestations ouvrières qui, toutes, voient fraterniser travailleurs et soldats.

Personne n'est en mesure de dire de quoi l'avenir sera fait. La bourgeoisie n'a aucune certitude que les élections à la Constituante lui permettront de stabiliser une situation qui lui échappe entièrement. C'est pourquoi elle exige (soutenue en cela, comme en toute autre chose, par les dirigeants du PCP) que le MFA soit institutionnalisé avant que n'aient lieu les élections du 12 avril à la Constituante.

Constituante et révolution prolétarienne

Au Portugal, tout le développement de la situation le démontre, l'effondrement de la dictature s'est accompagné, du fait que les masses laborieuses ont constitué partout (dans les usines, les banques, les administrations, les quartiers, au sein de l'armée elle-même) leurs commissions de délégués élus, du démantèlement de l'Etat bourgeois. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la question du pouvoir, de l'Etat. Les revendications des masses ne peuvent être satisfaites que si les capitalistes et les propriétaires fonciers qui ont fait bloc, cinquante ans, avec leur Etat, l'Etat corporatiste, sont expropriés par un gouvernement ouvrier s'appuyant sur les commissions de travailleurs organisant leur centralisation, c'est-à-dire construisant l'Etat ouvrier et liquidant l'Etat bourgeois en décomposition.

Tel est le point de vue des marxistes.

Actuellement, au Portugal, l'exercice des libertés démocratiques va quelquefois infiniment plus loin que dans les pays de vieille démocratie bourgeoise les plus démocratiques. En réalité, les masses ont commencé à pratiquer les premiers rudiments de la démocratie ouvrière : commissions ouvrières élues, incursions dans la propriété privée des moyens de production, mise en cause des droits politiques de la bourgeoisie à s'organiser ainsi qu'elle l'entend. Mais cela résulte d'un équilibre politique et de rapports politiques conjoncturels et non d'une forme de démocratie bourgeoise historiquement stable. D'ailleurs, la loi syndicale est significative : la bourgeoisie est constamment obligée de mettre en cause les libertés que le prolétariat a conquises, de mettre en route un processus de restauration du corporatisme qui, même s'il n'aboutit pas, indique une tendance fondamentale. Au Portugal, la base matérielle de la démocratie bourgeoise n'a jamais existé. La bourgeoisie, pour « **garder sa puissance sociale, a toujours été obligée d'aliéner son indépendance politique** » (Marx) par peur du prolétariat. La seule forme stable et relativement durable de la domination de classe de la bourgeoisie, c'est une dictature à tendance plus ou moins fasciste. La bourgeoisie a trouvé en Salazar et Caetano, dans le corporatisme, la forme politique qui correspondait à ses besoins historiques. Il ne peut y avoir, au Portugal, une étape de démocratie bourgeoise. La période actuelle, qu'elle soit plus ou moins longue, est une période de transition.

Ainsi les marxistes estiment que l'élection d'une Assemblée constituante ne saurait instaurer un régime de démocratie parlementaire durable au Portugal, contrairement à ce qui est commun, sur ce terrain, à toutes les forces politiques qui se réclament de la classe ouvrière, le PC, le PS, les organisations gauchistes et centristes.

Néanmoins, du point de vue de la « démocratie », si l'Assemblée constituante est la représentation de la « souveraineté du peuple », les partis qui s'en réclament devraient-ils, préalablement,

mettre des bornes et des limites à la souveraineté qui appartient à la Constituante ? Cela serait contraire aux principes de la démocratie elle-même. Or on peut lire dans « L'Humanité » du 28 janvier :

« Une résolution du comité central du PCP précise que les prochaines élections à l'Assemblée constituante seront une étape importante dans l'édification d'une société démocratique, mais qu'en aucun cas cette assemblée, contrairement aux desseins de certains secteurs politiques, ne saurait outrepasser ses prérogatives — la définition des principes de la Constitution — et se transformer en Assemblée législative. Dans ce domaine encore, le PCP demeure fidèle à ses engagements et au programme du MFA, en vertu duquel le mouvement des forces armées ne devra pas se dissoudre au lendemain de la consultation prévue pour le printemps, mais continuer à garantir pendant toute l'année 1975 la mise en pratique des principes codifiés de son programme, à savoir l'instauration d'une véritable démocratie par et pour le peuple. »

Ainsi, au nom de la « démocratie » elle-même, les dirigeants du PCP préparent-ils la violation des principes de la démocratie parlementaire. La Constituante pleinement souveraine signifierait que le pouvoir politique fragilement organisé autour du MFA serait remis en cause. Il perdrait son axe. La question du pouvoir serait de ce fait posée ouvertement. Une phase de totale instabilité politique commencerait et déborderait nécessairement les limites d'une sage campagne électorale. Quel gouvernement ? Quel pouvoir ? Telles seraient les questions ouvertes. Situation explosive ! On ne peut exclure qu'une campagne résolue des partis ouvriers leur donne la majorité à la Constituante. Mais, en tout état de cause, l'absence de pouvoir, la situation politique créée poseraient le problème d'un gouverne-

ment représentant les masses, d'un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCP, à bien plus forte raison s'ils étaient majoritaires à la Constituante. Mais, précisément, les dirigeants ne veulent pas que soit posée la question d'un tel gouvernement et encore moins qu'il se constitue. Ce serait un appel aux masses pour passer à l'expropriation totale de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers.

Si Cunhal ne cesse depuis des semaines de demander « l'institutionnalisation du MFA », c'est-à-dire que soit confiée, contre la souveraineté de la Constituante elle-même, la réalité du pouvoir à l'armée, M. Soarès, qui défend aussi le maintien de l'ordre bourgeois, s'est prononcé dans le même sens et dans les mêmes termes le 27 janvier.

Le MFA « institutionnalisé », cela signifie que la Constituante ne pourra décider de rien qui n'aura été préalablement soumis à la hiérarchie militaire sur laquelle, seule, repose l'Etat bourgeois au Portugal. Cela signifie que les dirigeants du PC et du PS acceptent que les libertés démocratiques fondamentales (de réunion, d'association, de presse) ne soient pas garanties, à l'exemple de la loi anti-syndicale décrétée à la mi-janvier. Ainsi les champions de la république bourgeoise portugaise montrent ne pas vouloir combattre réellement pour les libertés démocratiques.

Ce paradoxe repose sur le simple fait que l'exercice réel de toutes les libertés donnerait un puissant coup d'accélérateur au mouvement de la classe ouvrière et de la paysannerie contre la bourgeoisie, les grands propriétaires fonciers, pour la destruction complète de leur appareil d'Etat. Maintenir la coalition, c'est non seulement violer les principes

de la démocratie dont on se réclame, mais appuyer à tout prix le dernier rempart qui puisse sauver l'Etat bourgeois de la débâcle. En même temps, dans l'ombre de ce qui subsiste de cet Etat, c'est-à-dire l'essentiel, le corps des officiers de l'armée et la police, la contre-révolution attend son heure, attend que le mouvement des masses soit suffisamment affaibli (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui) pour tenter de repasser à la contre-offensive et restaurer l'ordre ancien indispensable à toute la classe dominante.

La profondeur et la puissance de la montée révolutionnaire des masses au Portugal est à la mesure de la crise révolutionnaire qui s'avance en Europe et particulièrement de la révolution espagnole sur le point d'éclater. C'est ce qui donne à la classe ouvrière portugaise les ressources qui lui permettent de déjouer les tentatives contre-révolutionnaires bourgeoises. L'obstacle fondamental réside dans la politique de la direction des deux grands partis ouvriers qui se refusent à rompre la coalition. Mais déjà, la manifestation des commissions de travailleurs du 7 février l'a montré, le prolétariat cherche à se regrouper sur un axe indépendant. A quels rythmes se développera ce mouvement politique, jusqu'où ira-t-il ? Tout dépendra, en dernière analyse, de la capacité de regroupement de l'avant-garde révolutionnaire qui met au centre de son activité la seule perspective réaliste, celle qui assurera la victoire, la lutte pour le triomphe de la révolution prolétarienne au Portugal.

Le 14 février 1975
Jacques MEYRAND.

Nota Bene. — Le coup d'Etat manqué du 11 mars a ouvert une nouvelle étape de la révolution prolétarienne au Portugal. Les exigences techniques de fabrication de « La Vérité » ne nous permettent pas de développer le présent article qui analysait, à la mi-février, les lignes de développement de la situation, lignes qui ont trouvé leur confirmation éclatante un mois plus tard à peine. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

VERS L'EXPLOSION REVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE

par Etienne LAURENT

Depuis l'été 1974, l'Espagne occupe une nouvelle fois une situation stratégique dans le front de la lutte des classes internationale en Europe et dans le monde. L'ouverture, le 25 avril, de la première phase de la révolution prolétarienne au Portugal, la maladie de Franco et la désagrégation visible du régime franquiste, les combats engagés par la classe ouvrière d'Espagne depuis l'été, à Valladolid, à la SEAT, à Pampelune, dans le Pays basque et à Bilbao, ont conduit la classe ouvrière européenne et mondiale d'un côté, l'ensemble des forces intéressées au maintien de l'ordre bourgeois de l'autre, à centrer leur attention sur l'Espagne. Après plus de trente-cinq ans, celle-ci se trouve une fois de plus placée dans la situation d'enjeu immédiat et central dans le combat de classe mondial.

Les rapports politiques entre les classes ne se réduisent pas, tant s'en faut, aux rapports sociaux de production sur lesquels ils sont assis.

Ils sont faits également de grandes expériences — des défaites et des victoires — qui jalonnent depuis plus d'un siècle l'histoire de l'affrontement entre la classe ouvrière mondiale dans tel ou tel de ses secteurs et la bourgeoisie.

La défaite sanglante du prolétariat d'Espagne en 1938-1939 a constitué l'un des moments les plus noirs de la classe ouvrière de toute l'Europe et représenté l'un des points les plus poussés de son recul face à l'impérialisme et au stalinisme. Cette défaite conditionnait l'ouverture de la deuxième guerre mondiale. C'est elle qui venait, ensemble avec la défaite de la classe ouvrière française au même moment, consolider définitivement la situation née de la défaite sans combat infligée grâce à Staline au prolétariat allemand en 1933.

Jusqu'à la chute de Barcelone, la classe ouvrière européenne a vu dans le combat de la classe ouvrière d'Espagne un élément central par rapport auquel continuer à ordonner

sa lutte contre la bourgeoisie dans chaque pays et contre l'avance de la guerre impérialiste. Avec la chute de Barcelone, c'est la voie à la barbarie impérialiste de la deuxième guerre mondiale qui se trouve définitivement ouverte.

La défaite de 1938-1939 n'est pas encore effacée. Le souvenir de cette défaite et l'existence de la dictature haïe pèsent toujours d'un poids indiscutable dans les rapports mondiaux entre les classes. L'effondrement du régime, le démantèlement de toutes les institutions de la dictature militaro-corporatiste, le surgissement de la classe ouvrière et des masses au-devant de la scène politique constitueront des faits qui viendront électriser la classe ouvrière mondiale tout entière, et en premier lieu celle d'Europe, tant à l'Est qu'à l'Ouest.

C'est pour cette raison que l'impérialisme mondial et la bourgeoisie espagnole d'une part, l'appareil du Kremlin et le PC d'Espagne de l'autre, bandent toutes les énergies pour prévenir, ou tout au moins pour retarder, ce moment. Ils savent que la chute de Franco représentera un bond en avant dans la progression de la révolution en Europe.

C'est dans cette perspective que cet article voudrait rappeler tout l'enjeu de la révolution espagnole et analyser quelques-uns des traits historiques nationaux spécifiques qui viendront modeler son caractère original.

Les responsabilités de la défaite de 1938-1939

Pour apprécier l'enjeu de la révolution espagnole, il est nécessaire, même aujourd'hui, de commencer par définir à grands traits le contenu des événements de 1936 et la place tenue par les uns et par les autres dans la préparation de l'écrasement de 1938-1939.

C'est si vrai que Santiago Carrillo, pratiquement dès les premières pages de ses récents *Entretiens* avec Régis Debray et Max Gallo, saisit la première occasion offerte pour chercher, presque quarante ans après 1936, à brouiller les cartes aussi habilement qu'il peut par rapport à l'enjeu central de la révolution et de la guerre d'Espagne.

Dans *Leçons d'Espagne : dernier avertissement*, Trotsky écrivait en décembre 1937, en conclusion de son analyse :

« Ainsi, sur le territoire de l'Espagne, deux programmes irréductibles se sont affrontés. D'une part, le programme du salut à tout prix de la propriété privée contre le prolétariat, et dans la mesure du possible du salut de la démocratie contre Franco. D'autre part, le programme de l'anéantissement de la propriété privée au moyen de la conquête du pouvoir par le prolétariat. (...) »

« La révolution espagnole montre une nouvelle fois qu'il est impossible de défendre la démocratie contre les masses révolutionnaires autrement que par des méthodes de réaction fascistes. Et inversement, il est impossible de mener une véritable lutte contre le fascisme autrement que par les méthodes de la révolution prolétarienne. »

Parfaitement conscient que c'est là que se situe la question clef — celle de 1936 d'abord, mais aussi, dans les conditions précises que nul ne connaît encore, celle de la révolution espagnole de demain —, Carrillo répond, en truquant, à Trotsky :

« Nous savions très bien, à l'époque, que nous allions vers l'affrontement avec les forces de l'oligarchie financière et foncière. Et quand la guerre a commencé en Espagne, aussitôt a commencé une révolution. Toute cette discussion soulevée par les trotskystes — « gagner la guerre ou faire la révolution » — était une discussion absurde, n'ayant aucun rapport avec la réalité car, en Espa-

gne, la réponse au soulèvement fasciste, c'a été la prise des usines, des entreprises, des propriétés, la réforme agraire, la distribution des terres aux paysans, la création d'une nouvelle armée populaire, la création d'une nouvelle magistrature, d'une nouvelle police, d'un nouvel Etat. A cette époque, la révolution se faisait en même temps que la guerre. Nous conservions le Parlement (où il ne restait plus que les représentants des forces populaires, les autres étaient partis), nous conservions les institutions de la République, mais nous avions un gouvernement populaire dirigé par un socialiste : les ouvriers administraient les usines. La première révolution démocratique populaire, c'est en Espagne qu'on a commencé à la faire. Seulement, nous avons conservé quelques formes de l'ancien régime parce qu'elles correspondaient aux traits nationaux spécifiques de cette révolution et parce que, du point de vue de la politique internationale, c'était bien ainsi. »

A lire Carrillo, on croirait que c'est pacifiquement et pour la durée de la guerre qu'ont coexisté le mouvement comportant « la prise des usines, des entreprises, des propriétés » et celui assurant le maintien du « Parlement », des « institutions de la République », des « quelques formes de l'ancien régime ». On croirait qu'il s'agirait là d'éléments appartenant à une seule et même orientation politique.

Carrillo ment. Il n'y a qu'à ouvrir les livres écrits sur la guerre civile et la victoire du régime franquiste pour trouver les preuves de l'affrontement brutal — au prix de la vie de Nin, Berneri et de l'avant-garde organisée dans les rangs du POUM et des anarchistes, au prix surtout de la défaite et de la révolution et de la guerre face à Franco — entre les deux orientations définies par Trotsky. Pour ceux qui considéreraient les analyses documentées de F. Morrow ou de P. Broué comme

étant « faussées » par leurs positions trotskystes, ou celles d'Orwell, de Cruells, de Borkenau comme marquées par des sympathies poumistes ou anarchistes, il leur suffit d'ouvrir le livre d'Hernandez, dirigeant du PCE, ministre de l'Education du gouvernement de front populaire, celui de Brenan, celui de Max Gallo lui-même (pourtant disposé aujourd'hui à converser poliment avec Carrillo).

La classe ouvrière et les masses d'Espagne ont été écrasées parce qu'elles avaient subi préalablement aux mains des gouvernements de front populaire (en particulier celui présidé par Negrin) une défaite politique et même physique dont la portée demeure vitale. Le camp républicain a été le théâtre de ce que tous les historiens sont contraints d'appeler une véritable contre-révolution.

Carrillo ment : au nom précisément de l'idée répétée maintes fois par Diaz — « nous ne pouvons faire la révolution si nous ne gagnons d'abord la guerre, ce qu'il faut, c'est d'abord gagner la guerre » —, la classe ouvrière et les masses se sont vues refoulées de leurs positions en même temps que l'Etat bourgeois et ses institutions répressives étaient reconstruites.

La riposte des travailleurs et des masses, à la campagne comme dans les villes, au coup d'Etat du 18 juillet 1936 a comporté partout l'attaque directe contre les rapports de propriété et de production capitalistes et un début de mise en place d'organes de pouvoir ouvrier. Ainsi que Carrillo est obligé de le reconnaître, les usines, les entreprises, les propriétés ont été prises. Mais ce n'est pas tout. Ainsi que l'a analysé Pierre Broué :

« Au soir du 20 juillet, sauf quelques exceptions, la situation est clarifiée. Ou bien les militaires ont vaincu (...), ou bien le soulèvement militaire a échoué, et les autorités

de l'Etat républicain ont été balayées par les ouvriers qui ont mené le combat sous la direction de leurs organisations regroupées dans des "comités" qui s'attribuent, avec leur consentement et l'appui des travailleurs en armes, tout le pouvoir et s'attaquent à la transformation de la société. L'initiative de la contre-révolution a déclenché la révolution. (...) C'est l'affaire des comités que G. Munis, par une expression saisissante, appelle les "comités-gouvernement" (comites-gobierno). L'Espagne qui a rejeté l'entreprise des généraux en est couverte : comités populaires de guerre ou de défense, comités révolutionnaires, exécutifs, antifascistes, comités ouvriers, comités de salut public exercent partout le pouvoir à l'échelon local. Ils ont été désignés de mille et une façons, parfois élus dans les entreprises ou dans des assemblées générales, parfois désignés par les organisations ouvrières, partis et syndicats, avec ou sans négociation. A l'échelon local, ils sont étroitement contrôlés par une "base" qui les pousse plus souvent qu'ils ne la dirigent. Partout, en tout cas, syndicats et partis y sont représentés en tant que tels dans des proportions qui varient suivant leur influence ou la politique de l'organisation numériquement dominante. Tous, au lendemain de l'écrasement du soulèvement militaire, se sont attribués, avec le consentement ou sous la pression des masses ouvrières et paysannes, toutes les fonctions législatives et exécutives. » (1)

La formation des comités dans de telles conditions plaçait la question de leur fédération immédiatement à l'ordre du jour. Elle exprimait le fait qu'en Espagne l'enjeu effectif de la guerre civile était la victoire ou la

défaite de la révolution prolétarienne.

Passés depuis 1933 définitivement du côté de l'ordre bourgeois, usurpateurs du pouvoir de la classe ouvrière en écrasant féroceement les militants d'octobre 1917 et les masses en URSS, en dénaturant, puis en liquidant le parti de Lénine, déjà obligés de répondre de la défaite allemande devant le prolétariat mondial, Staline et la bureaucratie du Kremlin ne pouvaient voir là qu'une menace mortelle pour leur existence politique. C'est de façon complète qu'ils engagent la bataille pour faire reculer la révolution espagnole et faire rentrer son torrent, de nouveau, dans les limites de la propriété privée et de l'Etat bourgeois, fût-ce au prix de l'écrasement des masses par les généraux fascistes et leurs alliés allemands et italiens.

Leur premier acte de guerre, dirigé également contre la classe ouvrière française et la grève générale qui n'est toujours pas complètement terminée, se situe en URSS même. Il s'agit de l'ouverture, en août 1936, de la première vague des procès de Moscou, bientôt suivie par une seconde en janvier 1937, dont la nouvelle et le contenu devaient semer l'effroi, la division et le désarroi le plus profond dans les rangs des travailleurs d'avant-garde en Espagne.

Puis sont venus, sur la ligne du renforcement de l'alliance avec la bourgeoisie — représentée pourtant seulement par son ombre dans le camp républicain — et de la défense de la propriété privée, les célèbres « conseils » de Staline à Caballero : « La révolution espagnole s'ouvre des voies qui, par bien des aspects, diffèrent du chemin parcouru par la Russie. Ils déterminent de cette façon la différence des prémisses dans l'ordre social, historique et géographique, les exigences de la situation internationale, différentes de celles que rencontrait la révolution russe. Il est très possible que la voie parlementaire se révèle comme un pro-

(1) P. Broué, *La révolution espagnole, 1931-1939*, Flammarion, pp. 70-71. Le texte, cité plus bas, de la lettre de Staline à Largo Caballero s'y trouve publié in extenso en annexe, pp. 145-147.

cédé de développement révolutionnaire plus efficace en Espagne qu'elle ne le fut en Russie. (...)

« Quatre conseils amicaux que nous soumettons à votre discrétion :

« 1. Il conviendrait d'accorder de l'attention aux paysans, qui ont un grand poids dans un pays agraire comme l'Espagne. Il serait souhaitable de promulguer des décrets de caractère agraire et fiscal qui satisfassent leurs intérêts. (...)

« 2. Il conviendrait d'attirer aux côtés du gouvernement la bourgeoisie urbaine petite et moyenne, ou, en tout cas, de lui donner la possibilité d'adopter une attitude de neutralité favorable au gouvernement, en la protégeant contre toute confiscation et en lui assurant dans la mesure du possible la liberté du commerce.

« 3. Il ne faut pas repousser les dirigeants des partis républicains, mais, au contraire, les attirer, se rapprocher d'eux et les associer à l'effort commun du gouvernement. Il est en particulier nécessaire d'assurer au gouvernement l'appui d'Azaña et de son groupe, en faisant tout ce qu'il est possible de faire pour les aider à surmonter leurs hésitations. Cela est également nécessaire pour empêcher que les ennemis de la République ne voient en elle une république communiste, et pour empêcher ainsi leur intervention déclarée, ce qui constitue le plus grand péril pour l'Espagne républicaine.

« 4. On pourrait saisir l'occasion pour déclarer dans la presse que le gouvernement de l'Espagne ne tolérera pas que qui que ce soit porte atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers en Espagne, des citoyens des pays qui n'appuient pas les fascistes. »

Sur cette ligne, orchestrées par l'arrière-plan des procès de Moscou, sont venues la mise en place du Guépéou en Espagne, l'organisation de la provocation à Barcelone en mai 1937, l'ouverture de la répression sanglante contre l'avant-garde de la

classe ouvrière, le rassemblement en un mot de l'ensemble des conditions qui ne pouvaient que paralyser la classe ouvrière et les masses dans leur lutte contre Franco, leur donner de façon croissante le sentiment de l'éccœurement et de la défaite. Comme l'a écrit Trotsky :

« La force dynamique de la révolution consistait précisément dans cet espoir des masses en un avenir meilleur. Mais Messieurs les Républicains ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour fouler aux pieds, souiller ou même noyer dans le sang les plus chères espérances des masses opprimées. Le résultat — nous avons pu le voir au cours des deux dernières années — en a été une méfiance et une haine grandissante des paysans et des ouvriers envers les cliques républicaines. Un désespoir ou une morne indifférence a graduellement remplacé l'enthousiasme révolutionnaire et l'esprit de sacrifice. Les masses ont tourné le dos à ceux qui les ont dupées ou piétinées. C'est la raison première de la défaite des troupes républicaines. »

Dans cette défaite, la première responsabilité incombe à Staline et à l'appareil stalinien du Komintern. Mais la responsabilité des socialistes et des anarchistes n'est pas moindre. Ce sont eux qui ont ouvert la voie à la montée du stalinisme dans le camp républicain :

« Non seulement les socialistes, mais encore les anarchistes ne se sont pas opposés sérieusement au programme stalinien. Ils avaient eux-mêmes peur de la rupture avec la bourgeoisie. Ils étaient mortellement effrayés de chaque offensive révolutionnaire des ouvriers. Staline, avec ses armes et son ultimatum contre-révolutionnaire, fut pour tous ces groupes le sauveur. Il leur assurait ce qu'ils espéraient : la victoire militaire sur Franco et, en même temps, les affranchissait de toute responsabilité sur la marche de la révolution.

« Quand les ouvriers et les pay-

sans entrent dans la voie de leur révolution, c'est-à-dire s'emparent des usines, de la propriété foncière et chassent les anciens propriétaires, prennent le pouvoir par endroits, alors la contre-révolution bourgeoise-démocratique, stalinienne ou fasciste (tout se vaut) n'a plus d'autre moyen d'arrêter ce mouvement que par la violence sanglante, le mensonge et la tromperie. L'avantage de la clique stalinienne dans cette voie consistait en ce qu'elle a immédiatement entrepris d'appliquer des méthodes qui dépassaient Azaña, Companys, Negrin et leurs autres alliés de gauche.»

1939 : une victoire au compte de la bourgeoisie mondiale

La victoire acquise par Franco dans ces conditions l'était au compte de la bourgeoisie mondiale tout entière. En écrasant le prolétariat d'Espagne dans le sang, en liquidant physiquement des centaines de milliers de cadres et militants ouvriers en détruisant ses organisations politiques et syndicales, Franco venait assurer la défense du front de classe de la bourgeoisie internationale dans l'un de ses maillons jusqu'alors les plus fragiles. Sa victoire consolidait définitivement la dictature encore mal assise de Salazar au Portugal et donnait à la bourgeoisie mondiale et à la bureaucratie du Kremlin la garantie que, pour une longue période, leur flanc était gardé, et même bien gardé, sur toute l'étendue de la péninsule ibérique et l'extrémité occidentale du bassin méditerranéen.

Telle est l'appréciation qui a commandé, au cours de la deuxième guerre mondiale, l'attitude aussi bien d'Hitler que de Churchill. L'un comme l'autre ont soigneusement et constamment subordonné la question de l'alignement ou non de l'Espagne franquiste dans l'un ou l'autre des deux camps belligérants à la question de la préservation de l'acquis

international pour la bourgeoisie que représentait son existence.

C'est ainsi qu'Hitler, tout en appréciant de façon toujours plus claire le double jeu de Franco à son égard, s'est finalement gardé d'exercer une pression démesurée sur lui et son régime. Quelle que soit l'issue de la guerre et son sort personnel, les exigences du combat mondial de la bourgeoisie contre le prolétariat lui conseillaient d'agir de façon à ce que Franco lui survive.

Churchill de son côté a suivi personnellement, avec une attention toute particulière, l'évolution du régime franquiste au cours des années 1940-1944. Stratège émérite de la bourgeoisie dans la guerre de classes, ne perdant jamais de vue, même au plus fort de la tourmente interimpérialiste, que l'ennemi principal demeurait le prolétariat, conscient, plus que tout homme politique dans le camp des « puissances démocratiques », que la guerre impérialiste se transformerait nécessairement en guerre civile, il lui importait que Franco tienne sans défaillance le front de classe bourgeois dans la péninsule ibérique. Il a envoyé ainsi auprès de Franco l'un des diplomates les plus chevronnés de ses services, Samuel Hoare, et s'est également servi de Salazar, chef d'Etat d'un pays « ami » par excellence de la Grande-Bretagne, pour établir des relations avec le dictateur espagnol et lui prodiguer conseils politiques et assistance matérielle.

Les bases politiques et sociales précises de la dictature franquiste, que nous examinerons plus bas, rendaient ces conseils aisés à comprendre et à suivre. En 1943, Franco ajustait sa position de « non belligérance » avec alignement politique sur l'axe à celle, plus nette, de la « neutralité ». Le 2 mai 1944, il signait avec les Anglo-Saxons les accords économiques que lui proposait Churchill et permettait à celui-ci de définir dans un discours aux Communes,

le 24 mai, dans toute sa plénitude, quelle devait être, selon lui, la place de l'Espagne franquiste dans le monde « d'après guerre ».

D'abord, d'une phrase, il absout le franquisme pour sa politique de non-belligérance aux côtés de l'Axe en déclarant, à propos des périodes délicates de l'été 1940 ou du débarquement en Afrique du Nord : « *Je n'oublierai jamais l'immense service que l'Espagne prêle alors, non seulement au Royaume-Uni et à la communauté britannique, mais aussi à la cause des Nations unies.* »

Churchill poursuit et précise : « *Je n'ai aucune sympathie pour ceux qui considèrent intelligent et amusant d'injurier le gouvernement espagnol chaque fois que l'occasion s'en présente.* » Puis vient la conclusion, dénuée de toute équivoque : « *Puisque je dis ici, aujourd'hui, des paroles aimables à l'égard de l'Espagne, laissez-moi ajouter qu'elle sera un facteur puissant de paix dans la Méditerranée après la guerre. Les problèmes de politique intérieure de l'Espagne ne regardent que les Espagnols seuls. Il ne nous appartient pas de nous immiscer dans ses affaires.* »

Le point de vue de Staline était bien entendu identique. Il n'entendait pas que ce soit en vain, ni pour une brève durée seulement, qu'il se soit fait — moyennant son contrôle sur le PC d'Espagne, l'envoi des émissaires du Komintern et les agents du Guépéou, l'impulsion de la politique de front populaire, l'assassinat de Nin, de Berneri et de leurs camarades — l'artisan de l'écrasement du prolétariat d'Espagne et le fourrier du fascisme franquiste.

A Téhéran, puis en marge de la Conférence de Yalta, Staline souscrit aux positions de Churchill et accepte d'aider la bourgeoisie, au nom de la « non-ingérence » dans les affaires intérieures de l'Espagne, à verrouiller la situation politique et à fermer toute issue au prolétariat.

Impérialisme et stalinisme contre le prolétariat d'Espagne

Il faut attendre le communiqué final de la Conférence de Postdam (juillet-août 1945), où Atlee remplace Churchill balayé par la classe ouvrière britannique aux élections générales de juin 1945, pour qu'apparaisse l'affirmation absolument platonique, concession purement verbale à l'égard des militants travaillistes, selon laquelle les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS « *ne donnent pas leur appui à une demande d'admission (à l'ONU) qui serait présentée par le gouvernement espagnol actuel, lequel, ayant été fondé avec l'appui des puissances de l'Axe, ne possède pas, en raison de ses origines, de sa nature et de son association étroite avec les pays agresseurs, les titres nécessaires pour faire partie de l'Organisation des Nations unies* ».

Lorsque l'Assemblée Générale de l'ONU, après de longs atermoiements, finira le 13 décembre 1946 par placer à son ordre du jour la question de l'Espagne, ce sera pour affirmer que « *si dans un laps de temps raisonnable, il n'a pas été établi un gouvernement dont l'autorité émane du consentement des gouvernés (...), le Conseil de sécurité étudiera les mesures nécessaires pour remédier à la situation* ». En attendant, il est simplement recommandé aux nations membres de l'organisation de retirer leurs ambassadeurs de Madrid. Mesure symbolique qui ne coûte pas cher aux gouvernements concernés.

En fait, rien ne permet de mieux saisir la place assignée à Franco par la bourgeoisie impérialiste et la bureaucratie du Kremlin, que la politique suivie par l'une et l'autre de 1944 à 1947. De la part du stalinisme, elle a le sens de venir parachever l'écrasement politique précédemment acquis par la politique de front populaire. Dans les bagnes,

les usines, les maquis, des dizaines de milliers de travailleurs et militants, rescapés de 1939, ayant souvent poursuivi en France le combat contre le fascisme au cours de la guerre mondiale, avaient placé tous les espoirs dans la mise en œuvre d'une politique internationale résolue pour abattre le franquisme (2).

C'était là faire preuve d'une incompréhension complète et tragique de la nature du stalinisme. Employé à endiguer la vague révolutionnaire en Europe, à organiser la division de l'Allemagne, il fallait à Staline asséner coûte que coûte de nouveaux coups à la classe ouvrière d'Espagne et lui signifier que rien n'allait, ne devait changer.

La politique dite du « charbon polonais » ne date pas de 1970. Elle a une histoire qui remonte à 1936 et fut reconfirmée pleinement en 1945-1946. De cette date à aujourd'hui, la politique du stalinisme n'a pas varié d'un pouce dans sa ligne de fond. Le seul élément nouveau, c'est qu'étant parvenue à modifier ses relations avec la bourgeoisie après un long combat obscur sur la base de ses propres forces, la classe ouvrière d'Espagne n'est plus disposée à accepter dans les mêmes conditions qu'autrefois les aspects les plus voyants de la politique du stalinisme et commence à s'en détacher. C'est là un fait de taille, mais il concerne les relations internes à la classe ouvrière espagnole et mondiale, entre elle-même et la bureaucratie, et non pas, en aucune manière, les buts poursuivis par celle-ci.

La « nuit noire » du franquisme fut de courte durée. Rapidement, en relation avec l'organisation de la contre-offensive de l'impérialisme contre les positions mondiales de la

classe ouvrière, dont la « guerre froide » fut une réfraction déformée, l'Espagne franquiste se voit réintégrée dans le « concert des nations », sous le parrainage, dorénavant, de la bourgeoisie américaine. En août 1950, ce sont les premières mesures d'aide économique ; le 4 novembre 1950, la résolution de décembre 1946 est annulée à l'ONU ; le 15 janvier 1951, ce sont les premiers contacts politiques avec les Etats-Unis ; le 26 septembre 1953, un mois après le nouveau Concordat, c'est le Pacte de Madrid qui est signé entre l'impérialisme américain et le bourreau du prolétariat d'Espagne. Staline peut mourir tranquille, en Espagne la paix des cimetières règne, avec l'appui international unanime.

L'aile droite du P.S.O.E., derrière Prieto, le vieil allié des stalinien de 1937-1938, a pleinement tenu sa place dans la mise en œuvre de cette politique. Pour le P.S.O.E., ne bénéficiant pas de l'appui d'un appareil international comparable à celui du stalinisme, la note sera très chère : à savoir presque vingt ans de profonde stagnation et repli. C'est là une leçon que certains militants socialistes méritent à juste titre aujourd'hui.

L'importance d'une caractérisation sociale correcte de l'Espagne

Le fait que l'Espagne franquiste constitue depuis 1939 une pièce maîtresse dans le dispositif de défense de l'ordre bourgeois en Europe et que le régime de Franco ait été invité à s'intégrer dans les combinaisons politiques successives échafaudées à l'échelle internationale par la bourgeoisie contre le prolétariat, n'efface en rien les traits spécifiques d'arriération politique, sociale et culturelle de l'Espagne.

Analysant la forme particulière de participation de la Russie tsariste à l'Entente et par là, à la première guerre mondiale, Trotsky notait que

(2) On trouvera dans le livre de Max Gallo, *Histoire de l'Espagne franquiste*, Marabout, 1969, au tome 1, pp. 143-237, tous les éléments à l'appui de cette affirmation.

cette participation « avait un caractère mal défini, intermédiaire entre la participation de la France et de la Chine ». D'un côté « la Russie, en qualité de grande puissance, ne pouvait pas s'abstenir de participer à la mêlée des pays capitalistes plus avancés », mais cette participation ne diminuait en rien les traits toujours plus accentués de « compradorisme » de l'autocratie et de la bourgeoisie russes, ni le fait que « l'une et l'autre vivaient et subsistaient de leur liaison avec l'impérialisme étranger, le servaient et ne pouvaient tenir sans s'appuyer sur lui ».

La place de l'Espagne franquiste dans la chaîne de la domination impérialiste mondiale est, par bien des égards, analogue. Pas plus son rôle dans le maintien de l'ordre bourgeois en Europe que la croissance économique que l'économie espagnole a connue sous l'impulsion et à l'ombre du capital financier international depuis 1960 n'ont pu faire de l'Espagne un pays où se serait constituée, comme l'a prétendu Claudin, « une situation sociale typique des pays capitalistes développés » (3) ou encore, comme d'autres le sou-

tiennent, un pays auquel le franquisme aurait « fait franchir l'étape de révolution démocratique bourgeoise » (4).

La question est de taille et possède de très importantes conséquences politiques. Elle commande toujours pour une part la caractérisation de la révolution à venir en Espagne et détermine le contenu et l'enchaînement précis des mots d'ordre de transition à lancer par le groupe trotskyste en construction. Ce n'est pas par hasard que de toutes parts on cherche de nouveau à l'obscurcir à souhait. Plus que jamais, il faut donc donner une caractérisation politique et sociale précise de l'Etat et de la bourgeoisie espagnols.

En 1936-1937 en Espagne, rappelle Trotsky, « dans le camp républicain, deux doctrines se sont affrontées : le bolchevisme et le menchevisme.

« Selon la conception des socialistes et des staliniens, c'est-à-dire les mencheviks de la première et de la seconde levée, la révolution espagnole ne devait résoudre que des tâches démocratiques, c'est pourquoi il était nécessaire de faire le front

(3) La position exacte de Claudin se trouve dans *Accion Comunista*, n° 7, 1966, où il écrivait :

« En Espagne, une structure sociale typique des pays capitalistes développés est en voie de constitution rapide (...) ; le système politique fasciste s'est transformé par voie de conséquence en frein à la nouvelle dynamique capitaliste (...) ; il existe la possibilité de ce qu'une forme déterminée de « démocratie » bourgeoise vienne consolider les résultats acquis et assurer plus sûrement la poursuite du développement par la voie du capitalisme monopoliste (...) ; la crise actuelle des formes politiques franquistes n'est pas l'expression de la crise du capitalisme espagnol, mais de cette phase de maturité dynamique à laquelle il est parvenu. »

Dès 1965, nous avons réfuté, avec

l'ensemble des éléments nécessaires, cette prétendue « maturité dynamique ». Voir E. Laurent, *Les contradictions de l'économie espagnole*, *La Vérité*, n° 529, juin-juillet 1965.

(4) C'est là le point de vue absurde qu'est venu soutenir, sur la base d'une interprétation fautive de la notion de révolution démocratique bourgeoise, un article de Miguel Vinas : « *Franquisme et révolution bourgeoise* » dans *Horizonte Espanol*, 1972, Ruedo Iberico, tome III. La réfutation de la rédaction de Ruedo Iberico est tout aussi fautive, car elle soutient que la révolution démocratique bourgeoise a été réalisée dès 1850 en Espagne, ce qui est un non-sens. Chez les auteurs français, G. Hermet, dans *L'Espagne de Franco*, Armand Colin, 1974, et dans ses articles du *Monde diplomatique*, a cherché à défendre le même point de vue que Vinas.

unique avec la bourgeoisie « démocratique ». Toute tentative du prolétariat de sortir des cadres de la démocratie bourgeoise était, de ce point de vue, non seulement prématurée, mais encore funeste. (...)

« Le point de vue bolchevique, exprimé de façon achevée seulement par la jeune section de la IV^e Internationale, procède de la théorie de la révolution permanente, à savoir que même des tâches purement démocratiques, telles que la liquidation de la propriété foncière semi-féodale, ne peuvent être résolues sans la conquête du pouvoir par le prolétariat ; cela, à son tour, met à l'ordre du jour la révolution socialiste. D'ailleurs, les ouvriers espagnols eux-mêmes, dès les premiers pas de la révolution, posèrent pratiquement des tâches non seulement démocratiques, mais encore purement socialistes. Exiger de ne pas sortir des limites de la démocratie bourgeoise, c'est en fait non pas feindre la révolution démocratique, mais y renoncer. C'est seulement par le renversement des rapports sociaux à la campagne qu'on peut faire du paysan masse principale de la population, un rempart puissant contre le fascisme. »

Demain, ces deux conceptions seront appelées de nouveau à s'affronter en Espagne. Le contexte international et le rapport de forces entre les classes à l'échelle mondiale sont très différents de ce qu'ils furent en 1936. Mais les termes de l'alternative seront dans leur essence les mêmes : les bases économiques et sociales de la domination de classe se sont seulement modifiées de façon très limitée au cours des derniers trente-cinq ans. L'Espagne demeure un pays où les tâches démocratiques bourgeoises n'ont jamais été accomplies et la bourgeoisie espagnole se présente plus que jamais, après les années de « miracle économique », comme une bourgeoisie à demi compradore de la finance étrangère.

La capitulation de la bourgeoisie espagnole devant ses tâches historiques

Ce n'est pas le lieu ici de retracer en détail le mouvement de l'histoire sociale et politique de l'Espagne. Celle-ci, on le sait, a commencé par connaître aux XVI^e et XVII^e siècles une période de grande floraison, d'avance sur d'autres parties de l'Europe et de domination mondiale. Mais la disposition des classes sociales à l'intérieur de l'Espagne a déterminé le fait que « la découverte de l'Amérique, qui avait d'abord fortifié et enrichi l'Espagne, se retourne ensuite contre elle ».

C'est la grande propriété foncière de Castille, d'Estremadoure et d'Andalousie en effet, encore tout fraîchement concentrée (à l'occasion de la « reconquête ») entre les mains de l'aristocratie féodale, des ordres militaires et de l'Eglise, qui a constitué, aux dépens des villes et de la bourgeoisie commerciale, la base de l'Etat centralisé édifié par Charles Quint et Philippe II.

Le malheur pour l'Espagne, c'est que tout en conduisant le pays vers un état de « féodalité bourgeoise » caractérisée par Marx comme « la putréfaction lente et sans gloire », l'ancienne domination coloniale et les vestiges auxquels elle fut réduite après le double choc de l'invasion napoléonienne et des guerres d'indépendance en Amérique du Sud, ont néanmoins permis à la monarchie, l'aristocratie et l'Eglise de garder des forces suffisantes pour élever dans la première moitié du XIX^e siècle de puissants obstacles au développement de l'industrie et de la bourgeoisie libérale.

Ce retard a eu pour conséquence directe à son tour de déclencher les mécanismes sociaux et politiques fondamentaux dont la théorie de la révolution permanente, élaborée pour

la première fois par Marx à la lumière du bilan des révolutions de 1848, est seule à rendre compte. *La faiblesse de la bourgeoisie industrielle l'a conduit à renoncer, par peur de l'action autonome des masses et hésitation devant l'ampleur des bouleversements à entreprendre, à s'engager dans une tentative tant soit peu sérieuse de mener à bien la révolution démocratique bourgeoise et les tâches qui lui correspondent.*

Dans le cas de l'Espagne, c'est sur une période, non de trois, mais de presque vingt ans (dont la longueur traduit le degré de décomposition de la société et le commun dénominateur de faiblesse sociale et politique de l'ensemble des classes protagonistes), que se joue la capitulation définitive de la bourgeoisie devant ses tâches historiques. A la suite d'une longue phase de désagrégation de la monarchie et de l'ordre traditionnel dont les débuts se situent dans les événements analysés par Marx en 1854, la royauté, en la personne d'Isabelle II, tombe par pur épuisement. Après une courte phase de « monarchie sans roi », puis de « monarchie constitutionnelle », la première République (de type fédéral) est proclamée en 1873 par Pi y Margall. Elle durera à peine plus d'un an. En 1874, un coup d'Etat militaire viendra restaurer la monarchie et mettra fin par les moyens de la contre-révolution, pratiquement sans opposition de la bourgeoisie libérale, à une expérience que l'écrasante majorité des membres des classes dominantes est prête d'un commun accord à condamner.

Le spectre d'une révolution agraire venant se conjuguer avec l'action propre du prolétariat

Les fondements de cette unanimité, qui va l'emporter dorénavant sur les divergences d'intérêts pourtant aussi

profondes qu'avant entre les grands propriétaires libre-échangistes, disposés à remettre l'exploitation du sol et du sous-sol espagnol au capital étranger, et les entrepreneurs industriels protectionnistes de Catalogne et du pays basque, ne sont pas difficiles à définir. Il s'agit de la peur commune du prolétariat et des masses paysannes et la volonté de resserrer les rangs pour défendre l'ordre et la propriété privée.

Car les années 1854-1874 avaient vu la classe ouvrière et les paysans se frayer un chemin dans les brèches couvertes par la désagrégation de la monarchie et les luttes intestines des différentes fractions de la classe dominante.

1855 est l'année de la première grève générale du mouvement ouvrier d'Espagne. Elle a lieu à Barcelone, dure dix jours, entraîne 40 000 travailleurs dans la lutte et comporte des chocs armés où le président en personne de l'Institut industriel de Catalogne, c'est-à-dire l'organisme central du patronat catalan, trouve la mort. Les zones d'ondes créées par le pas ainsi franchi dans le développement du mouvement ouvrier espagnol s'étendent à Saragosse et à Valence, plus tard dans le pays basque. Pour la bourgeoisie de Catalogne, seul secteur susceptible d'engager un combat sérieux pour abattre la monarchie parasitaire et les structures latifundistes de Castille, d'Estremadure et d'Andalousie, l'avertissement est déjà de taille. Mais ses velléités révolutionnaires sont définitivement refroidies lorsqu'une timide loi de mise en vente des grands domaines nobiliaires en main-morte conduit les paysans sans terre et ouvriers agricoles de Castille, d'Estremadure et d'Andalousie à se mettre en mouvement.

A partir de 1856, en effet, les régions centrale et méridionale de l'Espagne sont le foyer de mouvements de rébellion paysanne persistants et profonds, dans lesquels le

Le mouvement anarchiste prend bientôt racine. L'année 1861 voit la formation d'une armée de libération paysanne qui institue pendant plusieurs semaines un gouvernement provisoire républicain à Loja en Andalousie, et procède au partage des grands domaines. Les paysans seront écrasés, mais poursuivent leur combat en Andalousie sous la forme d'une guerre de guérilla qui ne s'éteindra plus jamais complètement avant qu'elle ne fusionne dans la montée révolutionnaire de 1931.

La bourgeoisie industrielle de Catalogne et de toute l'Espagne est prévenue. Entreprendre la lutte à fond contre la monarchie, l'Eglise et l'aristocratie foncière, c'est déchaîner à peu près sûrement la révolution agraire, c'est appeler à la lutte, explicitement ou non, des centaines de milliers de paysans sans terre, c'est menacer par là même la structure de la propriété privée dans son ensemble.

Quelle que soit sa compréhension de l'obstacle posé au développement de l'industrie par la persistance du latifundium et des structures sociales et politiques qui lui correspondent, la bourgeoisie se refuse à faire un pas de plus en avant dans une telle voie. On la comprend. A partir de 1865, en effet, le mouvement ouvrier espagnol est en pleine ascension et opère pleinement sa jonction avec le mouvement ouvrier international. En 1868, une délégation espagnole assiste au congrès de Bruxelles de la 1^{re} Internationale ; début 1869, les bakouninistes envoient en Espagne leurs premiers militants ; en 1870, l'Espagne est représentée par une forte délégation au congrès de Bâle ; en 1871, les nouvelles de la Commune de Paris viennent radicaliser encore le mouvement ouvrier ; fin 1871 enfin, c'est l'implantation du marxisme qui commence en Espagne moyennant un séjour de près d'un an à Madrid de Paul Lafargue. Pour la bourgeoisie espagnole, ce ne sont pas là des

considérations secondaires, ainsi qu'en témoignent les longs débats qui ont lieu aux Cortes en 1871 sur la nature des mesures à prendre pour freiner l'expansion de ce que tous nomment « *le parti de l'Internationale* » (5).

L'échec de la première république et ses conséquences : la question nationale

Avec le coup d'Etat de 1874, c'est ce que Trotsky nomme la « *vieille Espagne* » et Max Gallo « *l'Espagne archaïque, arrêtée des grandes propriétés, de la monarchie, de l'Eglise* » — « l'Espagne éternelle » dont Franco deviendra en 1936 le sauveur politique et militaire, la tête de proue et le symbole — qui se trouve définitivement reconsolidée.

Ce n'est pas seulement la monarchie qui est restaurée en 1874, mais aussi l'aristocratie foncière et l'Eglise qui sont rétablies dans l'ensemble de leurs droits et leurs privilèges mis en cause au cours de la phase précédente. Parallèlement, les tendances centrifuges se renforcent toujours plus aux dépens des tendances allant dans le sens de l'unification économique et politique du pays. C'est dans ce cadre qu'il faut analyser la genèse de la question des nationalités en Espagne.

Chez les bourgeoisies du pays basque et de Catalogne, la capitulation devant les conséquences qu'impliquait la lutte pour l'accomplissement des tâches démocratiques s'accompagne d'une politique de

(5) Pour tous ces éléments, voir en particulier Manuel Tunon de Lara, *La Espana del Siglo XIX*, Editorial Laia, 1974 ; le livre de G. Brenan, *Le labyrinthe espagnol*, Ruedo Ibérico, 1962, et celui, classique, de Juan Diaz del Moral, *Histoire des agitations paysannes en Andalousie*, réédité en 1967 (Alianza Editorial).

repli. La bourgeoisie catalane (et dans une moindre mesure la bourgeoisie basque) tente délibérément de tourner le dos à l'Espagne monarchique féodo-bourgeoise de Castille et d'Andalousie. Elles réclament du pouvoir central simplement qu'il assure les tâches de maintien de l'ordre face au mouvement ouvrier qui poursuit sa lutte pour son développement, et qu'il leur accorde un minimum de protection douanière. Pour le reste, elles se résignent à fonder l'une et l'autre leur développement sur la conquête de marchés extérieurs, et à *tenter de se passer* — faute d'avoir su prendre la tête de la révolution agraire et détruire les structures latifundistes — *du marché intérieur qui leur était en fait indispensable pour connaître un développement semblable à celui des principales bourgeoisies.*

C'est sur cette base que se forment les séparatismes catalan et basque. Avant d'être attisés par la politique d'oppression politique et culturelle mise en œuvre à l'égard des minorités par la dictature de Primo de Rivera et surtout par le régime franquiste, les séparatismes catalan et basque sont l'expression, *d'abord*, du non-accomplissement de la révolution bourgeoise, seule susceptible de créer les fondements de l'unité nationale de l'Espagne sur la base de la destruction de la monarchie, l'Eglise et le latifundium. Ils sont indiscutablement nourris par l'illusion entretenue un temps, partiellement, par les bourgeoisies catalane et basque de pouvoir « se débrouiller » toutes seules. Mais leur fondement est constitué *surtout par la résistance au lourd tribut* (qui lui n'a rien d'illusoire) que les régions développées (et donc la bourgeoisie de ces régions, au même titre en partie que les autres classes sociales) payent aux régions arriérées et aux classes et institutions qui en émanent.

Vu du point de vue du développement progressiste de la société

le véritable *particularisme* au sein de l'Espagne, particularisme non moins grand que celui de Catalogne et, à la différence du sien, rétrograde, parasitaire et oppresseur, est *celui de la Castille* et des provinces dominées par elle à partir de la « reconquête », c'est-à-dire l'Estremadoure et l'Andalousie. Ce particularisme-là est celui qui naît du maintien dans les provinces centrales de l'Espagne jusqu'en plein XX^e siècle, sans qu'elles soient encore totalement détruites aujourd'hui, des structures sociales et des institutions paralysantes de l'ancien régime. La réaction s'est toujours gardée d'aborder la question par ce bout, pour la bonne raison que le particularisme castillan a pu se payer le luxe de ne jamais se muer en *séparatisme* étant donné que c'est sur ses bases sociales à lui qu'a toujours reposé *l'Etat* en Espagne. Ce point doit être souligné car il possède d'importantes implications politiques.

Dans le contexte d'une situation du type que nous analysons, les traits parasitaires profonds qui sont ceux de l'Etat bourgeois en général sont renforcés par des aspects spécifiques qui rendent ce parasitisme encore plus net et encore plus insupportable. Pour les régions périphériques de l'Espagne où se sont concentrés l'industrie et le commerce, où se sont affrontées les classes propres à la société capitaliste, bourgeoisie et prolétariat, où les théories philosophiques et politiques propres à ces classes n'ont jamais cessé de circuler (tant en raison des bases sociales appropriées que de l'ouverture géographique vers l'extérieur), *Madrid et l'appareil d'Etat concentré à Madrid ont pris depuis un siècle l'allure d'une monstrueuse excroissance parasitaire, monopole des forces les plus rétrogrades de la société espagnole.*

Les forces rétrogrades de « l'Espagne éternelle » retranchées dans leur bastion de Castille n'ont jamais eu — et la dictature franquiste après

la tourmente de 1931-1939 encore moins — la victoire magnanime et la domination généreuse. Pour elles, chaque victoire, chaque consolidation de leur pouvoir a été l'occasion de reprendre une guerre sans merci contre le jacobinisme, le libéralisme, la libre pensée d'abord contre le socialisme et le communisme plus tard, et d'imposer aussi de nouveaux et lourds tributs sur les provinces périphériques en les doublant de plus en plus d'une oppression culturelle.

Elles ont identifié tout ce qui leur était « étranger » comme leur étant hostile et ont doublé l'ensemble de ce processus d'une oppression culturelle, au niveau de la langue, de la littérature et de la culture, au profit du castillan — la banque de Castille si improprement nommée espagnol — aux dépens du catalan, du basque, du galicien.

En Espagne, la prise en charge, par la classe ouvrière de la lutte pour les droits et libertés des minorités nationales relève du mouvement même de la révolution permanente. Le mouvement vers la révolution prolétarienne intègre la lutte pour la démocratie et l'ensemble des revendications démocratiques relevant de la révolution démocratique bourgeoise, soit que celle-ci n'ait pas été accomplie, soit que la bourgeoisie, dans la phase de l'impérialisme réaction sur toute la ligne, vienne tenter d'en remettre en cause les acquis dans tel ou tel ou dans tous les domaines.

En Espagne, les revendications nationales se situent au premier rang des revendications démocratiques. Elles ont un contenu explosif parce qu'elles mettent en cause les conditions historiques précises dans lesquelles l'Etat bourgeois centralisé s'est constitué dans ce pays. c'est-à-dire, répétons-le, comme *Etat centralisateur et oppresseur castillan, expression et instrument de domi-*

nation de la monarchie, de l'Eglise, de l'armée et du latifundium.

Les traits spécifiques du régime franquiste

« Si insignifiant que soit Franco lui-même, si misérable que puisse être sa clique d'aventuriers, de gens sans honneur, sans conscience et sans talent militaire, la grande supériorité de Franco consiste néanmoins en ce qu'il possède un programme clair et défini : sauvegarder et stabiliser la propriété capitaliste, le pouvoir des exploités et la domination de l'Eglise, restaurer la monarchie. »

Le jugement de Trotsky est celui de tous les historiens sérieux. C'est ainsi que Gallo peut écrire trente ans plus tard que,

« malgré les rivalités, les luttes d'influence, les différences dans les motivations, le camp nationaliste présente des forces unificatrices autrement efficaces. D'abord une assise sociale plus homogène (propriétaires terriens, milieux financiers, classes moyennes), en second lieu parce qu'elle s'appuie à des cadres traditionnels — historiques — qui sont encore l'armature de nombreuses régions ; ces cadres sont — par leur nature même — ceux de l'Etat, ils expriment le principe centralisateur de l'Espagne ; surtout l'Eglise et le nationalisme le plus sommaire leur fournissent une cohésion idéologique simple mais suffisante, plus efficace que la notion de "république".

« L'archaïsme du camp nationaliste, parce qu'il s'adosse à l'histoire et à la situation de l'Espagne, est un élément de force. Enfin, les franquistes ont un parti unique, hiérarchisé, dont l'organisation a fait ses preuves ; ce parti, qui n'a pas son équivalent dans le camp républicain, c'est tout simplement l'armée espagnole. (...) Elle est le ciment, et combien dominant, du camp nationaliste, même si les généraux se jalouent

entre eux. En fin de compte, elle est avec l'Eglise catholique la force politique la plus puissante et la mieux organisée de l'Espagne contemporaine. Ces deux forces sont dans le même camp.»

A côté des facteurs dont nous entreprenons l'analyse plus loin, tenant à l'appui que la bourgeoisie espagnole et son régime ont reçu de l'appareil stalinien et des obstacles mis par celui-ci au processus de reconstitution politique de la classe ouvrière, c'est cet ensemble d'éléments qui permet de comprendre l'extrême longévité du régime de Franco.

Le régime franquiste, par l'objectif qu'il s'est assigné en toute instance de bout en bout de son existence, c'est-à-dire d'écraser, de détruire et de maintenir dans l'état d'écrasement les organisations ouvrières, doit être analysé sans équivoque comme un régime fasciste. La « charte du travail » (*fuero del trabajo*), le syndicat corporatiste unique, y compris « réformé » par la « loi syndicale » de 1967, ont été à chaque étape, au-delà des retouches dont ils ont été l'objet, des institutions centrales du franquisme. La dictature militaro-policière a toujours eu un même but, interdire la reconstitution des organisations indépendantes de classe du prolétariat, pourchasser les militants ouvriers engagés dans cette lutte maintenir le prolétariat dans une situation de masse atomisée, le priver par la violence du droit de s'organiser pour défendre sur son propre plan ses intérêts immédiats tout autant que ses intérêts historiques.

En tant que dictature fasciste, la dictature franquiste est un instrument de domination de l'impérialisme directement au service du capital financier, expression, comme le dit Trotsky, « de la réaction non pas féodale mais bourgeoise ». Mais dans le cas espagnol, l'instrument porte l'empreinte particulière très forte de ce bloc conservateur adossé à l'his-

toire et à la structure sociale arriérée de l'Espagne.

La mobilisation des masses petites-bourgeoises paupérisées a été un facteur secondaire dans la victoire du camp nationaliste. Dès 1938, la Phalange perdait son indépendance et se voyait contrainte de fusionner avec les carlistes dans le cadre d'une organisation plus large aux traits traditionnalistes accentués, le « Mouvement ». Même ainsi, celui-ci n'a jamais été autorisé à revêtir le caractère de parti unique dont la place était mieux occupée par l'armée et par l'Eglise. Les monarchistes et les différents courants politiques catholiques (Action catholique, Opus Dei, Démocratie chrétienne) ont conservé à chaque étape une marge d'autonomie politique significative, dont les limites étaient tracées uniquement par la nécessité de respecter la dictature politique de Franco et les institutions interdisant à la classe ouvrière de s'organiser. Ces limites précises étant respectées, Franco a gouverné à l'aide d'une longue succession de coalitions gouvernementales qui ont associé au gré des impératifs de la lutte des classes, à l'intérieur comme à l'extérieur, les différentes expressions politiques du bloc politique qui avait gagné la guerre civile : l'armée, les monarchistes, la phalange, les différents courants et organisations catholiques.

Cette situation a assuré à Franco pendant très longtemps une marge de manœuvre appréciable. Il a pu s'appuyer sur les monarchistes anglophiles au moment où il fallut prendre des distances à l'égard de l'Axe et réduire encore la place de la Phalange. Il a toujours pu trouver dans les milieux politiques liés au Vatican, des hommes prêts à cautionner d'apparents « tournants » politiques dans le sens de l'ouverture. Il a bénéficié, avec l'équipe de l'Opus Dei d'hommes qui ont accepté de personifier les nouvelles formes directes et voyantes

d'ouverture de l'Espagne aux champs d'activité direct du capital financier. Il a pu doser à tout moment la participation directe de l'armée à l'exécutif.

Mais dire que le régime franquiste, établi sur la base de l'écrasement des organisations propres de la classe ouvrière, a tiré une partie de sa force interne de ses liens organiques avec les forces sociales et les institutions issues de l'arriération économique sociale et culturelle de l'Espagne, c'est fixer en même temps les limites de prétendues capacités modernisatrices du franquisme.

La portée exacte des modifications de la structure économique

La décomposition interne accentuée du régime franquiste aujourd'hui est l'une des composantes centrales de la situation qui se noue sous nos yeux.

Elle a pour fondement essentiel la modification profonde des rapports de force entre le prolétariat et la bourgeoisie qui s'est produite dans le cours d'un long processus moléculaire, entrecoupé d'une série de bonds en avant, que nous analysons plus loin. Bien que *seule la crise révolutionnaire*, caractérisée par l'effondrement du régime et des institutions qu'il a comportées, *marquera l'aboutissement complet de ce processus et sa transformation de quantité en qualité*, la modification dans les rapports entre les classes est déjà *suffisamment avancée pour constituer le facteur principal et immédiat de la situation politique*. Tout en collaborant encore avec toutes les autres pour retarder le moment fatidique, ce qui signifie œuvrer au maintien, coûte que coûte, jusqu'au bout du régime, chaque fraction spécifique de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat se prépare comme elle le peut à la crise révo-

lutionnaire ouverte qui va éclater. Chacun étudie ses maigres cartes, fait valoir ses solutions, s'apprête à affronter la tourmente du mieux qu'elle peut.

C'est cela qui crée la situation de désagrégation du régime et donc de l'appareil d'Etat, qui constitue elle-même un appel d'air ne pouvant qu'inciter les masses à intervenir de façon toujours plus hardie sur leur propre terrain pour faire valoir leurs propres exigences.

Mais au nombre des facteurs qui sont venus accélérer ce mouvement et accroître le sentiment de désarroi de la bourgeoisie, il faut accorder *une place spécifique*, de premier plan, à *l'impasse économique du pays*, au bilan de faillite par lequel se solde en dernière analyse la célèbre politique de Lopez Rodo et son équipe.

Celle-ci devait faire de l'Espagne un pays « moderne » doté de structures économiques et sociales lui permettant de compenser la fragilité des institutions politiques dont les éléments les plus lucides de la bourgeoisie ont toujours eu parfaitement conscience. Elle a échoué. C'est dans cette optique qu'il faut aborder la question des structures économiques. Déjà en 1931, après avoir analysé la « vieille Espagne » et ses prolongements en plein XX^e siècle. Trotsky écrivait :

« Ce serait, cependant, une faute grave de croire que la crise actuelle se développe à l'instar de toutes les crises précédentes. Les dernières décades et surtout les années de la guerre mondiale ont apporté des changements importants dans l'économie du pays et dans la structure sociale de la nation. Bien entendu, l'Espagne reste encore aujourd'hui à la queue de l'Europe. Néanmoins, le pays a vu se développer une industrie nationale, d'une part extractive et, d'autre part, légère. Pendant la guerre se sont fortement développées l'industrie du charbon,

celle du textile, la construction des stations hydro-électriques, etc. Des centres et des régions industriels ont surgi dans le pays. Cela crée de nouveaux rapports de forces et ouvre de nouvelles perspectives. »

La même chose est vraie pour la crise qui se prépare. La nouvelle crise révolutionnaire va se développer dans des conditions qui diffèrent à leur tour de celles qui ont présidé à celle de 1931-1939. Ces différences vont tenir pour une part aux rapports tout à fait différents existant dans les rapports entre les classes à l'échelle internationale en comparaison avec les années 30. Mais elles tiendront également au fait que dans la période ouverte par le plan de stabilisation de 1959 et l'afflux de capitaux étrangers vers l'Espagne, le prolétariat s'est renforcé numériquement en même temps qu'il mûrissait politiquement.

Il n'est pas question, en effet, de nier que des changements importants sont intervenus une nouvelle fois dans l'économie du pays et la structure sociale de l'Espagne, notamment au cours des quinze dernières années. Il faut affirmer tout simplement que ces changements, loin de signifier que la bourgeoisie aborde la crise révolutionnaire qui se prépare en position de force, ont pour elle un signe tout à fait inverse.

Car après trente-cinq ans de dictature militarofasciste et quinze ans de « croissance économique », la bourgeoisie espagnole se retrouve dans la situation suivante. D'un côté, elle n'est parvenue à régler en profondeur aucun des problèmes liés au blocage de la révolution démocratique bourgeoise au siècle dernier. De l'autre, il lui faut par contre compter maintenant avec une classe ouvrière travaillant dans l'industrie et la construction qui est passée de 1,9 million en 1930 à 4,7 millions en 1972, qui représente environ 38 % de la population active, sans compter les « travailleurs en cols

blancs » de l'administration, des banques et des assurances, et sans compter surtout le million de travailleurs qui ont dû prendre le chemin de l'émigration pour trouver du travail. Aux côtés de cette classe ouvrière se situe enfin une série de couches socio-professionnelles issues de la petite bourgeoisie à laquelle la crise générale de l'impérialisme, telle qu'elle se présente en Espagne, bouche toute issue.

Les limites de classe de la « modernisation »

Il faut s'arrêter un instant encore sur l'affirmation que le « miracle économique » des techniciens de l'Opus a laissé pratiquement intouchés l'ensemble des problèmes légués par le caractère inachevé de la révolution démocratique bourgeoise.

Aujourd'hui, la situation de l'économie espagnole demeure marquée par l'ensemble des traits qu'elle possédait déjà dans les années 60. La structure de la balance des paiements reste la même qu'en 1963-1964. Elle est caractérisée par un déficit chronique de la balance commerciale qui résulte d'un côté des déficiences chroniques de la production agricole et de l'autre de la subordination étroite de l'industrie au capital étranger.

Les importations sont grevées par l'obligation d'importer constamment des produits agricoles de première nécessité. Elles sont grevées également par les « importations liées » de biens d'équipement et de produits intermédiaires, imposées par les filiales d'entreprises étrangères présentes en Espagne en nombre plus important que dans pratiquement aucun autre pays d'Europe. Les exportations traduisent le même phénomène : le retard chronique de la production agricole et le fait que l'industrie, sauf quelques exceptions, est faite soit d'entreprises natio-

nales incapables d'affronter la concurrence extérieure, soit de filiales étrangères qui ne sont pas intéressées par l'exportation, ou qui ne le sont alors que dans des limites fixées par les plans d'ensemble de la maison mère (exportations de pièces déterminées, par exemple de boîtes de vitesse ou accessoires automobiles produits par Citroën et Renault en Espagne, ou alors les exportations limitées à certains marchés).

En 1973-1974 comme en 1963-1964, le déficit de la balance commerciale reste compensé par les devises gagnées par l'industrie touristique, par les entrées de capital étranger, c'est-à-dire par un ensemble de moyens qui sont marqués par le fait, d'abord, d'être extrêmement vulnérables aux changements et ensuite d'accentuer toujours plus les déséquilibres structurels, les déformations et les traits parasitaires de l'industrie en particulier et de l'appareil productif en général.

En relation avec tout cela, l'inflation et le chômage, les deux maux permanents de l'économie espagnole, se sont développés avec une force particulière au cours de la dernière période. Dès 1973, le taux d'inflation officiel dépassait 12%. En 1974, sous l'impact de l'inflation mondiale et de la modification du prix du pétrole, ce taux a doublé et situe l'Espagne avec le Japon dans le peloton de tête des pays capitalistes. En même temps, le chômage ouvert s'est développé, venant frapper le prolétariat, tandis que le chômage déguisé, fléau des économies arriérées, accentuait ses effets débilissants sur certaines couches de travailleurs agricoles et certaines couches inférieures de la petite bourgeoisie.

Rappeler ces faits, c'est établir les limites du prétendu projet modernisateur mis en avant dans les années 60. Ces limites sont des limites sociales : les retards et blocages de l'économie espagnole ne sont pas des phénomènes naturels.

mais l'expression d'intérêts de classe bien précis, c'est-à-dire des couches déterminées qui ont donné à la bourgeoisie espagnole sa conformation et sa physionomie particulière.

Faut-il rappeler aussi que la bourgeoisie espagnole a accentué toujours plus, au cours de ces derniers 15 ans, ses traits de bourgeoisie semi-compradore ? Par le jeu de l'investissement étranger et de la pénétration bancaire étrangère, ce sont l'ensemble des secteurs de l'industrie espagnole qui se trouvent dans les mains des capitaux étrangers. Plus de 2 000 filiales de sociétés étrangères font de l'Espagne le pays le plus contrôlé par le capital étranger de toute l'Europe capitaliste.

Au terme d'une étude minutieuse menée pourtant avec des instruments d'analyse éloignés du marxisme, un sociologue espagnol définit ainsi les conclusions auxquelles il est parvenu :

« A grands traits (...), ce qui a eu lieu depuis 1939, c'est une transformation très profonde de toutes les structures sociales à l'exception de celles de la classe dominante et du système du pouvoir et d'autorité sur lequel elle s'appuie. D'un côté, nous constatons une diminution numérique radicale du prolétariat agricole et de la population rurale en général ; une diversification de l'emploi dans la classe ouvrière et de la classe moyenne ; d'importants changements de mentalité et de comportement à beaucoup de niveaux ; un accroissement significatif de la mobilité géographique et dans une moindre mesure dans l'échelle sociale, un accroissement numérique de certains secteurs clefs : étudiants, intellectuels, techniciens. De l'autre, nous trouvons une classe dominante qui demeure celle de toujours, et dont les changements, si significatifs qu'ils soient — assimilation de quelques couches de technocrates, passage de certains secteurs arriérés à un capitalisme caractérisé par la maxi-

misation des bénéfiques, montée du capital financier — n'ont pas eu lieu sur la même échelle que ceux connus par le reste de la société espagnole. Etant donné le fait que les rythmes respectifs du changement ont également été très différents (...), on comprend qu'il existe une contradiction croissante entre le système de domination imposé et maintenu par les classes élevées et celui que seraient disposées à accepter les autres classes » (6).

Propriété foncière et structure de l'impôt

Etablir que l'on se trouve face à « la classe dominante de toujours » laissée pratiquement intacte au terme du « miracle économique » espagnol c'est établir le degré auquel cette classe a su faire en sorte que le processus de modernisation, tant vanté par les idéologues et technocrates à qui Franco a laissé un moment la bride sur le cou, ne sorte en aucune manière des limites, non pas seulement de la défense de la propriété privée en général (ce qui va bien sûr de soi), mais d'une structure déterminée de cette propriété.

Illustrons ceci par deux exemples. Le dépeuplement partiel des campagnes d'Andalousie et d'Estremadoure le départ des travailleurs vers les chantiers et usines de France et d'Allemagne, la mécanisation partielle de la production agricole dans le cadre du latifundium sont des faits réels, mais qui ne doivent pas servir à masquer (comme tentent de le faire certains travaux pseudo-scientifiques, généralement inspirés par le PCE) le fait central que, même « modernisé », le latifundium demeure la pierre d'angle de la propriété foncière sur plus de la moitié du ter-

ritoire espagnol et à partir de là un élément de base de la conformation économique et donc politique de la bourgeoisie espagnole.

Que cette « modernisation » soit par ailleurs toute relative, c'est ce que démontrent des données dont la manipulation est difficile, telles que les chiffres de production et les taux de rendement des productions et le retard d'ensemble de l'agriculture, dont l'une des causes demeure le latifundium. Si le latifundium était modernisé, ses effets se feraient sentir sur la balance commerciale. Mais la modernisation serait-elle réelle qu'elle n'en constituerait pas une raison pour tenter de justifier le maintien du latifundium. Le latifundium doit être brisé par l'action du prolétariat. L'expropriation de la grande propriété foncière, la terre aux paysans, fût-ce aujourd'hui dans le cadre de grandes exploitations, sont des mots d'ordre qui demeurent aussi actuels que jamais. La destruction politique du pouvoir de la bourgeoisie espagnole passe comme au Portugal, comme dans les pays d'Amérique latine, par la destruction de cet aspect toujours pleinement vivace des bases sociales de sa domination. Demain, les travailleurs agricoles et la paysannerie pauvre s'y attèleront et devront recevoir l'appui total du prolétariat dans leur tâche.

Le second exemple ressort du domaine des finances publiques. La « modernisation » tellement vantée a peut-être touché beaucoup de choses, mais il est un domaine qu'elle a soigneusement épargné, sauf pour aggraver encore la situation de la classe ouvrière, c'est celui de la fiscalité. Aujourd'hui, les classes possédantes espagnoles sont de toutes les classes possédantes en Europe les moins touchées par l'impôt, ce qui signifie, à son tour, que la part du produit national brut représentée par les dépenses de l'Etat sont extraordinairement basses (12 %

(6) Salvador Giner, *La structure sociale de l'Espagne*, dans *Horizonte Espanol*, 1972, tome II, p. 41.

alors qu'elle atteint 40% dans les pays scandinaves et tourne autour de 35% pour la majorité des pays avancés).

Pour comprendre ce dont il s'agit, laissons parler dans le langage diplomatique qui est le leur les experts de l'OCDE :

« En 1971, que l'on tienne compte ou non des cotisations sociales, la part de la pression fiscale dans le PNB restait en Espagne parmi les plus faibles de la zone. (...) »

Recettes fiscales en pourcentage du PNB, 1971

	Sécurité sociale comprise	Sécurité sociale non comprise
Danemark	43,99	40,19
Suède	41,80	34,28
France	35,62	20,71
Allemagne	34,46	22,80
Italie	30,92	19,20
Grèce	24,54	18,17
Suisse	23,97	18,27
Japon	20,06	16,04
Espagne	20,02	12,01

« (...) Par ailleurs, la part des impôts indirects dans l'imposition totale est très élevée (65,2% du total en 1972) et relativement stable (65,3% en 1962). Parmi ces derniers, l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur la consommation étaient en 1971 les plus importants, suivis des taxes à l'importation et de l'impôt sur le pétrole. Quant aux impôts directs, les plus importants sont l'impôt sur le rendement du travail et l'impôt sur les sociétés. La part de ce dernier dans l'ensemble des recettes fiscales a tendance à diminuer au profit de l'impôt sur le rendement du travail. Quant à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à sa faiblesse (1,4% de l'ensemble des recettes fiscales) s'ajoute la stabilité remarquable dont il a fait

preuve depuis 1962 malgré l'importante hausse des revenus qui est intervenue depuis cette date. »

La conséquence, c'est bien entendu l'incapacité pour l'Etat espagnol d'assumer les charges économiques correspondantes aux responsabilités qui sont celles de l'Etat bourgeois moderne, avec l'ensemble du sous-investissement au niveau de l'infrastructure de l'économie qui en résulte, sans parler, bien entendu, de l'état misérable de l'enseignement, de la santé et de l'ensemble des services sociaux. Mais, ajoutent les économistes de l'OCDE :

« Il est un autre domaine dans lequel les insuffisances de la dépense publique pourraient avoir des conséquences indésirables à l'avenir : il s'agit des aspects anti-cycliques de la politique budgétaire. En effet, si les tendances actuelles se poursuivaient, les variables qui ne sont pas susceptibles d'être maîtrisées par la puissance publique risqueraient de peser de plus en plus lourdement dans l'évolution conjoncturelle de l'économie espagnole. Ceci est surtout vrai en ce qui concerne le secteur extérieur. L'intégration progressive de l'Espagne dans les échanges mondiaux rend son économie de plus en plus vulnérable aux mouvements cycliques des économies environnantes et cette dépendance se voit renforcée, au niveau des revenus des ménages, par l'importance croissante des transferts qu'ils reçoivent en provenance de l'étranger et qui dépendent de l'évolution conjoncturelle des pays d'accueil. Face à cette évolution (...), les possibilités actuelles d'une action correctrice, aussi bien au niveau des dépenses d'allocation qu'au niveau des dépenses de redistribution, sont assez restreintes » (7).

En un mot les possibilités d'action propre de la bourgeoisie espagnole

(7) OCDE, *Etude économique de l'Espagne*, Paris, 1974.

face à la crise qui vient, sont jugées par l'OCDE comme étant « assez restreintes ».

Les choses sont claires. Le désarroi de la bourgeoisie espagnole est nourri de la conscience de faits comme ceux-là, expression de son incapacité à surmonter les limites de classe très précises qui sont les siennes et du régime qu'elle s'est donnée avec Franco. C'est grevée de ces handicaps historiques insurmontables qu'elle doit s'apprêter aujourd'hui à affronter un prolétariat en pleine ascension.

Un prolétariat trempé par une expérience exceptionnelle

« La pensée marxiste est dialectique, dit Trotsky. Elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. »

C'est en s'aidant de ce précepte méthodologique qu'il faut analyser la voie où la classe ouvrière d'Espagne s'engage aujourd'hui.

La grève de la SEAT de cet hiver, la grève générale du pays basque du 11 décembre, les affrontements physiques autour des barricades dans les quartiers prolétariens de Pampelune, les grèves qui ont touché pratiquement l'ensemble des grandes entreprises d'Espagne depuis septembre dernier sont déjà en eux-mêmes des faits d'une extraordinaire importance qui annoncent l'avenir.

Mais saisies dans leur développement, étudiées dans leur évolution sur une dizaine d'années et analysées du point de vue des objectifs qu'elles se fixent, des méthodes d'organisation qu'elles se donnent, de la force créatrice qu'elles recèlent et qu'elles révèlent, ces luttes revêtent une portée encre plus grande. Elles sont l'expression d'un mouvement qui se nourrit depuis 1962 et qui ne s'arrêtera pas avec la chute de Franco, mais auquel

cette chute viendra au contraire donner une extraordinaire impulsion nouvelle et faire faire un nouveau bond en avant gigantesque.

S'agissant de la classe ouvrière d'Espagne, on ne saurait jamais perdre de vue le fait que c'est sous le feu de la répression militaro-policière la plus acharnée qu'elle a reconstitué son potentiel de combat. Elle aborde la période révolutionnaire trempée par sa lutte exceptionnellement dure contre la dictature.

Mais il y a plus. Ainsi que nous allons le montrer en nous limitant aux faits les plus significatifs, les pas en avant qui ont été faits ont signifié, de la part de l'avant-garde du prolétariat sur les épaules duquel les combats ont repecsés, la nécessité de contourner avec difficulté les obstacles dressés par ceux qui, à la tête des organisations traditionnelles, se sont présentés comme parlant au nom de la classe ouvrière.

Venant de la part du PCE, ces obstacles se sont manifestés dans les formes successives prises par la politique de subordination de la classe ouvrière aux hommes et groupes politiques de la grande bourgeoisie baptisés anti-franquistes conséquents : « politique de réconciliation nationale », politique du « Pacte pour la liberté ». A cette politique ont correspondu, à chaque étape, des « tactiques de lutte » au niveau du combat quotidien dans les entreprises, dans les grèves, et en particulier à propos de la question vitale de la lutte pour assurer l'indépendance de classe du prolétariat sur le plan syndical, dont le caractère destructeur, d'appui au niveau le plus fondamental à la bourgeoisie espagnole et donc au régime, est presque plus net encore.

Pendant des années et des années, de son côté, le PSOE a mené une politique parallèle et complémentaire de collaboration avec les monarchistes et autres éléments bourgeois réputés anti-franquistes. Il a œuvré aussi, à sa manière, sur la ligne de l'anti-

communisme le plus primaire, à la division dans les rangs ouvriers. Seule l'UGT a su se dégager lentement, dans les années 60, de cette ligne de division. C'est l'UGT également qui a fourni à la classe ouvrière d'Espagne les premiers éléments d'une ligne de classe sur le terrain syndical en prenant nettement position pour le boycott des élections aux instances du syndicat vertical.

A cette exception près, valable avant tout pour le pays basque et les Asturies, et au fil de la continuité politique du prolétariat que la CNT et le POUM ont maintenu dans les années 40 et 50 en Catalogne, la classe ouvrière a dû se frayer le chemin de la lutte pour reconstituer ses forces sur la base de l'indépendance politique de classe face à la bourgeoisie, dans des conditions où elle a été livrée pratiquement à ses seules ressources.

La crise de la 4^e Internationale a contribué à cette situation et a signifié la prolifération, à côté des groupes politiques centristes proprement dits, d'une multitude de groupes ouvriers organisés sur le terrain de l'entreprise ou du quartier sur la base d'une lutte commune contre le franquisme et contre l'orientation préconisée et impulsée par les appareils, au premier chef celui du PCE.

Il faut s'attendre à ce que ces militants, au moment de l'irruption des masses sur la scène politique, rejoignent en masse, pendant un temps, comme ils l'ont fait au Portugal, les rangs des organisations traditionnelles — PCE, UGT, PSOE —, mais aussi la CNT et le POUM. Cela n'ôtera rien au fait capital que la classe ouvrière d'Espagne entrera dans le nouveau processus révolutionnaire nourrie d'une riche expérience de lutte contre l'activité contre-révolutionnaire consciente à laquelle elle s'est heurtée dans le cours de ses combats contre le franquisme. *C'est aussi de là que vient sa force. C'est aussi là*

l'une des composantes de la situation qui se noue.

Le dernier trait spécifique qu'il importe de mettre en relief tient à la manière dont la classe ouvrière d'Espagne a su se servir de l'émigration économique à partir de 1960 pour prendre appui sur la classe ouvrière d'Europe.

Lorsque Franco modifie sa politique économique, ouvre l'économie espagnole aux capitaux étrangers et les frontières à l'émigration ouvrière, et autorise l'Opus Dei à élaborer les « plans de modernisation » dont le bilan a été fait plus haut, l'un des objectifs qu'il poursuit est de créer des soupapes de sûreté sur le plan social et se donner un champ de manœuvre plus large face à la classe ouvrière.

Mais celle-ci aura vite fait de tirer le plus grand parti de la nouvelle situation. Pour le prolétariat d'Espagne, l'ouverture des frontières signifie la possibilité de s'adosser de nouveau à la classe ouvrière européenne, et française en particulier. La hausse relative des salaires des années 60 ou la possibilité d'aller chercher du travail ailleurs, sont des éléments dont la classe ouvrière s'est saisie pour accélérer son mouvement de récupération et de reconstitution. Mais entre le régime de dictature militaire corporatiste de Franco et la classe ouvrière, il s'est maintenu un abîme infranchissable, fondement direct de la maladie incurable dont le régime a été marqué, jusqu'à en arriver à l'actuelle phase de crise chronique.

Les paragraphes qui suivent se fixent comme objectif d'analyser les principales étapes du long chemin parcouru par la classe ouvrière d'Espagne vers la reconstitution de son potentiel de combat, en dégageant à chaque étape les progrès accomplis sur le plan organisationnel ainsi que la nature des obstacles contre-révolutionnaires auxquels les travailleurs ont été obligatoirement confrontés.

De la grève générale de Barcelone à la grève des Asturies

Ce sont le mouvement de boycott des transports, ainsi que la grève générale et les affrontements de rue de Barcelone de février-mars 1951 qui l'ont suivie, qui marquent le premier moment décisif de récupération de la classe ouvrière d'Espagne après la guerre civile. Lorsque Max Gallo écrit : « *Tout commence à Barcelone* », il a indiscutablement raison. La grève générale de Barcelone et l'ensemble des grèves et manifestations qui se déclenchent peu à peu dans toute l'Espagne dans les semaines qui suivent, traduisent le fait que la classe ouvrière a surmonté le contrecoup de la destruction, fin 1946, des illusions des militants survivants de 1939 quant à la possibilité d'une intervention des Nations unies. C'est le premier combat que les masses mènent, conscientes qu'elles doivent reprendre la lutte en comptant seulement sur leurs propres forces.

L'hiver 1956-57 marque une nouvelle étape qui voit pour la première fois la jeunesse étudiante de Madrid et de Barcelone — celle qui était née vers 1936 et qui n'avait jamais connu d'autre cadre que celui de l'enrôlementement cléricalo-corporatiste — exprimer sa rupture avec le régime et débiter un processus qui devait la conduire à s'engager bientôt à fond dans le combat contre la dictature.

Mais le point de départ immédiat du processus qui vient à maturité aujourd'hui doit nécessairement être daté de la grande vague de grèves qui s'étend à partir des Asturies en 1962.

Né en avril dans les mines de charbon des Asturies où la grève est rapidement totale, le mouvement s'étend à l'ensemble des industries du pays basque et à la grande métallurgie en Catalogne. Les grèves touchent des zones importantes du pays valencien, les mines de Linares, Puertollano et

Rio Tinto en Andalousie et Estramadoure, de même que les travailleurs agricoles de la zone centrale d'Andalousie (province de Cordoue). A Madrid, un petit nombre d'entreprises seulement se mettent en grève.

Au plus haut de la grève, quelque 400 000 travailleurs sont engagés dans la lutte. Le mouvement reflue à partir de la fin mai, à l'exception du pays basque. Mais la grève rebondit aux Asturies en août paralysant le bassin minier de nouveau, du 18 août au 5 septembre, ainsi qu'en Catalogne en septembre.

Aux Asturies, au pays basque et en Catalogne, le mouvement bénéficie du terrain labouré par les vieilles organisations du prolétariat, l'UGT et la CNT. Ailleurs, il repose exclusivement sur de nouveaux militants qui s'intègrent pour la première fois à la lutte. La force des grèves de 1962 contraste avec l'échec total qu'avait connu la prétendue « grève nationale pacifique » lancée par l'appareil stalinien sur la ligne de la réconciliation nationale en juin 1959, et qui avait été suivie uniquement chez les travailleurs agricoles en Andalousie et dans quelques usines de Madrid (comme la Standard), où elle avait signifié le sacrifice de nombreux militants du PC et la dislocation de leurs cadres d'organisation.

En 1962, un mouvement de grève de cette force était déjà, en lui-même, un fait politique. La proclamation de l'état d'exception par un décret du 4 mai ne pouvait qu'achever de donner au mouvement un caractère d'affrontement politique entre la classe ouvrière et le régime.

C'est ainsi que, parties des Asturies et du pays basque comme grèves revendicatives, les grèves de 1962 atteignent les autres régions du pays sous la forme d'un mouvement proprement politique. La solidarité avec les Asturies et la conscience que c'est directement contre le régime que les grèves se mènent constituent le terrain sur lequel, dans les autres régions, les

travailleurs viennent poser à leur tour leurs revendications.

La force du mouvement, la portée internationale qu'il acquiert à partir de mai, l'incapacité des mesures d'exception de briser la grève et, bien au contraire, sa tendance à appeler l'ensemble des travailleurs à s'engager dans le combat, conduit le régime à reculer.

Des concessions sont faites aux revendications des mineurs asturiens (pas assez pour les satisfaire, mais bien suffisamment pour qu'ils considèrent l'action *payante*). Le régime de blocage des salaires institué en 1959 est liquidé et les négociations en vue du renouvellement des conventions collectives sont couvertes. Sur le terrain même de la législation répressive, une loi des conflits collectifs du travail est promulguée, qui réintroduit, pour la première fois depuis 1939, une distinction entre conflit professionnel et conflit politique. A sa manière, cette loi traduit, elle aussi, un recul du régime.

C'était peu, mais c'était beaucoup. C'était le premier tournant significatif dans l'état des relations politiques entre les classes en Espagne. En tant que tel, il ne donnait pas encore l'initiative à la classe ouvrière, mais il représentait un moment décisif dans sa récupération politique. Avec 1962, le long repli postérieur à l'écrasement de 1939 était définitivement clos. La classe ouvrière d'Espagne engageait sa remontée.

Une percée pour la classe ouvrière tout entière

La première manifestation de ces changements se situe, bien entendu, au niveau de l'action revendicative elle-même.

« *Tantôt*, écrit Rosa Luxembourg dans *Grève générale, Parti et Syndicats*, *la grève se répand comme une vaste marée, tantôt elle se fractionne*

en un réseau gigantesque de ruisseaux étroits. » Ceci se vérifie dans le cas de l'Espagne. Le grand mouvement de 1962 est suivi, note Jordi Blanci dans l'analyse précise qu'il a faite de cette période, « *d'une prolifération d'actions ponctuelles de protestations, grèves, revendications, dans pratiquement toutes les branches industrielles et toutes les régions* », dans des conditions néanmoins où le mouvement trouve pendant des années un point d'appui permanent auprès des mineurs asturiens (8).

Les grèves qui se développent dans la percée effectuée par le grand mouvement de 1962, voient au long des années 1963-1965 la constitution d'une forme nouvelle d'organisation au sein de la classe ouvrière. Ce sont les célèbres Commissions ouvrières dans la première période de leur existence.

Leur apparition correspond à un mouvement élémentaire d'auto-organisation de la classe ouvrière au niveau des entreprises dans les conditions précises du moment, où les exigences nouvelles du mouvement de remontée de la classe se combinent avec la nécessité de faire face à une intense répression politique et de la déjouer. Selon les termes mêmes d'un militant qui a participé aux luttes de cette période :

« *Les Commissions ouvrières sont nées en tant que réflexe de la conscience ouvrière au niveau de l'usine, face à l'incapacité patente du syndicat officiel de défendre les revendications des travailleurs. C'est ainsi qu'ont surgi de la base ouvrière, au long de ces années, des militants qui formaient, dans des circonstances déterminées, des commissions représentatives en vue de défendre des revendications précises que le syndicat officiel, au service du capital, se refusait à défendre. Ces Commissions*

(8) Jordi Blanci, *Las huelgas en el movimiento obrero español*, dans *Ruedo Iberico*, Horizonte Español, t. II, p. 262.

naïssaient et disparaissaient en fonction des luttes engagées et leurs membres variaient également. Leurs objectifs étaient de type revendicatif et leurs positions des positions de classe. Leurs membres étaient, dans leur grande majorité, des jeunes travailleurs non fichés politiquement par la police et dont les positions s'étaient développées en marge de celles défendues par les partis d'opposition traditionnels » (9).

Les Commissions s'implantent en fait avant tout dans les villes et les régions de tradition ouvrière moins ancienne, ou dans celles, comme Madrid, où, sous l'impulsion du capital financier venu de l'extérieur, les usines et les chantiers croissent à un rythme rapide. Aux Asturies et au pays basque par contre, où l'UGT n'avait jamais été totalement détruite, leur influence est nettement inférieure à Madrid. C'est surtout là, dans la capitale, que leur apparition était susceptible de modifier les données des rapports entre masses et appareils.

Mais c'est là précisément que l'appareil du PCE veillait tout particulièrement et qu'il a fait faire à la classe ouvrière, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, l'expérience de sa politique contre-révolutionnaire sur une large échelle.

La contre-attaque du stalinisme et la question de la CNS

Les jeunes cadres organisateurs de la classe ouvrière qui constituaient l'ossature des commissions ouvrières se situaient spontanément sur un terrain de rupture avec le régime. Mais ils étaient absolument dénués d'expérience politique. Aussi, lorsque le PC, ensemble avec les appareils ouvriers organisés par la hiérarchie catholique (la JOC, les HOAC, les

Vanguardias Obreras (sic) impulsés par les Jésuites, etc.), vinrent leur offrir leur collaboration, leur réflexe spontané fut d'accepter cette offre. C'est sans difficulté qu'à partir de 1964, le PC et la hiérarchie catholique sont parvenus à infiltrer le mouvement des commissions ouvrières, à en transformer l'orientation et la nature et à les ramener sur le terrain de la collaboration de classe, et plus précisément encore d'appui effectif au régime.

L'occasion et le terrain de cette manœuvre ont été les « élections syndicales » organisées dans le cadre du syndicat vertical par les propagandistes du régime, Solis et Fraga Iribarne, en septembre 1966. Pour le régime franquiste, l'enjeu en était considérable. Un référendum sur la succession allait se tenir en décembre, afin d'introduire les modifications à la constitution destinées à permettre à Franco de tenter d'assurer le prolongement du régime au-delà de sa propre disparition. Il importait au régime de pouvoir montrer que la classe ouvrière était à tel point bien disposée à son égard, qu'elle pouvait participer massivement à des « élections syndicales libres » dans le cadre d'une des institutions-clefs du régime. Parallèlement, il n'était meilleur moyen pour le PCE, en un tel moment, de peser de tout son poids en faveur de la stabilité du régime et de l'évolutionnisme et « aperturisme » dont le gouvernement à composante opus-déiste se déclarait le porte-drapeau, que de conduire les travailleurs sur le terrain voulu par les ministres de Franco.

C'est ainsi que la politique de collaboration de classe, dont l'objectif était de tenter d'effacer l'essentiel de l'acquis constitué par la constitution des commissions, s'est nouée autour du mot d'ordre de participation aux élections de la CNS et d'acceptation au pied de la lettre de la consigne des propagandistes du régime de « voter pour le meilleur ». *Nous ne*

(9) *L'an X des commissions ouvrières*, Cuadernos de Ruedo Iberico, n° 32-33, juin-septembre 1971, p. 54.

visions pas à renforcer les syndicats verticaux — explique un document rédigé par l'appareil syndical du PCE de la région de Santander — *mais au contraire, ce que nous voulons, c'est leur disparition. Mais nous lutterons à la fois de l'intérieur avec nos représentants, et de l'extérieur avec les grèves et les manifestations pour récupérer les libertés perdues (...).*

En 1966, c'est à l'UGT, à la CNT et à l'alliance syndicale du pays basque, alliées à l'UGT, qu'est revenu le mérite d'avoir combattu seules sans concession pour le boycott aux élections. L'abstention atteint 40 % aux Asturies, au pays basque et en Catalogne, et justifie l'affirmation de l'organe du PSOE que c'est là « où la classe ouvrière a maintenu dans la clandestinité ses syndicats classiques avec le plus de force (...) que se trouve l'avant-garde du combat contre le régime fasciste ».

Il reste qu'à Madrid comme dans l'ensemble des régions de développement industriel récent et de moindre tradition, où les commissions avaient surgi comme expression spontanée d'un prolétariat naissant aux questions d'organisation, la consigne du PCE a été suivie très largement. Entre 85 % et 90 % des travailleurs ont voté et ont élu, à des majorités écrasantes dans les grandes entreprises, les candidats des commissions.

La classe ouvrière, en particulier à Madrid, allait apprendre sans tarder, durement et aux dépens de ses meilleurs cadres, le sens et la portée d'une telle politique.

En l'espace de quelques mois, grâce au PCE et à ses alliés, les agents de la hiérarchie catholique dans la classe ouvrière, le régime allait porter sur plusieurs plans des coups sévères à la classe ouvrière et réussir à retarder de plusieurs années la venue des échéances les plus graves. D'un côté, fin 1966, Franco pouvait arguer de la participation importante de la classe ouvrière à des élections « libres » tenues dans le

cadre d'une institution centrale du régime fasciste. De l'autre côté, il allait, à partir de 1967, être libre d'organiser minutieusement, en toute quiétude, la répression contre les cadres organisateurs de la classe ouvrière conviés par le PCE à jouer au grand jour le jeu de la démocratie ouvrière... dans le cadre de la dictature franquiste.

La journée du 27 janvier marque l'apogée du mouvement des commissions, en même temps que le point de départ de son déclin rapide. Elle exprime au grand jour toute la force, mais aussi toute la faiblesse politique, dont est alors entaché le mouvement ouvrier madrilène. Plus de trente mille travailleurs manifestent, mais sur quel mot d'ordre ? Sur des mots d'ordre revendicatifs corrects d'une part, mais aussi ceux de la participation des commissions ouvrières à l'élaboration de la nouvelle loi syndicale mise en chantier par... Solis ! L'ampleur du mouvement indique la combativité de la classe ouvrière de Madrid. Mais il traduit la force des illusions charriées par le PCE quant à la possibilité de faire évoluer le régime « de l'intérieur ».

Ce jour-là, il y eut des milliers et des milliers de travailleurs pour suivre réellement les consignes du PC et se laisser entraîner, de fait sans le comprendre, sur le terrain de la collaboration de classe avec l'Opus et Fraga Iribarne.

A partir du 27 janvier, le régime met fin brutalement à la trêve relative nécessaire au succès de la manœuvre des élections syndicales « libres » et déclenche une répression féroce. En dépit d'une série de grands mouvements engagés pour la libération des militants arrêtés (à Pegaso, Barreiros, etc.) la répression prend rapidement le dessus. Endormis dans ses réflexes par la propagande tranquillisatrice du PCE et grisée par le « succès électoral » de septembre, la classe ouvrière de Madrid se trouvait prise à contrepied. Au cours de 1967,

elle est contrainte de reculer pas à pas.

L'orientation imposée par le PCE en 1966-1967 sur la question de la CNS et la participation aux élections syndicales ne relève pas, comme le voudraient certains, d'une « erreur d'appréciation ».

Ainsi, la participation, une fois de plus, aux élections syndicales d'avril-mai 1971 et l'annonce, fin 1974, qu'il en serait de même en 1975 si le régime trouve la force d'organiser les élections à la date prévue, indiquent au contraire qu'il s'agit d'une politique délibérée, mûrement réfléchie.

Les commissions ont été soigneusement maintenues dans l'état de « mouvement » aux frontières et au caractère indéfinis. Le PC n'a jamais œuvré à la constitution d'un syndicat indépendant de classe et a imposé, au long des dix dernières années avec acharnement, la politique dite de « l'utilisation des cadres légaux ». A court terme, c'était livrer, d'une part, les militants les plus connus à la répression et enfermer politiquement la classe ouvrière, d'autre part, dans un cadre de pensée où le régime se présente comme une donnée immuable avec laquelle il faut apprendre à vivre. A plus long terme, la politique d'appui indéfectible du PC au syndicat vertical unique a un sens que la « loi syndicale » portugaise préparée par les soins du PC portugais vient d'éclairer complètement. S'il le peut — mais il ne le pourra pas — le PCE cherchera également, après la chute du régime à appliquer une poli-

tique identique. C'est là le sens d'une politique préparée de longue main aux dépens du prolétariat d'Espagne.

L'année 1970 et la mobilisation contre Burgos

L'année 1970 est à de nombreux égards une nouvelle année charnière dans l'évolution du prolétariat d'Espagne. Elle se termine avec Burgos, mais elle a comporté, avant cela, la mobilisation, pour la première fois au grand jour, des secteurs les moins organisés de la classe ouvrière. Elle a vu apparaître aussi, pour la première fois, au cours de l'éclatante grève du métro de Madrid en juillet, l'assemblée générale des travailleurs comme forme d'organisation centralisée de lutte.

Pour le régime, Burgos est une épreuve dont il sort touché à mort. D'un côté, l'ensemble des contradictions antérieures ont atteint un stade explicite : le régime a réaffirmé avec éclat sa nature exacte, mais a été en même temps contraint de reculer sur une question qui avait pourtant vu la classe ouvrière se mobiliser centralement contre lui sur une question politique.

On ne saurait sous-estimer les obstacles que la classe ouvrière a dû surmonter pour cela. La mobilisation est totale dans les provinces du pays basque, où la vie est paralysée à plusieurs reprises des jours durant par la grève générale. Elle est très

N'OUBLIEZ PAS DE VOUS ABONNER A

« LA VERITE »

(voir conditions page 2 de couverture)

forte à Pampelune et marque le point de départ de très grandes actions dans cette ville. Elle est très forte dans toute la Catalogne. Elle est effective à Séville. Dans des villes de moindre tradition et implantation ouvrière comme Saragosse, la jeunesse manifeste. Partout, le mouvement s'adosse à la mobilisation de la classe ouvrière d'Europe, en même temps qu'elle crée les conditions qui, seules, pouvaient permettre à la classe ouvrière d'intervenir internationalement.

Mais à Madrid, de nouveau, le PCE parvient à verrouiller la situation. Il engage, dès novembre, des journées d'action destinées à la fois à avertir le régime des risques qu'il encourait et à servir de contre-feu. Au moment où la classe ouvrière se mobilise dans le reste de l'Espagne, il parvient à enfermer le prolétariat dans un cadre de collaboration de classes. Les militants des commissions ouvrières sont envoyés s'enfermer avec les intellectuels petits-bourgeois dans les églises, et les tracts demandent à la classe ouvrière d'attendre jusqu'à ce que les représentants de l'aile libérale de la bourgeoisie aient donné le signal avant de s'engager dans l'action. La classe ouvrière de Madrid attend toujours... C'est la grève générale du pays basque, appuyée sur les grèves et les grandes manifestations de Catalogne, qui a décidé de la victoire. Le commandant en chef de l'armée a persuadé Franco que le recul était indispensable. Franco s'est rendu à ses raisons : le régime a plié pour la première fois à la poussée généralisée de la classe ouvrière.

Burgos marque, après 1962, la seconde étape clé de la modification dans les rapports politiques entre les classes en Espagne. L'appréciation contenue dans la résolution votée à l'initiative de l'OCI, le 13 décembre 1970 au Comité national de l'alliance ouvrière était la suivante :

« Avec les actions déclenchées pour sauver les six de Burgos, le sort du régime franquiste est scellé à plus

ou moins long terme, comme celui de de Gaulle l'avait été avec la grève générale de mai-juin 1968. La bourgeoisie espagnole déchirée, la bourgeoisie internationale divisée, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international en crise voient avec terreur la révolution internationale du prolétariat prendre un nouvel essor en Espagne après avoir été écrasée par Franco. »

Cette appréciation a été vérifiée par les faits. Avec Burgos s'ouvre le processus de désagrégation du régime que viennent marquer les changements de gouvernement accélérés, l'élimination de l'Opus Dei, le raidissement toujours plus accentué des choix politiques, l'incapacité absolue du régime de faire autre chose que tenter de former un dernier carré, la tendance toujours plus nette de la bourgeoisie dans son ensemble — malgré la nécessité pour elle de devancer la chute du régime — à ne pas faire un pas quelconque pouvant ouvrir une brèche à l'action de la classe ouvrière et des masses.

La politique du PCE et le changement de front vers le terrain des grèves

De ce fait, la seule politique qui s'est offerte à l'appareil du PCE a été celle consistant à mettre *lui aussi tout son poids dans la balance pour retarder au maximum la venue des échéances inéluctables*. En mai 1971, il lui faut donc intervenir, comme en septembre 1966, pour arracher à la classe ouvrière sa participation aux élections syndicales dans le cadre de la CNS, et interdire que, sur ce terrain, le mot d'ordre de boycott massif auquel les travailleurs étaient prêts à répondre, vienne infliger, cinq mois après Burgos, un nouveau coup au régime.

Le taux de participation aux élections de 1971 exprime assez nettement l'état des rapports au sein de la classe ouvrière. Les taux d'abstention sont considérablement plus élevés

qu'en 1966. Comme en 1966, c'est dans les bastions traditionnels du prolétariat, là où l'UGT, la CNT et le POUM ont milité pour le boycott, aux Asturies, au pays basque et en Catalogne, que l'abstention a atteint des chiffres très élevés. Il n'en reste pas moins que le PCE a pu empêcher que se constitue à l'échelle nationale un front commun de la classe ouvrière et de ses organisations, et a épargné ainsi au régime une sérieuse défaite ouverte.

Parallèlement, la politique du Pacte pour la liberté et sa concrétisation dans le cadre de l'Assemblée de Catalogne notamment, a visé à fermer à la classe ouvrière la voie de l'action indépendante de classe pour abattre Franco. Présentée comme ouvrant des voies transitives vers la liquidation de Franco, cette politique, dans ses diverses variantes, vise au maintien du régime en place, en bouchant au prolétariat toute autre issue que la continuation de sa subordination et son exploitation sous des formes à peine modifiées. Tel est le sens de l'alliance avec les hommes de la monarchie et de la haute-bourgeoisie catalane en particulier, et le refus absolu de s'engager dans le moindre accord avec les partis ou syndicats représentatifs de la classe ouvrière, PSOE, UGT, CNT, POUM.

Les hésitations concomitantes de ceux-ci à engager la lutte sur la ligne du front unique ouvrier et aider ainsi la classe ouvrière à briser les obstacles mis en place par l'appareil stalinien, ont laissé à celui-ci, depuis 1971-1972, tout loisir pour verrouiller tant que puisse se faire la situation politique. Alors que l'ensemble des conditions nécessaires à la chute de Franco sont réunies depuis cette époque, c'est à l'interminable agonie du régime à laquelle on a assisté.

Mais ce retard n'a fait que préparer des explosions encore plus violentes car il a obligé le prolétariat espagnol à espérer, à partir du milieu de 1971, un changement de front dont

l'effet a déjà été de le pousser à commencer à combiner l'action contre le régime militaro-corporatiste et son règlement de compte avec le système capitaliste comme tel.

Analysant la manière dont la grève générale de Saint-Pétersbourg de janvier 1905, ainsi que les grèves politiques de solidarité avec les travailleurs de Saint-Pétersbourg au lendemain du massacre du 22 janvier, furent suivies par une phase où « l'action se rompit en une infinité de grèves locales, parcellaires, économiques, dans diverses régions, villes, professions, usines », Rosa Luxembourg notait déjà que :

« La lutte économique, en ce cas, fut donc réalité, non par un éparpillement, un émiettement de l'action, mais uniquement un changement de front, une transformation brusque et naturelle de la première bataille générale avec l'absolutisme en une explication générale avec le capital, laquelle, conformément à son caractère, revêtit la forme de la lutte pour le salaire isolé et dispersé. »

C'est à un mouvement analogue que l'on assiste à partir de 1971 en Espagne. Mais dans le cas présent — comme en France après la trahison de la grève générale de 1968, comme au Portugal de façon répétée depuis le 25 avril — le changement de front a le sens d'une recherche, de la part de la classe ouvrière, de contourner les obstacles dressés sur son chemin par les appareils contre-révolutionnaires, au premier chef celui du PC.

Blocquée dans l'effort qu'elle était prête à entreprendre pour se mobiliser directement contre le régime, la classe ouvrière a reporté tout son effort sur le plan de l'entreprise et a lancé des vagues successives de très grandes et puissantes grèves.

Les combats du prolétariat d'Espagne de 1971...

Le signal est donné à la SEAT de Barcelone, cœur de la métallurgie ca-

talane, occupant une position analogue à celle de Renault-Billancourt dans la région parisienne et contrôlée au moins aussi étroitement par l'appareil du PC, directement après la bataille pour et contre le boycott à la CNS. Un conflit commence le 18 juillet 1971. Puis il rebondit violemment fin octobre, début novembre avec occupations d'usines, affrontements physiques directs avec les forces de répression et manifestations de rue répétées. La police fait un mort dans les rangs ouvriers. La grève générale à la SEAT s'étend alors à d'autres entreprises, Hispano-Olivetti, Cisalpa, Condiessel, à toute la métallurgie catalane.

A Madrid se déroule presque au même moment la grève de la construction qui voit 60 000 travailleurs s'engager dans la lutte à la mi-septembre. La garde civile tire : il y a un mort. A Pampelune, le 18 septembre, commence un conflit à l'entreprise Imesana qui se prolongera plusieurs semaines. Aux Asturies, les mineurs s'engagent à leur tour dans des mouvements de grève qui se poursuivent tout octobre et novembre. Au pays basque, fin octobre, le choc frontal à la SEAT sera le signal de grèves très dures dans la métallurgie de Bilbao et dans les chantiers navals.

En janvier 1972, des conflits très durs se poursuivent à Bilbao, aux chantiers navals, aux hauts fourneaux de Biscaye, à la Babcock-Wilcox ; en février, la lutte se poursuit chez Echeverría et à la General Electrica. Début février, à Vittoria c'est une grève très dure qui s'engage chez Michelin, avec des affrontements dans la rue le 13. Puis, début mars, c'est au Férol, dans le chantier naval Bazan, que le conflit éclate avec occupation d'usine et affrontements directs avec la police qui font deux morts chez les travailleurs ; du Férol, la grève s'étend une première fois à Vigo et à la Coruna.

En septembre 1972, c'est la grève générale chez Citroën à Vigo, suivie

de la grève générale dans toute la ville avec constitution d'un comité central de grève jusqu'à la reprise en main de la situation par la police et par l'armée.

Début 1973, c'est de nouveau la grève dans la métallurgie de Bilbao, puis dans celle de la région de San Sebastian. Fin 1972, début 1973, les conflits se multiplient dans les entreprises de Pampelune. En avril, en Catalogne, les grèves et les manifestations se succèdent dans la banlieue de Barcelone, en particulier à San Adrián de Besos où près de 10 000 personnes manifestent à la suite de la répression policière qui a fait un nouveau mort. En mai-juin l'axe des luttes se déplace de nouveau vers San Sebastian et Pampelune. A San Sebastian, les conflits à la CAF de Beasain, chez Michelin, durent plusieurs semaines. A Pampelune, c'est la grève de Motor Iberica qui commence le 9 mai pour déboucher le 14 juin sur la grève générale qui paralyse la ville pendant près d'une semaine.

Fin 1973 — début 1974, avec une légère accalmie au lendemain de l'assassinat de Carrera Blanco pour voir l'évolution de la situation, la classe ouvrière combat à Barcelone, San Sebastian, Madrid, Santander, Bilbao, Saragosse, Valladolid, Pampelune, Cadix, aux Asturies, à Valence, à Séville et à Malaga.

Des conflits longs et durs se déroulent dans la métallurgie (Condiessel, FASA-Renault de Séville et de Valladolid, grève générale du textile dans la région d'Alcoy, grève des transports urbains de Madrid). Puis, à partir de fin juin 1974, c'est le conflit du Baix Llobregat dans la banlieue de Barcelone qui débouche sur la grève générale de la métallurgie de la zone à partir des conflits chez Elsa et chez Solvay.

... à l'hiver 1974-1975

Les conflits de la dernière période sont plus largement connus. A Valladolid c'est le rebondissement violent

du conflit chez Fasa-Renault avec ses répercussions rapides à l'Université. Au pays basque ce sont les conflits répétés dans la métallurgie avec des dizaines de milliers de travailleurs en grève, puis le 12 décembre la grève générale ouvertement politique. A Barcelone, c'est la lutte des travailleurs de SEAT autour de leur plate-forme propre, au moment du renouvellement de la convention collective, qui commence le 18 octobre, se poursuivra tout novembre et rebondira avant d'être cassée par la politique du PC.

A Madrid et dans toute l'Espagne, ce sont les internes des hôpitaux, puis les employés de banque qui s'engagent dans de longues grèves. En janvier c'est la presse qui est atteinte pour la première fois, puis la fonction publique, dans des conditions où plusieurs ministères sont paralysés. En janvier se sont les affrontements de rue extraordinairement violents et la grève générale de solidarité avec les mineurs.

La qualité et les formes d'organisation de ces mouvements sont tout aussi importants que leur nombre et servent à expliquer leur vigueur.

On y trouve combiné l'acquis de Burgos, c'est-à-dire le combat sur le terrain des libertés et la lutte pour le droit à l'organisation, donc contre le régime franquiste en tant que tel, et celui de la grève du métro à Madrid, c'est-à-dire l'intervention centrale et massive des travailleurs dans l'ensemble des phases de la lutte.

La quasi-totalité des luttes ont tendu à commencer toujours sur le terrain de l'action revendicative, mais à se durcir, se prolonger, ou à rebondir dès que le patronat et l'Etat tentent de s'attaquer aux travailleurs et à licencier ou arrêter certains militants ou travailleurs actifs désignés comme « meneurs ».

L'étroite imbrication des revendications qui s'attaquent dans leur mouvement à l'existence même de la bourgeoisie espagnole incapable de survivre dans la crise mondiale en déve-

loppement, sinon sur la base de la surexploitation des travailleurs redevenue la loi dans les entreprises, et de celles qui tendent directement vers la destruction des institutions du régime franquiste, se lit, d'autre part, dans le contenu type des plate-formes revendicatives.

Les mouvements comportent en effet, de façon désormais constante, le recours à deux types d'instruments ou moyens de lutte. Le premier est la plate-forme revendicative élaborée dans les ateliers moyennant l'intervention de la grande majorité, souvent de la totalité des travailleurs. C'est déjà là un premier moyen de garantir la réalisation, dans la phase même de définition des revendications, du front unique de classe au-delà de la position des différents groupes ou organisations présents dans une usine déterminée.

Le second instrument est l'assemblée générale des travailleurs qui tend maintenant à siéger de façon régulière tout au long des conflits, à désigner et à contrôler les délégués habilités à parler en son nom, à organiser les occupations et les piquets, discute et prend les décisions essentielles à chaque étape de la lutte. C'est de ces assemblées que sont venues la force, l'unité et l'extrême combativité des travailleurs dans le cours des combats que nous venons de rappeler. C'est leur existence qui laisse présager la réapparition, dans la phase qui verra la chute du régime et l'irruption des masses sur la scène politique, des comités d'usine et des formes autonomes d'organisation de la classe ouvrière et des masses sur une échelle qui renouera avec les épisodes les plus glorieux de l'histoire du prolétariat d'Espagne.

La paralysie de la bourgeoisie et le mouvement mécanique de désagrégation du régime

Il importe néanmoins de tirer avec lucidité le bilan de cette période,

car c'est de cela que dépend la suite.

Le déferlement des grèves et des conflits au niveau des entreprises a servi à frapper la bourgeoisie espagnole d'immobilisme et à accélérer puissamment le mouvement de dislocation du régime. Mais ce déferlement de grèves a été impuissant à faire sauter par lui-même le verrou placé par l'appareil du PCE sur l'évolution de la situation politique et à entraîner la chute du régime. Depuis janvier 1975, il faut même dire que le mot d'ordre de la grève générale, conçu par la majorité des groupes centristes comme la panacée universelle et la clef du dénouement de la situation politique, s'est transformé en frein et en obstacle politique pour la classe ouvrière. A Barcelone, en particulier, le PCE, sous sa branche catalane le PSUC, ainsi que les commissions ouvrières officielles, ont su chevaucher les grandes grèves, notamment celle de la SEAT et s'en servir pour épuiser un instant la combativité de la classe ouvrière en les déviant, avec la collaboration totale des groupes centristes, vers un activisme stérilisant et destructeur.

Le régime se désagrège, mais il est toujours debout. Seuls des mots d'ordre politiques capables de centraliser politiquement l'intervention de la classe ouvrière et des masses sont susceptibles d'assurer sa chute en faisant pièce à la politique de défense du régime et sa continuité impulsée par Carrillo dans le cadre de la Junte démocratique.

Le régime se désagrège. Tel doit être le point de départ de toute analyse du moment présent. L'impasse de la bourgeoisie espagnole a toujours une double composante : celle tenant aux limites sociales toutes particulières qui sont les siennes et dont nous avons cherché à rappeler le contenu ; celle de ses rapports avec la classe ouvrière « réglés » pour une période par l'écrasement de 1939. En sens inverse, la lente remontée de la classe ouvrière s'est faite sur la base

de sa compréhension instinctive du caractère failli des classes dominantes espagnoles. Pendant tout un temps néanmoins, le processus de paralysie progressive de la bourgeoisie et de reconstitution moléculaire du potentiel de combat de la classe ouvrière se sont développés comme deux processus liés dialectiquement mais distincts.

Aujourd'hui, ces deux processus fusionnent. Il en est ainsi parce que la crise politique de la bourgeoisie et le mouvement de dislocation du régime ont désormais atteint un stade où ils tendent à se développer de façon mécanique, se transformant par là-même en incitation de plus en plus directe aux masses à intervenir dans la situation pour leur propre compte et par rapport à leurs propres objectifs. Ceci ne s'est pas encore produit sur le plan de l'existence du régime comme tel, mais est néanmoins manifeste à d'autres niveaux. La grève de la fonction publique qui a arrêté toute activité dans les ministères à Madrid fin janvier ne peut pas être interprétée d'une autre manière.

Le caractère mécanique désormais atteint par la crise s'exprime en même temps, qu'elle les nourrit, en des attitudes de paralysie politique. Dans les milieux politiques de la bourgeoisie, le sentiment de l'urgence de tenter de faire un pas qui cherche à devancer les événements — très exactement à devancer le moment où les masses feront irruption sur la scène politique et bouleverseront les données de la situation de fond en comble — se double du sentiment non moins aigu du fait que toute tentative dans ce sens aurait en toute vraisemblance, comme au Portugal, un résultat diamétralement contraire et ne ferait que précipiter cette irruption.

C'est de cette manière qu'il faut comprendre l'extraordinaire valse-hésitation que les hommes politiques les plus éminents — si l'on peut parler ainsi — de la bourgeoisie espagnole ont effectuée autour de la question

des associations politiques ; qu'il faut comprendre également les discussions qui ont eu lieu autour de la question de la réglementation du droit de grève (10).

Tâches démocratiques et révolution prolétarienne aujourd'hui

La chute inévitable et prochaine du régime qu'annonce ce mouvement mécanique de désintégration interne et l'irruption consécutive des masses sur la scène politique — fortes de la longue accumulation de combativité et d'expérience que nous venons d'analyser — signifieront le début de la nouvelle révolution prolétarienne en Espagne.

Avec la chute du régime, *l'ensemble des problèmes auxquels la bourgeoisie espagnole, par sa confrontation historique particulière, a été incapable de fournir une solution resurgiront avec la plus grande acuité. Toutes les conséquences du non-accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises, dont la classe ouvrière et les masses ont été contraintes de supporter le poids année après année du fait de la dictature franquiste, leur apparaîtront absolument intolérables dès que se matérialisera au grand jour la modification des rapports politiques entre les classes.* Tous les problèmes laissés en suspens du fait de l'écrasement de 1938-1939 se présenteront comme autant de questions exigeant une solution immédiate. Prenons quelques exemples.

La montée du chômage et des prix, l'exigence que la classe ouvrière et les masses feront tout de suite valoir de ne pas supporter sans réagir les

conséquences de la crise économique mondiale en développement, mettront d'emblée à l'ordre du jour une *série de revendications transitoires* portant atteinte au capital, qui poseront en même temps la question de *l'indépendance nationale*. En finir avec les droits exorbitants accordés aux capitaux étrangers ; porter le fer contre les banques et la grande industrie étroitement contrôlées par le capital financier ; procéder à un vaste mouvement de nationalisation pour lesquelles se posera d'emblée la question de l'indemnisation ou non ; établir un contrôle étatique strict du commerce extérieur — constituent quelques-unes des questions qui se poseront sur ce plan de façon brutale dès la chute du régime.

Comme au Portugal, d'autre part, la question de l'indépendance nationale se posera très vite sous la forme du statut des traités militaires avec les Etats-Unis, dont la portée est d'octroyer à l'impérialisme le droit d'intervenir pour défendre en dernière instance l'Etat bourgeois, aussi bien contre les dangers immédiats de « subversion interne » que des menaces extérieures.

La montée du chômage et des prix, la nécessité pour la classe ouvrière et les masses de se défendre face à la crise économique mondiale en développement, poseront également dans le même mouvement la *question de la terre et celle du fardeau des impôts*. L'expropriation des grandes propriétés foncières, leur organisation en fermes collectives s'imposent comme réponse au chômage à la campagne et à la rareté des produits alimentaires aux prix élevés dans les villes.

L'attention des masses se portera de même vers les monopoles qui ont sévi depuis toujours dans des domaines tels que la production ouvrière. *La question agraire*, en un mot, resurgira avec violence, légèrement modifiée dans certains de ses termes,

(10) L'analyse des avatars de la vie politique du régime en décomposition et des luttes des différentes fractions sous le dernier gouvernement Carrero Blanco (juin-décembre 1973) et sous le gouvernement Arias Navarro exigerait un article en soi.

mais identique quant au fond, par rapport à la période 1932-1936.

L'inflation galopante, l'inégalité fiscale, l'endettement de l'Etat, le brigandage financier débridé auquel se sont livrés les groupes bourgeois ayant participé au pouvoir (rappelons simplement le scandale Matesa sur lequel la lumière ne fut jamais faite), combinés avec la situation de sous-équipement des campagnes comme des nouveaux et immenses quartiers ouvriers des grandes villes (et surtout des capitales comme Madrid et Barcelone) poseront également tout de suite la question du *gouvernement à bon marché*.

La question des nationalités, celle de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la dénonciation du Concordat, l'abolition de tous les privilèges cléricaux (notamment en matière d'enseignement), la détermination des responsabilités de l'Eglise dans l'existence du franquisme et son opposition féroce ; la question de la mise sur pied, pour la première fois, d'un système d'enseignement laïque et gratuit, assurant l'égalité d'accès, toutes ces questions se présenteront aussi — et il faudrait en faire l'analyse une à une — comme exigeant toutes, tout de suite, les solutions que la bourgeoisie espagnole a été incapable de donner dans le passé et que le franquisme n'a fait que figer.

Mots d'ordre démocratiques, revendications transitoires et mots d'ordre nettement socialistes se combineront de façon plus explosive encore qu'en 1931 lorsque commençait la montée du prolétariat vers l'assaut révolutionnaire de 1936. En effet, même si les directions traditionnelles du prolétariat et l'appareil stalinien en particulier, parviennent, comme il est probable, à ramener le torrent tumultueux du mouvement des masses dans son lit après son premier assaut contre les institutions franquistes, l'accumulation des problèmes légués en héritage par le passé est tel, en Espagne, que la stabilisation ne

pourra être que de très courte durée.

Très rapidement, infiniment plus vite qu'à l'occasion de la montrée révolutionnaire de 1936-1936, *la formation du gouvernement ouvrier et paysan* se présentera comme une exigence immédiate à de vastes secteurs de la classe ouvrière et des masses. Une fois les digues du régime rompues, les revendications pendantes surgiront avec une telle acuité et simultanément que la révolution prolétarienne apparaîtra comme la seule mesure capable de fournir une réponse d'ensemble. Telle est la « ruse » que l'histoire, pour reprendre la vieille expression de Hegel, a soigneusement préparé pour la bourgeoisie espagnole et la bureaucratie stalinienne qui se tient à ses côtés.

Mais la portée de la révolution prolétarienne en Espagne dépassera largement les frontières de ce pays. Elle sera, comme nous le rappellerons en conclusion, d'emblée de portée européenne et mondiale. Elle servira d'appel au combat à la classe ouvrière de tous les pays et d'abord à celles dont l'histoire a été la plus proche des événements d'Espagne dans les années 30.

Le combat contre-révolutionnaire de Carrillo

Il faut porter au « crédit » de Carrillo, si l'on peut parler ainsi, une prescience tout à fait certaine de ces problèmes — et cela longtemps avant que le début de la révolution au Portugal soit venu accentuer la gravité de la situation espagnole et augmenter son caractère d'enjeu de la lutte des classes internationale, comme maillon et comme accélérateur dans le développement de la révolution prolétarienne en Europe.

Si l'on reprend la succession des rapports-fleuves de Carrillo au comité central ou aux congrès du PCE depuis dix ans, on peut suivre la manière

dont il serre au plus près la ligne de défense immédiate de l'Etat bourgeois en Espagne.

Dans son rapport de 1965 (« *Après Franco, quoi ?* »), Carrillo présente de longues variations sur la ligne de la révolution par étapes et l'indispensable phase démocratique bourgeoise qui suppose la collaboration avec toute une aile de la bourgeoisie (les couches non-monopolistes) avant d'engager la lutte pour le socialisme. Il y traite encore longuement de la question agraire, de celle des nationalités, de la nationalisation de la banque, etc. Il se prononce nettement pour la République.

A partir de 1967 et 1968 (année d'un rapport où Carrillo montre qu'il a saisi la portée de la grève générale française comme tournant dans la situation européenne et le potentiel révolutionnaire que constituera la jeunesse en Espagne comme en France) Carrillo ajuste la ligne d'intervention contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien espagnol. Il s'empresse de fermer les discussions dans les rangs du PCE sur l'avenir de l'Espagne, même sous la forme antérieure de la défense de l'étape démocratique bourgeoise nécessaire, pour centrer les discussions uniquement sur le segment immédiat, c'est-à-dire le passage du « franquisme au post-franquisme ». Procédé fort « réaliste », fort « concret », fort « léniniste » en apparence, mais dont le sens est de boucher aux militants toute perspective plus lointaine *même faussée*, pour les enfermer dans une discussion sur la prétendue « convergence » immédiate entre le point de vue d'une aile de la bourgeoisie soi-disant intéressée à la disparition du régime, et la classe ouvrière.

L'intervention repose sur un matraquage constant dont l'axe est la faiblesse du prolétariat. La classe ouvrière est faible. Il lui faut des alliés. Mais il n'y a pas d'alliés sans concessions, sans compromis : offrons donc des garanties à la bourgeoisie. Garan-

ties sur quelle ligne ? Sur la ligne que rien ne changera fondamentalement après la disparition de Franco, ce qui n'est qu'une autre façon d'enfermer la classe ouvrière et les militants du PCE dans l'idée que leurs luttes ne déboucheront sur aucune modification profonde. Ainsi en particulier son insistance à expliquer que l'un des premiers objectifs d'un gouvernement provisoire serait d'obtenir l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, manière particulièrement nette de dire à la classe ouvrière et au million ou plus de travailleurs émigrés que rien ne changerait pour eux.

Telle est la ligne qui se matérialise à partir du rapport de Carrillo de 1970 (« *Liberté et Socialisme* ») dans la politique du Pacte pour la liberté. Cette politique venait lier politiquement les mains à la classe ouvrière, lui boucher toute perspective d'action propre sur le plan politique, subordonner son intervention — à Madrid en particulier — au préalable des accords à conclure avec les milieux de la grande-bourgeoisie supposée favorable à la disparition de Franco. Cette politique avait pour objet d'aider le système franquiste à durer et la bourgeoisie à trouver une issue. Elle ne comportait pas encore d'appui direct aux solutions mises en avant par Franco pour assurer sa succession.

La chute du régime salazariste au Portugal, l'irruption des masses portugaises et la désagrégation visible du régime franquiste obligent Carrillo à serrer de plus près encore. C'est la solution de la Junte démocratique, c'est-à-dire le soutien à la solution Juan Carlos comme barrage, si courte en soit la durée, à la montée des masses et comme point d'ancrage pour la bourgeoisie en mouvement vers sa dislocation politique.

Dans ses entretiens avec Debray et Gallo, Santiago Carrillo dit à un moment donné :

« *La bourgeoisie espagnole, les forces capitalistes, ont de plus en plus confiance en la possibilité de se*

maintenir dans le cadre d'un changement politique en Espagne. D'abord, l'Espagne est placée dans l'aire géographique occidentale. Ce changement politique va se faire sans détruire l'appareil d'Etat. Ils pensent que leur sort va être lié à celui du capitalisme européen. Autant de garanties face à un risque éventuel. Tout cela au moment où il n'y a plus d'issue pour le franquisme.»

De la part de Carrillo, c'est là, non une appréciation de la situation réelle, mais une façon de signifier sa volonté de prendre sur lui le plus possible, de façon à aider au regroupement des forces bourgeoises frappées par le mouvement de désagrégation du régime.

Lisons Carrillo clairement : « *Ce changement politique doit (et non pas va, car Carrillo lui-même n'est plus en mesure de le garantir) se faire sans détruire l'appareil d'Etat.* » Tel est l'objectif dont le commencement de la révolution au Portugal a démontré toute la portée et par rapport auquel la bureaucratie stalinienne tend toutes ses énergies. Carrillo le définit avec le maximum de clarté et de force.

Il dit : « *Nous posons la question du passage relativement pacifique d'un système bourgeois à un autre système bourgeois. Tout cela découle de notre stratégie et on peut déjà le tirer au clair.* » Et de poursuivre : « *L'appareil d'Etat n'est plus le même appareil d'Etat fasciste qu'il y a vingt ans (...). Ce n'est plus l'appareil fasciste du passé : avec des retouches, il pourrait presque convenir à un Etat démocratique bourgeois. Dans ces conditions cette convergence momentanée peut déterminer un changement sans convulsions. Aujourd'hui nous ne voyons pas cette issue et nous travaillons à sa traduction dans les faits.* »

Laissons le « momentané » de côté. L'adjectif est destiné aux militants du PC espagnol et doit servir à les rassurer, les endormir : « *Aujourd'hui il y a convergence, mais demain, nous*

le promettons, il n'y en aura plus, la lutte des classes à laquelle nous PCE, sommes attachés reprendra ses droits. » Tel est le langage à l'usage des militants.

L'appui du PCE à la monarchie

En attendant, Carrillo travaille comme il le dit, de toutes ses forces pour assurer la continuité de l'Etat bourgeois. Il défend donc celui-ci sous sa forme monarchique et spécifiquement sous la forme, y compris de la succession de Franco par Juan Carlos.

Le rôle historique joué par la monarchie dans la constitution de l'Etat bourgeois a été expliqué avec suffisamment de détails plus haut pour que l'on saisisse toute la portée contre-révolutionnaire de cet appui. On ne saurait sous-estimer le contenu des réponses faites par Carrillo à l'écrivain Vilallonga, « Grand d'Espagne » par sa naissance, dans la revue « Lui » :

Vilallonga : *Si j'ai bonne mémoire, la Junte démocratique aurait pris contact à plusieurs reprises avec le Comte de Barcelone ?*

Carrillo : *Une seule fois.*

Vilallonga : *Quelle en était la raison ?*

Carrillo : *Très simple. Le principe de base de la Junte démocratique est la soumission à la volonté du peuple exprimée par le truchement d'élections libres. Nous nous devons donc d'admettre la possibilité d'une monarchie voulue par la majorité des Espagnols. La Junte démocratique et le Parti communiste auraient joué en ce cas, le jeu de la démocratie avec un monarque constitutionnel à la tête de l'Etat, comme cela se passe dans certains pays nordiques. Un moment, nous avons cru que le Comte de Barcelone pouvait assumer ce rôle.*

Vilallonga : *C'est-à-dire ?*

Carrillo : *Une sorte d'arbitre à l'échelle nationale. Son fils écarté par*

nos soins, le Comte de Barcelone aurait pu accéder au trône à la mort de Franco. Une accession volontairement accessoire. Il aurait donné le pouvoir à un gouvernement démocratique — tel que la Junte le prévoit — lequel aurait organisé des élections libres dans un laps de temps de douze à dix-huit mois à partir du jour de la restauration des libertés démocratiques. Si le peuple votait pour la République, nous étions prêts à reconnaître à Don Juan un statut particulier dans le nouvel Etat. Car il aurait facilité le passage de la dictature à la démocratie sans effusion de sang.

Vilallonga : *Supposons donc, comme vous venez de le faire, qu'à la mort de Franco, Don Juan Carlos accède réellement au Pouvoir et qu'il ne soit pas question de céder la place au Comte de Barcelone. Que ferez-vous ?*

Carrillo : *Eh bien, comme je vous l'ai déjà dit, nous ne sommes pas en situation de force pour empêcher Juan Carlos de monter sur le trône. Et, même si nous le pouvions, nous n'emploierions pas la force. Nous tenons beaucoup à ce que le passage de la dictature à la démocratie se fasse sans heurts et sans désordres inutiles.* »

La formation de la Junte démocratique et le choix de son principal porte-parole bourgeois répondent exactement à cet objectif. Constituée précipitamment par Carrillo en juillet au moment où la disparition physique de Franco paraissait imminente, sans consultation (de son propre aveu) de la majorité des membres de la direction du PCE (qui ne l'ont pas désavoué bien entendu), sans consultation de la majeure partie des forces bourgeoises, avec lesquelles il avait travaillé tout au long des dix dernières années, la Junte démocratique a eu pour sens de chercher à geler l'évolution de la situation politique, en occupant précipitamment le terrain en premier, à un moment où la panique s'emparait de façon évidente des mi-

lieux politiques dirigeants de l'Etat et de la bourgeoisie à Madrid.

Le choix de Calvo Serrer ne relève pas du hasard. Longtemps conseiller particulier de Don Juan, maître à penser politique de l'Opus Dei avant d'être évincé par la couche dirigée par Lopez Rodo, auteur de plusieurs livres, en particulier « *Un Roi pour l'Espagne* », dont le contenu présente le programme le plus achevé qu'ait actuellement la bourgeoisie espagnole pour assurer la transition hors du franquisme, Calvo Serrer représente une option politique dénuée de toute équivoque.

La constitution de la Junte démocratique avec un tel personnage, signifie, de la part de Carrillo, un avertissement politique d'une clarté absolue. Aux militants de son propre parti, à la classe ouvrière, la consigne donnée par Carrillo est nette et précise : personne ne doit bouger parce que rien ne doit changer.

Le passage « *d'un régime bourgeois à un autre régime bourgeois* » dans le cadre de la Junte démocratique, c'est l'appui à la solution imaginée par Franco dans le cadre de l'acceptation de la forme la plus traditionnelle et rétrograde de domination et d'oppression de la classe ouvrière et des masses exploitées en Espagne. Telle est la « *convergence momentanée* » que Carrillo propose à la classe ouvrière et aux militants qui ont rejoint les rangs du PC au nom de la lutte pour le socialisme.

C'est dans la même perspective de soutien de l'Etat bourgeois sous sa forme franquiste, qu'il faut saisir l'acharnement mis par le PCE à sauvegarder les structures de l'appareil syndical d'Etat, du syndicat vertical, la CNS, et à obliger ses militants à œuvrer plus que jamais, quoi qu'il leur coûte, pour que le combat de la classe ouvrière sur le plan revendicatif se moule dans « *les structures légalistes dont il faut tirer parti.* »

C'est cela enfin qui conduit le PC à insister avec tant de force sur la

place que l'Eglise et l'armée doivent jouer dans « l'Espagne de demain », à multiplier les garanties qui leur sont faites de préserver l'ensemble de leurs privilèges et de leur rôle politique et social pour le compte de la défense de l'ordre bourgeois sur les mêmes bases que celles de toujours.

L'acquis actuel des propositions du PSOE

A l'heure actuelle, le PSOE s'est fermement refusé à rejoindre les rangs de la Junte démocratique, en dépit des propositions, en ce sens, d'une minorité du parti. Ce refus a déjà représenté en soi un acquis objectif, limité mais réel, pour la classe ouvrière toute entière. Il traduit le fait que le PSOE est d'ores et déjà redevenu un terrain où s'affrontent les forces de classe opposées, celles de la bourgeoisie avec un homme comme l'avocat de Madrid, Pablo Castellano, celles de la classe ouvrière, avec les cadres ouvriers qui ont reconstruit l'UGT et avec des Fédérations comme celles des Asturies et de Alava.

Cette aile ouvrière n'a pas encore su conduire le PSOE à combattre sur les mots d'ordre transitoires immédiats capables d'appeler la classe ouvrière à la lutte de façon centralisée contre Franco. C'est ainsi que le PSOE ne s'est toujours pas prononcé avec vigueur et de façon formelle pour la République. Mais cette aile ouvrière a néanmoins su défendre une orientation de classe avec la force nécessaire pour interdire tout ralliement du PSOE à la Junte démocratique et donc à l'issue monarchique et « continuiste » préparée par Franco.

Sur le plan syndical, le travail mené, d'autre part, par l'UGT est d'une très grande importance. L'existence de cette centrale comme une réalité effective dans la lutte des classes, le mouvement déjà effectué par des militants ouvriers dans toute l'Espagne (et non plus seulement dans les régions nord du pays) pour sa reconstruction, signifient un point d'appui,

demain, pour toute la classe ouvrière d'Espagne. Ils signifient en particulier que les projets préparés de longue date par Carrillo en ce qui concerne la reconversion, demain, des structures de la CNS, seront destinés à échouer à coup sûr.

Face à la pression dont le PSOE a fait l'objet de la part du PC pour qu'il prenne place dans le Pacte pour la Liberté, puis dans la Junte, l'aile qui occupe aujourd'hui la direction du parti a fait bloc avec l'aile représentée par les Fédérations du nord du pays. Il ne faut pas évidemment se méprendre sur le sens de cette position : les militants qui acceptent actuellement la ligne d'indépendance de classe le font tout autant par réflexe d'auto-défense que par fidélité retrouvée à une orientation prolétarienne. La ligne d'indépendance de classe leur paraît tout simplement la seule qui permette de maintenir à cette étape une autonomie et une physionomie propres face au PC et donc d'assurer un développement politique et numérique du parti.

Lorsque les masses auront rompu les fragiles digues de la continuité monarchique et envahi la scène politique, il est certain que le PSOE, par sa nature de parti ouvrier bourgeois, occupera une place analogue à celle qu'occupe le PS portugais aujourd'hui ou le PS chilien hier et deviendra, à un degré tout autre qu'aujourd'hui, un enjeu direct de la lutte des classes. L'importance de ses prises de positions actuelles tient au fait qu'elles traduisent d'ores et déjà l'existence d'une aile prolétarienne déterminée à ne pas se laisser faire.

A côté de celle de l'U.G.T., la reconstruction du POUM comme organisation agissante au sein du prolétariat en Espagne, serait également dans la première phase d'irruption des masses, un point d'appui important pour une politique de front unique ouvrier assurant au mouvement en avant des masses la plus grande ampleur possible.

Les mots d'ordre transitoires immédiats

La chute du franquisme est inscrite comme une donnée objective inéluctable dans la situation. L'existence du régime reposait sur les rapports politiques spécifiques entre les classes qui sont nés de l'étranglement de la révolution espagnole de 1936 par la ligne traîtresse des Fronts populaires et de l'écrasement sanglant du prolétariat en 1939. Aujourd'hui ces rapports se sont modifiés du tout au tout comme conséquence des combats menés par le prolétariat, sans que le régime ait pu, de son côté, en raison de sa nature même, se transformer et permettre au système de domination politique de s'ajuster à la réalité de ces nouveaux rapports. C'est ainsi que le maintien en place du régime depuis Burgos n'a fait qu'exaspérer la combativité de la classe ouvrière et des masses, ce qui le conduit, de ce fait, à se raidir de plus en plus en attendant de se casser.

Demain les masses feront une irruption tumultueuse sur la scène politique. Fortes du capital d'expérience qu'elles viennent d'accumuler, la classe ouvrière et les masses renoueront avec 1936. Elles prendront appui sur les formes d'organisation autonomes qui ont déjà affleuré sous la forme des assemblées d'usine et des délégués de grève élus dans les combats des dernières années et elles construiront des comités, de nouveau sur une large échelle. Les révolutionnaires s'intégreront dans ce mouvement pour l'éclairer et faire en sorte que la première phase de la révolution voit, autant et plus qu'au Portugal, les masses porter les coups les plus rudes à l'Etat bourgeois comme tel, en s'attelant à la destruction de l'ensemble des institutions constitutives du régime militaro-corporatiste.

Telle sera la situation de demain. Mais, ainsi que Trotsky l'a répété si souvent, il ne faut pas mélanger les

temps en politique. Aujourd'hui, même si Carrillo bâtit sa politique avec des matériaux politiques d'une pauvreté totale, il continue néanmoins à faire politiquement barrage au mouvement des masses et à mettre tout en œuvre pour gagner le temps qui permette à la bourgeoisie de se ressaisir quand même.

Aujourd'hui par conséquent les révolutionnaires doivent travailler à faire sauter le verrou constitué par la Junte démocratique. Ils doivent développer une orientation qui leur permette de faire des pas en avant dans le regroupement organisationnel de l'avant-garde et la construction du parti, et en même temps d'aider toute la classe ouvrière à centraliser son combat politique contre le régime et les combinaisons politiques qui cherchent à assurer sa survie.

Pas plus en juillet, lorsque Franco paraissait près de la mort, qu'aujourd'hui où il ne se survit biologiquement et physiquement qu'au prix des plus grands efforts, y a-t-il eu en Espagne une organisation, un groupe pour lancer les mots d'ordre tout simples, tout directs de : « *A bas Franco ! A bas le régime ! A bas la monarchie ! Vive la République ! Assemblée Constituante ! Gouvernement ouvrier et paysan !* », c'est-à-dire une succession de mots d'ordre se centrant sur la question de l'Etat, s'insérant dans la crise politique de la bourgeoisie, ouvrant à la classe ouvrière les voies de son action politique sur la question du pouvoir.

Les porte-parole de nombreux groupes disent que les deux premiers mots d'ordre vont de soi et sont contenus dans l'ensemble de leur intervention. Mais les mots ont un sens en politique, de même que l'absence explicite de certains mots d'ordre sur les banderoles à un moment politique déterminé. De nombreux groupes et courants centristes, notamment ceux se réclamant du Secrétariat unifié ou ceux influencés par les premiers, ont ordonné toute leur agitation autour du

mot d'ordre de grève générale. Mais la grève générale est un moyen d'action et non une fin en soi ; en tant que moyen d'action, il lui faut un programme. En l'absence de programme, le mot d'ordre se vide de sens et le moyen d'action peut être aisément dévoyé ainsi que le PC-PSUC l'a fait à Barcelone de novembre à janvier et se transformer en moyen d'étrangler la mobilisation.

Il faut dire : « *A bas Franco ! A bas le régime !* » Si on ne le fait pas, c'est ou bien que l'on ne comprend rien à l'action politique, ou bien que l'on agit sciemment, quel que soit l'activisme déployé, pour paralyser politiquement la classe ouvrière et non l'entraîner dans la voie de la destruction du régime.

Il en va des mots d'ordre comme de l'alphabet. Une fois prononcées les deux premières lettres, il faut ensuite poursuivre et dire également les suivantes. Or si les premiers mots d'ordre « vont de soi », comme le prétendent certains, il n'en va plus de même pour les suivants : « *A bas la monarchie ! Vive la République ! Assemblée Constituante ! Gouvernement ouvrier !* »

C'est parce qu'ils ne veulent pas prononcer les mots d'ordre de République, de Constituante et de gouvernements ouvrier que certains groupes qui se prétendent révolutionnaires ne crient surtout pas : « *A bas Franco, A bas le régime !* »

Une fois Franco disparu se pose en effet le problème de son remplacement et si tout le monde peut s'accorder — y compris Carrillo — sur la perspective, exaltante sans doute mais lointaine du socialisme, il est une tout autre question, parce qu'on touche là aux problèmes les plus immédiats, les plus explosifs de la lutte des classes, de dégager les mots d'ordre transitoires qui peuvent ouvrir à la classe ouvrière et aux masses la voie de l'action politique au niveau de la question du pouvoir politique, de l'Etat, du gouvernement.

Le mot d'ordre de la République

Dire : « *A bas la monarchie ! Vive la République !* » aujourd'hui, c'est répondre à une exigence profonde de la classe ouvrière et des masses, *c'est défendre un mot d'ordre qui signifie, dans le cadre de l'Espagne, pour les raisons qui ont été analysées, le démantèlement de l'Etat bourgeois dans les formes historiques concrètes où il s'est constitué au cours du XIX^e siècle.*

Lancer ce mot d'ordre, c'est s'engager (pour certains, le mot le plus approprié serait s'aventurer) sur le terrain de l'intervention politique révolutionnaire, en rupture avec la bourgeoisie et l'appareil stalinien.

Peu de groupes ou courants s'y hasardent. Pour camoufler leur capitulation devant l'appareil stalinien et l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise, les plus « révolutionnaires » d'entre eux se drapent du blanc manteau de la pureté programmatique, déclarant que le problème de la monarchie n'intéresse pas la classe ouvrière et que le mot d'ordre de République est un mot d'ordre « réformiste ».

La « pureté révolutionnaire » ne trouvera pas d'appui chez Trotsky. Dans « *la révolution espagnole et les tâches des communistes* », il écrit :

« *Le mot d'ordre de république est aussi, bien entendu, un mot d'ordre du prolétariat. Mais pour lui, il ne s'agit pas simplement du changement du roi par un président, mais d'une épuration radicale de toute la société des immondices du féodalisme.* »

Pour Trotsky, on le voit, la chose va de soi : « *Le mot d'ordre de république est aussi, bien entendu, un mot d'ordre du prolétariat.* » Pourquoi ? Parce que :

« *Un programme (comportant) l'association de mots d'ordre démocratiques, de mots d'ordre transitoires et de mots d'ordre nettement socialistes (...) reflète la construction contra-*

dictoire de la société historique, découle inéluctablement de la diversité des tâches léguées en héritage par le passé. Amener toutes les contradictions et toutes les tâches à un seul dénominateur, la dictature du prolétariat, est une opération indispensable, mais tout à fait insuffisante. »

Or la construction contradictoire de la société historique, la diversité des tâches léguées en héritage par le passé sont telles, dans le cas de l'Espagne, que le mot d'ordre de république possède aujourd'hui plus encore qu'hier, l'avantage politique extraordinaire de cumuler les caractères d'un mot d'ordre combinant dans l'immédiat des aspects transitoires et des aspects démocratiques et ceux d'un mot d'ordre débouchant demain sur la république ouvrière, la république des conseils.

L'Espagne va sortir de plus de trente-cinq ans de dictature militarocorporatiste, d'oppression et de répression des libertés sur tous les plans, sur celui de la liberté d'organisation mais aussi d'expression politique, artistique, culturelle. La classe ouvrière espagnole, mais aussi quasiment l'ensemble de la population, les masses opprimées, les étudiants, les intellectuels, aspirent à la liberté, aux plus larges libertés démocratiques.

Tout est mis en œuvre, depuis des années par le PCE pour transformer l'aspiration à la liberté et aux libertés démocratiques en nœud coulant interdisant l'action indépendante de classe du prolétariat, assurant, aujourd'hui comme demain, sa subordination à la bourgeoisie. Mais c'est là précisément la raison du pourquoi les trotskystes doivent comprendre comment, « à certains moments — ainsi que le dit le Programme de transition — les mots d'ordre démocratiques peuvent jouer un rôle énorme ».

Mais le concentré de tous les mots d'ordre démocratiques, ce sont précisément les mots d'ordre de « Vive la République ! Assemblée Constituante ! ». « A bas la monarchie ! Vive la

République ! Assemblée Constituante ! », et cela tout de suite, pas dans douze ou dix-huit mois comme le préconise Carrillo à l'instar du Portugal.

La République n'est pas, pour la génération qui porte le fardeau des luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse aujourd'hui, un acte d'allégeance quelconque à la république faillie de 1931-39. C'est un mot d'ordre qui concentre leurs aspirations à faire sauter les institutions franquistes, les balayer de fond en comble, procéder, comme le dit Trotsky, à « l'épuration radicale de toute la société des immondices », non plus seulement du féodalisme — encore qu'il en reste des vestiges pétrifiés dans les conditions analysées plus haut — mais aussi de celles du franquisme, de la phalange, de l'Eglise, de l'armée, de la dictature clérico-militarofasciste qui a étouffé les forces vives de l'Espagne pendant tant d'années.

Les mots d'ordre de « Vive la République ! Assemblée Constituante ! » se remplissent ainsi d'un contenu précis :

- l'expropriation de la grande propriété foncière, des banques et des grands monopoles et leur nationalisation sans indemnité ni rachat,

- la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la dénonciation du Concordat de 1953, la laïcisation totale de l'enseignement et sa prise en charge par l'Etat,

- la solution de la question nationale moyennant la reconnaissance des droits les plus complets en matière linguistique et culturelle et la création d'un système constitutionnel comportant une large autonomie des régions nationales,

- l'établissement d'un système d'impôts qui frappe pour la première fois en Espagne, non les pauvres mais les riches, et la suppression du régime d'exercice actuel des capitaux étrangers.

Ces mots d'ordre qui relèvent de l'accomplissement, enfin en Espagne, des tâches démocratiques, sont des mots d'ordre pourtant inacceptables

pour la bourgeoisie, si « libérale », si « anti-franquiste », si « républicaine », si de « gauche » qu'elle puisse se prétendre. Comme le disait déjà Trotsky, ces mots d'ordre « *n'ont aucunement pour but un rapprochement du prolétariat avec la bourgeoisie républicaine. Au contraire, ils créent le terrain pour la lutte victorieuse contre la bourgeoisie de gauche, en permettant de démasquer à chaque fois son caractère anti-démocratique.* »

Mais le mot d'ordre de République n'a pas seulement le caractère de mot combinant des aspects démocratiques et des aspects transitoires pour conduire au démantèlement de l'Etat bourgeois dans la forme historique précise qu'il a prise en Espagne.

Il a également *le caractère de mot d'ordre ouvrant sans solution de continuité sur les tâches socialistes, sur les conseils d'ouvriers et de paysans, leur fédération et la constitution, sur cette base* — ainsi qu'il était possible de le faire en 1936 — de l'Etat-Commune. C'est ainsi qu'il ouvre directement la voie au mot d'ordre du *gouvernement ouvrier et paysan*.

Il ne s'agit pas, pour les révolutionnaires, de dresser ce mot d'ordre de gouvernement qui est le leur, et qu'il leur faudra concrétiser dès l'irruption des masses sur la scène politique, en obstacle à : « *Vive la République ! Assemblée Constituante !* » Ils savent simplement que l'enchaînement antérieur des mots d'ordre — par rapport auxquels le Front unique ouvrier se trace et sur lesquels les plus larges couches des masses exploitées et de la petite-bourgeoisie peuvent entrer dans la lutte derrière la classe ouvrière — déblayent un chemin au bout duquel il faut répondre à la question du gouvernement sous la forme du mot d'ordre de *Gouvernement ouvrier et paysan !*

Tel est l'enchaînement simple et naturel de mots d'ordre sur lesquels les révolutionnaires, là où ils sont, engagent en Espagne, sur la ligne du Front unique ouvrier, la lutte pour dé-

bloquer la situation politique et dégager une issue pour la classe ouvrière.

C'est en luttant sur cette orientation que les trotskystes engagent les premières phases du nouveau combat pour la construction du parti révolutionnaire en Espagne.

Révolution espagnole et révolution européenne

Avec la chute du régime et l'irruption des masses en Espagne, c'est un bond en avant dans la progression de la révolution prolétarienne en Europe qui s'effectuera. Aujourd'hui, le développement de la lutte des classes en Espagne se présente comme un moment dans le mûrissement de la révolution européenne dans ses tréfonds. Demain elle en sera un maillon et une composante active déterminante.

La classe ouvrière d'Europe ressent l'existence du régime franquiste comme une plaie qui n'a jamais guéri. La révolution espagnole de 1936-1937 a été le dernier sursaut de la période révolutionnaire ouverte en Europe par la révolution de 1917. Sa défaite levait le dernier obstacle au déclenchement de la 2^e guerre impérialiste mondiale et marquait avec les procès de Moscou et la consolidation définitive du régime hitlérien, le point de recul le plus profond du prolétariat à l'échelle internationale.

La révolution espagnole qui se prépare aura un sens radicalement inverse. Elle sera le second anneau de la révolution européenne en marche et marquera pleinement l'aube de la nouvelle période révolutionnaire en Europe. Avec son éclatement, c'est un ensemble de processus qui viendront à maturité dans d'autres pays et un appel à l'action qui sera donné à la classe ouvrière de tous les pays, à l'Est autant qu'à l'Ouest du continent. Tel est l'enjeu. Telle est la portée de ce qui mûrit à vive allure en Espagne aujourd'hui.

Etienne LAURENT.

Comptes rendus

"LES MARXISTES CONTRE L'AUTOGESTION"

publié par la SELIO

Toutes les forces attachées au maintien de l'ordre bourgeois, de la propriété privée des moyens de production et qui se réclament du mouvement ouvrier, du socialisme, ont aujourd'hui en commun un mot à la bouche : celui d'« autogestion » qui serait devenu la panacée des panacées pour assurer l'émancipation de la classe ouvrière.

Le livre publié en octobre 1974 par la SELIO (qui se présente sous la forme d'un recueil d'articles du CAO-Renault et des militants de l'OCI de cette entreprise, articles rédigés en 1972 et 1973 et introduits par une préface de Stéphane Just) est une arme de combat. Il le restera tant qu'il faudra combattre dans les rangs du mouvement ouvrier contre ceux qui opposent la « théorie » de l'autogestion à la lutte de classe du prolétariat pour le renversement du régime de la propriété, la destruction de l'Etat bourgeois et sa constitution en classe dominante, condition préalable indispensable à l'édification du socialisme.

L'actualité de ce livre, elle est donnée au moment où paraît un livre de ce chantre de l'autogestion qu'est le dirigeant du CERES (tendance corporatiste au sein du PS) Jean-Pierre Chevènement (1). « Le Monde » du 1^{er} février 1975, rendant compte de ce livre, écrit :

« J.-P. Chevènement ne se le cache pas : le premier problème de l'autogestion, c'est celui de la crédibilité. Tout est à inventer. Jusqu'à présent, le socialisme existant n'a pas détruit la hiérarchie, mais remplacé une hiérarchie par une autre. Il y a toujours des gouvernants et des gouvernés. Le préalable indispensable, c'est-à-dire la socialisation des moyens de production, a bien été accompli. Mais l'autoritarisme n'a pas reculé. Il s'est simplement déplacé. »

Tel est le dernier mot des « autogestionnaires ». La question centrale qui se pose à la classe ouvrière n'est plus l'expropriation des expropriateurs, mais la lutte contre la « hiérarchie », contre l'« autorité ». Aménager

les rapports humains au sein de l'entreprise, faire « participer » les travailleurs à la gestion, c'est-à-dire leur faire cautionner la politique du patronat (dont on ne parle pas puisque « la socialisation des moyens de production a été accomplie »), tel est le contenu des idéologues autogestionnaires : une arme de guerre contre le mouvement ouvrier organisé, contre son indépendance de classe, pour tenter d'empêcher que sa lutte ne se dirige vers la prise du pouvoir politique.

Comme l'écrit Stéphane Just dans sa préface :

« En tant que "théorie", "l'autogestion" est un bricolage idéologique qui ramasse toute une série de vieilleries pré-marxistes, pour étayer cette nouvelle forme de la doctrine sociale de l'Eglise, dont la logique conduit au corporatisme » (p. 6). « La courroie de transmission, c'est la CFDT et ses prolongements politiques, le CERES par exemple » (p. 18).

Les auteurs démontrent qu'il en est bien ainsi. Le « **petit historique** » qui traite d'« **autogestion et CFDT** » (pp. 39 à 43) a le mérite de mettre en lumière ce que tout le monde entend cacher, à savoir que la CFDT ne fait que « moderniser » la vieille orientation de la CFTC (l'association capital-travail, fondement de la doctrine sociale de l'Eglise) dont elle est issue. D'ailleurs, n'est-ce pas un dirigeant de la CFDT elle-même, Maurice Boudaloux, qui explique en clair : « **Le socialisme démocratique plonge ses racines dans l'éthique chrétienne** » ? Et ne lit-on pas sur la carte de tout adhérent de la CFDT que celle-ci « **souligne les rapports des différentes formes d'humanisme, dont l'humanisme chrétien** » ?

Citant des « documents à l'appui », les auteurs de **Les marxistes contre l'autogestion** publient la fameuse « déclaration historique » de la CFDT du 16 mai 1968 : « **A la monarchie**

industrielle et administrative, écrivait la centrale fondée par l'Eglise contre le mouvement ouvrier indépendant; **il faut substituer des structures à base d'autogestion.** » Il suffit de rappeler un tract CFDT de chez Renault datant du 18 janvier 1972 préconisant des solutions « ouvrières » pour sauver de l'effondrement économique la direction du matériel agricole : « **Notre but est l'autogestion : nous n'aurons pas de mal à faire mieux que la direction actuelle** », pour constater comment les autogestionnaires aboutissent tout naturellement à faire au patronat (ou à l'Etat-patron) des offres de service... gestionnaires.

C'est d'ailleurs un administrateur du Crédit lyonnais, M. Bloch-Lainé, qui définissait en ces termes les perspectives ouvertes par les autogestionnaires au grand capital lors d'un colloque sur la réforme de l'entreprise. Et d'avancer le contenu de sa « réforme » :

« Du côté capitaliste, il s'agit de rendre possibles des expériences, jusqu'à présent peu nombreuses, qui tendent à organiser l'entreprise comme une communauté. »

Le grand mot est lâché ! Or nul autre qu'Ernest Mandel assistait à ce colloque. Et le dirigeant pabliste d'apporter ouvertement son soutien au « **capitaliste intelligent** » Bloch-Lainé en déclarant :

« En ce qui concerne vos formes, je crois que la seule attitude à prendre pour le mouvement ouvrier, c'est une attitude de neutralité. »

Ainsi le théoricien du néo-capitalisme rejoint-il le représentant du grand capital sur l'autel de l'entreprise considérée comme une « communauté ».

Toutes les tendances qui ont abandonné la lutte pour la dictature du prolétariat s'alignent sur les autogestionnaires. Mais le PCF, dira-t-on, ne

s'élève-t-il pas contre ces derniers ? En paroles mais pas dans les faits, comme le démontre le chapitre : « **Le PCF face à l'autogestion.** » Quel contenu ont les formules utilisées par les dirigeants du PCF de « **participation** », de « **démocratie économique** », « **démocratie dans l'entreprise** » sinon celui d'une adaptation à ceux qui entendent nier le combat politique d'ensemble du prolétariat contre l'appareil de l'Etat bourgeois ? Et les auteurs de souligner que

« l'accord CGT-CFDT (de janvier 1966) fut conclu sur la base de la "reconnaissance de la section syndicale d'entreprise" élevée contre le syndicat constitué en fédérations d'industrie, de région et nationalement. La "section syndicale d'entreprise" ainsi définie a comme prolongement naturel l'"accord d'entreprise" qui s'inscrit ici à la fois comme facteur de division et comme tendance à l'intégration des travailleurs à l'entreprise » (p. 116).

Et de rappeler qu'à la veille du référendum corporatiste de De Gaulle en avril 1969, J.-L. Moynot, dirigeant confédéral de la CGT, affirmait « **revendiquer, dans le cadre de la participation gaulliste, les plus larges prérogatives pour les représentants des travailleurs** » au moment où, par contre, G. Séguéy s'élevait contre « **ce qui a des relents de la Charte du travail de Pétain** ».

Nous savons que les dirigeants du PCF ne veulent pas de l'expropriation du capital. Ainsi prend tout son sens ce passage de son programme, **Changer de cap :**

« La démocratie réelle, à notre époque, exige l'intervention des travailleurs dans la gestion économique au niveau de l'entreprise comme au niveau de la nation. »

Pour préserver l'Etat bourgeois et la propriété privée, les staliniens se retrouvent sur le même terrain que l'Eglise et les Bloch-Lainé.

Le chapitre consacré à la longue lutte des travailleurs de Lip pour la défense des avantages acquis et le refus de tout licenciement démontre comment les « autogestionnaires » (CFDT, PSU, AMR), au nom d'une « expérience exemplaire », ont tout mis en œuvre pour cacher le fait que la lutte des travailleurs de Lip était une incursion sur le terrain de la propriété privée dont la portée se hissait à l'échelle de toute la société bourgeoise. Au nom de « l'expérience exemplaire » chez Lip, les autogestionnaires et les appareils bureaucratiques ont tout fait pour isoler les travailleurs en lutte, se sont tous prononcés contre le mot d'ordre de grève générale avancé par la seule OCI le 20 août 1973 après l'intervention policière. Et c'est Edmond Maire soi-même qui s'éleva publiquement à l'époque contre ce mot d'ordre qu'il osa qualifier de « **petite bête** », canalisant la grève vers la négociation avec les bons patrons « autogestionnaires » Bidegain et Neuschwander, aboutissant à la « victoire » que l'on sait : des centaines de licenciements !

Un chapitre, malheureusement trop court, « **Autogestion et bureaucratie** » aborde la façon dont l'autogestion est utilisée contre la classe ouvrière dans les pays où le capital a été exproprié. En Yougoslavie, le « système d'autogestion » laisse en place la bureaucratie titiste, laquelle, au nom de la « réforme économique », bat en brèche l'économie planifiée au profit des forces aveugles du marché entraînant un chômage massif.

Le développement de la révolution politique (en Pologne et en Hongrie en 1956, puis en Tchécoslovaquie en 1968) a mis en avant la revendication ouvrière de « l'autogestion ». Avec ce terme imprécis, les travailleurs polonais, hongrois et tchèques revendiquaient en fait un véritable pouvoir des conseils ouvriers. Là encore, contre les semeurs d'illusions, contre les « réformateurs » de

la bureaucratie qui veulent confiner la lutte au niveau de l'entreprise, les révolutionnaires doivent dégager le noyau sain de la revendication ouvrière et la diriger vers la question du pouvoir, de l'Etat.

« **En guise de conclusion** », les auteurs reprennent dans le détail l'analyse de la politique d'intégration des syndicats à l'Etat tentée par la V^e République dès sa fondation. Le rôle tout particulier joué par la CFTC-CFDT dans cette tentative, au nom du « socialisme autogestionnaire », est analysé à chaque étape comme la volonté consciente de disloquer le mouvement ouvrier lui-même. Et c'est bien en ce sens que l'on peut caractériser les tenants de « l'autogestion » qui balayent d'un tour de main plus d'un siècle de combat de la classe ouvrière pour centraliser ses forces contre l'Etat, pour la conquête du pouvoir politique, d'agents conscients « **au service de la contre-révolution** ».

Un livre à lire absolument où l'on trouvera tous les éléments d'une

polémique à développer au sein du mouvement ouvrier contre tous ceux qui, comme l'écrit le préfacier, refusent

« le combat pour le front unique ouvrier, la rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie, le gouvernement ouvrier. Ce combat sous des formes multiples est un combat politique, quotidien et les textes qui composent ce livre sont chacun un apport à la lutte pour la construction du parti révolutionnaire en France et la reconstruction de la IV^e Internationale. Ce n'est pas là simple affirmation. "L'autogestion" veut pulvériser la classe ouvrière. Elle s'oppose fondamentalement à la prise de conscience politique du prolétariat, à son unité politique, à sa lutte pour le pouvoir ».

J. M.

(1) La troisième partie de ce livre, intitulé *Le vieux, la crise, le neuf*, a pour titre : *Deux ou trois choses que je sais de l'autogestion*.

"PORTUGAL : L'AUBE DE LA LIBERTE"

d'Alvaro CUNHAL

« **O povo unido jamais sera vencido** ». Nul besoin de bien connaître le portugais ou l'espagnol pour reconnaître cette phrase de la couverture du livre de Cunhal : **Portugal, l'aube de la liberté**. « **Le peuple uni jamais ne sera vaincu** » : cette orientation a conduit au Chili à la défaite sanglante des travailleurs chiliens. Est-ce un hasard de trouver ici cette

phrase ? Le présentateur des textes de Cunhal est Pierre Gilhodès. Gilhodès est l'un des co-auteurs, avec Acquaviva (aujourd'hui envoyé spécial de « L'Humanité » à Lisbonne), G. Fournial et J. Marcelin, du livre paru aux Editions sociales : **Chili : trois ans d'unité populaire**. C'est donc l'un des spécialistes stalinien des situations révolutionnaires et des

révolutions prolétariennes, hier au Chili, aujourd'hui au Portugal, qui présente les textes de Cunhal.

Le Parti communiste portugais : un parti stalinien

Il n'est pas nécessaire de suivre l'ordre chronologique du livre. Nous partirons de l'intervention de Cunhal à la conférence des PC des pays capitalistes d'Europe, à Bruxelles, en janvier 1974. Gilhodès précise d'emblée, en mettant les points sur les i : « Il [le PCP] occupe également une place de choix dans le mouvement ouvrier international et l'on sait par exemple qu'il a approuvé l'intervention des pays socialistes en Tchécoslovaquie en août 1968. » Précision volontaire du présentateur français, car nulle part ailleurs il n'est question de l'intervention en Tchécoslovaquie dans les textes. A cette conférence de Bruxelles, c'est le secrétaire général d'un parti stalinien, défendant dans les moindres détails la ligne de l'appareil international du Kremlin, qui intervient :

Conférence européenne de sécurité :

« La réalisation de la conférence européenne de sécurité représente un événement de la plus haute importance dans l'évolution de la situation européenne et internationale. »

Coexistence pacifique :

« La coexistence pacifique n'a rien à voir avec une prétendue reconnaissance du statu quo politique dans le monde, c'est-à-dire un accord ou un consensus en fonction duquel *ni contre-révolutions à l'Est, ni révolutions à l'Ouest* ne seraient admises. »

Alliance avec les « couches non monopolistiques » :

« Une politique d'indépendance

est inséparable de la libération du pouvoir des monopoles et de transformations sociales profondes dans chaque pays, que la classe ouvrière alliée aux classes et aux couches non monopolistiques est en mesure de mener à bon terme. »

Voies nationales vers le socialisme :

« Nous saluerons demain, avec une joie infinie « le socialisme aux couleurs de la France », le socialisme tel qu'il sera construit en Italie, le socialisme qui finira par triompher dans chacun des pays représentés dans cette conférence. En ce qui concerne le Portugal, ce n'est pas par hasard que sur le drapeau de notre parti, le drapeau rouge avec la faucille et le marteau, sont accrochés (conformément aux statuts) deux rubans aux couleurs nationales portugaises. Au Portugal également, les conditions concrètes du pays et le processus révolutionnaire imprimeront au socialisme des particularités nationales. »

« Nous sommes pour l'universalité et l'indivisibilité du mouvement communiste. »

Il est possible de suivre texte après texte les positions du PCP et de montrer la continuité profonde des positions contre-révolutionnaires de l'appareil stalinien portugais.

Une ligne constante : contre l'indépendance de classe du prolétariat

En 1943, au troisième congrès du PCP, Cunhal présente le rapport : « L'unité de la nation portugaise dans la lutte pour le pain, la liberté et l'indépendance. » Gilhodès en résume le début :

« Il montre ensuite quelles sont les alternatives fondamentales. Le Portugal peut choisir : ou l'indépendance nationale ou la soumis-

sion aux puissances étrangères ; ou la démocratie ou le fascisme. C'est à partir de cette situation que le parti a lancé le mot d'ordre : union de la nation portugaise dans la lutte pour la liberté et pour l'indépendance, c'est-à-dire la lutte nationale de toutes les forces progressistes et patriotiques du pays contre le fascisme qui trahit la nation. »

La démocratie contre le fascisme, union nationale contre fascisme : c'est la politique du PCF en France en 1934, en 1936, pendant la guerre, politique de front populaire, puis politique de l'union nationale contre l'indépendance de classe du prolétariat, pour lui interdire la voie du combat pour le pouvoir politique. Et c'est cette politique que le PCP poursuivra année après année. Au comité central de juin 1947, Cunhal la développe ainsi :

« Unir, c'est appeler à l'unité des Portugais honnêtes qui n'y participent pas encore. Nous devons suivre une politique souple et ouverte, attirant tous ceux qui — républicains ou monarchistes, croyants ou non — désirent sincèrement que le peuple portugais choisisse son destin sans hostilité, sans multiplier les doutes et les suspicions sur ceux qui — bien qu'ayant appuyé le fascisme ou participé au gouvernement fasciste — désireraient aujourd'hui entrer avec tous les démocrates dans la lutte pour les libertés fondamentales ; nous devons savoir exiger des hommes ce qu'ils peuvent donner et non exiger de tous un effort égal et une activité de type semblable ; nous devons savoir faire venir à nous ceux qui — malgré tout — ne sont pas encore décidés à une action conjointe, qui se séparent du fascisme, ne collaborent plus avec les fascistes et se disposent à ne pas attaquer les forces démocratiques ; nous devons tenir encore bien haute la consigne de notre premier congrès illégal : « Ne pas attacher inexorablement les hommes aux erreurs de leur passé »,

et la consigne de notre deuxième congrès : « Ce qui nous sépare n'est rien comparé à ce qui nous unit. »

Le PC chilien, qui veut s'allier à la démocratie chrétienne pour interdire l'indépendance de classe du prolétariat chilien dans sa lutte pour balayer la dictature fasciste de Pinochet ou le PC espagnol participant à la « Junte démocratique » avec les monarchistes pour tenter d'interdire au prolétariat espagnol toute politique indépendante d'une bourgeoisie espagnole effrayée par la décomposition de l'Etat franquiste, n'ont rien inventé. Subordonner l'action du prolétariat portugais contre le fascisme à l'action avec les « démocrates », c'est-à-dire avec la bourgeoisie prétendument libérale, c'est la politique constante de Cunhal et du PCP.

« Le projet caractérise l'étape actuelle de la révolution en tant que révolution démocratique et nationale. Il définit les objectifs de cette révolution et il indique les réformes et mesures nécessaires pour édifier un régime démocratique au Portugal et pour assurer la véritable indépendance de notre patrie.

« Le projet de programme du Parti communiste justifie la nécessité de l'union de toutes les forces démocratiques et patriotiques et il montre le chemin à suivre pour mettre fin au fascisme. Il appelle à la coopération avec les catholiques anti-fascistes qui ont un rôle important à jouer, et même unité avec la bourgeoisie libérale en dépit de ses hésitations. » [*Rapport d'activité du CC au sixième congrès en 1965.*]

Le mouvement des masses dans le cadre du régime fasciste

Dans les dernières années et notamment en 1973, le mouvement des masses se développe. Au sein des entreprises, les travailleurs se mettent en grève, avec occupations d'usines, pour des revendications qui combinent les revendications de salaires, la semaine de 45 heures

et des revendications plus directement politiques comme le 1^{er} mai jour férié. La mobilisation des étudiants, de la jeunesse contre la guerre coloniale, le mouvement de désertion se développent...

Le rapport du CC de juillet 1973 soumet à la discussion la

« possibilité réelle, pour la classe ouvrière, les forces démocratiques, les masses populaires, d'entreprendre une grande offensive.

« Une nouvelle grande offensive signifie, avant tout, le *développement d'actions partielles pour des objectifs concrets immédiats, sur les différents fronts de la lutte populaire* : dans les entreprises et les syndicats, dans les ports et les villages, au sein des forces armées, dans les différentes organisations de jeunes travailleurs, dans les associations d'étudiants et autres collectivités. au sein du mouvement démocratique et de ses structures autonomes ».

Alors que le mouvement des masses qui se développe pose directement la question de la chute du gouvernement Caetano et du régime fasciste, ce sont des « actions partielles », « sectorielles » que le PCP préconise. Jusqu'au bout, c'est dans le cadre du régime fasciste que le PCP enferme le mouvement des masses :

« Dans les conditions actuelles, *l'intensification des luttes dans chacun des secteurs afin d'aboutir à un seul torrent de combat est essentielle pour créer la dynamique nécessaire à une grande offensive.* »

Cette grande offensive, c'est

« le déclenchement d'une grande campagne politique de masse à l'occasion des « élections » fascistes à l'Assemblée nationale ».

A aucun moment, la chute du régime fasciste n'est posée comme l'objectif du mouvement des masses ! Jusqu'au coup d'Etat des capitaines du 25 avril et l'irruption des masses

sur la scène politique, c'est dans le cadre des institutions fascistes que le PCP tentera de canaliser le mouvement des masses.

Après le 25 avril

Les textes écrits après le 25 avril présentent un moindre intérêt. Non par leur contenu, mais parce que les lecteurs de « La Vérité » auront une connaissance plus précise de la politique de la direction du PCP face au mouvement des masses dans la brochure de l'OCI **Problèmes de la révolution portugaise** et par la lecture d'« Informations ouvrières » qui suit semaine après semaine les développements de la révolution prolétarienne au Portugal. Dans ces textes, c'est toujours la subordination du mouvement des masses à la bourgeoisie qui ressort comme idée force :

« Le Parti communiste portugais pour l'instauration d'un véritable régime démocratique.

« Pour atteindre ces objectifs, deux conditions sont indispensables : l'unité de la classe ouvrière et de toutes les forces démocratiques, l'alliance des masses populaires et du mouvement des forces armées.

« Je voudrais à ce propos aborder trois aspects :

« *Le premier concerne les mesures prises ou à prendre par le gouvernement.* Il faut abandonner une fois pour toutes l'idée qu'il existe au Portugal un gouvernement populaire en mesure de réaliser de profondes réformes sociales. Et il ne faut pas alimenter l'illusion que les travailleurs pourraient les imposer dans les conditions actuelles. Le gouvernement provisoire est le gouvernement de très large coalition des forces sociales et politiques dont le programme — le programme du Mouvement des forces armées — ne prévoit pas de réforme profonde de la structure économique et sociale.

« Cependant, et c'est tout autre chose, il faut le souligner, des

mesures d'urgence s'imposent dans le cadre d'une « stratégie anti-monopoliste » comme l'établit le programme lui-même. Il est parfaitement possible de les prendre sans altérer les structures actuelles de la société portugaise. On n'a guère avancé dans cette direction. C'est la voie qu'il convient de suivre. »

En guise de conclusion

21 septembre 1974 : la cellule du PCP de Lisnave condamnait la manifestation des travailleurs de Lisnave à Lisbonne à laquelle participaient les militants du PCP.

Janvier 1975 : le PCP soutient la loi « anti-syndicale » tentant d'insti-

tuer le syndicat unique vertical intégré à l'appareil d'Etat.

Février 1975 : le PCP s'oppose à la manifestation des 40 000 travailleurs de la région de Lisbonne à l'appel de leurs commissions de délégués. Les textes choisis de Cunhal du livre **Portugal, l'aube de la liberté** ont un mérite. Ils montrent que cette politique contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien au Portugal aujourd'hui est la continuation, dans la situation où le mouvement des masses a démantelé l'Etat bourgeois, de la politique contre-révolutionnaire menée constamment pendant plus de trente ans sous le régime de Salazar.

D. M.

Militants, sympathisants,

La Sélio

VOTRE LIBRAIRIE...

Société d'Édition, Librairie, Informations Ouvrières

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

CCP 31.697.97 La Source - 45

Fond important de tous les classiques politiques, sociaux et économiques.

TABLE DES MATIERES

La question centrale : le front unique ouvrier, vaincre la division par Roger Ducros	p. 1
Réponse à quelques objections sur le front unique ouvrier et le gou- vernement PS-PCF sans ministres bourgeois, par Charles Berg	p. 20
Le combat politique, le plan de développement de l'OCI, par Marc Lacaze	p. 30
Défense de la IV ^e Internationale, par François Forgeue	p. 44
Réponse de Stéphane Just à la Conférence européenne	p. 50
La révolution portugaise du 28 septembre 1974 à février 1975, par Jacques Meyrand	p. 67
Vers l'explosion révolutionnaire en Espagne, par Etienne Laurent	p. 79
 Comptes rendus	
Les marxistes contre l'autogestion	p. 121
« Portugal : l'aube de la liberté »	p. 124



Prix du numéro : 6 F